

**Bernard
PLOUVIER**

**Le devoir
d'insurrection**

Ou
la réponse
géopolitique
à la tentation
cosmopolite

l'État laïc,
dernier jour
honorables,

À André Lama, précurseur fort respecté, partisan inconditionnel de
chantre incomparable de la Rome antique et admirateur de Nietzsche.
À la mémoire de Grigore Pop, patriote roumain, fidèle jusqu'au
à la foi chrétienne de son enfance.
Leurs exemples prouvent qu'il est différentes façons, toutes fort
de servir l'idée européenne.

qui a

À Philippe Randa, pour son courage, sa persévérance et son amitié,
poussé l'abnégation jusqu'à relire ce texte de façon critique.

Pour Alain, Mathieu, Vasco, Louis, Lise et Marc, futurs citoyens et
citoyenne d'Europe, qui vivront probablement une période rude, mais
passionnante.

*« Nous ne luttons pas pour que le peuple devienne heureux.
Nous luttons pour lui imposer une destinée »
Ernst von Salomon, Les Réprouvés, 1922*

Introduction

« Plus haut que l'amour du prochain se trouve l'amour du futur »

Friedrich Nietzsche, *Ainsi parlait Zarathoustra*.

Depuis l'effondrement de l'Union Soviétique, plus connue sous le sigle U.R.S.S., et le passage à l'économie de marché de la plupart des États communistes durant la décennie 1990, les maîtres du pouvoir économique ont confisqué à leur profit la totalité des pouvoirs : politiques (exécutif, législatif), judiciaire (trop souvent vauté devant les précédents), et même spirituel (chacun sait ou devrait savoir que les manipulateurs des islamistes fanatiques sont des milliardaires en pétrodollars, installés en Amérique du Nord ou dans la péninsule arabique).

Le pouvoir de former l'opinion publique, par l'enseignement des jeunes et par l'information du public (ce que l'on nomme de nos jours les media), ayant toujours été confisqué par l'autorité véritable, son asservissement n'est pas une innovation de notre époque.

Si l'on gratte la fine couche de verbiage propre aux dévots des systèmes d'économie politique, la société actuelle est la parfaite illustration d'une phrase de Karl Marx (in *Le Capital*) : « *Ce sont uniquement les conditions de production et la vie matérielle qui déterminent le processus de la vie politique, sociale et intellectuelle* ». Ce n'est nullement un paradoxe : la société mondialiste, vide de toute véritable spiritualité et même de grandeur intellectuelle, en revient à la pure domination de l'économie sur l'homme.

Pour le théoricien du marxisme ou pour celui du libéralisme le plus débridé, l'histoire humaine se résume à un vulgaire fatalisme économique. Notre époque est simplement passée du dogme irréaliste de la dictature du prolétariat et d'une économie étatisée à celui, d'une essence triviale, de la dictature des marchés.

En 1938, un théoricien allemand de l'histoire économique, Ernst Wagemann, écrivait : « *L'économie libérale est un corps sans cerveau* ». Une formulation plus juste, et qui définirait également l'économie marxiste, évoquerait un cerveau purement calculeur et matérialiste, dépourvu de toute transcendance.

Or, le travail humain ne devrait pas être considéré comme une banale marchandise, du moins si le travailleur est doté de réelles qualités humaines (on reconnaît volontiers que ce n'est pas toujours le cas). Une vie de travail devrait être formatrice, voire innovante, orientée vers le progrès du Bien commun (Wagemann, 1938).

Pour obtenir ce résultat, il est évident qu'il conviendrait d'éduquer et d'instruire l'enfant et l'adolescent dans le culte de la communauté nationale (c'est,

respectivement, le rôle des parents et celui des enseignants), et qu'il serait nécessaire d'organiser une formation professionnelle et civique continue qui stimulerait l'esprit du travailleur durant les décennies de sa vie active et lui rappellerait qu'œuvrant pour lui-même et sa famille, il travaille aussi pour le bien-être général de la collectivité.

À l'évidence, le monde de l'économie globale, exclusivement voué aux fonctions de production et de consommation, n'a rien de commun avec les valeurs honorées dans les régimes populistes, où l'on exalte l'honneur, l'héroïsme et la fidélité à un idéal transcendant. Le monde actuel, né vers 1980, se donne pour seule valeur morale un vague humanitarisme optimiste, dont l'unique finalité est d'obtenir le métissage universel des consommateurs, encouragés à développer un individualisme effréné, pour assurer aux véritables maîtres du jeu la paisible jouissance de leurs biens et de leur toute-puissance, sans que les perpétuels innovateurs issus de la race européenne ne viennent remettre en question le nouveau modèle de société.

Les actuels potentats ont domestiqué les politiciens et les agents des media au point d'en faire de simples marionnettes, alors que le XX^e siècle avait été l'époque des grandes expériences politiques, succédant au XIX^e, celui des « *bourgeois conquérants* » qui avaient imposé leurs volontés aux politiciens. Seules les fortes personnalités refusaient alors cette soumission. Les autres ne conservaient un peu d'autonomie que lorsque les Divas économiques s'entredéchiraient : en Grande-Bretagne, l'opposition quasi permanente entre le lobby des financiers, des négociants et des assureurs de la City d'une part, le groupe des industriels du centre de l'Angleterre de l'autre, permettait aux Lords terriens d'arbitrer le débat entre ploutocrates.

Notre XXI^e siècle n'est pas seulement la version informatisée et robotisée du siècle de la Révolution industrielle, elle-même liée à la domestication de la vapeur, puis de l'électricité, et à l'explosion de la chimie de synthèse. Notre siècle est aussi, et surtout, celui de l'économie globale, voulue et planifiée par les nouveaux maîtres, dans le seul but d'accroître de façon vertigineuse leurs profits et leur puissance.

En apparence, les nouveaux potentats poursuivent et développent le Grand Œuvre de Franklin Delano Roosevelt (FDR, pour ses admirateurs et même pour les autres). En réalité, ils en trahissent le principe : jamais le 32^e Président des États-Unis d'Amérique du Nord (U.S.A., pour faire simple et continuer à jongler avec les sigles) n'aurait accepté l'omnipotence des maîtres du pouvoir économique.

Avec la complicité active de politiciens trahissant le mandat de leurs électeurs et des fabricants d'opinion publique, les nouveaux maîtres du jeu économique et social ont organisé la désindustrialisation des pays hautement évolués, transférant la production des biens de consommation vers des zones planétaires où la main d'œuvre, certes initialement peu qualifiée, est très peu exigeante en matière de salaire et de protection sociale. On a ainsi délibérément sacrifié le savoir-faire des Européens, coupables d'avoir, en deux siècles d'intenses luttes syndicales et politiques, obtenu des salaires à peu près décents et une protection sociale de qualité, ce qui diminuait d'autant les bénéfices des entreprises et les dividendes des actionnaires.

La Chine, l'Inde et les autres pays de l'Asie du Sud-Est sont ainsi devenus la première zone de production industrielle de la planète, exploitant, non sans d'énormes dégâts écologiques dont se moquent leurs dirigeants économiques et politiques, les découvertes d'Européens et de Nord-Américains, de souche européenne pour l'immense majorité d'entre eux. Cette prépondérance asiatique est à l'évidence une menace pour l'équilibre économique, politique et militaire de tous les continents (et pas seulement pour les riverains d'un Océan, qui ne sera bientôt plus pacifique que de nom).

Manifestement, ce déséquilibre et ce risque de conflagration intercontinentale n'émeuvent guère nos véritables maîtres, assurés de trouver asile dans l'un ou l'autre de leurs ghettos de grand luxe et d'y jouir de leurs énormes revenus. Quelle que soit la tournure des événements, ils sont persuadés que leurs empires financier et médiatique, leurs multinationales du négoce, de la production et des services, leur permettront de poursuivre leurs petits jeux de Divas.

Si les quelques milliers de maîtres de l'économie terrestre se jalouent mutuellement et ne concluent d'alliances que de façon temporaire, tous sont persuadés de réussir, jusqu'à leur dernier souffle, à satisfaire leur insatiable appétit de pouvoir. Car les empereurs de la finance, du négoce, des media, du transport et de la production, sont tout aussi imbus d'eux-mêmes que les despotes et les politiciens du passé, notamment ceux qui ont fait du XX^e siècle de notre ère le plus sanglant de l'histoire humaine.

Il est peu probable que nos maîtres, qui sont indéniablement des rois de la spéculation, mais ne semblent guère être des génies de la réflexion, aient lu les ouvrages d'Arthur Schopenhauer ou de Friedrich Nietzsche consacrés à la « *puissance de la volonté* » puis à la « *volonté de puissance* », mais ils sont aussi paranoïaques et meurtriers que les fous furieux qui les ont précédés de 1914 à 1990.

L'Europe, peuplée de nations qui partagent le même patrimoine : une civilisation fabuleusement riche et vieille de deux millénaires et demi, paraît dangereuse à nos maîtres, par l'esprit critique de 20 à 25 % de sa population autochtone, ces Européens qui n'aiment guère tous les aspects de l'*American way of life*, qui se refusent à devenir de vulgaires hédonistes, gentils habitants du grand village mondial, où tout le monde ne doit vivre que pour consommer, où tout le monde se doit de penser bellement et calmement, comme tentent de l'imposer les clowns des media.

Pour anéantir ces irréductibles citoyens attachés à leur culture et à leur libre-arbitre, nos bons maîtres ont planifié l'invasion du continent par des dizaines de millions d'immigrés d'origine extra-européenne, prenant prétexte d'une faible natalité autochtone. D'Afrique, du Moyen-Orient, de la péninsule indienne et à un moindre degré d'Asie du Sud-Est, ont afflué, et continuent de le faire sur un rythme accéléré, des millions d'individus importateurs pour beaucoup d'entre eux de coutumes archaïques, ce qui implique notamment un goût immodéré des palabres et un dégoût prononcé des cadences modernes de travail, une natalité exubérante et un défaut total d'éducation civique des rejetons, importés ou nés en Europe et naturalisés ipso facto, en raison d'un absurde « *Droit du sol* ».

Les immigrants de religion musulmane, qui forment l'écrasante majorité des envahisseurs et de leurs surgeons nés en Europe, sont ouvertement encouragés par les cadres islamistes à détruire les valeurs européennes, à l'évidence opposées au triomphe d'une foi d'essence médiévale. L'importation du terrorisme en Europe paraît naturelle aux *djihadistes*, assurés de retrouver Allah en son paradis s'ils meurent pour assurer le triomphe de l'*islam*, quand bien même ils se seraient fort mal comportés de leur vivant, du moins d'après les critères de la civilisation européenne, les seuls admissibles sur notre continent.

Dans tous les pays d'Europe occidentale, les politiciens des partis de gouvernement (par opposition aux hommes des partis populistes, soucieux du bien-être immédiat et à moyen terme des peuples autochtones) ont obéi, sans trop de scrupules, aux vigoureuses sollicitations des transmetteurs d'ordres émis par les maîtres du pouvoir économique. De même, hommes et femmes des media, sans compter les pitres de sexe indéterminé, ou de « *genre* » imprécis, comme l'on voudra, ont véhiculé le message cosmopolite.

L'on ouvre, à ce propos, une parenthèse, le temps de rappeler à ceux qui l'auraient oublié que le mot « *genre* », qui devient une tarte à la crème de nos media, un milieu où l'on aime à jouer aux sémanticiens ou aux philosophes de salon, n'est qu'un synonyme de sexe ou d'absence de sexe ! L'on comprend bien que les théoriciens actuels du « *genre* » en reviennent à la notion de « *sexe intérieur* » ou intime (par opposition à l'apparence des organes génitaux, qui définit les phénotypes mâle et femelle) et à la « *bipolarité* » des êtres humains, deux notions défendues en 1903 par Otto Weininger (édité en langue française l'année 1975), mais nul n'est tenu de vénérer les thèses de ce malheureux jeune homme, qu'une psychose mena au suicide avant l'âge de 25 ans.

La nouveauté, introduite par les actuels partisans du « *genre* » librement choisi par l'individu qui ne veut pas obéir à « *Mère nature* », est leur haine réellement pathologique de la notion de Famille... à croire que tous ces fanatiques sont des schizophrènes, comme l'était leur saint patron. L'on referme la parenthèse consacrée à un sujet parfaitement grotesque : l'homosexualité a toujours existé, touchant environ 3 à 5 % des individus des deux sexes (plus à peu près autant de bisexuels, cf. Randa, 2013)... soit une affaire de minorité qui n'a pas à imposer ses vues à plus de 90 % de l'humanité.

Et l'on en revient aux populations exotiques, massivement importées en Europe, sans que les peuples réputés souverains aient été consultés, à quelques exceptions près, ne touchant que des États à faible population et à forte tradition démocratique.

L'Europe est, depuis les années 1980, envahie par des populations exotiques, prêtes à œuvrer, plus ou moins bien, pour de bas salaires, assurées qu'elles sont de les voir doublés ou même triplés par des allocations en tous genres, généreusement octroyées par les nervi du Pouvoir et tirées des Trésors publics, eux-mêmes constitués par le produit des impôts prélevés pour l'essentiel sur les salaires et sur les revenus générés par le placement des économies des autochtones. Certes, il existe des

immigrés imposés, mais ils sont ridiculement minoritaires au regard du poids démographique de l'immigration extra-européenne.

Merveille des merveilles ! Par le biais de lois sociales obtenues par le travail de générations d'Européens de souche et financées par eux pour l'essentiel, les autochtones nourrissent ceux qui risquent à terme de les spolier de leur territoire.

L'on ne peut que déplorer l'inévitable exportation, vers les parents restés dans les autres continents, du produit des allocations, pensions et salaires distribués en Europe. Mais l'on doit dénoncer, avec toute la vigueur possible, l'énorme surcoût généré par une délinquance et une criminalité explosives, celles des rejetons de l'immigration africaine (Noirs et Maghrébins, qui agissent le plus souvent en bandes ethniques distinctes et rivales), qui non seulement gâchent la vie de millions d'Européens de souche, mais encore exigent une augmentation constante des sommes déboursées par les assureurs (qui majorent d'autant les primes de leurs souscripteurs), et génèrent un accroissement coûteux des agents du milieu pénitentiaire et des personnels de police, très démotivés par l'attitude de juges orientés par leurs croyances politiques, obnubilés par leur plan de carrière ou fort attirés par la publicité démagogique. Rien de tout cela n'est payé par les maîtres qui ont exigé des politiciens l'invasion de l'Europe. Tout est réglé par les contribuables.

Il n'existe qu'une solution à envisager, face à cette débâcle politique, économique, sociale et culturelle. Il s'agit de créer la première puissance de la planète, soit l'Empire européen, étendu de l'Islande à Vladivostok. Les frontières de l'Europe ne sont en effet nullement déterminées par la géographie physique, comme le serinent d'ineptes politiciens, à la traîne des lamentables géographes universitaires du XIX^e siècle, qui étaient des rats de bibliothèques et non des explorateurs. Ces frontières relèvent exclusivement de la géographie humaine.

Ni la côte orientale de l'Atlantique ni les Monts Oural ne sont à prendre en considération, à la différence de la Méditerranée : ses rives occidentale et septentrionale forment la limite sud-ouest du continent. Pour le reste, l'Europe finit (et l'Asie commence) là où la race européenne se heurte à la race touranienne (Turcs et apparentés), aux peuples de la péninsule indienne et aux populations de race mongoloïde (Mongols, Chinois et Tibétains, Japonais et Coréens). Les Sibériens ont toujours été des Européens, mêmes si les anthropologues ne s'en sont aperçus qu'à la fin du XIX^e siècle (Plouvier, 2012).

De la même façon, il faut abandonner, sans esprit de retour ni même de regret, toute idée d'origine et de destinée communes avec les Nord-Américains, et pour deux raisons. Les citoyens de souche européenne ne seront bientôt plus majoritaires dans leur domaine, comme l'a démontré le résultat de l'élection présidentielle U.S. de 2012. Surtout, les Divas économiques et les politiciens Nord-Américains s'opposent par tous les moyens, dont la manipulation des islamistes n'est pas le moins ignoble, à l'unification des nations européennes.

Enfin, il faut se souvenir d'une rare idée gaullienne intelligente : la prise en compte de l'évident refus des Britanniques d'appartenir, et probablement pour longtemps encore, au continent européen. Leur mentalité d'insulaires, une

communauté de langue et le souvenir d'un lointain cousinage, font d'eux les meilleurs agents d'influence des Nord-Américains en Europe, étant toujours prêts à paralyser les rares initiatives communautaires orientées vers l'indépendance européenne. Objectivement, par la volonté de gouvernants vibrant à l'unisson de la majorité du peuple, la Grande-Bretagne est le premier « *Cheval de Troie* » des U.S.A. au sein de la Communauté européenne. Lorsque l'heure sera venue de fonder l'Empire européen, il est plus que probable qu'il faille, au moins dans un premier temps, se passer du Royaume Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.

Dès que l'économie globale craquera de toutes parts et que ses Divas paniqueront et se feront une guerre suicidaire, les Européens de souche auront le devoir de s'insurger contre la mondialisation de la vie politique (c'est-à-dire l'usurpation du Pouvoir par les maîtres de l'économie), contre la désertification industrielle du continent, contre la stérile uniformisation de la vie (sous-)culturelle imposée par les nouveaux maîtres pour briser l'esprit critique des nations évoluées, enfin et surtout contre le brassage des races qui conduit au génocide programmé des Européens, submergés sur leur continent par des immigrés à la démographie de primitifs.

Les nations européennes auront un devoir d'insurrection contre la naïveté et l'hédonisme made in U.S.A., mais elles auront bien davantage encore un devoir de réexamen de leurs idéaux et de leur conception de la vie. La première idée-force qu'il conviendra d'adopter sera celle de la communauté de race de toutes les nations européennes.

Trop d'enthousiasme national a été galvaudé et trop de sang répandu lors des guerres fratricides qui ont déchiré le continent européen depuis trois millénaires. L'heure de l'union des peuples de souche européenne a sonné, ce qui ne peut plaire, en aucun cas, à tous ceux dont l'intérêt est de détruire les entités nationales, de diviser les peuples et de les opposer pour mieux les dominer.

Il est évident que la première condition de l'union des nations autochtones d'Europe nécessite l'abandon des vieilles querelles, des récriminations liées au passé, singulièrement aux deux épisodes de la « *guerre civile européenne* », en quoi se résument les années 1914-18 et 1939-45, ce qui ne peut satisfaire, évidemment, ceux et celles qui font de la commercialisation de la Shoah leur *business*, leur source de revenus ou leur moyen d'accéder à la célébrité (Finkelstein, 2001).

L'Europe est un continent fabuleusement riche en ressources naturelles, donc économiques, mais surtout extraordinairement bien pourvu en ressources humaines. L'Europe est le continent d'une race exceptionnellement inventive, puissante et laborieuse, prodigieusement douée, mais hélas artificiellement divisée, depuis trois millénaires, en une multitude de nations qu'il convient d'unir définitivement.

C'est LE défi du XXI^e siècle.

*

*

*

« *La joie du devenir enferme aussi en elle la joie de détruire* »

Friedrich Nietzsche, *Crépuscule des faux dieux*.

S'il faut en croire les antiques Platon et Aristote, puis le moderne Thomas Hobbes, l'État justifie ses prérogatives, qui sont autant de libertés et de moyens ôtés aux administrés, par sa bienfaisance, c'est-à-dire par le souci des détenteurs de l'autorité de conserver et si possible d'accroître le Bien commun, enfin d'assurer à chaque citoyen la libre jouissance des richesses acquises par le travail et de protéger la vie quotidienne des familles et des honnêtes citoyens isolés.

Lorsque les administrateurs du Bien commun, élus ou auto-désignés cela importe peu ici, ne se soucient plus des intérêts des citoyens, ceux-ci ont le droit de les interpeller, puis, en cas de persistance des errements, de s'insurger contre leurs mauvais maîtres. Un Père des Églises chrétiennes (Ambroise de Milan) l'a écrit et, un millénaire plus tard, le plus célèbre des théologiens catholiques, Thomas d'Aquin, a longuement développé cet argument.

Que l'on soit croyant ou athée (ce qui est le cas de l'auteur) ne change rien à l'affaire : l'État ne se justifie que par le respect des intérêts du plus grand nombre des citoyens productifs. La domination violente d'une minorité s'appelle une tyrannie. Cette tyrannie est odieuse et insupportable quand la minorité n'est pas autochtone et prend un plaisir sadique à détruire les valeurs fondamentales de la majorité des citoyens qui ont accueilli et bien traité les membres de cette minorité. Le droit à l'invasion n'existe pas : la réalité de ce phénomène s'appelle « *la guerre* ».

« *Les vrais ennemis d'une société ne sont pas ceux qu'elle exploite, mais ceux qu'elle humilie* » (Bernanos, 1939). La société mondialiste actuelle, repoussant vers le néant les valeurs européennes vieilles de deux millénaires et demi, imposant en outre le brassage racial comme unique valeur morale de substitution aux consciences nationales, est une intolérable humiliation pour la fraction, certes encore minoritaire, des Européens qui rejette cette société cosmopolite et artificielle, dépourvue de fondement et de grandeur.

Toute l'histoire humaine démontre que ce sont les minorités actives qui ont bouleversé le monde. Encore faut-il pour cela qu'elles rencontrent l'homme providentiel, le chef charismatique, dévoué au Bien commun. L'homme moderne, né au XIX^e siècle, avait sacrifié le domaine spirituel au profit du culte du Progrès et de la Science, érigés en nouveaux dieux. La vie sous-culturelle de notre époque a pour but essentiel de s'opposer au retour en vogue des idéologies politiques. La paisible jouissance de leur pouvoir et de leurs richesses par les nouveaux maîtres exige des peuples qu'ils passent de la notion du juste à celle de l'utile, de la notion de Bien commun à celle des jouissances individuelles.

L'histoire de l'humanité ne se résume nullement à une guerre des classes sociales (Marx - Engels, 1848), ni à une guerre des races (Gumpłowicz, 1883), même si l'on a pu, au fil des millénaires, en observer divers exemples. L'histoire résulte pour l'essentiel du choc de minorités d'ambitieux aux mentalités opposées : la lutte, impitoyable ou courtoise selon les périodes, des tenants de la tradition et des chantres

de l'innovation. Il est évident que le Bien commun d'une société durable repose sur la coexistence pacifique de ces deux catégories de citoyens actifs, qui sont complémentaires, même s'ils s'en rendent rarement compte.

Pour un Européen de souche, au XXI^e siècle, le Bien commun devrait être, avant toute autre idée-force, l'accouplement quasi mystique du continent, dans son intégralité, et de sa race. Un jour viendra où cette conception sera devenue une évidence pour tous les Européens attachés aux valeurs d'ordre, d'harmonie, de créativité, de travail en commun pour enrichir l'État et la Nation autant que chaque travailleur en lui-même.

L'élaboration de l'Empire européen, qui ne peut qu'effrayer les habitants des autres continents du fait des immenses qualités des hommes et des femmes de la race blanche, ne se fera pas sans lutte. Or, rien n'est plus opposé à la notion de la lutte pour la vie que le mol hédonisme, qui n'est qu'une lutte pour les jouissances, imposé intentionnellement par les maîtres de l'économie globale.

La création de l'Europe unie ne se fera qu'une fois obtenue la révolution morale des Européens, les ramenant aux mentalités viriles et conquérantes, évanouies en 1945 pour les occidentaux adonnés aux joies de la consommation de masse, et, durant les années 1990, pour les autres, après un demi-siècle de perversion morale induite par la grotesque philosophie marxiste, elle aussi d'essence cosmopolite et totalement étrangère aux valeurs européennes.

Étymologiquement, et contrairement à ce que croient nombre de penseurs qui se veulent progressistes alors qu'ils ne sont que destructeurs, une révolution témoigne, de façon imagée, d'un mouvement circulaire en arrière, soit un retour à des valeurs ancestrales sottement reniées, ce retour n'excluant nullement une adaptation aux réalités ambiantes et au progrès scientifique et technique.

L'étude du Moyen Âge et de ses trois renaissances (la carolingienne du IX^e siècle, celle initiée vers 1180 et qui transforma radicalement la société féodale au XIII^e siècle – sans rien devoir de notable au monde islamique, contrairement à ce qu'ont avancé de fougueux universitaires anticatholiques au XIX^e siècle, comme on le verra plus loin -, enfin le fantastique Quattrocento italien) démontre à l'évidence que, pour être féconde et durable, une société innovante doit s'enraciner dans les meilleures traditions d'une race. Une société authentiquement progressiste ne naît pas ex nihilo, mais se fonde sur un patrimoine culturel, épuré de ses inévitables scories, et transcendé grâce aux acquis scientifiques, techniques, économiques et intellectuels.

« Être conservateur ne signifie pas dépendre de ce qui a été hier, mais vivre de ce qui est éternel... Le conservatisme a pour lui l'éternité » (Moeller van den Bruck, 1933). Il convient d'édifier une société sur des valeurs diachroniques, c'est-à-dire défiant la durée et les modes, sans que cette société soit figée pour autant : toute innovation technique est bonne qui s'avère bienfaisante à l'État et à la nation, ce qui implique qu'elle n'aliène en aucun cas tout ou partie de la vie intellectuelle et spirituelle des membres de la communauté.

« *La révolte, c'est la noblesse de l'esclave...*

La guerre et le courage ont fait de plus grandes choses que l'amour du prochain »

Friedrich Nietzsche, *Ainsi parlait Zarathoustra*.

*

*

*

« *Le peuple qui compte sur un appui étranger trouve un maître en son défenseur »*

Niccolo Machiavel

Le XX^e siècle restera, dans l'histoire telle qu'elle est narrée par les universitaires superficiels (c'est presque un pléonasme), la grande époque des deux carnages d'envergure planétaire, l'ère des expériences fasciste, marxistes et nazie, enfin l'occasion du suicide de deux clergés, le catholique puis le bolchevique, ce qui a ouvert la carrière à tous les aventuriers exploitant la crédulité populaire, laissant à l'*islam* la gloire de demeurer la seule religion archaïque prétendant à l'universalité (il y a belle lurette que le bouddhisme n'exerce d'apostolat, en dehors de l'Asie, que dans les milieux ultrasophistiqués où l'on a renoncé à la lutte pour la vie et au progrès scientifique et technique).

En réalité, dans son essence, ce siècle aura été celui de la démission de la race européenne. Même la II^e Guerre mondiale et le triomphe des deux blocs victorieux, le soviétique et l'américain, n'expliquent pas le ratage de la décolonisation. L'Européen a volontairement, par lassitude et par veulerie, renoncé à son rôle de civilisateur des peuples qu'il avait tirés, du XVI^e siècle à la première moitié du XX^e, de la somnolence médiévale (Maghreb, Moyen-Orient, Indes, Indochine et péninsule malaise) ou des affres du néolithique, voire du paléolithique (Antilles, Afrique noire, Océanie).

Certes, FDR et ses successeurs d'une part, Staline, Mao Tsé-toung et leurs émules de l'autre, lorgnaient les terres mises en valeur par les colons européens et surtout le très riche sous-sol de leurs territoires coloniaux. Mais rien ne forçait les gouvernants des États colonisateurs à précipiter le départ du Blanc, à détruire entièrement la grande œuvre de civilisation, technique et intellectuelle, en quoi se résume objectivement la colonisation des continents extra-européens.

Rien, sauf la veulerie des opinions publiques d'Europe occidentale, minées par la propagande soviétique et la « *libérale* », toutes deux au service des grands prédateurs qui voulaient remplacer les Européens dans l'exploitation des matières premières et des marchés économiques qu'offraient les ex-colonies devenues officiellement indépendantes, en réalité soumises au nouveau maître, par la volonté des politiciens locaux, achetés par le dollar corrupteur ou conquis par la dialectique de Marx, revue par Brejnev ou Mao (sans préjudice de l'enrichissement personnel des Divas du marxisme tiers-mondiste, car les régimes communistes furent parmi les plus corrompus de l'histoire moderne : l'état de fortune d'un Fidel Castro ou de la dynastie

des dictateurs nord-coréens est l'exemple type de fabuleux enrichissements personnels aux dépens de nations pauvres).

De 1945 aux années 1980, l'homme blanc d'Europe occidentale a progressivement abandonné sa mission civilisatrice et a poussé la veulerie jusqu'à se vautrer dans le consumérisme et la propagande niaise made in U.S.A. De ce fait, il a réduit sa natalité de façon dramatique et a laissé se développer l'invasion de son continent par des populations exotiques, frustes, avides et souvent violentes. La démotivation, la perte d'énergie vitale ont amorcé un « *génocide mou* » : l'Europe risque en effet de devenir, au milieu ou à la fin du XXI^e siècle, un continent majoritairement peuplé d'individus d'origine extra-européenne et de produits de métissage.

Comble de bonheur (programmé), les Européens, qui commençaient enfin à se débarrasser de la niaiserie chrétienne et de l'ignominie marxiste, sont menacés par le règne d'Allah le Tout-Puissant, à défaut d'être encore le Miséricordieux. La veulerie risque de déboucher sur une exceptionnelle régression intellectuelle et sociale. La technologie du futur cohabitera peut-être avec une mentalité médiévale !

Il est évident que les maîtres du jeu économique, pour l'essentiel basés aux U.S.A. ou sur des terres protégées par l'U.S.-Army, l'U.S.-Navy, l'U.S.-Air Force, ainsi que la ribambelle des services secrets U.S., ont tout intérêt à marginaliser l'Europe en cassant l'inventivité de ses peuples autochtones, leur productivité, leur élan artistique, par le brassage des races qui est l'agent niveleur par excellence et le moyen optimal pour empêcher tout nouveau bond civilisateur européen.

« *Les prédicateurs de l'égalité ne sont que des frustrés avides de vengeance.
Les hommes ne sont pas égaux, et ne doivent pas le devenir* »
Friedrich Nietzsche, *Ainsi parlait Zarathoustra*.

*

*

*

Trop d'essais à caractère politique ou sociologique laissent supposer que leur lecteur possède une connaissance approfondie des fondements historiques du sujet traité. Les auteurs présentent en quelque sorte une argumentation suspendue dans le vide.

Dans ce livre, au contraire, l'on part des données factuelles du siècle précédent pour expliquer l'état du monde tel qu'il est de nos jours. On pense, en effet, qu'une civilisation ne peut être appréhendée par le lecteur que grâce à une étude aussi précise que possible des causes expliquant le chemin parcouru, de sa préhistoire à son plus haut degré d'achèvement.

En ce sens, un essai politique, qui est par essence une étude de communautés humaines, se doit également d'être une réflexion sur l'histoire. Il ne s'agit pas d'une involontaire confusion des genres littéraires, mais d'une nécessité, trop souvent oubliée des esthètes de la pensée.

Nota Bene : par convention, une religion, à la différence d'une civilisation, s'écrit en langue française sans majuscule initiale. C'est pourquoi l'on a ici indiqué le mot *islam* sans la majuscule que nombre d'auteurs français se croient obligés d'utiliser, alors qu'ils écrivent christianisme ou judaïsme sans majuscule... se sentiraient-ils déjà une âme de serviles collaborateurs de ceux qui se présentent comme les maîtres de l'avenir ?

Première partie

Les fondements historiques

« *L'Humanité ? Fût-il jamais, entre toutes les vieilleries, une vieille plus horrible ?* »
Friedrich Nietzsche, *Le Gai savoir*.

L'Européen de notre temps est intellectuellement délabré pour avoir été gavé, littéralement saturé, de discours universalistes glorifiant le cosmopolitisme. Pour sortir de l'actuelle phase de crétinisme où il est tombé, il doit se remettre à l'écoute de ses ancêtres et réapprendre que seules comptent les valeurs civilisatrices : celles de l'honneur, du travail, de la famille, de la patrie et de la nation. Tant pis si certaines de ces valeurs ont servi de slogan politique en une époque où davantage de discrétion eût été souhaitable, dans l'attente d'une meilleure occasion pour les remettre au goût du jour !

Au XXI^e siècle, l'idée de patrie doit être étendue au continent et celle de nation à la race blanche, la race européenne, appelée « *caucasienne* » par les anthropologues, guère plus fiables dans leurs dénominations, on le reconnaît volontiers, que nos brillants historiens universitaires dans leurs narrations.

C'est sciemment que l'on n'emploie pas, dans cet ouvrage, le mot « *ethnie* ». Les Grecs antiques l'utilisaient pour désigner un peuple (ce qui devint Gens, en latin). Dans l'Antiquité européenne, et en opposition à ce qui se passait dans les empires d'Asie du Sud-Ouest, un peuple était une nation, c'est-à-dire que l'État regroupait des individus issus de clans et de tribus différents, mais unis par une longue histoire commune : c'est-à-dire des siècles de souffrances, d'échecs et de succès vécus en commun, non sans luttes intestines cela va sans dire, la nature humaine étant ce qu'elle est.

Les auteurs contemporains, sachant l'art de manier l'euphémisme et d'embrober leur discours, mélangent allègrement les notions de races et de peuples en usant du terme « *ethnie* ». Il est évident qu'à partir de tribus différentes, des siècles de vie commune ont façonné une nation française, une allemande ou une russe, mais il est non moins évident qu'à de rares exceptions près, liées à un infime brassage de races induit par les guerres ou l'amour de l'exotisme, les membres autochtones de ces nations appartenaient à une seule race, la blanche (ou « *caucasienne* », comme l'on voudra).

On peut toujours se fier aux universitaires pour écrire et enseigner des âneries. Dans la seconde moitié du XVIII^e siècle, durant laquelle on a lancé toutes les querelles intellectuelles qui ont ensanglanté les deux siècles suivants, Johann-Götfried Herder, un admirateur de Jean-Jacques Rousseau, lance (in *Philosophie de l'histoire*) deux idées folles et de ce fait promises à un fort bel avenir : celle de « *l'âme des peuples* » et celle de la mission civilisatrice que la divine providence est censée avoir donnée à chaque grand peuple, « *quand son heure a sonné* ».

Pour faire bonne mesure, Herder ajoute une phrase dont s'empareront les Dioscures Marx et Engels : « *Le peuple a plus de bon sens et d'imagination que le savant* ». Dans sa généralisation abusive, voire absurde, le cher homme devait confondre les mots « *savant* » et « *universitaire* » qui ne sont nullement des termes synonymes. C'est avec de telles confusions sémantiques qu'un auteur passe pour un penseur révolutionnaire, alors qu'il n'est qu'un phraseur démagogue.

Passés la tornade des guerres de la Révolution française et du 1^{er} Empire et le vent de folie qui agite, à leur suite, les colonies espagnoles du Nouveau Monde, divers auteurs présentent l'histoire humaine comme résultant d'un choc continu « *entre races différentes* ». C'est notamment le cas, en France, de François Guizot et de son élève Jules Michelet, qui sautent allègrement, en doctes universitaires, de la notion de peuple à celle de race.

Dans la seconde moitié du XIX^e siècle, cette façon de narrer l'histoire fait l'objet d'un consensus, sauf chez Marx et Engels qui préfèrent l'envisager sous la forme d'une lutte plurimillénaire des classes sociales. Les Français Joseph-Arthur « de » Gobineau, Ernest Renan (à ses débuts), Jules Ferry, un peu plus tard Georges Vacher de Lapouge, les Allemands Emil Dühring et Paul Bötticher (qui préfère pourtant passer pour un Français avec son pseudonyme « de Lagarde ») et bien d'autres, russes (tel Dostoïevski), polonais, italiens et anglo-saxons veulent faire du XX^e siècle en gestation celui du triomphe programmé de leur « *race* » ou lamentent le succès probable d'une « *race* » détestée.

Le Juif Ludwig Gumplowicz, en 1883, insiste lourdement sur la notion de guerre des races pour expliquer l'histoire européenne et déplore la haine multiséculaire entre Juifs sépharades et ashkénazes, qu'il rapporte également à un « *conflit de races* » (et sur ce point, il n'a peut-être pas entièrement tort : une partie non négligeable des ashkénazes descendent en effet de Khazars, d'origine touranienne).

À l'époque et jusqu'en 1945 (l'année de l'anéantissement de la raciologie), les anthropologues multiplient à plaisir les sous-groupes humains. Un auteur juif, Jean Deniker (en 1926, pour la première édition de son œuvre majeure), pulvérise les records en individualisant 27 races et 22 « *sous-races* » (des subdivisions de races, sans que cette notion apporte de jugement de valeur), dont une dizaine pour l'Europe. C'est une façon quasi expérimentale d'alimenter les haines entre les nations du continent européen, voire de pousser au crime majeur : la reprise de la guerre suicidaire à l'intérieur du continent.

Or, l'on sait que les meneurs de peuples, en Europe et ailleurs, n'ont jamais eu besoin d'être encouragés dans cette voie. La Grande Guerre avait été l'occasion d'un premier apogée du chauvinisme européen, n'épargnant ni les clergés ni les pontes des universités, ces « *clercs* », dont on attendait, en principe, un minimum de maîtrise émotionnelle et de lucidité.

Entre les deux guerres mondiales, Mustafa Kemal stimule l'orgueil racial des Turcs, Benito Mussolini en fait autant avec ses Italiens. Serbes, Polonais, Roumains, Tchèques font également dans la gloriole raciste, et même les Litvaniens (cf. Plouvier, 2007, volumes 1 et 2). Adolf Hitler est loin, très loin, d'être un cas isolé, même s'il

pousse fort avant ses conclusions. Les Japonais ne sont pas en reste. Les U.S.A. de FDR sont toujours le pays de la ségrégation raciale, aussi bien dans les États du Sud qu'à Washington ou dans l'Armée (Roz, 1946).

Lorsqu'il professait son cours au Collège de France en 1944-45, après la Libération du territoire, Lucien Febvre refusait absolument de confondre « *race blanche* » et « *race européenne* ». D'ailleurs, selon ce profond penseur, gloire de l'écriture historique de l'Entre-deux-Guerres et de la (trop) célèbre « *École des Annales* », « *aucun anthropologue, aucun « raciologue » ne s'est jamais avisé de parler d'une race européenne* » (in Febvre, 1999, car, en notre époque de brassage des races, l'on a trouvé bon de rééditer ce cours pitoyable). Pour ce « *grand historien* », l'Europe n'était « *pas un continent* », ni « *une division géographique du globe* », pas même « *le département racial de l'humanité blanche* », c'était « *une création du Moyen Âge chrétien* » !

Il faut indubitablement être une « *sommité mondialement connue* » de l'histoire, du moins telle qu'on l'écrit dans les universités et les grandes écoles, pour accoucher d'une pareille énormité. Il semble que ce profond penseur à la documentation hâtivement réunie ait omis de consulter les grands ancêtres de l'anthropologie, par exemple Johann-Friedrich Blumenbach ou Carl von Linné, dont les conclusions étaient pourtant aisément accessibles à l'époque où professait Febvre, ne serait-ce que par les travaux fort répandus dans les années 40 de William Gueydan de Roussel (son livre de 1940 avait fait recette).

Ce dernier auteur ayant été, en 1940-42, l'adjoint de Bernard Faÿ pour ses travaux fort controversés sur les Francs-maçons, une remarque s'impose. N'en déplaise aux auteurs de commentaires débiles sur le Net, Gueydan de Roussel n'était nullement un littérateur « *raciste* » ; son livre de 1940 en témoigne, encore faut-il, pour s'en rendre compte, l'avoir lu. Un Goy peut ne pas apprécier l'écrasante puissance économique et médiatique des Juifs sans pour autant être « *raciste* », et telle était la position de Gueydan de Roussel. La sémantique est chose précise, qu'il vaut mieux ne pas oublier quand l'on aborde des sujets délicats.

Confronté aux opinions fort tranchées, bien que très mal assurées, du très renommé Lucien Febvre, l'observateur malicieux pourrait se prendre à rêver d'un monde où nos brillants universitaires daigneraient se documenter avant d'émettre des jugements péremptoires devant un parterre d'adolescents et de jeunes adultes fort réceptifs aux doctes âneries. L'Europe est à l'évidence le continent d'origine et de développement de la race blanche. Que cela plaise ou non à d'illustres penseurs importe fort peu.

Ce continent a connu, en réalité, peu de « *guerres des races* », mais intenses et destructives. Elle a connu une guerre d'espèces, lors du génocide des Néandertaliens par les Homo sapiens sapiens, dont on trouve des traces un peu partout en Europe occidentale et danubienne, sous la forme de gisements d'os, révélant d'ailleurs des traces indubitables de cannibalisme (Arambourg, 1969).

La première guerre de races en Europe remonte à l'agression de la Grèce antique par l'armée des Perses et des Mèdes au 5^e siècle avant notre ère, puis survint l'attaque

avortée du monde gallo-romain par les Huns et les autres peuples mongoloïdes menés par Attila. Dès le VIII^e siècle, l'Europe dut affronter la déferlante musulmane, les Berbères (ou Maures) attaquant les Wisigoths d'Espagne, puis les Wisigoths d'Aquitaine et les Francs d'entre Meuse et Loire, tandis que les Arabes et les Persans guerroyaient contre les Byzantins. Au XIII^e siècle, Gengis Khan et ses hordes mongoles attaquèrent aussi bien les Russes que les Turcs, les Perses et les Arabes. Enfin, les Turcs réglèrent son compte à l'Empire byzantin, au XV^e siècle, tandis que les Européens de l'Ouest s'entre-égorgaient au lieu de secourir l'ultime avatar de l'Empire romain.

Il a fallu trois siècles et demi de luttes ultérieures pour cantonner les Turcs à quelques dizaines de km² situés à l'ouest d'Istanbul, et l'on ne peut que déplorer les occasions perdues de reprendre aux Turcs cette terre européenne et la ville de Constantinople. Au XIX^e siècle, Napoléon I^{er}, puis son stupide neveu allié à l'impérialisme britannique de l'ère victorienne, ont coalisé leurs formidables capacités de nuisance pour empêcher les Russes de rendre aux Européens ce qui leur appartient et doit leur revenir.

La race européenne existe, même si elle est divisée en de multiples nations, qui se sont trop longtemps opposées. Cette race est le produit très harmonieux de la fusion, s'apparentant trop souvent à une collision, on le reconnaît volontiers, entre des peuples bruns de poils et de couleur d'iris et d'autres, blonds ou roux, aux iris bleus et verts, avec de nombreuses variantes liées aux mixages chromosomiques.

En Europe protohistorique, des petits bruns dominaient les terres des futures Gaules, et celles de la péninsule ibérique et de la botte italienne : c'étaient les Ligures et les Ibères (les anthropologues regrouperont leurs descendants lointains dans les variétés méditerranéenne et alpine de la race européenne). Ils furent les peuples des premières civilisations d'Europe occidentale, celles qui ont érigé les mégalithes qui donnent son cachet si particulier à l'époque préceltique.

Plus grands, mais tout aussi bruns de poils et d'iris, étaient les Basques, mais aussi les Crétois, les premiers occupants de la Grèce (dont les Pélasges, qui furent les premiers occupants connus de la Thessalie, selon Homère), les Illyriens et les Thraces (ces quatre derniers peuples formant le sous-type dinarique, cher aux anthropologues des XIX^e et XX^e siècles).

Aux débuts du deuxième millénaire avant notre ère, entrent en scène, en Macédoine, en Thrace, en Crète et en Grèce, de grands blonds : les Achéens, ensuite devenus Ioniens lorsqu'ils furent repoussés de l'autre côté de l'Hellespont par les blonds Doriens venus des rives de la Baltique, tandis que les blonds Italiotes dominaient le centre de la future Italie. Les dieux et les déesses de la mythologie gréco-romaine seront tout naturellement des géants blonds.

Au 13^e siècle avant notre ère, les Achéens avaient repoussé sur la côte occidentale de l'Asie Mineure des Thraces, devenus les occupants de la Lydie avant d'émigrer au 8^e siècle avant notre ère entre l'Arno et le Tibre, dans la future Toscane : ce sont les fameux Étrusques, dont la langue ressemble si fort à l'albanais ancien, et qui utilisaient les caractères grecs archaïques (dont le digamma, ancêtre de nos V et W), mais en les

inscrivant de droite à gauche et de façon inversée, à l'imitation des écritures sémitiques (Mayani, 1961).

Des géants blonds, les Celtes, s'étaient implantés un peu partout en Europe centrale, dans les Gaules et dans les îles britanniques refoulant les petits bruns en Irlande. Les Celtes essaimèrent jusqu'au centre de l'Anatolie (appelée de ce fait : Galatie), dont les côtes étaient peuplées d'Ioniens, aussi blonds, mais moins grands qu'eux, et de bruns originaires de Thrace ou d'Asie du sud-ouest (l'*Illiade* narre l'invasion des côtes d'Asie mineure par les Achéens, aux dépens des premiers occupants d'origine thrace : la Guerre de Troie fut une guerre de sous-types au sein de la race européenne).

Vers le 16^e siècle avant notre ère, on commence à suivre la trace de tribus germaniques dont les caractéristiques physiques, techniques et folkloriques, sont tellement voisines de celles des Celtes que l'on ne voit d'autre raison que le sectarisme des cuistres universitaires et des politiciens et publicistes des XIX^e et XX^e siècles, un sectarisme né des guerres ininterrompues entre Français et Allemands, pour continuer à différencier, voire à opposer, les Germains aux Celtes.

L'identité des Celtes, des Germains et des Scandinaves, apparaissait évidente à l'explorateur grec Pythéas, qui, au 4^e siècle avant notre ère, partit de Massalia (Marseille) pour explorer ce que l'on nommerait plus tard les îles britanniques et les côtes scandinaves. Elle était également une évidence pour le géographe grec Strabon, à la jonction des ères préchrétienne et chrétienne. Encore quelques siècles et cette idée sera enfin perçue par les brillants universitaires.

Certes, autant que les fanatiques de l'anti-germanisme toujours fort nombreux en France, en Belgique et aux Pays-Bas, les linguistes protestent hautement contre l'identité d'origine des Celtes et des Germains. Il est évident que les langues celtiques diffèrent beaucoup des langues germaniques.

Mais il existe de multiples dissemblances entre dialectes germaniques et parlers scandinaves, alors que nul n'oserait prétendre que Scandinaves et Allemands du Nord ne sont pas issus du même rameau de la race blanche. En outre, les dialectes celtiques diffèrent fort entre eux (Lambert, 2003) : le gaulois, le celtibère, le lépontique (de Suisse et du nord de l'Italie), le goidelique (ancêtre du gaélique), le brittonique (très lointain ancêtre du dialecte breton moderne) ne se ressemblent que lointainement, alors que nul ne peut nier l'origine commune des populations du rameau celtique.

S'appuyant sur la communauté de coutumes et de types physiques (en une époque où les brassages de populations ne faisaient que commencer en Europe centrale et occidentale), soit sur un embryon de connaissances sociologiques et anthropologiques, Pythéas et Strabon ont affirmé la communauté d'origine des groupes germain et celte... après tout, ils avaient sur nous l'immense avantage d'en contempler de multiples exemplaires non métissés (et la notion de métissage était d'une grande importance pour un Grec antique).

Les populations d'Europe occidentale sont nées des croisements entre des peuples majoritairement composés de blonds (ou de roux) et des peuples majoritairement formés de bruns, de taille moyenne variable, et les anthropologues,

plus tard, parlèrent à juste titre de Celtibères en Ibérie et dans la partie sud-ouest des Gaules, tandis qu'en terres allemandes, l'on trouvait des petits bruns en Souabe, de grands blonds en Prusse ou près des frontières (fort artificielles) des Pays-Bas et du Danemark. Les intérêts dynastiques et commerciaux avaient créé, partout en Europe, des frontières souvent très absurdes à tous points de vue, singulièrement anthropologique.

De nos jours, les terres réputées celtiques (Bretagne, Irlande, Pays de Galles) sont peuplées en fait de descendants de Ligures et d'Ibères et de descendants de Celtes. On y trouve beaucoup plus de sujets à poils bruns que de blonds et de roux, pour des raisons génétiques : le phénotype clair des poils et des iris est récessif, tandis que le phénotype brun est dominant. La seule terre celtique où prédominent les blonds et les roux demeure l'Écosse, où l'on fut toujours réfractaire aux brassages de populations.

En pays méditerranéens, longtemps l'aristocratie guerrière fut composée d'une majorité de blonds ou de roux, tandis que les paysans, les artisans et les commerçants étaient des bruns, ce que les auteurs de péplums ignorent toujours (non seulement les fabricants de films hollywoodiens, ce qui peut s'expliquer par l'origine des scénaristes et des producteurs, mais aussi les Européens ou prétendument tels).

En Europe centrale et orientale, au milieu du dernier millénaire avant notre ère, apparaissent les tribus slaves, issues d'un mariage plutôt réussi (n'en déplaise aux racistes, tel Adolf Hitler avant l'année 1942 où il commença de saluer l'extraordinaire combativité du soldat russe) entre, d'une part, des Germano-Scandinaves, des Baltes et des Finnois, et d'autre part des Dinariques (pour les Slaves danubiens) et des Sibériens (pour les Slaves du Nord), soit encore des mélanges entre bruns et blonds.

Il fallut attendre les explorations de Russes et d'Allemands, au début du XIX^e siècle, pour comprendre que la Sibérie n'était pas majoritairement peuplée de Mongols du Nord (les Eskimos) ou du Sud (les Toungouses), mais de Blancs d'assez grande taille, à poils et iris foncés (Vallois, 1967). L'étude du folklore, notamment celle des légendes cosmogoniques, a confirmé les travaux des anthropologues : les Sibériens, les Celto-Germaniques et les Basques de l'époque préchrétienne vénéraient le Soleil comme étant le principe féminin créateur et la Lune comme le principe mâle de régénération (Krappe, 1938). Dans les contes populaires des Sibériens, l'ennemi irréductible traditionnel du Blanc est l'Eskimo (même source).

Quel que puisse être l'avis d'universitaires, qu'ils soient doctes géographes ou brillants historiens, l'Europe est de façon immémoriale le domaine de la race blanche et s'étend de l'Atlantique à la côte pacifique de la Sibérie, incluant les autochtones des îles Kouriles et Sakhaline, et même initialement ceux de l'île d'Hokkaido : les Aïnos, en grande partie exterminés par des envahisseurs de race mongole (les Japonais). Les descendants d'Aïnos qui ont survécu aux massacres ont pratiquement été réduits à l'état de parias jusqu'en 1945 : les génocides motivés par l'implantation de peuples conquérants ne sont nullement une spécificité juive ou européenne.

Les fantasmes des linguistes ont inutilement (et dangereusement) compliqué les choses, déjà passablement embrouillées par les querelles d'anthropologistes. Ces grands savants oubliaient qu'une langue peut s'implanter chez une population

conquête (entre autres exemples possibles, on peut citer le cas de la langue magyare en Pannonie ou du latin dans la partie occidentale de l'Empire romain), voire même chez des conquérants en cas de fort prestige culturel des vaincus, comme ce fut le cas avec l'implantation de la langue grecque à Rome et dans la moitié orientale de l'Empire romain.

Il y a loin d'une communauté de racines grammaticales entre le sanscrit et les langues européennes à une soi-disant « *race indo-européenne* » ou « *indo-iranienne* ». Au 5^e siècle avant notre ère et de façon instinctive, les Grecs d'Ionie, de Thrace, de Macédoine, de l'Attique ou du Péloponnèse savaient bien qu'ils n'avaient aucune parenté raciale avec les Perses ou les Mèdes (les ancêtres des Kurdes), qui formaient le noyau dur des armées de Darius I^{er} et de son fils Xerxès I^{er}. Au 3^e siècle avant notre ère, les soldats du grand Alexandre ont rencontré des blonds et des roux en Palestine et dans l'aristocratie égyptienne (le plus prestigieux des pharaons, Ramsès II, était roux, comme après lui le roi David, gloire d'Israël), mais ils n'en ont pas rencontrés à l'est de l'Euphrate... on reviendra sur le pharaon rouquin, qui excite tant la haine des racistes africains et afro-américains.

Le Gascon Gobineau fut l'un des premiers auteurs qui eut l'audace ou la stupidité de passer de la philologie à une anthropologie de pacotille. Dans son livre de 1853-55, *l'Essai sur l'inégalité des races humaines*, plus souvent cité à tort et à travers que véritablement lu (on reconnaît qu'il s'agit d'une rude épreuve, car le pseudo-comte et pseudo-Normand écrit platement, ne recule devant aucune tautologie et laisse libre cours à un esprit aussi faux que possible, mal éclairé par les médiocres connaissances de son époque), Gobineau mêle allègrement les nations et les races, à la manière d'Herder ou de Guizot et de Michelet, niant curieusement la responsabilité du christianisme dans la chute de l'Empire romain, faisant enfin l'apologie du mélange des races, du moins dans la mesure où elles s'attirent, alors que certaines sont censées se repousser naturellement.

On peut sourire d'une lapalissade que l'on tolérerait à peine chez un adolescent de quinze ans : « *Un peuple ne mourrait jamais s'il demeurerait éternellement composé des mêmes éléments nationaux* », ce qui réalise un modèle de tautologie, et s'étrangler de rire avec un Leitmotiv du second volume : « *Les nations mâles voudront surtout du bien-être ; les nations féminines se préoccuperont davantage des exigences d'imagination* ». Mais Gobineau fait pire.

Ceux qui font de lui le chantre de l'Aryen mythique seront surpris d'apprendre qu'il fait de l'intolérance la marque « *de la civilisation européenne* », le présumé grand penseur semblant ignorer les racismes juif, touranien ou mongol, et les conséquences du fanatisme musulman (entre autres exemples possibles).

Bien plus, il lui semble que « *la civilisation ne s'acquiert pas sans le mélange du sang* », du moins dans les « *races qui s'attirent* », le produit de métissage étant le créateur artistique par excellence. Selon lui, le métissage des peuples est le grand responsable des doctrines égalitaristes (il ne semble pas trop s'être soucié de l'origine d'un Jésus de Nazareth, d'un François d'Assise ou d'un Karl Marx). Cette constatation

non argumentée permet au pseudo-aristocrate de conclure de façon pessimiste : l'homme moderne est dégradé car sa « *part d'aryanité* » est trop métissée.

Et pourtant, quelques dizaines de pages plus loin, il fait l'éloge de « *l'imagination et de la sensibilité... liées au sang mélanien* » (il faut signaler qu'il a épousé une métisse antillaise). Selon lui, le Blanc est le principe mâle et le Noir [l'individu « *de sang mélanien* »] le principe féminin, et tous deux sont parfaitement complémentaires. Il estime que les Grecs antiques furent un mélange « *d'Aryens* » et de « *Sémites* », confondant allègrement populations dinariques et sémitiques, ces dernières étant marquées, selon lui, par « *un alliage plus ou moins grand de sang noir* ». Pour Gobineau, effectivement blond, tout ce qui a les poils et les iris foncés est métis de Noir ! Quant aux Germains, inversant toute notion chronologique, il en fait « *des métis de Celtes et de Slaves* ».

L'Aryen mythique de Gobineau est l'homme « *de la tradition libérale* », tandis que son Sémite, tout aussi mythique, « *pousse à l'absolutisme* » (et au cas où le lecteur n'aurait pas saisi du premier coup, il use du pléonasme : « *absolutisme complet* »). Admirateur des Juifs « *qui ont fourni au monde presque autant de docteurs que de marchands* » (le diplomate semble confondre quantité et qualité), il oppose comme Herder, Guizot ou Michelet, les « *racés* » française, anglaise, italienne, etc., délirant totalement sur « *la faible résistance physique des Allemands* ».

Comme l'on voit l'Arya indo-irano-européen de Gobineau n'a strictement rien de commun avec le mythique Aryen des racistes allemands ou avec le Germano-Scandinave cher au délirant chronique Adolf Hitler. L'auteur Gobineau est indéniablement plus complexe dans ses pensées qu'on ne le croit généralement. Il n'est pas abusif d'écrire qu'il se contredit magistralement d'un tome à l'autre de son œuvre la plus commentée (et infiniment moins intéressante que ses romans).

Bien avant la Grande Guerre, le Suisse Johann-Jakob Bachofen, amplifiant les divagations d'Herder qui confondait races et nations, a longuement disserté sur les qualités morales et intellectuelles de « *racés* » de fantaisie, fondant une discipline délirante : la « *psycho-anthropologie* », imité par l'Allemand Ludwig Woltmann (mort en 1907) et le Français Georges Vacher de Lapouge (mort en 1936). Durant les années 1925-1945 et même ensuite, les Allemands Ludwig Clauss, Herman Wirth et Hans-Friedrich-Karl Günther, l'Italien Julius Evola, furent les grands spécialistes de la chose, dont les élucubrations ont autant ruiné l'approche scientifique du fait racial que la découverte, en 1945, des génocides ordonnés par Adolf Hitler.

Laissons dormir dans le silence des bibliothèques l'Aryen légendaire, dans ses diverses variétés. Il peut sembler plus utile de se pencher sur l'avenir de la race européenne, d'autant que l'introduction en Europe des racismes africain et pantouranien redonne une actualité au fait racial.

Il va sans dire, qu'il n'est nullement question, dans le présent ouvrage, d'une quelconque doctrine raciste. À la différence de Moïse avec sa « *race élue* », et en opposition avec les délirants chroniques des XIX^e et XX^e siècles qui ont divagué sur l'Aryen ou le Juif mythiques, l'on n'envisage ici aucune supériorité d'une race sur une autre, ce qui est le fondement du racisme.

C'est sur le racisme que les sociétés antiques furent généralement fondées, une notion à laquelle demeurent attachés les membres les plus sectaires des communautés où la tradition ancestrale demeure forte. Le mépris du Juif pour le Goy, de l'Arménien pour l'Odar, du Rom pour le Gadjjo, se rencontrent toujours en notre époque, de façon peut-être un peu moins généralisée qu'autrefois... ce n'est d'ailleurs pas aussi évident que le claironnent les media.

L'histoire humaine enseigne un dogme et un seul : une civilisation est le propre d'une race et n'est pas exportable durablement aux autres composantes de l'Humanité (cf. Plouvier, 2012, pour l'étude de la civilisation hellénistique et celle de l'Empire romain, qui n'ont profondément marqué que les nations européennes, ne laissant en terres asiatiques ou nord-africaines que de superbes ruines, devenues autant d'attractions touristiques). Une civilisation, aussi brillante soit-elle, ne doit pas être exportée, encore moins imposée, à d'autres races que celle où elle a été créée, puis perfectionnée.

Il est évident que l'*islam* et sa civilisation, bien appropriés aux populations moyen-orientales et africaines, aux mentalités demeurées féodales, sont parfaitement inadaptés aux citoyens évolués des nations européennes. Le conflit, qui a déjà débuté dans nombre de villes d'Europe occidentale (en France, en Belgique, en Scandinavie et en Grande-Bretagne) tient à la fois de la guerre d'expansion religieuse et du choc des races. Le nier serait le comble de la stupidité.

En 2000-2001, quand fut connu le résultat du séquençage des génomes humain, les antiracistes s'esclaffèrent. 99,99 % des gènes étant communs à toutes les races humaines, cela leur semblait sonner le glas de la notion de race et favoriser les tenants de la « *race humaine unique* », ceux et celles des propagandistes qui confondent les notions d'espèce et de race. Très vite, l'on s'aperçut que 98,7 % des gènes étaient communs aux humains et aux chimpanzés. Et il fallut bien s'incliner devant la seule conclusion que l'on devait tirer du déchiffrement des séquences d'A.D.N. : qualité et quantité sont des notions très différentes, ce que n'importe qui peut comprendre sans avoir fait de longues études !

*

*

*

L'excellent éthologue Konrad Lorenz (que les sots ont agoni parce qu'il décrivait les animaux tels qu'il les observait et non tels que l'avaient fait les collaborateurs de Walter Elias plus connu sous le pseudonyme de « Walt Disney ») a écrit : « *Le besoin instinctif d'appartenir à un groupe luttant pour un même idéal peut devenir si fort que la question de savoir ce qu'est cet idéal et s'il possède une valeur intrinsèque n'est plus essentielle* » (Lorenz, 1969).

On comprend que l'ancien médecin de la Wehrmacht, chargé de cours à l'institut de perfectionnement des médecins de la Waffen SS en Prusse Orientale, ait tenté de

dédouaner ses compatriotes, au hasard d'une phrase censée résumer l'un des aspects du comportement des espèces animales.

De nos jours, pour les Européens autochtones, la grande idée doit être l'effacement du concept de groupe national devant une réalité infiniment supérieure : la communauté de race des nations implantées de temps immémorial sur le continent. Cela permettra au moins d'éviter les guerres entre nations appartenant à cette race.

En outre, la notion d'idéal collectif doit être de nouveau honorée, alors que la civilisation mondialiste est individualiste par essence. La lutte pour la création, puis le maintien de l'Empire européen est un idéal d'une indiscutable valeur.

On sait depuis longtemps que toute civilisation décline, puis meurt peu après avoir atteint son apogée (Burckhardt, 1868). Il faudra de nombreux siècles pour que nos très lointains descendants vivent cette époque de déclin. Pour l'heure, il importe aux Européens de transcender leur actuel déclin en créant une nouvelle conception du monde.

Toute civilisation, pour être enthousiasmante et durable, doit reposer sur une conception noble de l'État, exclusivement voué à la protection et à l'accroissement du Bien commun, fondé sur une économie saine, grâce au travail de tous les citoyens en âge d'œuvrer, sur un art défiant les modes parce que reposant sur la beauté des formes et une idéalisation des réalités humaine et universelle, sur une mystique exaltant le sens de l'honneur et l'éthique, en laissant à chacun le droit d'imaginer – ou de nier – une ou des essence(s) créatrice(s), voire une espérance de survie après la mort du corps.

1 – La finalité des États

« Un État qui, renonçant de principe à la guerre, s'en remet à un tribunal international renonce à sa souveraineté, c'est-à-dire à lui-même »

Heinrich von Treitschke, *Das constitutionnelle Königtum*.

C'est une constante de la vie animale que de se regrouper en clans constitués d'individus issus d'ancêtres communs, puis en tribus formées de clans distincts, pour accroître les chances de survie du plus grand nombre et améliorer les conditions de vie. La recherche du Bien commun est la première motivation des relations sociales.

À l'évidence, la solidarité décroît à mesure de l'enrichissement des clans et des personnes. La course au standing exprime deux caractéristiques fondamentales de l'être humain : l'égoïsme et l'appétit de gloriole. L'émulation sociale est LE facteur de progrès, mais elle est naturellement une source de frictions et de crimes.

Il ne faut pas exagérer, comme l'ont fait trop d'anthropologues, l'importance du lien communautaire, ni insister trop lourdement sur le « *profond sentiment naturel de solidarité humaine* » que des penseurs optimistes ont cru percevoir à la suite de John Locke et de Jean-Jacques Rousseau, deux utopistes niais.

Avec de belles expressions comme celle-ci : « *La solidarité sociale est un facteur-clé de l'heureuse évolution d'Homo sapiens* » (Leakey, 1985), on crée des

best-sellers de diffusion mondiale, mais sans faire progresser le sens critique d'une humanité crétinisée à longueur d'année par les gentils organisateurs du monde merveilleux des media. Après tout, pour que le consommateur pense bellement, il faut le déconnecter de la triste réalité du monde animal, où chacun se nourrit aux dépens d'autrui, réalisant « *le massacre universel* » (Rostand, 1952).

Certes, Rousseau (in *Du contrat social*) a écrit de l'égalité qu'elle était « *un engagement réciproque de tous envers chacun* », mais il n'a défini que la solidarité, sans nier d'ailleurs les inégalités naturelles, physiques, intellectuelles et morales, entre individus. Son idéal social était une « *démocratie directe* », où le premier principe eût été le respect absolu par l'État des libertés individuelles, sauf en cas de péril imminent pour le corps social... nombre de commentateurs n'ont pas perçu cette dernière recommandation ou se sont refusés à le faire. Le « *bon Jean-Jacques* », dans sa prolifique correspondance, a qualifié lui-même ses projets politiques « *d'utopiques* ». Le paranoïaque ne délirait pas au point d'ignorer tout-à-fait les aspects négatifs de la nature humaine (et d'autant moins qu'il se jugeait persécuté par presque tous ses contemporains).

En réaction à la sottise des optimistes béats, preux chevaliers de la rééducation des déviants sociaux par la bonté et la bienveillance à leur égard, se sont exprimés les individualistes forcenés et les sociobiologistes, deux groupes de chercheurs honnis des « *penseurs* » libéraux et marxistes.

Plutôt que de saluer les billevesées de John Locke, de Jean-Jacques Rousseau et de leurs trop nombreux émules modernes, l'observateur de bon sens est en droit de préférer la définition d'un chercheur qui a beaucoup influencé le père de la sociobiologie, Robert Ardrey : « *Toute société est un groupe d'êtres inégaux organisée pour satisfaire des besoins communs* » (Ardrey, 1971). De ce postulat, l'on peut inférer des conceptions de la vie animale assez différentes, selon que l'on se laisse dominer par le cynisme ou par un certain degré d'attendrissement.

« *Ce qui passe pour de la coopération s'avère, en fait, être un mélange d'opportunisme et d'exploitation de l'autre... Tout individu, quand il y trouve son compte, aide ses semblables... mais, qu'il soit libre d'agir à sa guise, et seules des conditions d'opportunité l'empêcheront de brutaliser ou d'assassiner autrui... Écorchez un altruiste et vous verrez saigner un hypocrite* » (in Ghiselin, 1974, un théoricien de l'égoïsme envisagé comme la motivation première de l'animal et de l'être humain).

Moins brutaux, les sociobiologistes, dans la lignée intellectuelle d'Edward O. Wilson (l'universitaire d'Harvard qui a lancé le mouvement, en 1975, par son premier livre, réactualisé en 1987), considèrent que les organismes animaux (dont les humains) sont génétiquement programmés pour développer un altruisme sélectif envers leurs parents génétiques : l'individu est bien moins orienté vers la conservation de l'espèce, comme le veut la stricte orthodoxie darwinienne, que vers la survie de sa propre communauté génétique (Christen, 1986).

En clair, les sociobiologistes estiment que les sociétés animales forment des agrégats d'individus en compétition perpétuelle pour améliorer les seuls acquis de

leurs lignées parentales. C'est réintroduire la télé-finalité en biologie, ce qui fut un grand classique des années 1945-1955 (cf. Plouvier, 2012). Et l'on en vient même, tout naturellement, à disserter sur « *l'égoïsme des gènes* » (Dawkins, 1978) !

Contrairement aux billevesées de Richard Leakey présentées en début de chapitre, on veut bien convenir qu'« *il n'existe aucune justification évolutive aux idéaux humanitaires* » (Christen, 1979). Seule la compassion intervient, et de façon inconstante, pour moduler la règle de l'égoïsme de clan : « *L'humanité cesse aux frontières de la tribu* » (Levi-Strauss, 1967). En fait, la xénophobie, c'est-à-dire la répulsion innée à l'encontre des inconnus de la même espèce, est une constante du règne animal (Dawkins, 1978). Toutes les études éthologiques menées en milieu naturel l'ont démontré.

C'est une notion qui risque fort de n'être pas enregistrée par les politiciens et les pitres des media en Occident, où l'on fait mine d'oublier la réalité de la « *lutte pour la vie* », en gommant autant que possible la traduction médiatique des manifestations d'agressivité des minorités actives. La mode est d'hypertrophier les faibles et rares réactions d'agacement des populations envahies, dont le comportement passif devrait, bien au contraire, étonner les scientifiques, puisque ce type de comportement est contraire à ce que l'on a toujours observé dans les sociétés animales et humaines. La culture envisagée comme un élément de régression biologique et sociale : ce serait un excellent sujet d'études, politiquement très incorrect, bien sûr.

Dans de très nombreuses espèces animales, les combats entre mâles à la saison des amours (on ferait mieux de parler de « *saison de la reproduction* ») font chaque année entre 5 et 10 % de morts (Christen, 1979)... les pseudo-combats ritualisés, chers à Konrad Lorenz (1969), ne sont nullement la règle commune.

Dans presque toutes les espèces animales (dont l'humaine), les vainqueurs tuent les enfants des vaincus (l'*Ancien Testament* abonde en épisodes de ce genre, l'histoire récente de l'Afrique décolonisée également). Les dominants font le vide pour assurer la survie de leurs propres descendants et leur maîtrise territoriale. Les benêts altruistes raisonnent dans le vide, à la différence des éthologues non utopistes et des sociobiologistes. L'homme n'a aucunement le monopole de la guerre ni celui du génocide. Le grand massacre est une affaire universelle, car génétiquement induite (on a cité de nombreux cas d'espèces animales meurtrières et cannibales in Plouvier, 2012).

L'omniprésence de la guerre, tournant déjà volontiers au génocide (Guilaine, 2001), fut le phénomène social le plus évident dès la préhistoire (Clastres, 1997), comme elle le fut longtemps encore dans les sociétés primitives. Aborigènes d'Australie et Amérindiens du Nord s'entretuaient avec enthousiasme aux XVII^e, XVIII^e et XIX^e siècles, quand le Blanc est entré en contact, souvent rude, avec eux. Papous et Amazoniens l'ont fait jusque durant la seconde moitié du XX^e siècle et de nos jours le processus a repris en Afrique et en Asie décolonisées, où l'ardeur combative des autochtones est largement utilisée par les Divas rivales du jeu économique.

Pour les années 2010-2013, l'on peut citer la guerre civile de la République Démocratique du Congo (ex-belge) entretenue par les patrons de deux États voisins, le Burundi et le Ruanda (on reviendra sur cette « *guerre du Coltan* »), celle du Mali (ex-Soudan français, à la situation géographique si intéressante pour les voies de communications terrestres) entretenue par des musulmans fanatiques habilement manipulés, les guérillas de l'Angola (ex-colonie portugaise, regorgeant de pétrole) et du Libéria, celles d'Afghanistan, d'Irak et de Syrie, celle, larvée, mais persistante des Philippines etc.

Les guerres civiles ont, de nos jours, bien plus souvent un enjeu économique que religieux, même si cet argument est mis en avant par les maîtres des media et les manipulateurs des fanatiques armés.

La guérilla urbaine subintrante, mise au point par les marxistes durant la seconde moitié du XX^e siècle, est de nos jours reprise - avec une vigueur d'autant plus grande que la répression est faible - par les activistes noirs et latino-américains aux U.S.A. et par les islamistes en Europe occidentale et danubienne, tous espérant imposer aux Blancs la domination de leur race, en une pitoyable réaction aux fantasmes d'oppression coloniale diffusés par une propagande abusive, dans laquelle est niée l'immense œuvre civilisatrice des Européens. On y reviendra.

L'agressivité est l'un des fondements de la vie animale ; elle se rencontre dans tous les groupements humains (Lorenz, 1969 ; Christen, 1986). Les rousseauistes, telle la trop célèbre ethnologue Margaret Mead (1928), en ont menti ! Irenaüs Eibl-Eibesfeldt (1976) et d'autres éthologues n'ont eu aucun mal à démonter les supercheries des anthropologues malhonnêtes qui voulaient redonner vigueur au mythe du « *bon sauvage* », une billevesée du XVIII^e siècle que l'on peut abandonner sans regret.

Cette agressivité fondamentale semble provenir de l'archéocortex (développement in Plouvier, 2012) de l'hémisphère cérébral dominé (l'hémisphère droit pour un droitier), tandis que le néocortex de l'hémisphère dominant tente de la réguler, jouant en quelle que sorte le rôle d'ange gardien, étant le lieu d'origine de la conscience éthique. C'est ce qu'ont démontré les observations de malades épileptiques à qui l'on avait sectionné le corps calleux, coupant ainsi les axones (fibres nerveuses) passant d'un hémisphère à l'autre (Sperry, 1983).

Il est évident, sauf pour les niais qui s'estiment « *libres* » par droit de naissance, que tous les individus sont génétiquement programmés tant pour leurs performances physiques que pour leur degré d'intelligence, leurs sens moral et artistique, leur caractère et leurs comportements. Et ceci est vérifié dans de très nombreuses espèces animales, pas seulement dans l'espèce humaine (Rouberthoux, 1976 ; Fuller, 1978).

La destinée (Ananké en langue grecque antique, Fatum en latin) de tout individu est inscrite dans ses chromosomes. La liberté de l'être humain réside dans le choix, quotidiennement renouvelé, de céder ou non à cette programmation. C'est en cela que sont justes deux aphorismes d'Oswald Spengler (1967) : « *Notre volonté libre, c'est là le destin* » et « *En tout acte est contenue la liberté* ».

L'éducation, affaire essentiellement dévolue aux parents à la différence de l'instruction, a pour buts de promouvoir les qualités innées des enfants et des adolescents, d'en développer toutes les potentialités socialement utiles, et de réprimer leurs défauts, contraires à l'harmonie de la vie sociale.

C'est ce que d'aucuns ont appelé le « *dressage* », que d'innombrables pitres, depuis Jean-Jacques Rousseau, s'acharnent à combattre au nom d'une prétendue « *bonté originelle* » de l'être humain. La pédagogie occidentale du dernier tiers du XX^e siècle a vu triompher le laxisme, sous prétexte de respecter la liberté de jeunes gens, perçus comme des réserves de bonne volonté, d'altruisme et de sens des responsabilités, toutes qualités considérées comme « *naturellement* » dévolues au petit de l'homme.

Or, contrairement à ce qu'enseignent les optimistes béats, les utopistes sereins, les sots qui refusent de considérer l'être humain pour ce qu'il est réellement, l'organisation sociale est chose fragile, nécessitant une discipline collective, soit librement consentie, soit imposée par la force publique.

Depuis l'aube des temps, les groupes humains ne se sont rassemblés en villages, puis en cités, que pour mieux se défendre des prédateurs de tous genres, dont l'homme n'était pas le moins redoutable, et pour vivre plus aisément grâce à la diversification des activités humaines. C'est en cela que « *l'homme est un animal politique* », c'est-à-dire un citoyen (Polis, en grec, signifiant la cité). Par cette phrase, Aristote n'a jamais prétendu que tout être humain se voulait politicien. Les humains s'assemblent en cités de tailles diverses pour réduire les risques et accroître les jouissances : c'est ce que Platon a défini comme étant le Bien commun.

C'est en contrepartie de ces résultats escomptés que l'individu sacrifie volontairement une part plus ou moins grande de sa liberté. Les prérogatives de l'État supposent des objectifs admissibles par les administrés : paisible exercice de leur métier, sécurité des personnes et des biens gagnés par le travail ou reçus des ancêtres, confort de vie (au moins limité à la voirie et à une adduction d'eau potable), justice rendue aux agressés, enfin défense du territoire commun. Ces objectifs sont les premiers devoirs des administrateurs, qui vivent du travail de leurs administrés (développements in Plouvier, 2008).

La véritable « *justice sociale* » (une expression tant galvaudée par nos pitres du monde et du demi-monde – cette expression désignant les corrompus – de la politique et des media) réside dans la jouissance pour chaque honnête citoyen du fruit de son labeur et dans une solidarité envers le malade qui n'est pas responsable du délabrement de sa santé, envers le véritable malchanceux, la veuve et les orphelins d'un innocent assassiné ou victime d'une mort accidentelle, ou envers les victimes d'un escroc, d'un violeur ou d'une brute, ces derniers individus devant être punis par où ils ont péché : le tueur doit être exécuté, le violeur châtré, le voleur envoyé en camp de travail jusqu'au remboursement intégral de sa dette, le brutal traité de la même façon que celui qu'il a blessé ou rendu invalide. L'antique loi mésopotamienne du Talion est excellente dans son principe, mais à l'évidence mal adaptée à la société femelle qui est nôtre (cf. infra).

Les « *penseurs* », gens rarement dotés de bon sens ou d'esprit pratique, ont voulu ajouter leur grain de sel à ce schéma simple et vrai, à la fois ubiquitaire (valable pour tous les peuples) et diachronique (utilisable à toute époque).

Dans son ouvrage de fiction intitulé *La Politique*, Platon a estimé que la vie en commun devait non seulement rendre les citoyens plus heureux, mais aussi les améliorer moralement. On ne peut guère lui reprocher d'avoir (partiellement) négligé ce qu'ignorent encore nombre de « *penseurs* » en notre époque : l'innéité de la plupart des comportements animaux, et ceux de l'homme n'échappent pas à cette fatalité génétique (étude in Plouvier, 2012).

L'intelligence est innée dans ses qualités d'attention, de jugement et de mémoire, qui conditionnent les facultés d'analyse, de synthèse et d'inventivité. Les seuls acquis sur ce point sont des régressions liées à des maladies ou un traumatisme crânien ! Il en va de même pour le sens moral, et sur ce point les acquis n'entrent que ponctuellement en ligne de compte : la perversion comme la repentance sont possibles, mais rarement durables. La canaille et la crapule reviennent de façon quasi constante à leurs tares, tandis que l'honnête homme qui a fauté se reprend à la première occasion.

Si, dès le début de sa carrière de philosophe, Platon semble avoir partagé l'idée de la transmission héréditaire de l'aristocratie de l'esprit, à la fin de sa vie, il paraît avoir compris que « *l'homme bien né* » se rencontre dans tous les milieux (tout au plus en dénia-t-il toujours la possibilité aux esclaves, considérés à son époque comme des choses et non comme des êtres). Dans *La République* et dans le *Théétète*, il reconnaît qu'une lignée d'aristocrates peut accoucher de médiocres rejetons et qu'une lignée de paysans ou d'artisans peut engendrer des hommes d'élite... par goût et par tournure d'esprit, il ne s'est guère intéressé au psychisme féminin.

De même, sur le tard, il semblait ne plus trop se fier aux possibilités de l'éducation ou de la rééducation pour améliorer les médiocres ; quant aux criminels, il recommandait de les exterminer. Selon lui, l'éducation n'avait d'intérêt que pour amener les êtres d'élite à prendre conscience de leurs potentialités et à les développer. Comme chez nombre de penseurs à longue durée de vie (il est mort octogénaire), on peut faire dire à Platon n'importe quoi et son contraire, si l'on n'intègre pas la chronologie à la présentation de ses idées.

Traduites en langage moderne, ses ultimes pensées philosophiques vont dans le sens de l'inégalité naturelle des êtres humains, une inégalité génétiquement programmée, mais aussi influencée par la rage obsessionnelle des meilleurs à développer toutes les potentialités de leur héritage génétique. Vingt-cinq siècles plus tard, le dernier chic philosophique pour nier l'évidence politiquement incorrecte de l'inégalité fondamentale entre les humains sera de considérer les êtres comme étant « *incomparables* » (Pichot, 2000, dans un livre de haine puérile contre l'idée eugénique). Effectivement, quand on refuse le combat, il n'a pas lieu !

Dans *Les deux fondements de l'éthique*, paru en 1840, Arthur Schopenhauer avait décrit les deux pôles entre lesquels se meut l'Humanité depuis qu'elle existe et jusqu'à sa disparition ou sa transformation en sur-espèce : l'altruisme et la pitié versus l'égoïsme et la joie de nuire. L'étude de l'histoire (pas forcément celle qui est narrée

par les auteurs universitaires ni les mondains) ne peut que confirmer l'analyse du plus grand des philosophes allemands et l'un des rares dont la lecture soit utile.

L'être humain est programmé par sa génétique. C'est même le seul véritable héritage que les pauvres reçoivent de leurs parents et, dans bien des cas pour les autres, cela reste la meilleure part. La rééducation du déviant doit être entreprise dès la plus tendre enfance, mais il est absurde d'en attendre un miracle, c'est-à-dire la transformation d'un être à la génétique orientée vers les comportements asociaux : le délinquant, le criminel récidivent à la moindre occasion. La justice usuelle (qui n'a pas grand-chose de commun avec l'équité et moins encore avec l'éthique) n'a pas à rééduquer, mais à punir de façon proportionnelle aux dégâts commis.

L'Éthique ne se conçoit pas sans droiture et l'homme droit est sévère, intransigeant. Il est sans complaisance, voire même sans compassion, pour le criminel responsable de ses actes et le délinquant récidiviste. Un État régi par l'Éthique ne peut qu'être fort rude pour les citoyens pervers et dangereux.

Certains auteurs cyniques, amateurs de paradoxes subtils, écrivent volontiers que le luxurieux, la canaille financière, le criminel de droit commun sont plutôt complaisants aux péchés d'autrui. L'exemple de Mahomet (ou Mohammed, comme l'on voudra, sur lequel on reviendra plus loin) s'inscrit en faux contre ces billevesées. Sa *Charî'a* est épouvantablement meurtrière, alors que le prophète fut un homme lubrique, très avide de biens matériels, qu'il exerça la noble activité de pilleur de caravanes et commandita nombre d'assassinats sur la personne des opposants à ses rêveries et à ses discours d'illuminé.

Jésus de Nazareth, homme merveilleusement bon, déclara au contraire qu'il y avait plus de joie « *au ciel* » pour célébrer la conversion au Bien d'un criminel que pour fêter 99 justes. On a rarement prononcé une phrase aussi opposée au sens de l'Éthique. Adolf Hitler avait raison de faire de Jésus un anarchiste ! Et l'on en profite pour lancer l'esprit du lecteur dans une nouvelle digression.

L'opposition entre le message de Jésus et sa traduction par le pharisien Saül de Tarse, devenu l'apôtre auto-proclamé Paul, le véritable fondateur de la religion chrétienne, est un thème fort ancien, voire antique. À l'observateur athée, il paraît évident que le Christ des Évangiles a peu en commun avec le christianisme paulinien.

Le seul Lawrence intéressant de la littérature anglaise, David Herbert, a différencié avec beaucoup de finesse deux variétés opposées de christianisme, sans faire référence aux Églises ni aux sectes (in *Apocalypse*, publié en 1931, soit un an après sa mort par méningo-encéphalite tuberculeuse). De même qu'il est évident, pour tout lecteur attentif de l'*Ancien Testament*, qu'il y eut deux et non un seul Isaïe, il a semblé logique au Britannique d'opposer deux Jean, l'Évangéliste et l'auteur de l'*Apocalypse*, cette « *révélation* » faite sur un ton grandiloquent, fantasmagorique (ou ridicule, au gré du lecteur), qui ne fut pas unique en son genre au cours du proto-christianisme, mais qui est la seule à avoir eu l'honneur d'être intégrée au *Nouveau Testament*.

D. H. Lawrence oppose les deux religions. Celle de Jésus et de l'apôtre Jean est axée sur la charité et la bonne nouvelle d'un Dieu de bonté, père des hommes et des

femmes (reprise de l'enseignement d'Akhenaton, mais on ne peut reprocher à Lawrence de l'avoir ignoré), soit un enseignement de douceur et d'humilité qui convient à des sujets d'essence forte.

L'autre, doctrine de puissance et d'autoglorification, provient de l'*Apocalypse* du second Jean, qui procure effectivement à qui en a fréquenté assidument le texte une extraordinaire réserve d'anathèmes en plus de l'absolue certitude de détenir la vraie foi, et, en corollaire, la promesse de jouir, après la mort du corps, d'une haute place dans la hiérarchie des saints du paradis. C'est l'exaltation de la dureté et de la soif de domination des humiliés de la vie quotidienne (Lawrence, 1931).

Le juste, selon l'*Apocalypse*, n'est heureux au paradis que s'il sait son ennemi damné pour l'éternité, exposé en permanence aux supplices infernaux. D. H. Lawrence a raison de supposer que ce texte est davantage marqué du sceau du judaïsme que par l'esprit du grand Nazaréen. De Moïse à la Shoah, la vengeance est un élément essentiel de la pensée religieuse juive. Cette dernière conception se rapproche beaucoup de celle de l'*islam* djihadiste.

La société européenne, on l'écrira plus loin, n'est absolument redevable en rien (de bon) à l'*islam*. En revanche, elle est pour l'essentiel une création de la philosophie grecque et romaine antique, revue et bien souvent inutilement corrigée par les humanistes européens, du XVI^e au XIX^e siècles. Et l'on en revient à l'élève de Socrate.

Platon était moins stupide que la plupart de nos comportementalistes : il avait perçu au moins intuitivement le rôle de l'hérédité dans les comportements et, dans sa *Politique*, il a présenté la première forme d'eugénisme. Pour améliorer le comportement moral de la génération suivante, il proposait de laisser à un conseil de Sages l'organisation des mariages entre citoyens des deux sexes : les rudes devaient être appariés aux doux, les prodiges aux avars, etc. Le grand homme, demeuré célibataire pour cause d'homosexualité exclusive, avait formalisé ce que feront les bourgeois durant des siècles : appairer, sinon les contraires, du moins les personnalités complémentaires.

Le reste de la pensée du cher homme, plus connu de son temps comme ancien champion de lutte que comme philosophe, semble avoir beaucoup moins d'intérêt. Dans *La République*, il prône l'éducation collective par l'État de la jeunesse aisée, la seule d'où sont issus les futurs meneurs de la cité, pour en faire des adultes dévoués au Bien commun. L'exemple des jeunes politisées du XX^e siècle montre que cette éducation peut produire d'excellents combattants et de bons travailleurs, mais généralement dépourvus d'esprit critique et de ce fait totalement déboussolés par le changement de régime politique.

Platon conseille aussi d'offrir le gouvernement de l'État aux riches généraux qui se sont distingués au cours d'une guerre. C'est ce que l'on a vu aux débuts de la V^e République française, sans que le résultat ait paru convaincant (mais les médiocres qui ont succédé aux ministres du règne gaullien ont fait pire). Le pouvoir aux barbons, c'est toujours le meilleur moyen de susciter la morosité, voire l'esprit de révolte, chez les jeunes.

Au moins, Platon a-t-il compris qu'il fallait éviter une trop grande inégalité de fortunes entre les citoyens (in *Les Lois*). C'est un argument qu'a repris son élève le plus doué, Aristote, in *La Politique* (l'un des ouvrages les plus consultés durant les 1500 années qui ont suivi sa mort) : la propriété privée et le profit sont les stimulants indispensables de la vie économique, mais l'enrichissement des individus n'est licite que dans la mesure où il profite en grande partie à la collectivité, par le biais des impôts et des largesses privées.

Hélas, cette solidarité n'est pas dépourvue de risques sociaux. La qualité même et le nombre des lois sociales, leur application égalitaire – étendue même, de nos jours, à des immigrants qui n'ont jamais cotisé préalablement, ce qui contredit le principe même des lois sociales -, sont des facteurs quasi expérimentaux de la sélection des moins aptes à travailler de façon productive. L'on verra plus loin que l'égalité des droits sociaux peut facilement dégénérer en un authentique parasitisme économique.

Se situant à l'opposé de notre pratique égalitariste, Aristote fut le premier penseur à formaliser ce que l'on appellera par la suite « *la méritocratie* », soit la véritable source de justice sociale. La hiérarchie dans la vie publique, comme dans la vie privée, ne devrait jamais se concevoir ni se justifier que par les seuls mérites personnels, et nullement par la naissance ni par la richesse héritée.

L'Antiquité grecque fut grandiose pour avoir posé le principe de l'égalité des citoyens productifs devant la loi. Ce ne fut pas une invention athénienne comme le brament les universitaires adorateurs du mythe de Périclès, mais une idée ayant cours dans toutes les cités. Elle fut même beaucoup mieux respectée à Sparte qu'en Athènes, où le riche était de facto au-dessus de la loi commune, sauf cas patent de trahison ou de grave malversation. Il faut en outre rappeler que cette égalité n'était le fait que des seuls citoyens : les métèques et périèques, nés hors de la cité, en étaient exclus et nul ne comptait les esclaves au rang des humains.

L'égalité de tous les citoyens devant la loi et leur égalité en matière de droits civiques sont les seuls fondements de la démocratie, évidemment mal appliqués dans la vie quotidienne du fait de la corruption des politiciens (lorsqu'ils créent des lois injustes) ou de juges ignobles (vautrés devant les détenteurs du pouvoir exécutif, de nos jours eux-mêmes au service des maîtres du pouvoir économique, comme ils l'étaient déjà au XIX^e siècle, cf. Plouvier, 2010, volumes 1 et 2). On peut toujours compter sur la nature humaine pour détourner un excellent principe de sa finalité !

Faire de la fraternité nationale le fondement idéal de la démocratie (in de Benoist, 1985) est une belle idée, parfaitement utopique, frisant même l'absurdité si l'on considère la nature humaine telle qu'elle est, telle que la montre l'histoire des civilisations humaines. La Révolution française de 1792 à 1794 a définitivement condamné cette option, que l'on aurait pu croire utile à l'époque de la Fête de la Fédération, célébrée le 14 juillet 1790.

D'autres penseurs se sont essayés à expliciter la notion de démocratie. « *La démocratie, c'est la participation du peuple à son destin* » (Moeller van den Bruck, 1933). Cette définition est assez juste, mais fort théorique et pratiquement utopique, elle aussi. Effectivement, s'ils ne veulent pas être trompés ou trahis, les citoyens,

égaux en droits, ne devraient jamais donner que des « *mandats impératifs* » à leurs élus, c'est-à-dire ne les envoyer siéger aux assemblées que pour y défendre des idées et des propositions bien définies. Ce principe fondamental a été violé, en France, dès les années 1789-91 par les députés aux États Généraux qui, devenus les membres autoproclamés de l'Assemblée Constituante, ont façonné un État dont la majorité des Français ne voulaient guère. On peut toujours faire confiance au rhéteur professionnel pour trahir ses mandats et ne se soucier que de son propre intérêt.

Seuls les imbéciles (étymologiquement : les faibles en esprit) définissent la démocratie par le droit de vote. Celui-ci n'est que la conséquence de l'égalité des droits entre citoyens et dégénère en règne de la quantité. Encore faut-il s'entendre sur la notion de quantité.

L'apparence est la quantité de votes qui procure une majorité à un homme ou un parti. La réalité est la quantité d'argent dépensée pour chacun des candidats, chacun des partis en lice, par les sponsors (ou soutiens pour les puristes qui refusent tout recours au français).

Les magnats, grands et moins grands, de l'économie financent tous les individus et tous les partis susceptibles d'accéder aux fonctions gouvernementales ou à la direction des administrations régionales, cantonales ou municipales, donc à même de fournir de juteuses commandes de l'État ou des collectivités territoriales, des passe-droits, des subventions et réductions d'impôts, des places pour les fils et neveux trop incapables pour être casés dans l'économie privée, des soutiens diplomatiques et logistiques à l'exportation (ce qui peut aller jusqu'au déclenchement d'une guerre), enfin des hochets de vanité toujours très appréciés.

Seuls ont toujours été exclus de la manne, sinon céleste du moins dorée, les partis populistes, trois mille ans d'histoire européenne ayant démontré aux riches que les dictateurs populistes font rendre gorge aux mercantis pour soulager les misères du peuple... et l'on comprend quelle volée de bois vert les fonctionnaires de l'écriture historique administrent à la mémoire de ces ignobles individus.

La démocratie est, par obligation, le règne des sponsors des élus du peuple : une élection coûte cher et l'élu est facilement corruptible, sinon directement par acceptation d'argent, du moins par de discrets, mais substantiels, dédommagements personnels et familiaux. Corrompue par nature, la démocratie est obligatoirement démagogique, à de très rares exceptions près rencontrées presque exclusivement en terres nordiques. Par souci d'électoratisme, on se refuse à imposer des réformes nécessaires, mais impopulaires, et l'on se lance dans des dépenses superflues, mais qui flattent la bêtise populaire : c'est le régime de la gabegie et de la franche démagogie.

La démocratie moderne est condamnée à l'insigne médiocrité par son principe même : la loi du nombre. Électeurs et élus confondus, l'humanité recèle de façon immuable, génération après génération, environ 25 % de sujets au Q.I. (le quotient intellectuel) supérieur à 110, soit les sujets doués (y compris les surdoués, au-delà de 130 de Q.I.), 40 % de médiocrement doués, au Q.I. compris entre 90 et 110, et 35 % de très médiocrement doués et d'imbéciles, au Q.I. inférieur à 90 (la débilité mentale étant définie par un Q.I. inférieur ou égal à 85, in Jensen, 1972).

À l'évidence, la loi du nombre assure le triomphe des roublards sachant manipuler les médiocres et les idiots, majoritaires dans toute population (développements in Plouvier, 2012). De fait, l'étude de l'histoire politique permet d'introduire une notion peu prisée des auteurs universitaires, académiques et mondains : « *la part immense de la fatalité de la bêtise humaine* » dans les aléas de la vie publique (in Jacques Benoist-Méchin, homme politique et historien, 1944).

Dans une société fondée sur l'éthique, il serait indispensable de prononcer la déchéance, à temps ou de façon définitive, des citoyens corrompus ou crapuleux. Ce serait une excellente façon de moraliser la vie publique, au prix d'une hécatombe d'élus, on le reconnaît volontiers. La démocratie est à l'évidence le régime des rhéteurs (les beaux parleurs) et des « *politiciens de la gamelle* », prêts à toutes les compromissions pour assurer leur réélection, toujours coûteuse. C'est donc le régime où les élus ont pour première nécessité celle de ne pas mécontenter les généreux donateurs, eux-mêmes fort intéressés. Les élus sont, en outre, bien plus souvent occupés à se procurer des revenus annexes ou à caser leurs rejetons qu'à se soucier du Bien commun. C'est du moins ce que l'on peut conclure du comportement des honorables politiciens français contemporains.

Les élus honnêtes, idéalistes, dévoués au Bien commun, sont aussi rares que les moutons à cinq pattes. Déjà, en son temps, le sieur Périclès ne dédaignait ni l'enrichissement personnel, ni l'achat des votes (cf. Plouvier, 2012). La démocratie, où les très riches citoyens font la loi par élus interposés, est par excellence le régime de la corruption. Le chantre moderne de la démocratie, Winston Spencer Churchill, était lui-même très sensible aux incitations de ses sponsors et des généreux animateurs des lobbies antiallemand et antinippon (cf. Plouvier, 2008, vol.6 et 2011).

Certes, à dénoncer la corruption active des « *grands hommes* », l'on gagne l'appellation de « *révisionniste* », mais le travail de l'écrivain d'histoire n'est-il pas de réviser les narrations rendues obsolètes par la découverte d'archives inexploitées et de témoignages de première main inédits ? On comprend que le très honnête (mais paranoïaque délirant, ce qui explique ses dérives criminelles) Adolf Hitler ait assimilé la démocratie à une ploutocratie (le gouvernement par les puissances d'argent).

De son côté, déçu par les péripéties de la « *révolution dreyfusienne* » (cf. Plouvier, 2010, volume 2), l'ex-dreyfusard Georges Sorel faisait de la démocratie « *une école de servilité, de délation et de démoralisation... Un régime d'arriviste repus... et d'intellocrates* » (Sorel, 1907). Même si elle est courte, l'analyse demeure juste, surtout si on l'applique aux « *démocraties* » de l'ère mondialiste, à la bigoterie du culte des Droits de l'Homme et à l'hypocrisie fondamentale de la société actuelle (cf. infra).

À ce propos, il peut paraître utile de démolir un poncif absurde. Sorel fut avant tout un penseur antiparlementaire et un anarchiste fasciné par la révolte des opprimés, envisagée comme une manifestation d'authentique noblesse de l'esprit (Sorel, 1908). Quoi qu'ait pu en dire Benito Mussolini, Georges Sorel n'était pas un précurseur du fascisme, qui fut, comme le communisme soviétique, le nazisme ou le kémalisme, un mouvement totalitaire, par essence opposé à la liberté de conscience et d'expression.

Régime de corruption à la tête de l'État et des administrations, la démocratie est instable : chaque lobby d'importance veut sa part du gâteau. C'est donc le régime des consultations électorales fréquentes et des alternances, en raison des conflits entre Divas de la fortune.

L'instabilité du monde économique est apparue au XIX^e siècle, lors de l'explosion de la pratique du capitalisme spéculatif, soit au moment où financiers, entrepreneurs et négociants supplantaient la vieille aristocratie foncière, robine et guerrière. Il en est résulté une valse des gouvernements, d'abord lente jusqu'à la Grande Guerre, puis à un rythme accéléré de façon frénétique.

Notre époque est fondamentalement instable, tant pour les institutions, toujours menacées d'effondrement du fait de la corruption des potentats réels et apparents, que dans la vie courante, dominée par le risque quasi permanent du chômage, dévalorisant et ruineux pour ses victimes. En toute époque, le sentiment d'instabilité a généré une profonde angoisse, multipliant les suicides pour cause d'inadaptation à un monde dont les règles et les techniques changent trop vite. La société contemporaine, née au cours de la décennie 1980-1990, est dépourvue non seulement d'humanisme, mais aussi de racines. Il est peu probable qu'elle puisse durer. C'est ce que l'on va tenter de démontrer au fil de ces pages.

*

*

*

« Il est dans l'ordre normal que les non-privilégiés soient opprimés par les privilégiés »

Primo Levi, *J'étais un homme*.

Le règne de l'argent est-il un stigmaté de la dégénérescence d'une société ? C'est un excellent sujet de dissertation philosophique. C'est surtout une réalité monstrueuse, démoralisante pour l'être doué d'élévation de pensée. L'argent-roi, c'est assurément le triomphe des plus « *malins* », c'est-à-dire des moins scrupuleux, voire des plus ignobles.

Depuis le deuxième tiers du XIX^e siècle, les crises financières sont généralement induites par l'implosion d'une place boursière, liée à l'insolvabilité de certains spéculateurs. Mais, au XXI^e siècle, sont apparues des crises concoctées par des groupes financiers pour mieux asseoir leur fortune, donc leur pouvoir. Les agissements des humanistes de l'institution Goldman Sachs en Grèce, durant la première décennie du siècle, ont eu pour seule finalité de faire d'immenses profits aux dépens des contribuables grecs avec la complicité d'honnêtes élus du peuple.

Il est aisé d'expliquer comment l'on est passé des jolies théories de messieurs Platon et Aristote à la canaillerie de la vie politique, économique et sociale contemporaine, en se souvenant qu'un politicien de la génération de Socrate, le maître à penser de Platon, le sieur Périclès déjà cité, était un manipulateur d'opinion publique, grâce à la complicité d'un devin officiel, et qu'il pratiquait allègrement le

népotisme et l'enrichissement personnel par un exercice très particulier des charges publiques électives (cf. Plouvier, 2012).

Durant deux millénaires et demi, les innombrables commentateurs d'Aristote n'ont fait que rabâcher les idées de ce polygraphe, certains voulant absolument en faire un chrétien avant la lettre. Au XX^e siècle, Jacques Maritain connaîtra son heure de gloire pour avoir fait semblant de « *découvrir* » ce thème mille fois traité par la scholastique moyenâgeuse. Le défunt XX^e siècle ne fut certes pas celui des Lumières.

Quelques penseurs protestants du XVI^e siècle se sont faits les théoriciens de la supériorité du peuple sur le souverain. De ceux qui rejetaient l'autorité du pape, cette disposition d'esprit paraissait naturelle. Le Français Théodore de Bèze et l'Allemand Johannes Althaus (Althusius, de son nom d'universitaire) furent les plus célèbres de ces « *monarchomarques* » (fort bien étudiés in Mesnard, 1936).

Selon eux, le « *pacte de société* », bientôt renommé pacte social, puis « *contrat social* », conclu entre les familles de libres travailleurs et l'État se doit d'assurer à chaque honnête citoyen : « *droit, liberté, honneur* » (Althusius). Il existe un « *droit de surveillance mutuelle* » entre l'exécutif et les représentants du peuple. De principe, le peuple est le propriétaire de la souveraineté ; le chef de l'État n'en est que l'administrateur (in Mesnard, 1936).

Althusius insiste beaucoup sur le partage des compétences entre l'État (ou le monarque) et les associations de citoyens. L'État a pour rôle de remplir les hautes fonctions que les citoyens ne peuvent assurer, mais l'administration locale doit être dévolue « *aux échelons inférieurs* » du Pouvoir. C'est la définition du principe de subsidiarité, déjà utilisé par Thomas d'Aquin pour présenter les rôles respectifs des pouvoirs religieux et temporel.

Lorsque l'État ne respecte plus le pacte social, le droit à l'insurrection est légitime. Tous les théoriciens du Moyen Âge et de la Réforme s'accordent sur ce point, à la notable exception de Martin Luther, obnubilé par le 13^e chapitre de *l'Épître aux Romains* de Saül-Paul.

Or, de nos jours, trop souvent les pouvoirs publics sont en état de carence, notamment pour ce qui est de la protection des honnêtes citoyens autochtones, face à ce qu'il est convenu d'appeler « *la racaille* ». On en reparlera abondamment, car ce phénomène est omniprésent dans divers États d'Europe occidentale, depuis la fin des années 1980.

Le Droit à l'insurrection n'est pas seulement le fait des citoyens opprimés par un totalitarisme politique ou religieux ; il existe aussi du fait de la carence chronique des détenteurs d'autorité. En outre, il est de plus en plus évident que nous vivons une époque de « *totalitarisme économique* » (l'expression est empruntée à Christophe Poitou, 2013). De cela aussi, l'on reparlera dans ce livre.

Il n'est pas sans intérêt de noter qu'à la différence des auteurs grecs précédemment cités, les penseurs de la Réforme protestante s'intéressaient bien davantage au principe de solidarité entre citoyens qu'à celui d'égalité. Contrairement à ce qu'ont écrit divers commentateurs, ils se préoccupaient bien plus de la collectivité et de ses droits, que des individus et de leurs caprices. Ce n'étaient nullement des

précurseurs de Locke ou de Rousseau, étudiés plus loin et qui sont, eux, les pères fondateurs de la civilisation libérale contemporaine. Si l'on veut absolument trouver une postérité à ces monarchomars, c'est du côté des théoriciens du fédéralisme qu'il faut chercher.

Au milieu du XVII^e siècle, Thomas Hobbes révolutionne la pensée politique avec deux ouvrages émergeant d'une vaste production : *Léviathan* (de 1651), puis *Béhémot* (de 1660). Dans ces deux livres, plus souvent cités par ouï-dire que lus de nos jours (pour le lecteur pressé, on signale un bon résumé in Polin, 1953), et dont les titres font référence à deux monstres bibliques, dont le premier n'était que le crocodile du Nil et le second l'hippopotame, Hobbes fait l'apologie du souverain, à qui l'on peut octroyer la totalité des pouvoirs à condition que l'exercice en soit bénéfique aux citoyens honnêtes et productifs.

Un siècle plus tard, ses écrits serviront de justification au « *despotisme éclairé* », un type de régime qui vaut infiniment mieux que nos modernes démocraties faibles, ineptes et corrompues, mais qui fait évidemment le malheur de tous ceux et de toutes celles qui sont dérangés par la soif des honneurs publics et le souci de l'enrichissement personnel aux frais de l'État.

Hobbes pose en principe fondamental le droit des citoyens à la Justice, envisagée de façon absolue : l'Équité. Ce droit exige en pratique deux soutiens : une forte armée, pour assurer la protection extérieure de l'État, et une puissante police, pour garantir la sécurité des personnes et des biens. Ces organismes ont droit à la toute-puissance, puisqu'ils sont nécessaires et même indispensables au Bien commun. En revanche, ne sont admissibles ni la corruption ni les excès et abus des agents de ces forces publiques.

Infiniment plus moderne que nombre de nos contemporains, qui sont des monomaniaques de la rééducation et de la rédemption sociales, Hobbes est le premier penseur politique à n'avoir pas eu la prétention d'améliorer la nature humaine. Il a pesé, jaugé, estimé l'espèce humaine pour ce qu'elle est réellement : inébranlable dans ses motivations et d'une remarquable constance dans ses comportements.

L'État, selon Hobbes, n'est pas une fin en soi, mais un moyen d'assurer une vie paisible aux honnêtes citoyens productifs. Il compare le culte exclusif de l'État, sacrifiant inutilement la liberté des individus, à l'antique culte de Moloch, ce dieu dévoreur d'hommes et de richesses. Si les gouvernants sont incapables, corrompus ou tyranniques, si le régime est inefficace ou pervers (c'est-à-dire nuisible aux intérêts à moyen et long termes de la collectivité), le droit à l'insurrection est tout à fait légitime, pour les remplacer par d'autres, plus aptes et plus dignes d'estime.

L'État, selon Hobbes, n'est qu'un moyen au service de la collectivité, pour lui permettre de vivre le mieux possible. En outre, il est important de préciser que Hobbes, bien éloigné des principes du totalitarisme, exige de l'État (in *Léviathan*, chapitre 46) qu'il respecte le « *for intérieur* », soit les libertés de conscience et de pensée (de nos jours, il eût ajouté la liberté d'expression, si menacée dans presque tous les États européens).

En résumé, pour ce grand théoricien, tout pouvoir est légitime s'il est bienfaisant aux citoyens honnêtes et laborieux, et ce quelle que soit sa nature, quelle que soit la façon dont le maître est parvenu au Pouvoir. On ne voit guère ce qu'il y aurait à redire à cette conception de bon sens, qui est infiniment supérieure aux commentaires insipides des hommes et des femmes des media modernes à propos de Dame Démocratie, envisagée comme le nec plus ultra de la réflexion politique.

L'État, selon Hobbes, n'est nullement en lui-même le « *souverain bien* », comme Friedrich Hegel l'enseigna à la jonction des XVIII^e et XIX^e siècles, procurant un alibi théorique à tous les dictateurs du XX^e siècle. Le théoricien du Droit public Carl Schmitt, jurisconsulte préféré de tous les gouvernants du Reich de 1932 à 1945, de Franz von Papen au Führer Adolf Hitler, n'a rien écrit de plus que Thomas Hobbes, mais à l'allemande, c'est-à-dire dans un jargon de métaphysicien, et en universitaire romantique, ce qui fit de lui un auteur prolixe et abscons, donnant pleine satisfaction aux rats de bibliothèque masochistes.

Au XVIII^e siècle, un paranoïaque de la variété sensitive, au comportement d'asocial et qui n'aimait pas les œuvres de Hobbes et leur préférait les naïvetés de John Locke, le sieur Jean-Jacques Rousseau, déjà entrevu, crut bon d'opposer les droits de l'individu aux impératifs de la vie en collectivité. La notion de droits individuels n'est pas mauvaise en soi, bien au contraire, mais le psychotique Rousseau, malfaisant par nature, et une foule d'imitateurs à sa suite, ont érigé en système l'individualisme forcené, générant un mode de vie authentiquement asocial : le nôtre. Et l'auteur propose une courte digression d'ordre médical.

Rousseau est la parfaite illustration d'un aphorisme d'Emil Cioran (1952) : « *L'histoire des idées est l'histoire de la rancune des solitaires* »... en n'oubliant pas que les penseurs solitaires furent et sont presque tous des psychotiques, le plus souvent des paranoïaques. C'était le cas de Jean Jacques, tandis que l'émigré roumain Cioran était un maniaco-dépressif, qui aura passé sa vie tantôt à s'ébahir, tantôt à se congratuler, pour ne s'être pas suicidé lors de son précédent accès mélancolique et à rédiger des livres d'un cynisme primaire, celui que l'on tolère d'un adolescent inexpérimenté, mais que l'on juge plutôt déplacé chez un adulte. Il est évident que c'est avec de telles phrases que l'on fâche nombre d'esthètes et de lecteurs !

D'une manière générale, il est évident pour le médecin que, depuis l'aube de la civilisation (ce qui n'exclut pas les communautés préhistoriques, dont on ne sait presque rien), une partie du public aime écouter les gémissements ou les accès de colère des inadaptés sociaux, qui sont de grands névrosés, des psychotiques ou des sujets s'estimant en situation de sous-emploi. On en retrouvera quelques beaux spécimens dans ce livre, autant donc en présenter quelques archétypes.

L'actualité télévisée montre suffisamment de cas d'hystériques pour qu'il ne soit pas nécessaire d'épiloguer sur leur cas : les leaders fort excités de manifestations politiques, religieuses ou syndicales, en sont d'excellents exemples. Oswald Spengler ou Honoré de Mirabeau furent, l'un au déclin du II^e Reich, l'autre à celui de l'Ancien Régime français, des exemples d'individus de grand talent s'estimant brimés par une

société incapable d'utiliser leurs dons, qu'ils jugeaient exceptionnels, en toute modestie, bien sûr.

Quant aux psychotiques, les mélancoliques, souffrant d'accès dépressifs récurrents sans facteur déclenchant évident, sont mécontents de tout, de l'Univers comme d'autrui et d'eux-mêmes (Emil Cioran, on vient de l'écrire en fut un exemplaire très démonstratif), et les paranoïaques, fort contents d'eux au contraire, veulent à toute force imposer leurs vues au reste de l'opinion publique (Jean-Jacques Rousseau demeure l'archétype de la catégorie des « *sensitifs* », tandis que dans celle des « *paranoïaques de combat* » l'on peut ranger le trio des personnalités d'exception du XX^e siècle : Adolf Hitler, Joseph Dougashvili-« Staline » et Mao-Tsé-toung).

La foule, majoritairement composée d'individus médiocres et insipides, adore – et pas seulement au sens figuré - les personnalités mordantes et sortant de l'ordinaire, tandis que les concurrents malchanceux des êtres qui parviennent à percer vouent ces derniers aux gémonies... et, après la chute ou la mort du personnage extraordinaire, les historiens sont confrontés à l'irréductible opposition entre les témoins favorables au disparu et les contemporains qui l'ont haï, en partie parce qu'ils l'enviaient. L'on referme la digression et l'on en revient à l'opposition pluri-centenaire entre dévots des droits individuels et partisans des droits de la collectivité.

La destruction systématique des fondements de la vie en commun et la glorification de l'individualisme, la justification du parasitisme social et du triomphe des minorités, en quoi se résument les événements de 1968 et leurs séquelles toujours présentes dans nos sociétés occidentales, s'inscrivent dans la continuité des billevesées de Locke et de Rousseau et ont remarquablement préparé nos contemporains à se plonger avec délices dans les petites joies de l'ère mondialiste, celles de l'hyperconsommation et de la propagande naïve.

L'ex-gauchiste et les autres variétés de soixante-huitards se sont facilement adaptés aux statuts d'hédoniste ou de psychopathe, ce dernier type d'individus réalisant le parasite social par excellence (étude in Plouvier, 2012). Au XIX^e siècle, un théoricien du mouvement romantique, Friedrich Schlegel, avait pressenti cette dérive conceptuelle : « *L'individualisme n'est que l'égoïsme divinisé* ».

N'en déplaise aux politiciens (dont beaucoup sont d'ex-soixante-huitards ou leurs rejetons) qui font semblant de gouverner l'Europe occidentale de nos jours, alors qu'ils ne font qu'expédier les affaires courantes, utilisant la technique du pilotage sans visibilité imposée par les Divas du pouvoir économique, elles-mêmes aveuglées par leurs seuls bénéfices à court terme, la véritable justice sociale n'a jamais été de nourrir la paresse, la délinquance ni la déviance (et l'on vise ici certains Tsiganes ou Gitans, ou Roms, ou Manouches, comme on voudra, et certains immigrés extra-européens, ceux qui vivent, et fort bien, d'allocations diverses sans jamais travailler, hormis lors d'expéditions nocturnes à des fins de pillage ou de vandalisme, ainsi que les nombreuses associations budgétivores cultivant le « *droit à la différence* »).

Hobbes leur a répondu par anticipation, en 1651 : « *Les Anciens... définissaient la Justice comme la distribution à chacun de ce qui lui revient par son travail* ». On veut bien, par l'effet d'une authentique solidarité, y adjoindre l'aide aux réels

malchanceux, aux malades, invalides et orphelins autochtones, mais les États n'ont pas vocation pour soulager, par la répartition du produit des impôts, la détresse de populations paresseuses ou traditionnellement adonnées à la délinquance.

À l'intérieur même de la nation laborieuse, l'expression « *égalité des droits* » n'est nullement synonyme d'égalité des jouissances. L'égalitarisme, déniait toute valeur à une hiérarchie fondée sur les mérites et les activités de chacun, est la pire des injustices : c'est la négation des fondements de l'éthique. Les jouissances matérielles sont justifiées par la qualité et la quantité de travail personnel ou le fruit du travail des ancêtres.

Ne croyant pas au mythe de l'homme naturellement bon, le principal théoricien des néoconservateurs allemands de l'immédiat après-guerre (c'est de la Première Guerre mondiale qu'il s'agit), Arthur Moeller van den Bruck, s'est opposé au libéralisme politique parce qu'il mène naturellement à l'internationalisme, donc à la perte des identités culturelles des grands peuples (Moeller, 1923 ; excellente étude in de Benoist, 1980). Cette conception, qui pouvait paraître excessive à certains observateurs des années 1920, par défaut d'expérience politique, est devenue la triste réalité de notre époque.

En Europe occidentale, aux XVII^e et XVIII^e siècles, on a voulu croire au caractère absolu, universel et diachronique des droits de l'individu et l'on a lancé l'expression « *Droit naturel* », qui tient davantage du slogan politique que de la saine réflexion sur l'histoire des civilisations défuntées.

Dans un discours prononcé à Paris le 28 novembre 1940, le Reichsleiter Alfred Rosenberg a déclaré : « *Les soi-disant Droits de l'Homme ne sont rien d'autre qu'une tolérance de principe envers tout et n'importe quoi* ». Mal documenté, l'orateur allemand les faisait dériver de la Révolution française de 1789, alors qu'ils sont directement issus de la Déclaration d'indépendance des Treize colonies d'Amérique du Nord, rédigée par Thomas Jefferson en 1776, mais la définition du théoricien national-socialiste n'est que trop exacte : une fois encore, l'humanité, médiocre pour la majorité de ses membres, a perverti d'excellents principes.

Il est à noter que le futur 3^e Président des États-Unis d'Amérique du Nord, ce Thomas Jefferson qui était un très riche planteur esclavagiste, avait déjà relevé le caractère éminemment changeant et plastique des codes de lois. Ce serait trahir les intentions de leur concepteur que de trop s'appesantir sur le « *caractère sacré* » des principes ci-dessus mentionnés. Ces fameux droits n'ont rien d'immuable, pas plus que ne sont intangibles ou « *éternels* » les fondements des très nombreux codes de lois édictés ces quatre derniers millénaires, depuis celui d'Hammourabi, dont Moïse s'est largement inspiré.

Maximilien Robespierre, admirateur éperdu de Jean-Jacques Rousseau, voulut instaurer le « *règne de la Vertu* », en mai 1794. En pratique, il n'institua qu'un régime de délation et de terreur, que d'autres conventionnels dénaturèrent en une chienlit démagogique. Les vertueux résistants français de 1944 avaient de superbes plans pour édifier une « *société plus juste* ». Ils accouchèrent d'une guerre civile : l'Épuration, sauvage puis légale.

L'enfer, dit-on, est pavé de bonnes intentions. Les belles idées des réformateurs sociaux et politiques amènent souvent les peuples à goûter un enfer sur terre. Les théoriciens ne sont jamais punis pour les crimes commis au nom de leurs vertueux principes ; les peuples le sont toujours par l'application de leurs jolies théories.

Ce sont les idées qu'a longuement et lourdement développées Charles Renouvier, dans la seconde moitié du XIX^e siècle (in Renouvier, 1897). Pour ce philosophe utopiste, la « *véritable politique est fondée sur la morale* ». L'ennui est qu'il n'y a pas de définition absolue de la morale. On sait depuis le trio Socrate, Platon, Aristote, qu'à l'éthique, il est convenu de donner pour attributs le vrai, le beau et le juste (variante : le beau, le bon et le bien), mais les définitions de ces merveilleux concepts varient énormément selon les époques et les civilisations.

Pour Renouvier, un de ces philosophes assurés de détenir « *la vérité* », toute décision « *immorale* », comme le sont souvent celles prises au nom de la Raison d'État ou dans un but de Salut public, sont des erreurs politiques, parce qu'elles violent « *le sens de la Justice* ». À dire vrai, nul n'a jamais douté que la vie politique ne fût l'occasion de mouvements violents et de crimes, qu'elle ne se réduise souvent à une foire à la ruse et à l'intrigue. Pour Renouvier, il s'agit « *des faux dieux de la mauvaise politique* ».

On comprend bien que le profond penseur cherche à diaboliser ses ennemis politiques (et Robespierre est l'une de ses bêtes noires, ce qui entre dans les tics narratifs de son époque, celle des débuts mal assurés de la III^e République où l'on préfère révéler Georges Danton, prototype du politicien corrompu mais sympathique). Toutefois, tel Diogène cherchant un homme véritable, l'observateur des civilisations passées s'évertue en vain à trouver un homme, et moins encore une femme, voués à la politique qui n'aient pas adoré ces « *faux dieux* ». De même qu'il n'y a pas de limite à la bêtise humaine, il n'y en a pas pour les utopistes et les faiseurs de systèmes.

On ne fait pas de bonne politique avec des principes de bonté, mais avec une fin précise, et des moyens adaptés à ce but. Comme l'a écrit Friedrich von Schiller, in *La mort de Wallenstein* : « *Si l'on réussit, tout est pardonné* ». C'est l'efficacité qui est le critère d'une bonne politique. Ni Jésus de Nazareth, ni François d'Assise n'auraient fait des chefs d'État efficaces ; Akhenaton - Aménophis IV fut un souverain lamentable.

Niccolo Machiavel eut le mérite de souligner que morale et politique s'excluent généralement (in *Discours sur la première décade de Tite-Live*). « *L'originalité des problèmes éthiques en politique réside dans le moyen spécifique de la violence légitime* » (Max Weber, 1919). « *La Personne Nationale est surhumaine par la taille et l'énergie, mais complètement infrahumaine par la moralité* » (Aldous Huxley, 1939). On ne voit guère ce qu'il y aurait à redire à ces commentaires désabusés, après étude des faits connus des derniers millénaires.

S'il est par excellence un principe faux, c'est bien celui du fondement théologique des États. Il faut catégoriquement rejeter les lubies de messieurs Moïse-Osarseph (Égyptien ou Juif, on ne sait et cela importe peu ici), Aristote, Mahomet ou Thomas d'Aquin. Chaque être humain est libre de croire en un dieu ou d'en nier

l'existence, mais en aucun cas un État ne doit imposer une spiritualité ni fonder sur elle ses institutions.

Comme l'a fort bien écrit, vers 1720, Nicolas Freret : « *Il convient de regarder toute religion comme une opinion tyrannique inventée pour dominer les esprits... Il ne s'agit pas moins que de la liberté de notre corps, de notre entendement et de notre volonté, que l'on prétend réduire en esclavage* » (in *Lettre de Thrasybule à Leucippe*).

Les régimes islamistes sont peut-être bons pour les peuples d'Afrique, du Moyen-Orient, d'Asie du Sud-Est ou du Sud-Ouest, mais ils n'ont pas droit de cité dans une Europe enfin débarrassée du totalitarisme chrétien. Rendons grâce aux juifs de refuser l'apostolat, par souci de conserver « *pure de toute souillure étrangère* » leur « *race sainte* », leur « *race élue* » (cf. le *Deutéronome* et les *Livres d'Esdras* et de *Néhémie*).

La religion ne doit jamais quitter les temples ni la sphère privée. La lutte doit être implacable contre le fanatisme religieux, utilisant en cas de besoin les moyens les plus rudes : la liberté n'est pas un droit, mais une conquête, car, siècle après siècle, surgissent des illuminés qui veulent imposer leur credo. « *Nul n'aime les missionnaires armés* » disait Robespierre. C'est vrai de toutes les variétés de missionnaires et, contre leur fanatisme, toute arme est bonne qui est efficace.

L'État fondé sur l'éthique doit impérativement être et demeurer laïc, sans interférer avec l'expression policée de la foi des citoyens, mais aucune croyance ne doit être autorisée à s'imposer par la force. Tous les esprits religieux veulent infliger leur dieu au reste de l'humanité. L'État a pour devoir d'anéantir tout impérialisme théologique, toute exclusive ou toute confiscation de l'État par une communauté ou une secte, religieuse ou philosophique.

En revanche, un État fondé sur l'éthique doit respecter pleinement la liberté de pensée, la liberté d'expression et la liberté d'enseignement des citoyens honnêtes et de leurs enfants. Ce sont des principes honorés aux U.S.A. et foulés aux pieds un peu partout en Europe occidentale, où règne de nos jours une « *justice* » réprimant féroce l'expression de la pensée non-conformiste et réglementant sévèrement l'instruction, comme s'il existait beaucoup de vérités immuables autres que mathématiques... c'est déjà ce qu'écrivait « *Voltaire* », dans son *Dictionnaire philosophique* (dont il n'est pas trop certain que l'actuelle censure accepterait la primo-édition de nos jours, du moins en France).

Si l'on s'intéresse à l'exemple français, force est de constater que le nouveau Code pénal, par ses articles L 227-24 et R 624-2, permet aux vertueux membres procéduriers des si nombreuses ligues de défense des droits catégoriels et communautaires de citer en justice éditeurs et auteurs, dès qu'ils se sentent offensés par des opinions différant des leurs, voire même par le simple énoncé de faits d'observation qui bousculent leurs certitudes mal fondées.

En notre époque, les fanatiques, les déviants et les délinquants, semblent monopoliser le droit à l'expression en Europe occidentale. C'est une manifestation de la profonde nocivité des régimes parlementaires, corrompus par la démagogie électoraliste. Et l'occasion est bonne de rappeler cette évidence : la V^e République Française n'est un régime présidentiel que lorsque le Parlement est issu de la même

mouvance que le chef théorique de l'État ; toute divergence entre le Président de la République et la majorité parlementaire tire l'État à hue et à dia.

Pour faire respecter les principes fondamentaux de la libre pensée et de la libre expression des citoyens honnêtes, les media doivent être diversifiés et l'État doit exercer un contrôle même sur ceux d'entre eux qui relèvent du secteur privé. De nos jours, les seuls media utiles (télévision et radio) sont monopolisés par le pouvoir économique qui tente de s'arroger le monopole du Net, seul espace de liberté encore vivace, la presse écrite d'opinion étant moribonde, faute d'argent.

Les hommes et les femmes des media ont pour rôle de façonner l'opinion publique dans un sens qui soit favorable aux intérêts des puissants du jour ; ceci n'est pas nouveau. Les exceptions à cette règle ne comptent guère pour la masse qui est réellement sous-informée, même si depuis plus d'un siècle elle est assaillie par l'apparence d'une abondance d'informations. C'est une technique vieille comme le monde civilisé que d'insister sur une foule de détails scabreux ou futiles, pour laisser dans l'ombre des points d'importance capitale. Une surinformation de détails peut masquer une réelle sous-information sur le fond des problèmes. C'est le grand art de la désinformation.

Les media modernes sont la parfaite illustration de la parabole platonicienne de la caverne : même l'homme cultivé ne perçoit que l'ombre des faits et des êtres, faute de pouvoir accéder à leur essence, et les faits mis en lumière aveuglent plus qu'ils n'informent. Les causes premières des faits, les motivations véritables et les désirs secrets des êtres, demeurent généralement cachés. Comme, en outre, le résultat des combinaisons les plus tortueuses et des plans les mieux conçus est le plus souvent, voire toujours, différent du dessein de ses concepteurs, le public ne peut qu'errer, au mieux supposer ce que furent les motivations initiales et les buts envisagés, les inférant de la réalisation effective.

Même un fort honnête journaliste ne peut que subodorer la probable vérité. Ensuite, il lui incombe de répandre avec clarté et conviction ce qu'il croit avoir compris d'un fait, des manœuvres d'un individu ou d'un groupe de pression ou d'action, et il se heurte inévitablement aux intérêts de ceux qui veulent cacher ou embellir leurs intentions et leurs réalisations. Évoquer « *l'objectivité* » ou « *l'éthique* » des hommes et des femmes des media est, au mieux s'illusionner beaucoup ; le plus souvent, c'est se moquer du monde que d'aborder ces concepts.

*

*

*

« *Pour vaincre un dragon, il faut entrer dans sa peau* »

Rudolf Steiner

Un successeur berlinois de Johann-Gottlieb Fichte et de Friedrich Hegel, le très anglophile et francophobe Heinrich von Treitschke, partageant la vénération de ses

illustres prédécesseurs pour la raison d'État, a écrit (in *Das constitutionnelle Königtum*) : « Deux fonctions essentielles incombent à l'État : rendre la justice et faire la guerre ».

Il est de fait qu'au XX^e siècle, bien des États se sont arrogés beaucoup de fonctions supplémentaires, notamment celles d'entrepreneur et d'agent de l'Instruction publique, avec des résultats absolument désastreux, au moins pour l'exemple français, et qu'à l'inverse l'on a négligé l'organisation de la Défense nationale et foulé aux pieds l'idéal d'indépendance des magistrats.

Au moins, peut-on créditer les Anglo-Saxons de Grande-Bretagne et des U.S.A. d'avoir respecté, depuis le XVIII^e siècle, le principe de l'indépendance de la justice face aux pouvoirs exécutif et législatif. Dans la V^e République française entrée en sa phase d'agonie, la justice est vautrée devant les pouvoirs politiques et médiatique, eux-mêmes au service du pouvoir économique (comme c'était le cas des III^e et IV^e Républiques, tout aussi pourries sur ce point).

Quant à protéger les populations autochtones des envahisseurs d'origine extra-européenne, de plus en plus belliqueux et armés par diverses organisations islamistes financées par les potentats de la péninsule arabique, nos honnêtes ministres n'y pensent même pas, préférant inaugurer en grande pompe de nouvelles mosquées, au mépris de la Loi de séparation des Églises et de l'État... il est vrai qu'en 1905 celle-ci n'avait été votée que pour nuire au seul clergé catholique, dont l'influence a pratiquement disparu de nos jours, dans notre pays.

Ces honnêtes élus du peuple n'ont pas de phrases assez fortes pour s'indigner de la constitution de milices d'autodéfense par les citoyens, victimes, non protégées par les forces de l'ordre pourtant payées par le produit de leurs impôts, de crimes et de délits perpétrés de façon quotidienne par des envahisseurs, étrangers à l'histoire et aux lois européennes. Ces milices ne sont pourtant que la réponse, plus ou moins bien adaptée selon les cas, de citoyens confrontés, par la veulerie des élus et des fonctionnaires, aux zones de non-droit (l'expression est née durant les années 1970 ; la réalité du phénomène était inconnue auparavant, du moins en France depuis la destruction de la parisienne Cour des Miracles, sous l'Ancien Régime).

« *Qui n'a pas la puissance pour protéger quelqu'un, n'a pas le droit d'exiger l'obéissance* » (Carl Schmitt, 1928). Ce devrait être une évidence pour tout observateur de la vie urbaine actuelle, dans certains pays d'Europe occidentale. Un État qui laisse proliférer les zones de non-droit, qui laisse impunis de multiples crimes et délits perpétrés par des immigrés à l'encontre des autochtones, ne mérite plus le respect. « *La lâcheté des défenseurs de l'État est toujours un encouragement à la subversion* » (Romerio, 1977). Quand les hauts responsables de l'État laissent sans défense d'honnêtes citoyens face au déchaînement de haine de voyous racistes et de fanatiques religieux, s'impose une « *démarche citoyenne* » : l'autodéfense.

Le pacte social est rompu lorsque les administrateurs n'œuvrent plus en faveur du Bien commun. Insécurité, dénis de justice répétés, corruption flagrante des élus et des hauts-fonctionnaires, confiscation des postes de responsabilité par une caste ou une secte, forment autant de clauses de rupture du pacte social. Il existe alors, bien

évidemment, un droit à l'insurrection, qui ne se conçoit qu'en faveur du Salut public, c'est-à-dire de l'intérêt de la nation. Ce Droit devient un Devoir quand les maîtres, non contents de confisquer le Bien commun à leur profit, préparent la déchéance de la nation pour assurer la pérennité de leur pouvoir.

Dans *Crépuscule des idoles ou comment on philosophe à coups de marteau*, l'un de ses ultimes textes terminé en septembre 1888, Friedrich Nietzsche a écrit : « *Appris à l'École de Guerre de la vie : Tout ce qui ne me tue pas me rend plus fort* » (une phrase généralement citée en la transposant au pluriel). C'est parfaitement inexact sur certains sujets, tant pour les individus que pour les collectivités. La tolérance des iniquités et la perte de la cohésion nationale et raciale ne mènent pas forcément à la mort, mais toujours à l'esclavage et c'est bien pire. C'est en tous cas inacceptable pour l'homme mû par les sentiments de l'honneur et du devoir.

Il est évident que les actuels maîtres du jeu parient sur la mort de la civilisation européenne et que l'édification de l'Europe, unie de l'Atlantique au Pacifique, ne se fera pas sans lutte. Ce ne sera nullement un accouchement sans douleur. Trop d'intérêts extra-européens s'y opposent. Et l'on renvoie le lecteur à la phrase d'Heinrich von Treitschke placée en exergue de ce chapitre.

« *Nul pacte ne peut avoir de force que s'il est utile.
Levée l'utilité, le pacte est levé du même coup* »
Baruch Spinoza, *Traité théologico-politique*.

... en d'autres termes, si les gouvernants sont mauvais ou pervers, il existe un droit à l'insurrection des peuples pour établir un régime moins corrompu et plus efficace. Il n'est pas sans intérêt de signaler que le livre que l'on vient de citer valut à son auteur, en 1656, l'*Herem* (l'interdit), prononcé par le grand rabbin d'Amsterdam, soit une condamnation rituelle en vertu de laquelle un Juif fanatique, croyant être agréable à Yahvé, tenta d'assassiner Spinoza. Le fanatisme religieux meurtrier est de toutes les époques, même de la nôtre.

2 – Préhistoire de l'ère mondialiste (1937-1980)

« *À l'avenir, domaine économique et domaine politique seront inséparables* »
Otto von Bismarck, 1897.

La généreuse imposition à la quasi-totalité des peuples terrestres de l'*american way of life* et de ce qu'il est convenu d'appeler l'économie globale sont deux idées provenant d'un homme d'État que l'on peut qualifier de prométhéen, en ce sens qu'il a réellement changé la vie des Terriens : Franklin Delano Roosevelt (FDR). Ces idées lui sont venues de 1937 à 1941, mais n'ont pu être appliquées que progressivement, de 1945 aux années 1980, du fait de la concurrence des thèses marxistes et de la résistance en Occident de quelques chefs d'États nationalistes.

Dans les études universitaires et académiques sur l'Entre-deux-Guerres, les bons auteurs négligent, avec une unanimité touchante, l'année 1937, effectivement coincée entre deux millésimes faciles à exploiter dans une narration impressionniste.

1936 a été la première année des purges, à Moscou, au cours desquelles le dictateur soviétique s'est débarrassé d'opposants, réels ou supposés, au sein du Parti, de l'Armée, de l'administration de l'État et du Komintern. Elle a vu débiter la guerre, en Espagne, entre les nationalistes d'une part, les anarchistes, les Francs-maçons radicaux et les marxistes du *Frente Popular*, d'autre part. Elle a aussi été l'année de la kermesse populacière en France, où le premier gouvernement du Front Populaire a payé d'un prix exorbitant de rares réformes sociales, qui ne mirent même pas le travailleur français des années 1930 au niveau de protection sociale du travailleur allemand des années 1890 (il faudra bien un jour que même les plus obtus de nos universitaires s'en rendent compte). Enfin, 1936 fut l'année des Jeux Olympiques (J.O.) de Berlin, les mieux organisés et les plus rentables de l'Entre-deux-Guerres.

1938 sera l'année où le Reich incorporera les Allemands d'Autriche et des Monts Sudètes, tandis que les Polonais récupéreront leurs compatriotes de l'ex-duché de Teschen, les Hongrois leurs frères de Slovaquie méridionale, et que les Slovaques et les Ruthènes jouiront enfin, mais pour quelques mois seulement, de l'autonomie qu'ils réclament depuis des lustres et que les politiciens de Prague leur déroberont au début de mars 1939 (là encore, beaucoup d'eau coulera, sous les ponts de Paris et d'ailleurs, avant que nos brillants auteurs, universitaires, académiques et mondains, décident d'écrire les faits dans leur exactitude).

1937 est un cru moins riche en événements, mais c'est celui des réflexions profondes, et de caractère opposé, de deux grands hommes d'État : Adolf Hitler et Franklin Delano Roosevelt, des réflexions dont dépendra le sort des Terriens jusqu'à nos jours. Ces deux hommes sont arrivés au Pouvoir en 1933, le Germain en janvier, l'Américain un mois plus tard. Ils ont tiré leur révérence le même mois, en avril 1945.

Il est important, pour comprendre la gestation du plan rooseveltien, d'en revenir à l'état du monde en 1933. Depuis l'automne de 1929, à l'exception de l'U.R.S.S. où l'on vit presque en autarcie et où le peuple souffre d'une pénurie de tous les biens de consommation courante (sauf en matière d'alcool, d'angoisse et de propagande), à l'exception également du Japon où l'on commence à mettre en valeur les immenses territoires, fort riches, de la Mandchourie et du Jehol conquis sur la Chine, le monde souffre d'une considérable restriction des échanges commerciaux, liée à une carence en moyens de paiement.

Le détournement à des fins de spéculation, aux U.S.A., en Grande-Bretagne et dans l'Allemagne de Weimar, des crédits bancaires en principe destinés à stimuler la consommation des ménages et l'activité agricole, industrielle et commerciale, aboutit à une panique boursière, l'automne de 1929, lorsque la déconfiture de quelques escrocs fait comprendre aux banquiers qu'ils se sont engagés de façon abusive aux dépens de leurs clients (les banquiers U.S. ont prêté pour environ 130 % des réserves épargnées par les citoyens des U.S.A., in Plouvier, 2011).

L'explosion de la bulle spéculative provoque une cascade de faillites bancaires aux U.S.A. (où le déficit bancaire, à la fin de 1929, est de 19 milliards de dollars, soit cinq fois le budget de l'État fédéral), mais aussi en Europe et en Amérique latine. Bientôt les usines cessent de tourner faute de crédits et faute de demande, en raison d'un chômage d'exceptionnelle ampleur, qui fait dramatiquement chuter la consommation des ménages. En trois années, la valeur du commerce international chute des deux tiers.

En 1933, lorsque FDR prend les commandes, les U.S.A. comptent 14 millions de chômeurs (pour 130 millions d'habitants), la production industrielle de 1932 n'a représenté que 50 % de ce qu'elle était en 1929, et le P.N.B. (le Produit National Brut) est amputé de 45 % par rapport à celui de 1929. L'indice Dow Jones de la Bourse de New York a été divisé par 8,5 depuis septembre 1929.

En Allemagne, le désastre est au moins équivalent : 7,8 millions de chômeurs (pour 27 millions d'individus en âge de travailler, sur une population totale de 68 millions d'habitants, in Ohquist, 2008) et 4 millions de chômeurs partiels ; un P.N.B. amputé de 48 % et une production industrielle amputée de 47 % en comparaison des chiffres de l'année 1929 (in Plouvier, 2007, volume 2, notamment pour les chiffres non truqués du chômage... les bons auteurs se contentent usuellement du chiffre de « *six millions de chômeurs* », issu des publications du B.I.T., le Bureau International du Travail, dont les fonctionnaires, probablement surmenés, avaient accepté sans vérification les chiffres falsifiés par les politiciens de la République de Weimar, malhonnêtes comme tant de « *démocrates* »). Au 1^{er} janvier 1933, 21 millions d'Allemands ne survivent que grâce à des allocations (Dubail, 1962), or, après trois années de crise économique majeure, les caisses d'assurances sociales du Reich n'ont plus d'argent ; c'est un menu détail que ne rapportent jamais les bons auteurs.

Le traitement de la crise est fort différent dans les deux pays. Dans le III^e Reich, le plan imaginé par le spécialiste financier du N.S.D.A.P. (le Parti national-socialiste des travailleurs allemands), Fritz Reinhardt, associe un accroissement de l'impôt sur les bénéficiaires des sociétés (extrêmement bas sous le Reich de Weimar : il est triplé entre 1933 et 1937), l'émission d'une monnaie scripturale d'un genre nouveau (des Traités de Travail, soit une anticipation sur les rentrées fiscales générées par la remise au travail des chômeurs, escomptées comme des effets commerciaux par la Banque centrale, la Reichsbank) pour financer une politique de grands travaux (autoroutes, ponts, aérodromes, construction de 300 000 logements individuels / an, assèchement de marais, défrichement de landes, reboisement), enfin des mesures incitant les femmes dont l'époux n'est pas chômeur à rester au foyer pour élever leurs enfants (soit le comble de l'ignominie pour nos féministes ; on les retrouvera à l'œuvre plus loin).

Ces mesures résorbent la totalité du chômage en quatre ans, dont les trois quarts AVANT la mise en route du réarmement qui ne débute que durant l'année fiscale 1935-36 (en Allemagne, l'année fiscale commence au 1^{er} avril). On insiste sur cette antériorité, car les bons auteurs écrivent généralement que seul le réarmement a permis de résorber le chômage : c'est vrai aux U.S.A. et en Grande-Bretagne et faux pour le

III^e Reich. On peut espérer que dans un siècle ou deux cette vérité historique fera une percée dans la narration universitaire.

Le coût global de ces mesures est de 15,3 milliards de Reichsmark (soit le tiers de ce que coûte, pour la même période, le *New Deal*). En 1937, il faut même importer de la main-d'œuvre italienne pour les Travaux publics. Il y a, de 1934 à 1936, en moyenne 15 000 internés dans les camps de concentration pour prisonniers politiques et de droit commun, soit nettement moins que dans les bagnes des U.S.A. Ce n'est pas l'internement administratif qui a permis de résorber le chômage dans le Reich, comme l'écrivent certains poètes de l'écriture historique.

Comme l'on a considérablement réduit le nombre des intermédiaires dans le circuit économique (les Juifs, soit 1 % de la population qui détenait le vingtième de la fortune nationale, in Ben Elissar, 1969 et Plouvier, 2008, volumes 3 et 4, sont progressivement exclus de la vie économique) et que l'on a instauré un rigoureux contrôle des prix de vente au détail pour les produits nécessaires à la vie quotidienne, l'inflation est très faible (un peu moins de 6 % d'inflation cumulée de 1933 à 1938, in Dubail, 1962). En outre, on lutte contre le gaspillage, en instaurant notamment le tri des ordures ménagères à des fins de recyclage, et l'on favorise le tourisme international en pratiquant des prix bas, tant dans les hôtels et la restauration que dans les transports publics (détails in Plouvier, 2008, volume 3, en totale contradiction avec la narration des brillants professeurs d'histoire contemporaine qui peuplent nos merveilleuses universités, formant les enseignants et les chercheurs de demain).

De 1933 à 1938, la consommation des ménages augmente de 35 % ; la croissance économique est en moyenne de 4,2 % par an, contre 1,1 % en Grande-Bretagne, et moins 1,3 % aux U.S.A. La Dette de l'État est, au 1^{er} septembre 1939, deux fois moins élevée que la Dette française, trois fois moins que la Dette U.S. et cinq fois moins que la britannique. En 1938, le Reich est devenu le 2^e pays touristique de la planète, après l'Italie, et celui dont les lois sociales sont les plus favorables au travailleur. Enfin, le Reich est devenu le premier partenaire commercial des pays d'Europe danubienne et méditerranéenne (à l'exception de la Grèce et de la Tchécoslovaquie), mais aussi du Brésil et de la Turquie, et le second pour tous les autres pays latino-américains (même source et même remarque que pour le précédent paragraphe).

Un temps viendra où même le moins doué de nos universitaires sera forcé de reconnaître l'évidence des faits : le Reich national-socialiste a émancipé et revalorisé le travailleur manuel, face à l'intellectuel de bureau, de salon ou d'université. Son pouvoir d'achat, son accession tant à la propriété du logement qu'aux activités culturelles et sportives, ont été considérablement accrus, de 1933 à la guerre, apportant à l'ouvrier et à l'artisan allemands un niveau de vie inédit, qui ne sera retrouvé puis dépassé que durant les années 1960, et auquel les rescapés du marxisme en Europe centrale et orientale commencent seulement à goûter de nos jours. Dès à présent, l'on pourrait cesser les sottises querelles des pseudo-intellectuels de cyber-cafés à propos du « *vrai socialisme* ». Les faits sont plus importants que les théories... ou, du moins, devraient-ils l'être !

Aux U.S.A., le *New Deal*, instauré à grands renforts de publicité, coûte 14 milliards de dollars en quatre ans, résorbant 6 millions de chômeurs (dont 2,6 par l'embauche de fonctionnaires par l'État fédéral), au prix d'une énorme inflation (19 % les deux premières années) et d'un doublement de la Dette fédérale en six années (tous les budgets de l'ère Roosevelt ont un déficit d'au moins 110 % en période de paix, bien supérieur durant la plupart des années de guerre). La Dette est passée de 22 milliards de dollars au début de 1933 à 56 milliards en 1940, à quoi il faut ajouter 15 milliards pour les 48 États de l'Union (in Plouvier, 2011). La Dette fédérale sera de 258 milliards de dollars en 1946. Le revenu national de 1929 (79 milliards de dollars) n'est retrouvé qu'en 1940, grâce à l'effort de réarmement massif, entrepris au début de 1939.

Le *New Deal* n'a nullement empêché une rechute de la crise économique et financière au printemps de 1937 : le nombre des chômeurs pleins, aux U.S.A., passe de 8 millions au début de cette année à 10 (voire 13, selon d'autres auteurs, in Plouvier, 2011), à la fin de l'année. Au début de 1940, 8 millions d'Américains sont encore inscrits sur les listes de chômage. On comprend facilement la morosité de FDR, durant le deuxième semestre de l'année 1937.

À l'automne de 1936, l'on s'était réjoui, dans une certaine presse aux U.S.A., des difficultés du Reich, où l'on n'avait obtenu, pour la deuxième année consécutive, qu'une très médiocre récolte en céréales. Les mauvaises conditions climatiques avaient donné les mêmes résultats partout en Europe centrale et orientale, mais les commentateurs étrangers n'avaient fixé leur attention que sur les difficultés d'approvisionnement en farine des boulangeries artisanales et industrielles du Reich. Il fallait bien se venger, dans une certaine presse, de l'énorme succès touristique et médiatique qu'avaient été les Jeux Olympiques d'hiver et d'été.

Le prix du pain étant demeuré fixe par décision gouvernementale, on en avait rationné la distribution en attendant l'arrivée des céréales importées. La même presse, à Londres et à New York, dont les commentaires et les vaticinations étaient reprises et amplifiées aussi bien par la presse « *libérale* » des autres pays que par la marxiste, avait repris le mode incantatoire des années 1933-1934, prédisant de nouveau la fin prochaine de la révolution nationale-socialiste et le retour de l'économie allemande au capitalisme de stricte obédience et aux fructueuses combinaisons politico-financières du système de Weimar, prévoyant enfin la rentrée en force de l'influence juive sur l'économie allemande (in Ben Elissar, 1969).

Il avait fallu déchanter rapidement en 1936, comme on l'avait fait en 1933-34. Le Reich utilisait les devises engrangées grâce à l'immense succès touristique des J.O., qui avaient rapporté les plus gros bénéfices de l'histoire olympique jusqu'aux années 1970, pour importer du blé, tandis que le peuple allemand restait beaucoup plus calme que ne l'annonçait la presse de New York. Tenu régulièrement informé de la situation économique et des remèdes prévus pour pallier la pénurie de farine, et constatant que les restrictions touchaient autant les riches que les pauvres, à la différence de ce qu'il avait pu observer durant les années de misère, le citoyen allemand continuait

d'accorder sa confiance au Führer qui avait ressuscité l'économie et le sens de l'honneur national.

Or, au fil des mois, non seulement le Reich n'implosait pas, en dépit des prévisions des « *spécialistes* » de Londres, New York, Amsterdam et Paris, mais, dès le premier semestre de 1937, l'on observait une explosion des exportations allemandes en Europe de l'Est et du Sud, ainsi qu'en Amérique latine, grâce à la technique du clearing, et très accessoirement à un dumping, financé par une taxe sur les bénéficiaires des exportateurs et utilisé avec parcimonie... un dumping sur lequel insistent lourdement les bons auteurs qui semblent ignorer que les U.S.A., et d'autres pays dont la France, la Grande-Bretagne et l'U.R.S.S., le pratiquaient énormément à l'époque (et depuis lors, mais ceci est une autre histoire).

À l'automne de 1937, l'économie allemande est florissante. La Wehrmacht possède les seules divisions blindées de l'époque et une force aérienne de grande qualité, que l'on va améliorer grâce à l'expérience de la guerre civile espagnole. Nul ne sait alors que l'U.R.S.S., où l'on a commencé à surarmer dès 1931, possède dix fois plus de chars, de canons et d'avions de combat que le Reich, mais jusqu'en 1939 la qualité du matériel de l'Armée Rouge est lamentable.

Se sentant fort, aux plans économique et militaire, assuré du soutien inconditionnel de son peuple, le Führer du Reich pense pouvoir débiter prochainement son œuvre de politique extérieure : réunir au *Vaterland* (en Allemagne, on parle moins de « *Mère-patrie* » que de « *terre des Pères* », ce qui a permis à nombre de psychanalystes de délirer savamment sur les orientations sexuelles d'Adolf Hitler, in Plouvier, 2007, volumes 1 et 2) l'ensemble des territoires majoritairement peuplés de populations germaniques qui jouxtent les frontières allemandes. Ainsi de l'Autriche, du Sudetenland, de Memel et de Dantzig. Très sagement, Adolf Hitler renonce alors à l'Alsace-Moselle, l'expérience des années 1871-1918 ayant démontré combien les Alsaciens et les Lorrains étaient peu germanophiles, ainsi qu'au Tyrol du Sud, pour ne pas mécontenter le Duce, qu'il admire (et qui le hait).

Le véritable grand œuvre auquel rêve ce mystique est infiniment plus ambitieux. Le Führer est un paranoïaque délirant qui se croit investi d'une mission par la « *divine providence* » (qui n'a strictement rien de commun avec celle des chrétiens) : créer les conditions géopolitiques qui permettraient à ses successeurs de guider la « *race germano-scandinave* » (ou « *Nord-Aryenne* ») vers l'élaboration de la surhumanité (in Plouvier, 2007, volume 2). En 1937, il croit encore laisser à son successeur le soin de mener victorieusement, dans 20 ou 25 ans, l'assaut des Germains contre les Slaves de Russie, de Biélorussie et d'Ukraine. Dans ce projet, l'Europe, au moins jusqu'à la Volga, doit servir de terrain de reproduction dirigée aux maîtres germano-scandinaves, de façon à élaborer, en quelques siècles voire en mille ans, ce surhomme annoncé par Nietzsche.

Ce n'est qu'à l'automne de 1940, après les fabuleux exploits de sa Wehrmacht à l'Ouest, qu'il s'imaginera investi de la mission de mener lui-même ce combat titanesque, ne faisant alors que prendre de vitesse le dictateur soviétique, dont l'offensive dirigée contre les forces allemandes, hongroises et roumaines, était prévue

pour le mois de juillet 1941 : « *l'Opération orage* » (in Plouvier, 2008, volume 4... il faudra probablement quelques décennies encore pour que les savants universitaires incorporent cette notion à leurs prudentes narrations).

En novembre 1937, Adolf Hitler informe secrètement de la première partie de son plan les chefs de l'armée et de la diplomatie, qui en sont effrayés (ce sont les futures réalisations de 1938-39) et sont remplacés en février 1938.

Outre-Atlantique, une situation très différente fait naître d'autres idées, plus aisément praticables. Confronté aux résultats désastreux de sa politique économique, FDR rumine sa déception durant l'année 1937, et passe progressivement de la morosité au bellicisme le plus acharné, mais tenu secret en raison du pacifisme et de l'isolationnisme de ses concitoyens. En avril 1937, un sondage réalisé par l'équipe de George Gallup, à l'*American Institute of Public Opinion* de Princeton, démontre que 67 % des citoyens U.S. interrogés estiment que l'entrée en guerre des U.S.A. en 1917 a été néfaste aux intérêts du pays.

En juillet 1941, encore 79 % des sondés refuseront l'idée d'une participation à la guerre d'Europe ou de Chine, en dépit des formidables campagnes bellicistes entreprises dès 1938 par la presse à direction juive (dont les fleurons les plus connus sont le *New York Times*, le *New York Herald Tribune*, le *Washington Post* et le *Chicago Daily News*). Depuis l'armistice franco-italo-allemand de juin 1940, cette presse multiplie les avertissements dramatiques à propos « *d'attaques nazies imminentes contre le Canal de Panama, le Brésil et le Golfe persique* » (in Roz, 1946 ; Corrêa da Costa, 2008 ; Plouvier, 2011).

Les réflexions de FDR, un patricien U.S. issu de deux lignées de négociants internationaux de souche néerlandaise, sont très différentes de celles du Führer, partant de constations moins réjouissantes. En 1937, si l'économie allemande et la japonaise vont bien, et même de mieux en mieux au fil des semestres, les U.S.A. plongent de nouveau dans la crise économique. « *L'expérience Roosevelt* », celle du *New Deal*, est un désastre économique et financier. FDR est suffisamment intelligent et lucide pour ne pas s'enraciner dans l'erreur. Il comprend que le capitalisme pur et dur, que lui-même et ses collaborateurs ont tant vilipendé depuis la campagne électorale de 1932, est bien mieux adapté à la plus grande puissance économique de la planète qu'un dirigisme étatique malhabile.

En cette année 1937, FDR commence lui aussi à rêver comme un mégalomane, mais, à la différence du Führer germanique, il est à la tête d'un immense pays, gavé de richesses naturelles, admirablement équipé, disposant d'une foule d'ingénieurs inventifs et très qualifiés ainsi que de *businessmen* entreprenants, hyperactifs et totalement dénués de scrupule d'ordre humaniste.

La vieille hypocrisie yankee, fondement moral des U.S.A., va de nouveau être largement sollicitée : on parlera de plus en plus, durant les décennies à venir, des valeurs et des sentiments chrétiens pour justifier l'exploitation des travailleurs, étendue désormais à d'autres continents que celui des « *trois Amériques* » (une expression que FDR affectionne tout particulièrement). Comme tous les néophytes, FDR fait preuve d'une ardeur particulière dans la prédication de son nouvel évangile. Il a redécouvert

les idées et la confusion sémantique volontaire des hommes de 1830 (Plouvier, 2010, volume 1). Comme eux, il fait une relation de cause à effet entre la liberté politique et la liberté d'entreprendre, dont la liberté de commercer lui semble la plus importante partie.

« Dans le passé, les intérêts économiques allemands et britanniques ont manœuvré pour nous exclure du marché mondial » (Roosevelt, 1947). Dans cette confidence, faite en août 1941 à son fils Elliott, FDR fait manifestement référence à ce qui se passait avant 1914. Ce serait une erreur de croire que la haine éprouvée par le Président des U.S.A. à l'encontre du peuple allemand ne date que de l'accès au Pouvoir d'Adolf Hitler. Dès 1914, FDR traitait les Allemands de « porcs » (Masson, 1990). La germanophobie hystérique est à peu près la seule idée qu'il partage avec sa bisexuelle de femme (de Robien, 2000).

Cette haine pathologique n'est pas d'ordre raciste, mais provient d'une différence dans les conceptions de la vie. Depuis des siècles, les rapports sont conflictuels entre Néerlandais et Allemands, membres de deux nations issues de tribus germaniques. Les premiers, placés aux avant-postes de l'Occident germanique, ont évolué comme les Britanniques : ils sont devenus un peuple de marins et de commerçants. Les seconds, formant un bloc longtemps disparate au centre de l'Europe, sont restés des continentaux, des terriens devenus tardivement une nation de soldats d'exception, pour n'avoir plus à subir la domination d'envahisseurs.

La haine du rejeton de négociants internationaux, fortement engagés depuis un siècle dans le commerce avec la Chine, envers l'homme d'État européen est aggravée par les tristes ruminations des années 1937-38, portant sur l'évolution si différente des indices économiques allemands et U.S., singulièrement sur les parts de marchés captées par le Reich en Amérique latine grâce à sa technique du clearing. Les étonnants succès des années 1936-38 réalisent une véritable déclaration de guerre économique lancée par le Reich hitlérien tant à la doctrine de Monroe qu'à la stricte orthodoxie capitaliste.

Les fondements de la nouvelle « doctrine Roosevelt » se précisent en 1937-38. La guerre ne peut que ranimer le *Big Business*. L'expansion économique hors des U.S.A. (ce que d'aucuns appelleront bientôt l'impérialisme U.S.) doit être soutenue par une énorme armée, en constant progrès technique, toujours prête à intervenir puissamment en n'importe quelle région du globe où les intérêts U.S. sont ou semblent menacés.

De ce fait, FDR met en place un énorme complexe militaro-industriel, injecte massivement des fonds publics dans l'économie des U.S.A., finance les exportations U.S. par le décrochage du dollar des autres monnaies et par un dumping éhonté, agit sur les importations par un protectionnisme sélectif, et n'hésite pas à faire tourner la planche à billets verts (d'autant que les U.S.A. renferment, depuis 1936, la plus grande partie des stocks d'or de la planète) ni à augmenter de façon vertigineuse la Dette de l'État fédéral, par la pratique systématique d'un énorme déficit budgétaire.

Carl von Clausewitz l'avait écrit (in *De la guerre*, dont la 1^{ère} publication date des années 1832-34) : une guerre peut être limitée dans son objectif si elle vise à obtenir un gain territorial ou un avantage commercial ; elle peut, au contraire, s'avérer

illimitée dans ses moyens et sa durée si elle ambitionne l'anéantissement de l'ennemi ou veut imposer un nouveau mode de vie. C'est ce dernier type de guerre qu'envisage FDR, pour implanter l'*american way of life* et libérer l'Asie, le Moyen-Orient, accessoirement quelques territoires d'Afrique, des tutelles coloniales, au plus grand bénéfice des financiers, des entrepreneurs et des négociants des U.S.A. La guerre, pour FDR, n'est qu'un outil d'économie politique.

FDR avait été le témoin émerveillé d'un phénomène rarement décrit à l'époque par les observateurs français, à la différence de leurs confrères allemands : la transformation radicale de l'industrie, de la production agricole et des transports aux U.S.A., du fait de la Grande Guerre. Pour pallier la carence en produits européens sur les marchés étrangers, pour répondre aux demandes massives en matières premières et en produits usinés de toute nature des pays européens en guerre, l'agriculture des U.S.A. s'était massivement motorisée, l'industrie avait commencé à rationaliser ses méthodes et hypertrophié son outil de production, la marine marchande s'était considérablement accrue.

De façon très logique, à la fin des hostilités, les U.S.A., autrefois débiteurs de pays européens, étaient devenus les créanciers de l'Ancien Monde. Très logiquement aussi, en 1920, une fois passées les dernières commandes pour faire repartir l'économie européenne du temps de paix, l'on avait assisté à une crise de surproduction, vaincue par la relance du marché intérieur, grâce aux crédits à la consommation.

L'on a vu les causes et les conséquences de la seconde crise, débutée en 1929, nettement plus grave et durable du fait d'une origine différente. À défaut d'être un homme cultivé, FDR est un observateur très intelligent et un homme d'action. Ce ne sont pas des caractéristiques si répandues chez les politiciens. C'est un homme qui voit loin, un homme capable d'élaborer un véritable projet de société, un homme d'État.

À partir de ces années 1937-38, FDR, et à compter de 1940 son nouveau secrétaire d'État Cordell Hull en écho, multiplient les déclarations publiques et privées sur l'inévitable affrontement entre le « *libéralisme économique* » et « *le totalitarisme autarcique* » (Claude, 1945). La vieille hypocrisie U.S. permet de ranger dans la série des mesures « *autarciques* » une façon innovante de régler le commerce international entre deux ou plusieurs pays dépourvus d'or et de devises fortes : le clearing, si nocif aux banques d'affaires et aux intermédiaires du négoce international, puisque étant constitué de comptes ouverts d'État à État (et parfois à plus de deux débiteurs-créditeurs dans le même règlement). Déjà en 1918, et alors avec beaucoup d'ironie, Thomas Mann définissait les U.S.A. comme « *le pays de la bonne conscience* » !

Le 19 mars 1938, le Président du Mexique, Lazaro Cardenas, décide la nationalisation des gisements de pétrole exploités jusque-là par des sociétés U.S. et britanniques. Pire encore, le 10 décembre de cette année néfaste à FDR, Cardenas accepte un accord de clearing avec le Reich, échangeant du pétrole contre des produits usinés dans le Reich, le tout étant transporté et assuré par des sociétés allemandes.

Parallèlement au développement des relations économiques germano-mexicaines, l'on assiste à une flambée d'antijudaïsme populaire au Mexique (Corrêa da Costa,

2008) : il ne s'agit pas de racisme ni de haine religieuse (rengaines connues), mais du rejet d'une certaine forme d'exploitation de la misère des peuples sous-développés. On remarque le même phénomène au Brésil (cf. Plouvier, 2009, notamment le paragraphe consacré à la haine inexpiable, après la II^e Guerre mondiale, d'une certaine finance envers Mgr Helder Camara-Pessoa, l'écartant du Prix Nobel de la Paix et incitant le Saint-Siège à ne pas lui offrir la pourpre cardinalice).

Percée économique et flambée d'antijudaïsme sont vécues comme une série d'insultes majeures par certains hommes d'affaires de Wall Street. Le négoce allemand conquiert d'énormes marchés dans tous les pays latino-américains et la propagande anticapitaliste du Reich prend bien dans les milieux populaires : l'on ne sait jusqu'où s'étendra le phénomène et cela inquiète les humanistes de New York et de Washington.

*

*

*

« *La politique d'aujourd'hui repose sur une économie morte...
Passons à l'économie nouvelle d'où naîtra une politique
nouvelle* »

Pierre Drieu La Rochelle, 1931

Dès la fin de 1938, le discours de FDR à ses interlocuteurs privés change de registre et devient grandiloquent : il faut combattre Hitler, car il a un plan de « *domination mondiale* » ! Cet argument est parfaitement ridicule, car les visées hitlériennes ne portent que sur l'Europe (et sont même initialement bornées par la berge occidentale de la Volga). Il n'en deviendra pas moins un grand thème de la propagande de guerre alliée, jusqu'au 9 octobre 1945 où le *Chicago Tribune* (l'un des rares journaux à direction juive où l'on s'est toujours opposé aux idées de FDR) publie une phrase du Chef d'état-major de l'U.S.-Army, George Charles Marshall : « *L'interrogatoire des officiers généraux du grand état-major allemand n'a pu révéler de plan stratégique global allemand pour conquérir le monde* ». Soixante-dix ans plus tard, nombre d'historiens et la quasi-totalité des manipulateurs des media n'ont toujours pas reçu le message. En revanche, il a existé un plan rooseveltien de domination terrestre, qui est même l'objet de ce livre.

Profitant de cette nouvelle guerre européenne, FDR veut affaiblir de façon déterminante les « *cousins d'Angleterre* » et ces Français, dont on ne sait jamais si le gouvernement de la veille aura encore l'apparence du Pouvoir le lendemain. Ce n'est pas un simple désir de revanche opposant des parents, autrefois pauvres et parvenus à la richesse et à la gloire, envers des parents, autrefois riches et célèbres, en voie de ruine accélérée. L'affaire est bien plus importante : il s'agit de redistribuer les cartes de la domination et de changer l'attribution du *leadership* planétaire, en le déplaçant de l'Europe aux U.S.A. Les choses se passeront moins aisément et moins rapidement que FDR ne l'avait prévu, mais ses successeurs ont accompli son rêve.

Dès 1937, FDR avait chargé son secrétaire d'État Norman Davies (le prédécesseur de Hull) d'organiser une conférence à Bruxelles visant à la totale décolonisation de l'Asie. Les U.S.A. se proposaient d'offrir leur pleine indépendance aux Philippines et conseillaient aux Français, aux Britanniques, aux Néerlandais et aux Portugais d'en faire autant avec leurs colonies d'Orient. Léon Blum, redevenu pour quelques semaines le Président du Conseil des ministres français, avait refusé, comme ses confrères les autres chefs de gouvernements européens, et la conférence avait avorté. Rares sont les bons auteurs à rappeler cet épisode, autrement plus important que bien d'autres ratés historiques.

En août 1941, avant de rencontrer Winston Churchill, qu'il va bientôt appeler « Winnie », le Président dit à son fils Elliott : « *Il faut que nous fassions comprendre aux Anglais que nous n'acceptons pas le rôle du jobard, bon à tirer l'Empire britannique d'un mauvais pas... L'Amérique n'aidera pas l'Angleterre dans cette guerre pour lui permettre de continuer à dominer brutalement les peuples colonisés* » (Roosevelt, 1947).

« *À entendre Roosevelt, il veut sauver l'Angleterre. Cela signifie qu'il veut hériter de l'Empire britannique !* » a très justement conclu Adolf Hitler, en ce même mois, lorsqu'il a appris les résultats de la rencontre des deux hommes, au large de Terre-Neuve.

En ces journées d'août 1941, le monde de Winston Churchill va s'effondrer. Durant cinq jours, FDR va lui asséner des coups terribles, lui révélant qu'il a décidé souverainement la fin de l'ère victorienne et édouardienne, la fin des empires coloniaux classiques, desquels on tirait des matières premières et des travailleurs à bon marché, et où l'on écoulait en masse des produits de basse qualité. « *Les méthodes du XX^e siècle veulent qu'on industrialise les colonies* » (Roosevelt, 1947).

Par cette phrase rarement citée, FDR lance ce que l'on appellera plus tard « *l'économie globale* » et « *la politique de délocalisations* », soit le transfert, pour les industries exigeant beaucoup de personnel, de régions à hauts salaires et à forte protection sociale aux zones jusque-là sous-développées, dont les populations demeurent (temporairement) moins exigeantes. Là encore, il faudra attendre quelques décennies avant de les voir appliquées, mais les idées rooseveltiennes triompheront. À ceci près que FDR n'envisageait nullement la délocalisation des installations industrielles des U.S.A. vers l'Asie ; dans son plan, ce transfert ne devait être réalisé qu'au détriment de la seule Europe.

En 1943, Harry Hopkins, le plus écouté des conseillers de FDR, a déclaré : « *Nous devons sortir de cette guerre en tant que le plus riche et le plus puissant des peuples de la Terre* » (Roz, 1946). La Croisade pour la Démocratie n'a été, en fait, qu'une réactivation du *Big business* des U.S.A. et son extension aux autres continents.

« *Naturellement, une fois la guerre terminée, une des conditions premières d'une paix durable doit être une plus grande liberté du commerce... La voie ouverte à l'expansion. Les marchés ouverts à une saine concurrence* » (Roosevelt, 1947). Au cas où « Winnie » n'aurait pas compris, FDR enfonce immédiatement le clou en août 1941, exigeant la décolonisation immédiate de l'Empire des Indes. Ceci provoque une

authentique colère du Premier ministre de Sa Gracieuse Majesté George VI : « *L'Angleterre n'envisage pas un instant de renoncer à la position privilégiée dont elle jouit dans ses Dominions et ses colonies* » (Roosevelt, 1947).

Pour l'heure, la Grande-Bretagne est aux abois ; elle est demanderesse. Churchill se contente, après son accès de colère, de demander et d'obtenir un sursis pour les Indes, jusqu'à la fin de la guerre (même source). « Winnie » fera un rapport très édulcoré sur cette rencontre au cabinet de guerre et aux parlementaires britanniques. Il préférera insister sur la tant célébrée Charte de l'Atlantique, rédigée par le très ambigu Sumner Welles : le texte est un monument d'hypocrisie, on y reviendra.

Au mois de décembre 1942, auréolé du prestige d'un débarquement réussi sur les côtes d'Afrique du Nord, FDR envoie un émissaire contacter en son nom les élites de l'Empire des Indes (Roz, 1946) : la mission, à peine discrète, de William Philipps enrage les Britanniques (McMoran, 1966). Les U.S.A. dépenseront un demi-milliard de dollars, dans le cadre du Prêt-bail, pour industrialiser l'Empire des Indes (implantant notamment des industries chimiques et métallurgiques) et en accroître les installations portuaires et ferroviaires (in Stettinius, 1944), démontrant ainsi aux populations autochtones à quel point l'occupant britannique avait peu contribué à leur développement.

Lorsqu'en mai 1942, Sumner Welles clame : « *Plus d'impérialismes après la guerre* », ceci ne concerne que le colonialisme, c'est-à-dire un impérialisme politique, et nullement l'impérialisme économique. Welles est un être fondamentalement ambigu, mais il vibre, sur ce point, à l'unisson de son président. En 1943, le discours de FDR se précise. Il veut alors mettre toutes les colonies et tous les protectorats sous la tutelle de l'organisme supranational qu'il travaille à imposer aux futurs vainqueurs : l'Organisation des Nations Unies (O.N.U.). Les nouveaux mandataires devront rendre annuellement compte à l'assemblée générale de l'O.N.U. des progrès obtenus en matière d'alphabétisation et de réduction de la mortalité des peuples à eux confiés. Le Président U.S., qui a (un peu) étudié les très dures et très égoïstes méthodes des colonisateurs britanniques et belges, ignore les remarquables résultats des colonisateurs français, médecins, prêtres, techniciens et enseignants.

Si certaines nations colonisatrices doivent réellement développer une certaine « *repentance* », ce n'est nullement le cas de la nation française, tout au plus serait-ce le cas de quelques colons et administrateurs de sociétés privées, qui ont exploité les colonisés comme leurs congénères exploitaient les travailleurs en métropole (une étude précise des réels exploiters des peuples colonisés, en n'oubliant pas leurs commanditaires de métropole, révélerait probablement de grandes surprises, au point de n'être pas publiable dans une société vénérant le dogme politiquement correct).

L'empire colonial français est bien sûr dans la ligne de mire du prédateur U.S. C'est d'ailleurs la seule chose que Charles de Gaulle ait retenue de la comédie jouée à Anfa, près de Casablanca, en janvier 1943. C'est la raison de son initiative du 30 janvier 1944, dont on ne cesse de le créditer, faisant du général conservateur un « *précurseur de la décolonisation* », sans comprendre le contexte ni le rôle de pare-feu de cette trop célèbre (et très hypocrite) Déclaration de Brazzaville, dans laquelle, et

sans changer rien à la réalité des choses, le chef de la France Combattante transforme l'expression « *Empire colonial* » en « *Union française* » (cf. infra).

Dès le 18 juin 1940, en plein désastre français, le chargé d'affaires U.S. réfugié à Bordeaux, Anthony Drexel Biddle, ex-ambassadeur à Varsovie, où son rôle était de stimuler le bellicisme des gouvernants polonais et de les enraciner dans l'intransigeance face aux demandes allemandes, fait savoir « *qu'il ne laisserait pas les Antilles et la Guyane passer de la souveraineté française à celle de l'Allemagne* » (Charles-Roux, 1949). Il y a d'ailleurs un autre candidat à la reprise de la Guyane : le Brésil (même source). Les chacals veulent participer à la curée. L'intelligence politique d'Adolf Hitler, en l'occurrence son refus de mettre la main sur un territoire français extra-européen et sur la marine de guerre française, les en empêche.

Stratégiquement, débarquer en Afrique du Nord, au lieu de le faire sur la côte méditerranéenne de la Zone Libre de France, est une absurdité, immédiatement perçue comme telle par Hitler en novembre 1942 : la Wehrmacht, trop engagée à l'Est, ne dispose d'aucune réserve stratégique et les divisions stationnées en France sont de qualité médiocre ou en cours de reformation, après leur quasi anéantissement lors des combats contre l'Armée Rouge (Plouvier, 2008, volume 5).

Cette option stratégique retarde d'au moins une année la fin de la guerre, en plus d'être lourde d'une catastrophe pour la France. L'histoire de la Libération, à laquelle auraient participé les divisions françaises de métropole et d'Afrique du Nord sous le commandement nominal du très américanophile maréchal Pétain (Queuille, 1976), s'écrivait autrement que celle de 1944, qui s'est soldée par une débauche d'assassinats et de destitutions, suivie d'une fracture de longue durée dans l'opinion publique, fracture toujours entretenue par certains individus dominés par un sentiment de haine. Si FDR exige un débarquement en A.F.N., c'est pour une toute autre raison : il se pose en stratège économique et politique, nullement en guerrier.

Effectivement, le 22 janvier 1943, à Casablanca, la capitale économique du Maroc, FDR courtise le sultan Mohamed V et d'une façon tellement pressante que « Winnie », déjà irrité par l'absence de boisson alcoolisée chez le sultan, s'en montre vivement contrarié (McMoran, 1966). Le Britannique comprend fort bien que la menace qui pèse sur l'empire colonial français touchera bientôt l'Empire britannique. FDR se dit ébahi « *des richesses potentielles du Maroc* » (Roosevelt, 1947). Une très mauvaise langue pourrait même ajouter que le descendant de trafiquants d'opium en Chine n'aurait pas blâmé les trafiquants marocains de haschich qui dominant son commerce, fort prospère au début du XXI^e siècle, en Europe occidentale.

Ce 22 janvier 1943, FDR propose à Mohamed V de relayer la tutelle française par celle des U.S.A. Le Président mourra avant d'avoir pu jouer au fossoyeur de l'Empire et des protectorats français, du moins aura-t-il posé le premier jalon. Le 28 novembre 1943, à Téhéran, discutant avec Staline, hors la présence de Churchill, FDR propose de faire octroyer, par la future O.N.U., la tutelle du Maroc aux U.S.A. et celle de l'Indochine à l'État chinois (Kersaudy, 2004). Au cours de deux entretiens avec Anthony Eden, le ministre britannique des Affaires Étrangères, à Washington à la fin

du mois de mars 1943, puis au Caire le 5 décembre 1943, il propose d'attribuer, après-guerre, aux U.S.A. la souveraineté sur l'île de Formose et sur l'Afrique Occidentale Française (A.O.F.) avec le port de Dakar comme base aéronavale, et d'offrir à la Grande-Bretagne la base de Bizerte (in Plouvier, 2011), en parfaite violation de la Charte de l'Atlantique, où les Nations Unies dans la lutte contre l'Axe s'engageaient à refuser toute annexion.

En ce mois de janvier 1943, recevant Eisenhower et Patton (respectivement C in C-U.S. en Afrique du Nord et commandant des troupes U.S. au Maroc), FDR s'est exprimé fort clairement : « *Je ne veux pas la souveraineté française en Afrique du Nord... Je ne veux pas m'engager sur le retour des possessions coloniales à la France. Il n'est pas question de lui rendre l'Indochine* » (Gun, 1979).

Un article paru le 3 mai 1943, dans *The New Republic*, signé d'Edgar Mowrer, mentionnait déjà toutes ces propositions, à ceci près que le journaliste voulait faire administrer l'Indochine par un consortium de puissances où la Chine aurait voix prédominante. En octobre 1942, un éditorial de *Life*, signé de Russel Davenport, était un appel aux Britanniques pour qu'ils renoncent à leur Empire et fassent de chacune de leurs colonies un État indépendant (in Roussy de Sales, 1948).

FDR s'engagera davantage, au Caire, en février 1945, après la Conférence de Yalta. Il tentera de séduire le roi Farouk d'Égypte, lui promettant « *une grande affluence de touristes américains dans la vallée du Nil* » et lui offrant les services de sociétés U.S. pour mettre le pays en valeur, avant de proposer les services des sociétés pétrolières U.S. au roi Abd el Aziz Ibn Saoud d'Arabie et d'envisager des relations commerciales avec le négus d'Éthiopie (Roosevelt, 1947).

En 1944, le gouverneur républicain de l'Ohio, John Bricker, avait déjà posé des jalons auprès de l'opinion publique U.S. pour éviter un retour en force du vieil isolationnisme : « *La conservation des bases stratégiques que nous avons construites à travers le monde est absolument indispensable à notre sécurité future* » (Roz, 1946). De fait et en violation de la Charte de l'Atlantique, les U.S.A. annexeront les îles de Micronésie, occuperont jusqu'en 1972 l'archipel japonais des Ryū-Kyū et maintiennent toujours une base à Futenma, près d'Okinawa, ce qui heurte le patriotisme japonais. Ce n'est que l'une des 725 bases militaires U.S. installées ailleurs que sur le territoire des 50 États de l'Union et de ses dépendances (Johnson, 2003).

On comprend de ce fait pourquoi, à Brazzaville le 30 janvier 1944, le général de Gaulle se propose, dans son Union française, de « *mener chacun de ses peuples à un développement qui lui permettra de s'administrer et, plus tard, de se gouverner lui-même* ». Charles de Gaulle, penseur très conformiste et ultranationaliste, n'a nullement à l'époque l'âme d'un décolonisateur. Il réprime même durement l'agitation des indépendantistes du Maroc, d'Algérie, puis d'Indochine libérée de l'occupation japonaise.

Il combattra vainement l'idée de FDR, acceptée à contrecœur par Churchill, d'octroyer l'indépendance aux Libyens, après que les Alliés aient chassé les Italiens (Guillemin, 1984) : le général aurait bien voulu garder le Fezzan. Plus tard, à la fin des années 1950, de Gaulle aura compris l'inéluctabilité de la décolonisation, rapportant ce

qu'il avait perçu des propos et des intentions de FDR : « *Le président pense que la prépondérance mondiale revient de droit aux États-Unis* » et que la décolonisation « *assurera aux États-Unis une vaste clientèle politique et économique* » (de Gaulle, volume 3, 1959). Revenu aux Affaires grâce à l'imbroglie algérien que ses hommes de confiance avaient contribué, sur ses ordres, à compliquer davantage, de Gaulle, à son habitude, commencera par mentir à son peuple, puis fera l'inverse de ce qu'il avait promis, ce qui débouchera sur une nouvelle guérilla civile.

FDR déteste d'emblée Charles de Gaulle, ayant perçu chez celui-ci le même genre d'individu qu'il est lui-même : un autocrate. La France paraît à FDR la grande puissance coloniale la plus fragile, celle dont il recueillera le plus facilement l'héritage convoité. On a vu qu'il s'agissait, précisément, de l'Indochine, de l'A.O.F. et du Maroc. Il meurt trop tôt pour accomplir ce transfert de puissances et son successeur immédiat, Harry Truman, s'intéressera davantage à l'Europe qu'à l'Afrique, mais il lorgnera l'Indochine.

FDR ne se désintéresse pas du sort de l'Europe. Bien au contraire, il agit toujours de façon à aggraver les conditions de vie des peuples européens pour l'immédiat après-guerre. C'est pourquoi il s'oppose systématiquement au projet plusieurs fois envisagé par Churchill, en 1943-44, d'une offensive anglo-U.S. en Yougoslavie : la seule idée stratégique intelligente que « Winnie » ait eue au cours de sa trop longue carrière n'aura servi à rien ! Pas question pour FDR de relancer le commerce britannique dans les pays danubiens, après-guerre. Les peuples yougoslaves souffriront donc de la dictature communiste durant un demi-siècle.

Si Churchill a conservé la Grèce au monde libre, c'est à la fois grâce à la complaisance intéressée de Staline lors de la Conférence de Moscou en octobre 1944 (le Soviétique y a gagné les autres États de la région), et parce qu'Adolf Hitler a proposé un arrangement aux Britanniques, (ce dont Churchill ne s'est pas vanté dans ses *Mémoires*). Les troupes allemandes attendront pour évacuer la Grèce, au mois d'octobre 1944, que les troupes britanniques y aient débarqué en toute quiétude, pour éviter de laisser le pays aux mains de la résistance communiste ; en contrepartie, les Britanniques n'attaqueront pas les garnisons de Crète et des îles de la Mer Égée que les Allemands ne peuvent évacuer faute de moyens navals et aériens (in Speer, 1971). Ignorant ce Deal entre ennemis, FDR blâmera Churchill d'avoir dispersé les forces alliées occidentales pour agir en Grèce contre des partisans (certes communistes, mais s'agissant de l'Europe, ceci n'est qu'un détail mineur pour FDR), au lieu de renforcer ses armées à l'Ouest (Roosevelt, 1947).

Si FDR a soutenu le général Franco en Espagne, en dépit de la haine antifranquiste de quelques excités du secrétariat d'État (in Callender, 1945) et de celle exprimée par Staline à Yalta (et renouvelée à Potsdam, ce qui a laissé Truman indifférent), c'est parce qu'il espère que les industriels et les financiers U.S. supplanteront à l'avenir leurs homologues britanniques qui dominent jusqu'alors l'industrie minière et sidérurgique espagnole, et qu'il est plus facile de le faire dans une dictature conservatrice que dans un pays en proie à l'anarchie. FDR sait que, durant la guerre civile à laquelle ont participé quelques combattants U.S., les

anarchistes étaient nettement plus nombreux que les marxistes. En outre, par son attentisme, Franco a objectivement servi la cause alliée. De la même façon, FDR protège le dictateur portugais, Antonio de Oliveira Salazar, dans l'espoir de substituer une alliance U.S. à l'alliance traditionnelle avec les Britanniques ; cela commence par l'octroi d'une base aéronavale aux Açores, en 1942.

Il faut se résigner à l'abandon des clichés historiographiques erronés. FDR, devenu un partisan inconditionnel du capitalisme agressif en 1937, n'a pas été le jouet de Staline durant les années 1944-45, mais a délibérément pratiqué une politique anti-européenne. Churchill l'a considéré comme un « naïf » et une foule d'auteurs l'ont suivi dans cette analyse fort superficielle. D'autres, plus directement intéressés par la ruée soviétique, en ont fait un « fou criminel » ; c'était d'ailleurs l'avis d'Adolf Hitler. Il n'était ni l'un ni l'autre ; c'était un Machiavel de haute volée et un authentique visionnaire.

*

*

*

« *Qu'on mette l'âge d'or derrière ou devant soi...
le résultat est toujours le même, et s'appelle
utopie* »

Jacques Bainville, *Les Dictateurs*.

L'ami de FDR Henry Morgenthau, le secrétaire d'État au Trésor, et le sous-secrétaire Harry Dexter Weiss-« White » sont chargés d'imposer l'aspect financier du projet rooseveltien, du 1^{er} au 22 juillet 1944, lors de la conférence réunissant les représentants de 44 nations alliées dans la petite ville de Bretton Woods, dans le New Hampshire.

Lors de cette réunion, consacrée aux orientations financières de l'après-guerre, ils obtiennent, en dépit de l'opposition de John Maynard Keynes, la disparition de la Banque des Règlements Internationaux dans laquelle les U.S.A. n'étaient jamais entrés, et son remplacement par le Fonds Monétaire International, chargé de superviser la stabilité des changes indispensable au bon fonctionnement du commerce extérieur dans un monde débarrassé du clearing, si pernicieux aux banques d'affaires, ainsi que l'établissement d'une Banque Internationale de Reconstruction Économique, proposant des prêts à long terme aux États.

Il est piquant de constater qu'à cette conférence, tant citée de nos jours à propos du F.M.I. qui a commencé à fonctionner le 1^{er} mars 1947, le Britannique Keynes, représentant un pays ruiné par la guerre, avait vainement plaidé en faveur des changes flottants, de la création d'une unité de compte internationale (le « Bancor ») et de la réintroduction du clearing dans les échanges internationaux (Davidson, 1994)... soit des techniques réprouvées quand elles étaient utilisées, avec un franc succès, par les « démons nazis ». De fait, la Grande-Bretagne avait été méthodiquement dépossédée de ses réserves d'or et de devises fortes, ainsi que des actions des sociétés U.S., par

ordre de FDR, qui avait exigé, en 1940-41, le règlement intégral des dettes de la Grande Guerre, avant d'aider les cousins britanniques par la loi du prêt-bail qui les endettait de nouveau (détails in Plouvier, 2011).

De cette conférence de Bretton Woods, date le règne du dieu dollar, monnaie de référence internationale, gagée sur l'or (au cours de 35 dollars l'once Troy, soit 31,1035 grammes) jusqu'au 15 août 1971, date à laquelle le Président Richard Nixon dégagera le dollar de l'or et acceptera la pratique des changes flottants.

Le cours de l'once Troy passa de 38,8 dollars, en décembre 1971, à 42,22 en février 1973, et l'on crut en la fin prochaine du capitalisme, prophétisée d'ailleurs par tous les génies marxistes (et leurs compagnons de route) depuis 1917. Heureuse époque ! En l'année 2013, après trente années de mondialisation de la vie économique, le cours de l'once Troy, pour les cinq premiers mois, a oscillé entre 1300 et 1700 dollars. Revenons à la préhistoire de notre monde merveilleux.

En novembre 1944, la Conférence de Chicago, où l'on crée l'Organisation Internationale de l'Aviation Civile, est l'occasion d'échanges de vues très vifs entre Alliés sur le point de triompher du III^e Reich. L'impérialisme U.S. s'étend aussi aux lignes aériennes et aux aéroports internationaux, ce qui enrage les Britanniques et les Soviétiques.

Du 21 août au 7 octobre 1944, l'empoignade a été plus rude encore, à Dumbarton Oaks, entre les représentants des « *Quatre Grands* », puisqu'il s'agissait de s'accorder sur les pouvoirs et le fonctionnement de la future O.N.U. Ces quatre grands (U.S.A., U.R.S.S., Grande-Bretagne et Chine) forment alors ce que Walter Lippmann, un journaliste juif de New York, appelle le « *noyau dur de la nouvelle donne internationale* » (Lippmann, 1945).

Dans un entretien avec le nouvel archevêque de New York et futur cardinal, Mgr Francis Spellman, FDR envisage, pour l'après-guerre, deux niveaux de gouvernance mondiale (in Armstrong, 1963). Au premier échelon, siègerait un Parlement mondial, où tous les États indépendants seraient représentés et pourraient s'exprimer. Mais le véritable pouvoir serait dévolu au Conseil exécutif des « *quatre grands* », seul autorisé à prendre les décisions importantes. À l'avenir, les petits États ne devront plus agir sur la politique internationale : « *Ils n'ont plus le droit de s'asseoir là où se trouvent les Grands* » (conférence de FDR à Bernard Faÿ, in Faÿ, 1968, retrouvée en des termes presque identiques in Armstrong, 1963, et présentée par un autre interlocuteur du président).

Le 15 mars 1945, un peu moins d'un mois avant de mourir, FDR déclare à la journaliste française Geneviève Tabouis, une amie d'Eleanor Roosevelt : « *La future organisation doit être l'embryon du gouvernement planétaire unique* » (in Tabouis, 1965). C'est de l'O.N.U. dont parle Roosevelt, une organisation qu'il aurait désirée certainement très différente de ce qu'en ont fait les diplomates, en 1945-46, sur l'ordre de leurs chefs d'État ou de gouvernement qui ne voulaient céder quoi que ce soit de leurs prérogatives. En l'ultime mois de sa vie, FDR veut promouvoir un slogan, qu'il n'aura pas le temps de diffuser, « *One world, one government* » (un monde, un gouvernement, in Tabouis, 1965), un slogan d'ailleurs largement diffusé en 1944 par

son concurrent républicain malheureux à la présidentielle de 1940, Wendell Willkie. Le consensus impérialiste est alors presque réalisé aux U.S.A., à l'exception des quelques contestataires étudiés plus loin.

En attendant la fusion des exécutifs de tous les États, FDR souhaite que l'on attribue aux commissions de la future O.N.U. l'unique pouvoir en matières d'économie, de finances, de réglementation du travail et de politique de santé, et ce pour tous les pays (Tabouis, 1965). Divers penseurs allemands, durant la guerre, ont perçu cette idée et ont parfois même utilisé l'expression devenue célèbre depuis les années 1980 : celle de « *mondialisation* » (Goebbels dans ses *Carnets* ; Wirsing, 1944).

Un Juif, né en Hongrie, employé des propagandes de guerre française (en 1939), britannique (1940-41), puis U.S., Imre Rosenbaum, devenu « Emery Reves » après une étape intermédiaire sous le pseudonyme d'Imre « Revesz », a écrit en 1946 : « *L'enthousiasme pour l'indépendance nationale est la survivance d'un passé mort... Chaque nation peut et devrait rester entièrement libre d'agir à sa guise pour les affaires locales et culturelles... Mais un gouvernement mondial unique est une nécessité* ». L'auteur, cosmopolite, haineusement anti-chrétien, s'oppose au principe de l'autodétermination des nations et distingue de bonnes et de mauvaises guerres d'agression. Selon lui, le progrès industriel et la démocratie sont incompatibles avec les « *États-nations* », surtout les « *petites nations, au comportement de prostituées* » (Reves, 1946).

De 1943 à sa mort, cette gouvernance mondiale à quatre est le Leitmotiv de FDR. À Yalta, pour complaire à Churchill (qui veut diminuer la charge de la part britannique d'occupation en l'Allemagne), il daignera du bout des lèvres admettre un 5^e invité à la table des grands, la France. Jusqu'en février 1945, il considère qu'après la victoire « *l'Angleterre et les États-Unis doivent être les gendarmes du monde occidental* » (MacMillan, 1984). Ces grands maîtres, ces gendarmes du monde, auront pour mission d'assurer la paix et la liberté du commerce international, une fois vaincus les Allemands et les Japonais. FDR étant mort prématurément, leur rôle se bornera à occuper les cinq sièges permanents au Conseil de sécurité de l'O.N.U. et y exercer éventuellement un droit de veto, en vertu de l'accord difficilement obtenu, du 25 avril au 26 juin 1945, à la Conférence de San Francisco.

Les cinq membres du directoire exécutif doivent opiner dans le même sens pour faire fonctionner la machine. Or, l'affrontement des deux blocs, le « *libéral* » et le marxiste, est tellement prévisible que tous les observateurs prévoient une nouvelle guerre sous peu. La bombe atomique va calmer le jeu durant cinq années, puis l'effet de la trahison permettra aux Soviétiques de disposer à leur tour d'engins de destruction massive et l'on en viendra, pour près d'un demi-siècle, à l'équilibre de la terreur.

Depuis 1990, ce sont les économies dominantes qui gouvernent de fait la planète (celles des U.S.A. et de la Chine, accessoirement celle du Japon et d'autres pays asiatiques, en attendant qu'une Europe réellement unifiée exerce de nouveau sa domination).

*

*

*

« *La guerre est la mère de toutes choses* »

Héraclite d'Éphèse, 6^e siècle avant notre ère.

FDR a parié sur la guerre pour sortir de la crise économique de longue durée. Il n'avait pas beaucoup de risques de perdre ce pari, la guerre ayant toujours fait tourner les industries et stimulé le commerce.

De 1937 à 1941, il a grossièrement provoqué les gouvernants japonais, par une suite continue de vexations politiques et de mesures de guerre économique, enfin par le refus, plusieurs fois exprimé en 1941, du dialogue direct avec les premiers ministres nippons (Morgenstern, 1947 ; Plouvier, 2011). Son dévoué secrétaire d'État, Cordell Hull, futur titulaire du Prix Nobel de la Paix pour l'année 1945 en dépit d'un racisme antinippon réellement fanatique (exemples in Theobald, 1955), l'a admirablement secondé.

Pour reconquérir le marché chinois, en passe d'être capté en quasi-totalité par les Japonais, ils ont tous deux poussé les gouvernants du Japon à se lancer dans une guerre suicidaire, dictée par le code d'honneur nippon, dans lequel perdre la face est plus lourd de conséquences que perdre la vie, dictée également par une mauvaise appréciation de l'instinct de survie économique à Tokyo, où les gouvernants étaient confrontés à la raréfaction, organisée par FDR, des sources de matières premières (Thompson, 1991).

Il n'y a guère de différences entre l'appréciation, en date du 20 juin 1944, du ministre britannique de la Production industrielle, Oliver Lyttelton, un proche de Churchill : « *On a poussé le Japon à attaquer les États-Unis à Pearl Harbor. C'est travestir l'histoire que de dire qu'on a forcé l'Amérique à entrer en guerre* » (Plouvier, 2011) et la déclaration, radiodiffusée le 8 décembre 1941, du premier ministre japonais, le général Hideki Tojo : « *Les Américains et les Britanniques ont rendu impossible notre commerce extérieur, ont interrompu nos relations économiques avec les autres pays, menaçant l'existence même de l'Empire nippon* ». Certes, le général sera pendu par les vainqueurs, mais cela n'ôte rien à la pertinence de son analyse.

Durant cette guerre du Pacifique, l'on assiste à un déchaînement réciproque de racisme : Blancs contre Nippons et vice versa. Dès 1938, en fait, romanciers et cinéastes des U.S.A. avaient commencé à déverser leur fiel raciste, à l'incitation du Président (Plouvier, 2011). Il est intéressant de noter que le slogan japonais de « *sphère de coprosperité asiatique* » n'a nullement été mensonger, n'en déplaise aux universitaires toujours accrochés à la propagande de guerre U.S. : durant les années 1942-44, les peuples indonésien, malais et philippin connaissent de meilleures conditions de vie que sous la domination des maîtres néerlandais, britanniques et nord-américains, à laquelle ces populations ne voudront plus goûter en 1945-46.

L'autre guerre, dirigée contre le Reich trop performant en matière d'exportations, associe plus intimement Britanniques et Nord-Américains. Le 30 novembre 1938, un

mois après les accords de Munich (tant réprouvés par FDR, in Roz, 1946, alors qu'ils ne sont que l'application aux Allemands des Sudètes, aux Polonais de Teschen, aux Magyars de Slovaquie du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes), le responsable britannique du commerce extérieur, Robert Hudson, commente haineusement aux Communes la puissance exportatrice du Reich qui diminue d'autant les parts de marchés extérieurs de la Grande-Bretagne, ce qui aggrave le chômage des Britanniques. Il remporte, ce jour-là, un franc succès : quatre mois avant le « *coup de Prague* », les leaders des trois grands partis (conservateur, libéral et travailliste) dénoncent les méthodes commerciales allemandes (haut prix d'achat des matières premières et usage du clearing dévastateur pour les banques d'affaires, in Plouvier, 2008, volume 4).

De son côté, FDR déclare le 28 mai 1941 que « *les accords économiques bilatéraux mettent en péril le libéralisme économique* ». En réalité, le clearing, qui entre autres avantages permet aux Allemands de payer plus cher leurs matières premières ce qui comble d'aise les dirigeants des pays pauvres, menace le capitalisme bancaire, ce qui n'est pas tout à fait la même chose.

Dès 1937, les hommes du *Big Business* U.S. paraissent, aux observateurs étrangers, franchement bellicistes, singulièrement à l'encontre du Reich (de Launay, 1966 ; Lukacs, 1977). Les patrons du trust Rockefeller ne digèrent pas l'affront de l'accord pétrolier germano-mexicain de la fin de 1938 ; les dirigeants des trusts Morgan et Mellon, les patrons de la chimie, des industries électriques, de la métallurgie, des constructions aéronautiques et navales aspirent à la guerre (Lukacs, 1977). Au début de 1939, l'État U.S. se lance dans un énorme programme de réarmement, anticipant de neuf mois le déclenchement de la guerre en Europe (Monnet, 1976, volume 1 ; Kersaudy, 2004).

La propagande n'est pas négligée, bien au contraire. C'est même l'un des rôles d'Harry Hopkins que de stimuler écrivains et cinéastes (in Plouvier, 2011) : c'est le plus intime des conseillers de FDR. Dès 1938, une certaine presse et le cinéma hollywoodien font planer la menace d'attentats terroristes allemands aux U.S.A. et l'on crédite même la Luftwaffe de la mise au point d'avions dotés d'un rayon d'action en avance d'une décennie sur la réalité. Chaque mois amène sa série d'articles sur la « *5^e colonne nazie dans les Trois Amériques* » (Roz, 1946, qui semble y avoir cru ; Corrêa da Costa, 2008 ; Plouvier, 2011).

De façon prématurée, en octobre 1937, puis en janvier 1938, FDR veut pousser Neville Chamberlain, le premier ministre britannique (qui reste pacifiste jusqu'en novembre 1938 et vire au bellicisme au vu des résultats catastrophiques du commerce extérieur britannique des années 1937-38), à combattre vigoureusement « *les trois nations dictatoriales* » (variante, « *totalitaires* ») : l'Allemagne, l'Italie et le Japon (Welles, 1944). Ce faisant, FDR néglige superbement une vingtaine d'autres dictatures.

L'ambassadeur polonais en poste à Washington, Jerzy Potocki, écrit le 9 février 1938 à son ministre Josef Beck : « *Les représentants de la presse juive défendent avec obstination le caractère inévitable de la guerre en Europe... Cette juiverie*

internationale (sic) emploie tous les moyens pour s'opposer à une entente entre les États » (Roz, 1946). Joseph Kennedy, l'ambassadeur U.S. à Londres, écrira la même chose plus tard (in Plouvier, 2008, volume 4).

En octobre 1938, FDR, furieux des accords de Munich, fait savoir à Neville Chamberlain qu'il est prêt à s'opposer par la force à toute répartition, en faveur des Allemands, des colonies de la côte atlantique de l'Afrique (Roz, 1946). Le Britannique est d'autant moins intéressé par l'argumentation du Président U.S. qu'Adolf Hitler est de moins en moins intéressé par la restitution des ex-colonies allemandes ou leur échange contre des colonies belges ou portugaises (c'est même le changement essentiel de la diplomatie allemande de 1938 par rapport à celle des années 1936-37, in Plouvier, 2008, volume 4).

En décembre 1941, le Mikado et le Führer combent les vœux du Président des U.S.A. L'un ordonne d'attaquer la flotte du Pacifique aux îles Hawaï et l'autre déclare la guerre aux U.S.A., dans l'espoir de recevoir une aide japonaise dans sa lutte contre l'U.R.S.S. FDR ne peut que gagner son pari : la relance foudroyante de l'activité économique des U.S.A. grâce à la guerre.

Dès 1942, la guerre résorbe totalement le chômage aux U.S.A. Il restait encore 5 millions de chômeurs en décembre 1941, en dépit de l'incorporation dans l'armée d'un million et demi de jeunes hommes durant l'année écoulée. La masse salariale double de 1941 à 1945, tandis que l'augmentation des prix de détail est de 78 % : la guerre est une bonne affaire tant pour les travailleurs que pour les commerçants. En décembre 1945, l'épargne des citoyens U.S. se monte à 157 milliards de dollars (de Jouvenel, 1948).

Le coût de la guerre pour l'État fédéral a été de 323 milliards de dollars (dont 48 au titre du prêt-bail), mais le R.N.B. (le Revenu National Brut) est passé de 70 milliards de dollars en 1939 à 160 en 1944. La guerre a été un exceptionnel stimulant pour la sidérurgie, les constructions navales et la production de véhicules de tous types, pour l'industrie de l'aluminium et l'aéronautique (la construction d'avions a été multipliée par 15 entre 1939 et 1944, in Roz, 1946). La capacité de transport de la flotte de commerce U.S. a été multipliée par 4,5 durant les années de guerre, représentant les deux tiers du tonnage mondial en 1945.

L'industrialisation de la côte ouest des U.S.A. a été lancée et le pays s'est constitué des chasses gardées économiques, politiques et militaires, dans la péninsule ibérique, en Turquie, en Iran, en Arabie Saoudite, au Koweït et à Bahreïn, puis, dès 1946, en Inde, au Pakistan, en Malaisie et au Siam (Thaïlande).

En dépit d'une augmentation de l'impôt sur les bénéficiaires des sociétés et d'une augmentation deux fois plus importante de l'impôt sur les revenus des particuliers, les budgets de guerre ont connu des déficits variant entre 100 % (année 1942-43 : les années budgétaires U.S. débutent au 1^{er} juillet) et 300 % (année 1941-42). De ce fait, la Dette fédérale a explosé, étant multipliée par six durant les années de guerre.

Ces leçons ne seront pas oubliées des successeurs de FDR. La guerre à l'américaine est une bonne affaire pour le *Big Business* (cf. Anonyme, 1968), mais aussi pour les travailleurs donc pour la consommation intérieure ; enfin, la Dette

publique paraît extensible à l'infini. Dès les années 1950, il est évident que le complexe militaro-industriel est à la fois bénéfique à l'économie intérieure et à la recherche scientifique et technique, mais aussi indispensable au maintien de l'intégrité de l'empire économique U.S. de par le monde.

« *Perpetual war for perpetual peace* » (selon la formule de Barnes, 1961, le chef de file des historiens U.S. révisionnistes) est la traduction U.S., depuis l'ère rooseveltienne, de l'adage romain : « *Si vis pacem para bellum* » (*Si tu veux la paix, prépares la guerre*). Désormais, les U.S.A. doivent être parés à guerroyer n'importe où, à n'importe quel moment, lorsque l'exigent les intérêts économiques ou financiers U.S. De FDR à George Bush junior, il existe une communauté d'action et de réflexions.

Barack Obama est le premier successeur de FDR à inaugurer une politique où les intérêts U.S. sont couplés à ceux des islamistes les plus fanatiques. On y reviendra, car cette orientation nouvelle est lourde de conséquences beaucoup moins prévisibles que ne l'étaient celles de la tradition rooseveltienne.

Le véritable pari sur l'avenir de FDR a été de supplanter les grands pays européens là où ils étaient implantés de longue date, dans leurs colonies et leurs protectorats, dans ce que l'on a appelé ensuite le Tiers Monde. De nombreux penseurs U.S. avaient perçu les objectifs de leur président et s'y étaient vigoureusement opposés.

Durant la II^e Guerre mondiale, quelques Européens clairvoyants ont dénoncé (cf. infra) la « *gouvernance mondiale* » en tant qu'objectif ultime de FDR. Ils ne faisaient que développer des idées bien connues aux U.S.A., chez ceux que l'on appelait déjà des « *révisionnistes* ».

En 1934, Gérald Nye avait rendu publiques les conclusions de la commission sénatoriale qu'il présidait, concernant les modalités d'entrée en Guerre des U.S.A., l'année 1917. Elles confirmaient ce que les Républicains claironaient depuis le début des années 1920 (singulièrement l'historien Harry Elmer Barnes), à savoir que les U.S.A. n'étaient nullement intervenus dans la Grande Guerre par l'effet d'un quelconque idéalisme ou d'une indignité particulière des gouvernants et des habitants des Empires Centraux, mais pour voler au secours des fonds U.S. massivement investis chez les Alliés, en très mauvaise posture au début de 1917. La commission sénatoriale accusait nominativement le Président Thomas Woodrow Wilson et son conseiller intime Edward House (l'un des créateurs de la Federal Reserve, cf. infra), le secrétaire d'État Robert Lansing et le secrétaire au Trésor Gibbs Mac Adoo, lui-même très sensible aux intérêts du trust Morgan et gendre du Président Wilson.

Depuis la fin des années 1920, le sénateur Robert La Follette, indéniablement progressiste au plan social, réclamait le vote d'un nouvel amendement à la Constitution, instaurant un referendum avant toute entrée en guerre (Radosh, 1975). Pour les pacifistes, il était évident que la victoire des Alliés et de leurs Associés (dont faisaient partie les U.S.A.) n'avait fait que renforcer les haines en Europe et l'on citait davantage, à l'époque, le chauvinisme des Polonais, des Roumains, des Tchèques et des Yougoslaves que l'esprit revancharde des Allemands.

Dès la fin des années 30, quelques hommes politiques des U.S.A., ennemis d'une certaine finance orientée vers la spéculation, avaient dénoncé les risques potentiels de l'impérialisme économique U.S., singulièrement la restriction des libertés individuelles et le bourrage de crânes de la propagande rooseveltienne. Pacifistes et isolationnistes, mais loin d'être tous des « *fascistes* » cachés ou avoués, ils étaient avant tout des hommes opposés à l'impérialisme politique, économique et militaire des U.S.A. Ils combattaient ce qu'ils appelaient la « *globalisation* » de la politique U.S., c'est-à-dire son intervention dans les affaires intérieures des autres continents (Radosh, 1975). L'expression a-t-elle beaucoup changé de sens ? C'est affaire d'opinion.

L'historien Charles Beard, le sénateur Robert Taft et quelques autres, tel l'ambassadeur à Londres Joseph Kennedy, refusaient toute nouvelle intervention militaire U.S. en cas de conflits extra-américains. Ils s'opposaient aux prêts U.S. en direction des autres continents et proposaient d'améliorer la vie économique de tous les États des Trois Amériques, pour révolutionner les conditions de vie de leurs habitants les plus pauvres. Il leur apparaissait qu'il y avait trop de malheureux et d'analphabètes sur l'énorme continent américain pour gaspiller ailleurs les capitaux U.S. Ils étaient partisans de « *l'autarcie financière à l'échelle du continent américain* » (Radosh, 1975).

On ne pouvait être plus opposé aux thèses des financiers cosmopolites et des hommes du *Big Business* qui conseillaient FDR. Après 1945, Taft continuera la lutte contre ceux qui faisaient des forces armées des U.S.A. les humbles servantes des financiers, des négociants et des entrepreneurs U.S. Le problème du sous-développement de l'Amérique latine demeure entier de nos jours.

L'ex-diplomate Lawrence Dennis (un « *quart de nègre* », selon la terminologie raciste de l'époque), proche des idées nationales-socialistes et invité au Congrès du N.S.D.A.P. de 1936 (ceux qui s'en indignent ignorent généralement que ce congrès fut consacré aux arts et à la culture, raison pour laquelle beaucoup d'artistes et de littérateurs étrangers y furent invités), conspuait, en 1932, le capitalisme spéculatif et l'extension démesurée des crédits bancaires, qui étaient à ses yeux les deux causes essentielles de la Grande Dépression (la crise économique débutée en 1929)... alors que la plupart de ses contemporains ne l'envisageaient encore que comme une crise de surproduction, analogue à celle de 1920-1923 (c'était notamment le cas de François Simiand, en cette même année 1932, qui n'avait rien compris à son mécanisme, y voyant « *une rançon de la modernité* », soit un chômage lié à l'augmentation des rendements et au machinisme). Dans son livre de 1932, *Is capitalism doomed ?*, Dennis plaidait lui aussi en faveur de la mise en valeur de l'Amérique latine par les capitaux U.S.

Dans son œuvre de 1940, *The dynamics of war and revolution*, il dénonçait le nouveau cercle vicieux, celui où les destructions guerrières mènent aux reconstructions, si profitables au *Big Business* : l'expansionnisme capitaliste génère des guerres répétées et se nourrit d'elles. Ce « *fasciste* » décrivait de façon prémonitoire le phénomène qui paraîtra merveilleux aux universitaires et aux financiers des années 60 (cf. Anonyme, 1968, dans un médiocre travail de potaches

cyniques, bien inférieur au livre de Dennis, réédité en 1975). Dans sa dernière œuvre, *Operational thinking for survival*, parue en 1967, Dennis critiquait le consumérisme effréné, ce qui est plus que jamais d'actualité.

À tous ces hommes, opposés à la nouvelle orientation politique de FDR née en 1937, il paraissait évident que la globalisation de la politique U.S. (les politiques étrangère et militaire des U.S.A. mises au service de l'impérialisme économique) ne pouvait que restreindre les libertés individuelles, casser les traditions nationales et, par la propagande naïve qu'elle impliquait, amoindrir le libre-arbitre des citoyens. Assurément, c'étaient de « *vils fascistes* » !

*

*

*

« *Ce sont les idées de 1789 qui ont fait admettre
le prestige de la fortune comme fondement
de la vie sociale et politique* »

Alfred Rosenberg, discours du 28 novembre 1940

... plus exactement, le libéralisme politique a servi de caution théorique au libéralisme économique le plus inhumain, qui n'a réellement triomphé qu'à partir des années 1830 (in Plouvier, 2010, volume 1).

FDR et Adolf Hitler acceptaient la même définition : « *Démocratie veut dire capitalisme* », mais y apportaient une connotation morale opposée. Ce qui paraissait le souverain bien au riche descendant de lignées de négociants internationaux, était le mal pour le théoricien et le praticien de la révolution nationale-socialiste.

Une même phrase peut être différemment interprétée ; c'est affaire de concept majeur, de pensée dominante. L'opposition était radicale, sur ce point, entre les deux hommes, racistes tous deux, mais également de façon différente. FDR réservait son mépris, du moins dans l'état actuel de la documentation, aux seuls Nippons. Hitler clamait le fondement raciste de sa pensée, à longueur de discours. Mais Roosevelt savait enrober son message, au point de dire souvent l'inverse de ce qu'il croyait vraiment : « *Ses apparences un peu niaises, son charme un peu mondain, l'aidaient à cacher l'âpreté de ses appétits* » (Faÿ, 1968, témoin visuel et auditif).

Le 6 janvier 1941, dans un grandiloquent *Message au Monde libre* (c'est-à-dire adressé à tous les peuples, sauf l'allemand, l'italien et le japonais), FDR prouve, s'il en était encore besoin, qu'il est un démagogue d'exception. Il promet « *un nouvel ordre mondial fondé sur la morale... dans lequel chacun sera libéré du besoin et de la peur* », soit les idées forces que reprendra Welles quelques mois plus tard pour rédiger la Charte de l'Atlantique. C'est la promesse qui fonde notre époque, celle qui est née, non pas en 1945, mais vers 1990, lors de l'implosion terminale des régimes communistes. Les termes de cette déclaration d'intention ne semblent pas démodés aux humains des premières années du XXI^e siècle : ce sont les mots dont usent et

abusent tous les orateurs « *démocrates* » (encore appelés « *libéraux* ») et même leurs adversaires théoriques, et tous ou presque sont des menteurs.

Pour compléter l'analyse du discours rooseveltien, il faut ajouter la note hypocrite : la référence incessante aux « *valeurs chrétiennes* », car le grand rhéteur n'hésite pas à incorporer le Christ dans les forces des U.S.A. Jésus de Nazareth en grand patron de l'expansion capitaliste, cela ne manque pas de sel ! Au vrai, FDR fréquente peu les évangiles, ignore tout de François d'Assise et de la doctrine sociale de Léon XIII, qui, mieux présentée et avec plus de force et de persévérance, aurait pu révolutionner la vie au XX^e siècle, de façon plus humaine et plus belle que l'alternative peu enthousiasmante entre l'égoïsme capitaliste et la folie meurtrière marxiste-léniniste-maoïste. Le discours rooseveltien à l'encontre de l'Axe Berlin – Rome - Tokyo préfigurait les paroles de George Bush junior sur « *l'Axe du mal* », soit les islamistes minoritaires, ceux qui ne sont pas au service des U.S.A. ou n'y sont plus, et les Nord-Coréens (cf. infra).

En février 1945, contemplant les ruines accumulées par la guerre en Crimée, FDR s'écrie (pour les nombreux journalistes de sa suite) : « *La terre n'est pas assez grande pour contenir à la fois le militarisme allemand et l'honnêteté chrétienne* ». Le bon apôtre oublie qu'il a lui-même créé le plus gros complexe militaro-industriel alors connu, que le militarisme et le réarmement massifs soviétiques ont précédé d'un lustre ceux du Reich, enfin que les destructions opérées en U.R.S.S. ont été commises à la fois par les Allemands et par les Soviétiques obéissant à la politique de la « *Terre brûlée* » ordonnée par Staline, au début de juillet 1941 (on peut excuser FDR d'avoir omis de citer l'ordre du bon Joseph, puisque tant d'historiens courtisans omettent d'en parler de nos jours lorsqu'ils évoquent les destructions de la guerre à l'Est).

Le discours rooseveltien prend assez mal aux U.S.A. avant l'attaque japonaise sur Pearl Harbor, savamment préparée par FDR et ses collaborateurs. En revanche, il est bien compris de divers observateurs européens qui s'en effraient à juste titre.

Dès la fin de l'année dramatique 1940, l'ambassadeur de France aux U.S.A., le très américanophile sénateur Germain Henry-Haye, entraperçoit l'envers du discours rooseveltien sur la décolonisation : « *Roosevelt affirma en différentes occasions que la notion d'empire, au sens où l'entendent les pays colonisateurs, n'était plus acceptable... Il a sans doute rêvé d'une « présidence générale » de toutes les nations du monde occidental* » (Henry-Haye, 1972). S'il avait vécu quelques années de plus, FDR aurait probablement tenté d'instaurer un gouvernement planétaire unique et se serait heurté au colosse soviétique, dont il avait contribué plus que n'importe qui au monde à renforcer la puissance. Il se serait contenté d'être le maître du « *monde libre* », en l'occurrence du monde dominé par l'économie libérale et le peu subtil *american way of life*.

Le 17 février 1941, le magnat de la presse Henry Robinson Luce publie, dans sa revue phare *Life*, un article au titre sensationnel *The american century*. On y trouve un condensé des poncifs made in U.S.A. : « *Notre monde est, pour la première fois de son histoire, un et fondamentalement indivisible... S'il doit être doté de noblesse, de santé et de vigueur, le monde du XX^e siècle doit être un siècle américain* ». Après un laïus

sur les valeurs chrétiennes de l'Amérique, « *centre de formation des serviteurs de l'humanité... L'Amérique génératrice des principes de liberté et de justice* », il conclut : « *Avec ces éléments, on peut former avec certitude une vision idéale de l'avenir* ».

Wythe Williams et Albert Perry, deux journalistes réputés, publient en cette année 1941 un livre de propagande antiallemande où l'on relève cette phrase : « *Après la guerre actuelle... nous aurons la mission terrible de guérir et de rééduquer l'Europe et l'Asie* » (Williams, 1941). Avec de tels médocastres, les Terriens ne pouvaient que se réjouir de l'avenir !

Le 31 mars 1941, dans l'hebdomadaire new-yorkais (de direction juive) *The New Republic*, on peut lire un article intitulé « *FDR, world's president* », dans lequel l'on vante « *l'idéalisme et le pragmatisme* » du Président des U.S.A. et l'article se termine par cette forte phrase : « *Le nouveau président du monde s'apprête à faire un début aussi prometteur qu'il le fit à la tête des U.S.A., il y a huit ans* », et il ne s'agit ni d'un canular, ni d'un article de ton ironique ! Les U.S.A. ne sont pas encore engagés dans la guerre, il s'en faut de neuf mois.

Le 29 mai 1942, un Français employé aux U.S.A., un de ces bellicistes enrégés qui ne conçoivent la pratique de la guerre que le stylo à la main ou un micro devant la bouche, Raoul Roussy de Sales, distingue dans les milieux riches et cultivés des U.S.A., les seuls qu'il fréquente, « *ceux qui rêvent d'on ne sait quelle américanisation politique et morale de la planète* » (Roussy de Sales, 1948).

Le 26 octobre 1942, au retour d'un voyage en Chine, le leader républicain Wendell Willkie déclare qu'il faut libérer de leurs colonisateurs les peuples d'Asie, d'Afrique et d'Océanie (ce qui étend singulièrement le projet annoncé par FDR, mais cette phrase est conforme à son projet réel à long terme). Willkie déclare également que tous les peuples ne doivent faire, après la guerre, qu'une seule communauté humaine, éduquée par les U.S.A., présentés comme le « *réservoir de la confiance mondiale* » (in Roussy de Sales, 1948) : l'*american way of life* imposé comme le souverain bien à tous les peuples de la Terre. Jamais encore FDR n'avait osé aller si loin dans le discours. Willkie, dépourvu de responsabilité internationale, abat les cartes et publie en 1944 son livre *One world* (Un Monde unique) ; il a du moins le mérite de parler franchement.

C'est très exactement ce qu'a perçu, et ce que redoute par-dessus tout, un haut-fonctionnaire retraité du Foreign Office : Edward Carr, qui tente de mettre en garde ses compatriotes contre l'utopie des faiseurs de plans de gouvernement mondial. « *Nous devons nous méfier des... projets de constitution universelle qui devrait être mise en place à la fin de la guerre* » (Carr, 1942). Il conclut en proposant de changer le mode de fonctionnement de la ploutocratie britannique : « *Il est exclu que nous puissions jouer un rôle éminent dans la reconstruction du monde, sans modifier la structure de la société anglaise* ».

À cette époque, le *Post War Planning*, mis en place au Parlement, élabore divers schémas de réformes sociales (le Plan Beveridge n'est que le plus connu d'entre eux et celui qui sera finalement appliqué, après remaniements de détail), des réformes qui

mettront enfin le travailleur britannique de 1945-46 au niveau du travailleur allemand des années 1890 (sans oublier que le III^e Reich a fait bien mieux encore en matière de logements individuels en accession à la propriété et de loisirs éducatifs, sportifs, culturels et touristiques à bon marché : les réalisations de l'organisation *La Force par la Joie* demeurent inégalées à ce jour, in Plouvier, 2008, vol. 3).

En outre, l'ancien haut-fonctionnaire britannique pose fort bien le problème fondamental de l'État, en toute époque et en tout lieu : celui de l'efficacité politique. Pour Carr, en 1942, il est évident que l'exécutif doit désormais l'emporter sur le législatif, mais aussi que l'exécutif doit dominer les forces économiques au lieu de leur être subordonné, comme c'est le cas aux U.S.A., en France et en Grande-Bretagne, depuis le XIX^e siècle. Une véritable démocratie « *n'a pas d'autre possibilité que de faire valoir son autorité sur le système économique* ». C'est très exactement l'inverse de ce que l'on verra dans une grande partie du « *monde libre* » après 1945 et, de nos jours, dans la presque totalité des États de la planète, qui sont des ploutocraties ; ce n'était pas le cas du III^e Reich, où le pouvoir économique était subordonné à l'exécutif et où l'on n'oubliait pas les droits sociaux du travailleur (c'était un Leitmotiv du discours hitlérien depuis les années 1920).

Lorsque FDR parle (et il le fait très souvent) « *du libre accès aux matières premières* », cela signifie uniquement qu'il exige le libre accès des industriels et des négociants des U.S.A. aux territoires riches en toute matière exploitable et en consommateurs potentiels. Leur accès aux matières premières des peuples colonisés sera, bien sûr, un pillage réalisé au plus faible coût possible. Staline ne demande qu'à jouer le second larron et la décolonisation sera finalement organisée à deux, puis à trois « *libérateurs profiteurs* », la Chine maoïste se sentant elle aussi une âme de « *libérateur des peuples* ».

Churchill l'a seulement compris à la fin de 1944, alors qu'Hitler l'avait prédit en 1940 : officiellement rangée dans le camp des vainqueurs, la Grande-Bretagne se retrouve objectivement dans le camp des perdants, la France ayant été mise hors-jeu au printemps de 1940. Leurs colonies deviendront (et celles des Néerlandais, des Belges, des Espagnols, puis des Portugais) l'enjeu d'un combat acharné entre deux groupes de profiteurs impérialistes, les marxistes et l'ultra-capitaliste, ce dernier étant déclaré vainqueur, durant les années 1990, par abandon de l'autre équipe, d'ailleurs fort disparate.

In fine, FDR triomphe par KO. Il aurait aimé ce résultat, mais déplorerait la confiscation du Pouvoir par les maîtres de l'économie. Les vrais Européens ne peuvent aimer la situation ainsi créée, en raison des ruines, matérielles et morales, accumulées durant la deuxième partie du XX^e siècle, dont les moindres ne sont pas la dissolution, au moins temporaire, de leurs valeurs culturelles nationales et la désindustrialisation massive du continent, au profit de l'Asie.

Dans la pensée de FDR, on l'a vu, les U.S.A. doivent devenir le gendarme des régions du monde qui leur servent de marchés économiques. Pour ce faire, l'U.S.-Army, l'U.S.-Navy et la toute nouvelle U.S.-Air Force, créée juste après la guerre, doivent rester à l'état de puissance colossale. Plus jamais les forces armées

permanentes des U.S.A. ne doivent retomber au niveau minable qui fut le leur durant l'Entre-deux-Guerres. De ce fait, l'industrie d'armements des U.S.A. doit demeurer très puissante et très inventive et les forces armées doivent pouvoir utiliser des bases un peu partout sur la planète.

Mais le schéma de société future selon FDR comporte également une part altruiste : l'homme n'est pas seulement un sinistre Yankee égoïste. Il compte transformer les peuples qui fourniront ses marchés à l'économie des U.S.A. en autant d'étudiants en l'art de vivre à l'américaine.

Certes, l'intérêt des sociétés U.S. ne sera pas oublié puisqu'on plantera dans ces pays, auparavant sous-développés, peuplés d'humains habitués à l'extrême pauvreté et donc assez peu exigeants en matières de salaires et de protection sociale, des usines produisant à très bas coût des produits fabriqués sous brevets U.S., ce qui stimulera davantage encore le négoce U.S. C'est le fondement de ce que l'on appellera bien plus tard « *l'économie globale* ».

En contrepartie, les populations locales s'enrichiront, modestement selon les critères U.S., énormément si l'on tient compte de leurs conditions de survie antérieure. L'on s'assurera, grâce à l'éducation populaire, obtenue bien davantage par les mass-media que par l'instruction assurée par les structures scolaires et universitaires, qu'elles vivent dans le respect des valeurs hédonistes américaines. FDR est le grand concepteur de la généralisation aux peuples solvables de la planète (et à terme, ils doivent tous le devenir) de l'*american way of life*. FDR est le grand-père de la mondialisation de la vie économique, politique et sous-culturelle. C'est en cela qu'il fut un homme d'État. C'est en cela que son héritage peut être estimé, selon les critères de chacun, fabuleux ou effrayant.

Le nationalisme, volontairement confondu avec le chauvinisme agressif dans la propagande mondialiste, est devenu un péché de l'esprit, en parfaite inadéquation avec les données historiques et sociologiques. On a diabolisé ce que l'on ne pouvait combattre de façon rationnelle.

Dans certaines parties de la planète, l'État moderne a fait passer l'affectivité des membres des collectivités restreintes du niveau de l'*Heimat* (les petites patries : ville, canton ou simple village) à celui d'un pays, et tout naturellement, avant l'ère des brassages de populations d'origines très différentes, ceci a fait éclore un sentiment d'union nationale. Le nationalisme en Europe est né du XVI^e siècle (Pays-Bas, France, Angleterre) au XIX^e (Allemagne, Italie, États danubiens). Dans les Amériques, il s'est progressivement développé, non sans guerres civiles, au XIX^e.

Au XX^e siècle et à la jonction des XX^e et XXI^e, la décolonisation a détruit au contraire certaines pseudo-nations artificiellement construites (c'est le cas de presque tous les pays d'Afrique), et la fin de la tyrannie marxiste a produit le même phénomène dans les deux créations des « *charcutiers de l'Europe* » en 1919 : la Yougoslavie et la Tchéco-Slovaquie.

Toutefois, le nationalisme n'est nullement une « *création de l'économie moderne* » : dépourvu de connaissances historiques étendues et animé d'une fièvre de

généralisation quelque peu abusive, l'universitaire U.S. Ernest Gellner (1983) s'est totalement fourvoyé sur ce point.

Les communications, qui ont entre autres finalités celle d'améliorer le commerce au sein d'une région, d'un pays, voire d'une partie d'un continent, ont permis de voyager plus aisément et de mieux connaître ce qui se passe de « *l'autre côté de la colline* », sur l'autre rive du fleuve ou de la mer. Toutefois, ces communications aisées et ce commerce maritime de grande importance n'avaient nullement fait naître un quelconque nationalisme au sein des peuples très disparates du pourtour méditerranéen, durant l'Antiquité. Le commerce pas plus que les voyages n'expliquent en eux-mêmes l'éclosion du sentiment d'union nationale.

Le nationalisme n'est pas une création de l'économie, mais un élargissement des perspectives au sein d'une vaste communauté unie par une langue et des luttes, parlée et menées ensemble. Il est évident que, si la communauté de race le permet, cette idée d'union peut être étendue à une communauté beaucoup plus vaste, créant un empire homogène : l'Empire chinois était sur ce point beaucoup moins artificiel que le romain et a largement précédé l'éclosion du monde moderne. Tout naturellement, après la fin du stérile nombrilisme maoïste, l'on assiste en Chine à un renouveau, potentiellement explosif, du nationalisme... en dépit d'une participation enthousiaste à l'économie globale !

L'américan way of life a été imposé à l'Europe non communiste dès les années 1950, après un retour progressif à une situation économique et politique de paix. Durant quelques années encore, diverses denrées furent rationnées (jusqu'en 1949 pour la France) et la vie publique empuantie par de hideux règlements de comptes. Une fois que « *la vie à l'américaine* » s'est généralisée en Occident, l'on a assisté à la primauté de l'économie sur les autres pouvoirs. Plus que jamais politiciens, animateurs des media, hauts-fonctionnaires de tous ordres sont prosternés devant les véritables maîtres, les hommes (et quelques femmes) d'argent.

Depuis 1830, l'argent dominait la vie publique, mais avec quelques périodes de retour à cet ordre guerrier qui avait dominé l'Europe, de l'Antiquité à la révolution industrielle. Werner Sombart avait déploré, dès la Grande Guerre, ce qu'il considérait comme une décadence, y voyant l'effet pernicieux du capitalisme spéculatif britannique. Plus tard (Sombart, 1923), il en fera, et d'autres avec lui, une spécificité juive, alors que les Chinois de l'époque médiévale et, avant eux, des Romains de la République puis de l'Empire pratiquaient allègrement ce type de capitalisme.

Il est indéniable que l'on est passé, vers 1830, aux U.S.A. et en Europe occidentale, d'une domination politique de l'aristocratie guerrière et administrative, d'assise terrienne, à celle de la ploutocratie financière, négociante et industrielle (Plouvier, 2010, volume 1). Les années 1830 sont réellement celles où débute le XIX^e siècle, qui anticipe le XXI^e dans beaucoup de ses aspects, à commencer par l'exploitation indécente des travailleurs manuels, en leur apportant toutefois un confort de vie remarquable, en contrepartie de l'abandon des valeurs culturelles ancestrales, notamment le respect de la patrie et le sens de l'honneur national.

Il est, bien évidemment, ridicule d'idéaliser le monde des guerriers, au point d'en faire des individus tous mus par une éthique du sacrifice et de l'action désintéressée au service de l'État ou de son chef (Sombart, 1923, puis Evola, 1972, ne sont pas loin de perdre tout sens de la mesure sur ce point). Toute l'histoire humaine démontre que le général, repu de gloire et de dotations, devient un hiérarque prêt à toutes les bassesses, voire à la pure trahison, pour conserver richesses, sinécures et hochets de vanité (cf. Plouvier, 2013).

En 1945, s'effondre pour longtemps en Europe la conception virile (ou brutale, au gré du lecteur) de la vie sociale. *L'américan way of life* sonne le glas de l'héroïsme guerrier au profit de la course à l'enrichissement, censée procurer le bonheur. L'hédonisme triomphe dans le continent d'Homère et des Césars conquérants, dans l'Europe de Napoléon et d'Hitler. Rarement, une révolution conceptuelle aura été aussi radicale en une période aussi courte, mais aucun mode de pensée n'est jamais définitivement acquis, aucune mutation sociale n'est irréversible. Bien au contraire, la réversibilité est l'une des rares constantes de l'histoire humaine.

De nos jours aux U.S.A., on trouve la véritable élite de la nation dans les milieux d'affaires, les media, le droit et la médecine, nullement dans l'enseignement supérieur ou dans les professions traditionnellement vouées à la culture intellectuelle (in Thomas Molnar, 1992, qui fut un observateur avisé de la société U.S. au cours de la seconde moitié du XX^e siècle).

« *Le courant sanguin qui assure la vie de notre démocratie est le libre échange des idées* » (in Stettinius, 1944). Effectivement, le discours moralisateur, fait de bons sentiments, largement étalés de façon à cacher une immense hypocrisie et une avidité plus grande encore, va embellir la vie des populations américanisées. Ce discours sirupeux a pour but d'assurer la pérennité de leur situation aux maîtres de la société, grâce à la naïveté absolue de ceux qui l'avalent.

*

*

*

FDR a réussi à imposer sa vision du monde, même si elle a été trahie en partie (il n'eût pas apprécié la mainmise de l'Économique sur le Politique), mais chacun sait que toute grande réalisation diffère sensiblement de la conception originale. Vainqueur, FDR apparaît comme un homme prométhéen.

Son grand contemporain, Adolf Hitler a entièrement échoué, pour avoir défié trop de puissances à la fois. Son destin l'apparente aux Titans des mythes grecs antiques, par la formidable puissance qu'il a tirée de son Reich, où l'on créait la technologie du futur alors même que l'ennemi approchait des frontières, par son but démesuré, fantasmagorique. Le Titan fut précipité aux enfers médiatiques autant par la volonté de ses vainqueurs que par le poids de ses ordres criminels... après tout, « Staline » et Mao Tsé-toung ont ordonné bien davantage de tueries que lui, sans avoir fait preuve du même génie économique, social et stratégique.

FDR et Hitler, les deux surhommes du XX^e siècle, attendent, non un Plutarque trop conventionnel, mais un poète de génie, un Shakespeare ou un Goethe... au vu de l'évolution littéraire contemporaine, leur fabuleuse destinée attendra longtemps encore la tragédie ou l'épopée dignes d'elle.

Seconde partie

Le triste constat européen – Crépuscule ou éclipse ?

« En histoire, la chute est toujours préparée par une décadence intérieure.

Une petite secousse extérieure suffit alors à tout ébranler »
Jacob Burckhardt, *Considérations sur l'histoire universelle*.

Faire comprendre à nos contemporains le triste état où se trouvent les populations européennes autochtones est une œuvre utile, en ce sens qu'elle participe à la lutte contre l'obésité.

L'angoisse, existentielle ou liée à la conjoncture politico-économique, provoque automatiquement un refuge vers la nourriture, préférentiellement orientée vers les aliments sucrés, ce phénomène étant même observé chez les animaux de laboratoire. En revanche, la véritable tristesse est source d'anorexie (si l'on préfère : une diminution considérable de l'appétit).

1 – Les mirages de l'économie globale et de la propagande mondialiste

« Rien n'est plus rare que de voir l'homme faire usage de cette intelligence dont il est si fier »
Jean Meslier, *Testament*.

Lorsque sont révélés au moins partiellement, en 1945, l'ampleur des destructions matérielles et le nombre approximatif effarant de vies saccagées par la nouvelle guerre (et l'on ignore tout du génocide des Allemands que les vainqueurs poursuivront jusqu'à la fin des années quarante), nombreux sont les humanistes à repousser l'idée de patriotisme et à rejeter le mot « *nationalisme* ». On renie l'amour de la patrie, pour l'avoir assimilé au chauvinisme. Cette confusion sémantique fait le lit de la propagande mondialiste des futures décennies.

En 1945, dans le milieu des « *penseurs parisiens* » non souillés de marxisme, l'optimisme est de rigueur. « *L'humanité est en train de se constituer un système nerveux commun... Elle marche rapidement vers l'avènement d'une Conscience, d'une Pensée commune* » (Saint-Seine, 1945). C'est presque du Teilhard de Chardin, avec sa « *Sur-âme* » de 1948 (in conclusion du *Phénomène humain*, cf. Plouvier, 2008).

Ce même Teilhard, qui écrivait en décembre 1935 : « *Il y a biologiquement des groupes humains différents* » et un an plus tard : « *Universalisme n'est pas*

égalitarisme » (Corte, 1964), renonce en 1948 à toute idée de « *peuple élu* » et considère l'humanité comme étant « *une et indivisible* ».

Le géologue et paléontologue Pierre Teilhard de Chardin, également père jésuite, estime, en 1948, que la recherche biologique est devenue une forme d'adoration de l'œuvre divine. Tout ce qui vise à transformer l'être humain pour lui faire acquérir davantage de qualités physiques, intellectuelles et morales, s'intègre dans le plan divin d'une création en perpétuel devenir. Le terme ultime de ce plan est la fusion de l'Humanité dans une « *christosphère* », qui fait encore rêver de nos jours quelques spiritualistes, après avoir fait s'étrangler de fureur les censeurs du Saint-Office (cf. Plouvier, 2008). Le bon père voulait accoupler science et religion, comme Socrate et Platon rêvaient d'un accouplement entre le progrès scientifique et le progrès moral.

À la même époque, un autre catholique également insatisfait du « *chef d'œuvre de la création* », rêve de « *la race future... l'homme spirituellement parfait* » (Lecomte de Noüy, 1948). Les deux guerres ont singulièrement mis à mal l'image de l'Humanité. Les années de fer et de feu, mais bien plus encore les tristes expériences de l'Occupation et de la Libération, ont fait suspecter par les penseurs européens l'effrayante fixité des comportements humains à travers les millénaires et la permanence de leurs aspects les plus ignobles (cf. Plouvier, 2012).

Le philosophe allemand Karl Jaspers, qui a pour lui de s'exprimer de façon plus compréhensible que ses pairs sans être plus original ni même intéressant pour autant, présentera bientôt « *l'unité de l'humanité* » comme étant « *un but de l'histoire* » (Jaspers, 1966).

De son côté, un ancien admirateur de Mussolini, Maurice Bardèche, effaré du vide intellectuel et spirituel de la propagande made in U.S.A., écrit : « *Ce que l'on cherche à émouvoir en nous, ce n'est pas ce qui est noble, généreux, viril, ce sont au contraire nos nerfs, nos pleurnicheries, notre crédulité, notre niaiserie* » (Bardèche, 1969-2001). À l'époque, il semble que le choix n'existe qu'entre Washington, Moscou (la capitale du marxisme international) et « *ni l'un ni l'autre* ». Et c'est là qu'interviennent les « *élites intellectuelles* ».

Une trahison des clercs se produit à chaque révolution conceptuelle. À l'issue de la Grande Guerre, les rejetons des riches élites de France et de Grande-Bretagne ont joué la comédie du soutien à l'expérience marxiste de l'U.R.S.S., sans distribuer aux pauvres leurs richesses personnelles (à la différence des premiers chrétiens, adeptes d'un réel communisme, qui n'était pas de confisquer le bien d'autrui).

À l'issue de la II^e Guerre mondiale, les clercs sont divisés. Certains optent pour le stalinisme pur et dur (et bientôt ils pourront se repaître de toutes les variantes d'un marxisme revu par messieurs Trotski, Mao Tsé-toung, Tito, Castro et on en oublie). D'autres se laissent griser par la féerie libérale, qui associe un standing de vie inconnu jusque-là sur le vieux continent, à l'exception des plus fortunés, et une propagande niaise, qui tient davantage des productions de « *Walt Disney* » que de la tradition humaniste européenne.

Julius Evola demeura toute sa vie un nostalgique de l'aventure intellectuelle du fascisme, mais développa un idéal plus suranné encore. Il semble utile de faire ici un rappel, puisque les bons auteurs ne soulignent jamais cette réalité : durant les années 1920, toute l'élite italienne non abruti par le marxisme était fasciste, même ses membres qui sont devenus, pour les « *historiens diplômés* » et pas forcément les mieux informés, des phares de l'antifascisme. Entre autres exemples, on pense au maestro Arturo Toscanini (cf. Plouvier, 2007, volume 1) et à nombre de cinéastes de grand talent.

Alors que se profile la fin des *Golden Sixties*, singulièrement à cause de la formidable capacité de nuisance des émirs du pétrole qui ont fait renchérir cette matière première indispensable à la société contemporaine, Evola croit au triomphe des « *technocrates de la politique* » (Evola, 1972). Il en est resté, dans son évolution intellectuelle, aux mouvements élitistes des années 1930 et à ce que l'on a appelé, en France, la Synarchie (Loubet, 1969).

En fait, pour la majorité des observateurs européens et U.S. des années 1950-1980, le triomphe attendu est celui des puissances d'argent, soit la reprise des coutumes politiques instaurées un peu partout à partir de l'année 1830. Les plus optimistes croient pouvoir conjurer cette impudente domination, combattue dès les années 1890 par le plus grand pape de l'époque contemporaine, Léon XIII.

Cet homme d'église, à la fois savant théologien et homme de grande conscience éthique (les deux ne vont pas obligatoirement de pair), avait condamné « *l'américanisme* », en 1899, par l'encyclique *Testem benevolentiae*. Il entendait par là une doctrine économique et sociale foncièrement égoïste, associée à une philosophie pratique des plus simplistes, faisant la part trop belle à la seule réussite matérielle. Dans *Rerum novarum*, de 1891, il avait estimé fondamentalement pernicieux qu'une « *faction, maîtresse absolue de l'industrie et du commerce, tienne en mains plus d'un ressort de l'administration publique* ». On ne peut que saluer l'extraordinaire qualité de la réflexion pontificale, sa prescience unique à l'époque, et déplorer le peu de retentissement de ses avertissements.

Un demi-siècle plus tard, un penseur original, plus connu comme romancier, dénonçait la perversion du schéma de société qui commençait à s'imposer en Europe occidentale et tentait d'y remédier. « *Économiquement, le pouvoir peut être limité par une large distribution de la propriété des moyens de production, permettant aux individus et aux groupes de vivre d'une façon indépendante de l'autorité centralisée, politique ou industrielle* » (Aldous Huxley, 1954). Une société à l'échelle humaine, en quelque sorte, avec un respect de la division des vrais pouvoirs (politique, économique, spirituel et médiatique).

Au contraire, les penseurs au service des nouveaux maîtres se sont contentés de reprendre le vieux schéma de Vilfredo Pareto, l'économiste universitaire de Lausanne, pourtant ridiculisé par l'expérience des économies de guerre durant les années 1939-45, tant dans le III^e Reich qu'aux U.S.A. ou en U.R.S.S., un schéma selon lequel 20 % de l'humanité devraient suffire à produire les biens consommés par la totalité des humains (Pareto, 1917).

L'aristocrate génois Pareto était, de formation, un mathématicien, auteur d'une thèse de physique et devenu directeur d'entreprise (Bousquet, 1928). Lorsqu'il s'est passionné pour l'économie et la sociologie, il a tout naturellement été tenté de raisonner en mathématicien.

En mai 2010, le rapport intitulé *Scénarios pour l'avenir de la technologie et le développement global*, financé par la Fondation Rockefeller, a fait de la thèse obsolète de Pareto le nec plus ultra de la réflexion politico-économique... ou comment endormir les hédonistes surendettés d'Occident et leur faire acquitter la note des allocations toujours plus importantes, en nombre et en coût, dévolues aux « *boulets sociaux* » et tirées du produit des impôts.

Or, le théoricien Pareto avait en son temps parfaitement défini ce détournement de fonds publics, destiné à nourrir la paresse et la médiocrité. Dans les deux volumes de son livre de 1902, *Les systèmes socialistes*, on trouve cette condamnation : « *Le socialisme est un prétexte pour les gens qui veulent jouir du fruit du travail des autres et pour les partis politiques qui veulent recruter des adhérents aux frais des contribuables* ».

Il est une autre thèse de Pareto que le Reich national-socialiste a mise à mal et qui est toujours enseignée aux étudiants de sciences économiques : le retard technique que le protectionnisme est censé provoquer dans les économies placées en dehors du jeu de la concurrence internationale (cf. Bousquet, 1928). L'extraordinaire fécondité du III^e Reich en techniques révolutionnaires (fusées, avions à réaction, missiles, utilisation des infra-rouges dans les armes à usage nocturne et celle des isotopes radioactifs en médecine, hélicoptères gros porteurs, moteurs électriques pour les sous-marins, pour ne prendre que quelques exemples) a indubitablement prouvé que le protectionnisme n'était nullement corrélé à un retard technologique. C'est une leçon à retenir pour l'avenir du continent européen, une fois que l'on se sera débarrassé du schéma de l'économie globale, objectivement pernicieux à l'Europe.

Effectivement, la mondialisation et la globalisation associent, dans les pays évolués, un ultra-capitalisme foncièrement égoïste, destiné à enrichir fabuleusement les dynasties des véritables détenteurs du Pouvoir, à un pseudo-socialisme (appelé solidarité) imposé aux contribuables (encore) solvables pour faire accepter aux travailleurs de base, à coup d'allocations diverses provenant de l'État, des salaires insuffisants en eux-mêmes pour assurer l'aisance à leurs familles. C'est l'une des perversions de la société actuelle, si profitable aux employeurs esclavagistes.

« *Puisses-tu détourner du bien d'autrui ton esprit vain !* »

Hésiode, *Des travaux et des jours*.

... le conseil de l'antique poète grec ne pèse pas lourd, hélas, devant l'appétit forcené de gains, même ignobles, des adeptes du capitalisme spéculatif.

*

*

« Ou bien l'on cache ses opinions,
ou bien l'on se cache derrière elles »

Friedrich Nietzsche, *Choses humaines trop humaines*.

Une société fondée sur l'éthique et le sens de l'honneur n'est riche que du travail de ses membres : ce doit être le travail qui crée le capital, en aucun cas la spéculation. Depuis la révolution industrielle, « *les cheminées d'usines, c'est la vraie fumée de la soupe* » (Grandmougin, 1959) pour les familles de travailleurs, qu'ils soient ouvriers, employés, cadres de direction ou patrons.

L'économie globale, fondée sur la spéculation, a entraîné la désindustrialisation des pays où la caste politicienne s'est laissé corrompre par les nouveaux maîtres. Ce n'est pas le cas de l'Allemagne ni celui de la Russie. Ce dernier pays étant trop souvent présenté à tort en Occident par les hommes et les femmes des media, eux-mêmes au service des spéculateurs, comme étant « *corrompu* », l'occasion paraît bonne de rappeler que ce que l'on a abusivement nommé « *mafia russe* » (ou lituanienne ou ukrainienne) est juive ou tchéchène pour la majorité de ses membres, des chefs au moindre tueur (cf. Ryssen, 2008 ; Plouvier, 2012).

Les politiciens occidentaux, soumis aux caprices des nouveaux maîtres, par l'effet du snobisme ou de la corruption, ont délibérément sacrifié l'emploi aux superprofits des actionnaires des entreprises multinationales. Le chômage de masse n'engendre pas de révolte, grâce à de généreuses allocations qui créent un dangereux paradoxe : le travailleur peu qualifié gagne autant à chômer qu'à œuvrer. C'est une stupidité sociale de grande ampleur, institutionnalisant le parasitisme.

En 1944, deux économistes juifs, repliés d'Autriche aux U.S.A. en 1938, Ludwig Mises (in *Omnipotent government*) et Friedrich Hayek (in *The road to serfdom*) déploraient en des termes voisins l'omnipotence de l'exécutif et sa pression sur l'économie privée. En 2010 au contraire, un autre Juif, Joseph-Eugene Stiglitz, lauréat du Prix Nobel d'Économie pour l'année 2001, s'effraie de ce dont il vient à peine de s'apercevoir, vingt ans après que le vulgum pecus en vive quotidiennement la réalité : l'omnipotence du pouvoir économique sur notre société. Il passe pour un grand original, pour avoir écrit une phrase déjà contenue dans les encycliques de Léon XIII : « *L'économique ne doit pas dominer la politique* ». Dans son premier livre, l'homme d'État le plus réprouvé de l'histoire contemporaine avait écrit : « *Le devoir de l'État est de veiller à ce que le capital reste au service de l'État et ne devienne pas le maître de la nation* » (Adolf Hitler, 1924, in réédition de 1934).

En un peu plus d'un demi-siècle, en effet, l'argent a totalement corrompu les élus, autrefois sensibles à la gloire, la leur et celle de leur pays. En 1938, Adolf Hitler régnaient sur les terres allemandes, il paraissait logique que l'exécutif calme l'ardeur négrière des employeurs et les force à mieux répartir les fruits du travail de tous. En 2010, cela fait près de trente années que l'économie globale exerce ses ravages et que les financiers ont imposé leur mode de pensée, foncièrement égoïste, aux autres

maîtres de l'économie, les négociants et les entrepreneurs. Les membres de la trinité dorée s'étant accordés sur les principes, ils ont domestiqué les élus et acheté les media.

De la « *gouvernance mondiale* » à 4 ou 5 super-États, l'on est passé au Pouvoir des super-riches de l'économie globale, avec un bémol toutefois : l'Asie reste dominée par des trusts nationaux et le colosse russe, encore occupé à lécher les plaies occasionnées par trois quarts de siècle de turpitudes communistes, est temporairement hors-jeu.

Certes, lors du passage du deuxième au troisième millénaires de notre ère, il semblait que les U.S.A. étaient en passe de dominer un empire planétaire, n'ayant plus que de très rares ennemis, négligeables aux plans économique et militaire. C'était le fondement des principes d'action des néo-conservateurs de l'entourage de George Bush junior, les propagandistes de « *l'Axe du mal* » (Bagdad - Téhéran - Pyongyang), un « *Axe* » encore plus disparate, plus artificiel et infiniment moins puissant, que l'Axe Berlin - Rome - Tokyo de la propagande rooseveltienne. En soixante années, les gouvernants U.S. étaient passés de la niaiserie vaguement altruiste de FDR (paix et prospérité pour tous les peuples) à l'agressivité égoïste.

De nos jours, où la donne a pourtant changé, l'on aime encore dissenter aux U.S.A. sur le sigle R.O.W. (Rest Of the World), un peu à la manière des Juifs qui, depuis trois millénaires, s'opposent non sans orgueil au reste de l'humanité, le monde des Goyim maudits ou méprisés. Dans les deux cas, les « *élus* » trouvent injuste le ressentiment des non-élus, oubliant que le racisme ou la haine sont des jeux qui se jouent à deux et qu'en toute logique l'on récolte ce que l'on a semé et entretenu, de façon névrotique ou amoureuse, selon les cas.

Le 12 mars 1947, le 33^e Président des U.S.A., l'excellent Harry Truman, avait justifié sa lutte contre l'impérialisme soviétique : « *Ce doit être la politique des États-Unis de soutenir les peuples qui résistent aux entreprises de domination, liées à des minorités armées ou des pressions étrangères* ». La défense des libertés individuelles justifiait parfaitement ce combat, face à l'impérialisme marxisme. Cette légitimité devient beaucoup moins évidente quand la politique U.S. n'est plus que le soutien inconditionnel apporté par l'État et les forces armées des U.S.A. aux Banksters et aux requins d'affaires.

Les théoriciens de l'Empire U.S. et du R.O.W. ont, en 2003, inventé la notion de « *souveraineté défaillante* » pour justifier le « *droit d'ingérence* » des forces U.S. et de leurs humbles servantes de l'O.T.A.N. à l'encontre des États déplaissant aux maîtres des U.S.A. (soit la collusion des élus de haut vol et des multimilliardaires, patrons et grands actionnaires des multinationales). Un État, ennemi proclamé des U.S.A. ou réfractaire aux charmes de l'économie globale, devient automatiquement « *a rogue state* » (un État voyou) et l'on s'arrange pour y entretenir une opposition violente, capable de déclencher à tout moment une « *révolution libératrice* » (cf. infra, les nombreux exemples des années 2010-2013, singulièrement la mise en scène de la révolte des islamistes fanatiques de Syrie). Le Droit international est en constante évolution apparente depuis 1945. En réalité, il n'est jamais que l'application policée

du droit du plus fort, soit la reprise de l'antique « *Droit du poing* », au service des puissances d'argent.

Les attentats de septembre 2001 ont fourni aux gouvernants des U.S.A. le prétexte, non seulement pour annihiler une partie des libertés garanties aux citoyens U.S. par la Constitution et son 1^{er} amendement, mais aussi pour étendre à l'étranger leur très illégal *imperium*.

Grâce à l'*U.S.A. Patriot Act* du 21 octobre 2001, l'exécutif U.S. a désormais le pouvoir de placer en détention administrative tout individu suspect de « *menées terroristes* » (le mettant stricto sensu hors la loi), mais aussi celui de contraindre les institutions financières, U.S. ou étrangères ayant un bureau sur le territoire des U.S.A., de répondre en moins de quatre jours à toute requête émanant d'une agence fédérale concernant un compte ou des mouvements de capitaux, et cela pour toutes les agences de ces banques, sociétés de courtage ou de gestion de fonds d'investissements, où qu'elles soient installées sur la planète. Le terrorisme islamique a permis d'institutionnaliser la « *globalisation financière* ».

Une décennie plus tôt, la première guerre menée contre l'Irak, à la suite de l'occupation du Koweït sur l'ordre du dictateur irakien Saddam Hussein, avait été l'occasion pour les théoriciens U.S. de politique étrangère de fourbir leurs arguments de propagande. Les usages de la Seconde Guerre mondiale étaient de nouveau à la mode. « *Si une nation n'est pas prête à suivre l'exemple américain, elle mérite que ses concitoyens tombent sous les bombardements* » (Dôle, 1996). On en revenait au « *massacre anonyme des non-élus* » (même source). Le « *Devoir de mémoire* » n'avait pas fonctionné à propos de Dresde ou de Hambourg, deux cités anéanties et leur population civile exterminée par les preux chevaliers de la Croisade pour la Liberté, le Droit et la Démocratie.

Il est piquant de constater qu'après l'application de ce grand principe à l'Irak, pour réintégrer ses gisements pétroliers dans l'économie planétaire à l'issue de la seconde guerre d'Irak, le successeur de George Walker Bush Junior, Barack Obama, nanti d'un Prix Nobel de la Paix avant même d'avoir œuvré (ce qui a fait du bien à ses finances personnelles), a fomenté des « *insurrections spontanées des peuples opprimés* » dans une multitude d'États (Tunisie, Égypte, Libye, Syrie, Mali, échouant de peu au Yémen et au Nigeria) et pour le seul profit des fanatiques islamistes. On y reviendra, car la véritable personnalité de ce Président des U.S.A. n'est peut-être pas aussi simple qu'on veut nous le faire croire. Avec lui, la politique impérialiste des U.S.A. est toujours déterminée par les objectifs économiques, mais ceux-ci ont un peu évolué ; en outre, ses motivations personnelles sont peut-être beaucoup moins claires que ce qu'en disent les commentateurs.

On peut noter que ce grand démocrate nobélisé a autorisé la poursuite des écoutes téléphoniques et la surveillance des blogs de discussion sur le Net par les sbires de la N.S.A., initialement ordonnées en 2001 par George W. Bush, dans les suites immédiates des attentats islamistes de septembre. La révélation des turpitudes de l'administration Obama, en juin 2013, n'a donné lieu qu'à de faibles commentaires dans les media officiels.

Les présidents Bush père et fils ou William Clinton étaient éminemment prévisibles, étant au service de l'économie globale et, de ce fait, très sensibles aux intérêts de l'État d'Israël (Ryn, 2003 ; Mearsheimer, 2007). Pour ces *W.A.S.P. (White Anglo-Saxons Puritans)*, au puritanisme d'ailleurs fort hypocrite, « *l'Oncle Sam était devenu le Messie lui-même* » (Fath, 2004) ; c'était du moins un argument de propagande à usage interne. La réalité, évidente pour les observateurs étrangers, faisait de la puissance U.S. le bras armé de son économie et c'était logique, à défaut d'être agréable pour les non-Américains.

Le métis Obama s'avère beaucoup plus complexe dans ses motivations, dont le racisme anti-Blanc semble être, à l'observateur blanc par définition partial, une composante essentielle, mais pas unique (cf. infra). Les années 2010-2013 ont été l'occasion d'un revirement spectaculaire de la politique étrangère et militaire des U.S.A. Le rôle de « *peuple élu de Dieu* » semble passer de celui des U.S.A. au monde islamique, et c'est moins drôle encore et surtout bien moins logique.

À l'évidence, les maîtres du Pouvoir économique préfèrent parier, désormais, sur les produits pétroliers et sur le contrôle de l'informatique. Du coup, le soutien (ruineux pour l'État U.S.) à l'État d'Israël n'est plus une priorité. La cyber-piraterie est promue au rang d'arme stratégique et l'alliance avec les milliardaires, en grande partie musulmans, du pétrole au Moyen-Orient, en Afrique (Nigeria, Angola et Cabinda, Gabon qui échappera vite à l'influence française) et en Asie du Sud (Indonésie et Malaisie) en est devenue une autre, pour s'opposer au nouveau concurrent chinois.

L'islamisme devient un moyen, tant pour casser l'esprit de résistance des Européens et des Chinois (cf. infra), que pour mieux dominer la manne pétrolière, dont on hausse la valeur en faisant proclamer par les employés des media que son extraction est proche de l'épuisement, soit un thème qui faisait déjà florès durant l'Entre-deux-Guerres (in Zischka, 1934).

Tout ce qui a été écrit sur la politique étrangère des U.S.A. avant l'année 2008 est obsolète. La tornade financière liée à la forfaiture des Subprimes (Lewis, 2011, et infra), l'exceptionnel accroissement de la Dette de l'État U.S. et de la Dette sociale (Médicare), sous la gouvernance démagogique d'Obama (cf. infra), les difficultés économiques du pays où le déficit de la balance commerciale n'a jamais été aussi catastrophique, ont amené les maîtres U.S. à effectuer un virage idéologique et à en répercuter les conséquences sur le reste du monde. Du messianisme chrétien délirant de George Bush junior, l'on est passé à un soutien massif à l'islamisme militant : on peut faire confiance aux patrons des multinationales pour nous présenter, dans les années à venir, à la fois la facture de leur nouveau choix et les conséquences sociales et culturelles de celui-ci.

Depuis les années 1980, l'ère mondialiste est, pour les maîtres, une course folle à l'argent facile (entendons : des superbénéfices obtenus par une spéculation effrénée sur toutes les valeurs possibles, des « *produits financiers* » aux matières premières, par une production moins coûteuse parce que délocalisée, et par une consommation artificiellement dopée grâce au crédit et à l'argent des contribuables, détourné par les élus au profit des bénéficiaires des régimes de protection sociale).

Tout est artificiel dans cette économie globale, peut-être au bord de l'implosion. Pour le vulgum pecus, c'est la civilisation de l'hyperconsommation et du gâchis. Il est évident que la course au bien-être est parfaitement légitime, mais le snobisme de la course à la nouveauté ne l'est guère.

Pour le spéculateur, le jeu est à la fois excitant et dangereux, ce qui en accroît l'attrait. Pour les bénéficiaires de la charité publique ou privée, la situation est difficilement tenable, au plan moral, et c'est la cause majeure de l'instabilité sociale des pays d'Europe occidentale.

La peur rend les marchés volatiles, car la spéculation est en grande partie fondée sur du vent. La Bourse ne reflète plus, depuis la fin des années 1980, la santé, bonne ou médiocre, des entreprises. Elle est devenue l'endroit où des milliards de dollars, créés sur l'ordre du Président des U.S.A. sensible aux financiers qui lui murmurent ou lui imposent leurs souhaits, sont investis non pas en valeurs, mais en un pari sur des gains rapides : de « *l'argent facile* », non produit par du travail. Des sommes folles sont enregistrées, sans la moindre garantie le plus souvent, au nom d'agents de change et de traders qui représentent des riches qui veulent devenir super-riches, sans effort. C'est un excellent stigmatisme de dégénérescence morale.

L'histoire contemporaine regorge de banqueroutes privées et du refus, par les États, d'honorer leur Dette. À Wall Street, l'on a enregistré 4 paniques boursières pour la seconde moitié du XIX^e siècle (1857, 1873, 1893 et 1896) et 4 pour la première moitié du siècle suivant (1907, 1913, 1929, 1937). Si, à la fin des années 1990 et au début du XXI^e siècle, les établissements financiers occidentaux ont été secoués par les effondrements successifs de spéculateurs d'Extrême-Orient, les paniques des années 2008 et 2011 sont bien nées aux U.S.A.

Dans tous les cas, ces débâcles financières sont issues du jeu immoral d'hommes et de femmes dévorés d'une avidité pathologique, qui est parfois le reflet d'une maladie mentale (comme la paranoïa), ou témoigne plus souvent de deux constantes du comportement humain : l'égoïsme et la joie de nuire à autrui.

Depuis la décision du Président Richard Nixon, prise le 15 août 1971, de laisser flotter le dollar et de supprimer sa convertibilité en or, l'émission de cette monnaie de référence internationale est devenue folle, ne dépendant que du bon vouloir des vrais maîtres de la politique des U.S.A. Par ailleurs, les mouvements internationaux des capitaux flottants ne sont absolument pas régulés, ce qui génère une profonde instabilité économique par la répétition de crises financières et boursières artificielles, ayant pour seule origine la spéculation de quelques milliers de rapaces.

En 1933, lors de la phase d'installation du *New Deal*, le Congrès U.S. avait voté le *Glass-Steagall Act*, soit une loi différenciant les banques de dépôts des banques d'investissements, pour éviter la reproduction d'une crise financière de même mécanisme que celle de 1929. Combattue durant les années 1970 par des économistes « *libéraux* » au service d'entreprises de spéculation, cette loi sage sera abrogée dans tous les pays au mode de vie occidental. La loi de désintermédiation fut votée en France mitterrandienne en 1984, et le 12 novembre 1999 aux U.S.A., où la résistance

fut paradoxalement plus longue, parce que l'on se souvenait du désastre économique et moral de longue durée, provoqué par la crise de 1929.

Les crises économiques qui suivent les paniques financières, nées de l'effondrement de spéculateurs dépourvus de garanties, jettent des millions de travailleurs dans la dévalorisation et les ruines matérielles du chômage. Les contribuables naïfs, manipulés par des élus idiots ou corrompus, règlent la facture des flambeurs de la finance, coupables de grivèlerie sociale.

Un observateur à peine attentif peut déceler l'état de panique des spéculateurs en suivant le cours de l'or, du platine ou des pierres précieuses (ces cours se sont emballés en 2011-2012), accessoirement celui des œuvres d'art. Bien mieux que l'état des valeurs immobilières dans les grandes métropoles, le cours de ces matières rares donc précieuses, aisément transportables de surcroît, sert de véritable baromètre économique. Le refuge dans ces valeurs témoigne de la panique des financiers un moment ébranlés, avant que leur cerveau fertile en expédients imagine de nouvelles sources de gains énormes et rapidement obtenus.

On est fort loin des idées du « *vil nazi* », tant conquis à juste titre pour ses crimes, mais dont les réflexions économiques et sociales témoignaient d'une autre conception de la « *justice sociale* » que celle serinée par les pitres actuels. « *Là où l'argent ne représente pas du travail, il est pour moi sans valeur* » (Adolf Hitler, le 18 mai 1944). Le Führer du III^e Reich, homme d'une exceptionnelle probité, a toujours refusé un salaire ou une indemnité en tant que Chancelier ou chef de l'État. Il a lutté constamment contre la corruption politique et administrative, au point d'interdire aux fonctionnaires de l'État et du Parti unique de posséder le moindre titre boursier. Assurément, il n'aurait guère aimé le monde actuel, mais il n'est pas sûr que son concurrent FDR, lui aussi étranger à toute corruption personnelle, ou Charles de Gaulle (qui n'était malhonnête que dans la manipulation des idées et des hommes) auraient aimé le monde où les nouveaux maîtres nous imposent de vivre.

Pour le nouveau « *pékin* » (avant la Grande Guerre, ce terme méprisant désignait le civil dans une société dominée par l'arrogance des guerriers ; de nos jours, il pourrait désigner la vache à lait du système : l'acheteur et le contribuable lambda), ce monde est celui de l'insatisfaction permanente et de l'hyperconsommation compulsive, induite par la publicité et le crédit, les deux piliers de l'économie mondialiste.

Cette économie a nécessité l'élaboration et la diffusion de nouveaux concepts dont celui de l'obsolescence dirigée par la publicité et celui du parasitisme commercial. Le monde actuel est celui du jetable et du « *vite démodé* », mais également celui du *packaging* (c'est-à-dire de l'emballage cher, ce qui est une façon comme une autre de vendre du vent et d'engraisser des intermédiaires fondamentalement inutiles).

Effectivement, l'économie globale multiplie les intermédiaires, par opposition aux économies dirigées par l'État. En 1776, dans la première édition du maître livre d'Adam Smith (*Nature et cause de la santé des nations*), le lecteur apprenait que la part des richesses consommées annuellement dans un pays n'engendrait ni revenu ni

profit. C'était déjà une erreur à cette époque où œuvraient des négociants plus ou moins spécialisés dans le commerce de tel ou tel produit, en plus des vendeurs au détail. De nos jours, cette affirmation est une énorme ânerie : les intermédiaires se sont multipliés en diversifiant leurs activités, qui accroissent singulièrement les prix de vente. On comprend l'impopularité, chez les historiens et les économistes au service du vrai Pouvoir, des régimes populistes modernes qui ont tous réduit considérablement le nombre et l'influence des intermédiaires du circuit économique, considérés comme des parasites commerciaux.

En revanche, la société actuelle est parfaitement adaptée à l'esprit des femmes et des adolescents, à l'esprit de l'hédoniste et du psychopathe. Tous sont d'énormes consommateurs, l'adolescent et le psychopathe vivant en parasites sociaux, le premier aux dépens de sa famille, le second au crochet de ses victimes, consentantes ou non. Le système limbique (l'archéo-cortex, cf. Plouvier, 2012), orienté vers les émotions et la sexualité, est la cible privilégiée du Méphisto de l'économie contemporaine : le publicitaire.

En 2009, après la tornade financière liée aux escroqueries du système de ventes immobilières aux U.S.A., le *World Economic Forum* (W.E.F., une officine d'endoctrinement des hommes et des femmes des media) a fait passer un nouveau message : seule la consommation est bonne ; l'épargnant est un dangereux anarchiste ! Le citoyen idéal du « *village mondial* » est l'individu esclave de ses jouissances matérielles. Pour satisfaire le sens moral de l'acheteur, le mondialisme commercialise même de l'humanitaire comme il vend des cosmétiques et des produits d'hygiène, ce qui a permis l'éclosion d'une nouvelle forme d'escroquerie : l'arnaque humanitaire.

On ne compte plus les très médiatiques bienfaiteurs de l'humanité souffrante qui sont surpris au volant de voitures de sport enregistrées au nom collectif d'associations caritatives ou d'O.N.G. (ces Organisations Non Gouvernementales, si virulentes dans la défense des droits catégoriels) ou vivant dans le luxe grâce à une curieuse répartition des dons faits à la recherche scientifique ou médicale : la Porsche de l'Association des Pièces Jaunes, la Ferrari de Médecins Sans Frontières, le cas Crozemarkie sont dans toutes les mémoires françaises ou devraient l'être.

La croissance des P.I.B. (les Produits Intérieurs Bruts des États) peut être réelle, correspondant à la production de biens de consommation ou d'équipement et de services utiles, ou elle peut être factice, liée à une prolifération d'emplois inutiles. Depuis les années 1980, l'on a multipliés les diplômes grotesques et les professions parasitaires, aussi bien dans le secteur public (qui sert à caser des amis politiques, maçonniques ou communautaires, des protégés syndicaux, des rejetons incapables) que dans le privé, où des emplois de prestige, dévolus à des vedettes médiatiques, servent à leurrer un public de gogos.

Loin de réaliser le rêve rooseveltien, la mondialisation de tous les aspects de la vie, publique et privée, n'a accouché que d'une ploutocratie amorale, dévalorisante, humainement inefficace, donc rapidement périssable. La faible durée a toujours été la caractéristique des projets de société dépourvus d'idéal. Politiquement, socialement, intellectuellement et spirituellement, la société actuelle est lamentable et son prétendu

point fort, l'économie, est instable du fait de la course effrénée à l'argent facile, aux superprofits engrangés à court terme. C'est non seulement un régime amoral ; c'est surtout un système imbécile par la courte vue des maîtres d'un jeu où tout le système repose sur le surendettement.

Le crédit est vieux comme l'organisation urbaine. Au 18^e siècle avant notre ère, le Code Hammourabi fixait les règles du crédit pour la Mésopotamie et fut imité un peu partout au Moyen-Orient, aussi bien dans le taux maximum de l'intérêt que dans la pratique de l'esclavage pour dette et sa limitation maximale dans le temps (trois ans pour les Assyriens et les Babyloniens, six ans chez les Hébreux). L'esclavage pour dette fut interdit en Athènes par Solon, au 6^e siècle (Gelpi, 1994). Par la suite, les taux d'intérêt varièrent beaucoup selon les lieux et les époques, en fonction de la rareté ou de l'abondance en métaux précieux, de la nature du gage et du risque encouru.

Longtemps, il ne s'est agi que de prêts d'équipement, destinés à l'achat de matériel, de terres et de matières premières, pour les agriculteurs et les artisans, ou de prêts pour le négoce maritime et terrestre (et les taux d'intérêts envers les négociants maritimes étaient supérieurs aux autres prêts d'équipement, les risques encourus par le prêteur et l'emprunteur étant bien plus grands). Le principe était simple : le prêt était gagé par les biens produits ou par la réputation de bon travailleur de l'emprunteur. Certes, le crédit à la consommation a existé aux temps antiques, mais il ne concernait que les très hauts personnages, éminemment solvables par la qualité et la quantité de leurs biens (terres, bijoux, vaisselle, meubles, objets d'art, esclaves, etc.).

Il y avait bien quelques idéalistes austères pour s'opposer au crédit (par exemple Platon et son élève Aristote) et divers utopistes pour estimer que, « *hommes et femmes étant tous frères et sœurs en Jésus Christ* », la pratique du prêt sans intérêt, ou « *gratuit* », que les Juifs étaient censés réaliser exclusivement entre eux par respect des stipulations du *Deutéronome* (chapitre XXIII, verset 20), devait être étendue aux chrétiens. À dire vrai, en Judée, un pharisien dénommé Hillel, au premier siècle de notre ère, avait inventé la fiction de l'intermédiaire goy, justifiant la prise d'intérêt d'un prêteur juif sur l'emprunteur juif, puisque le prêt était censé provenir d'un Goy !

À Byzance, le Code Justinien autorisait un intérêt annuel maximum de 12 % (si l'on préfère un intérêt d'1 % par mois). En 789, Charlemagne en revint à la stricte orthodoxie chrétienne, interdisant la prise d'intérêt : on en revenait à la charitable pratique du prêt gratuit (Le Goff, 1986 ; Gelpi, 1994). Certes, par définition, la charité est un don gratuit, sans espoir de réciprocité, mais qui, hormis le saint, personnage d'exception, pousserait l'héroïsme à la pratiquer en tous temps et envers tout le monde ? Le clergé chrétien pratiquait une confusion sémantique, passant un peu trop facilement de l'idéal religieux, manifestement inaccessible au plus grand nombre, à la vie économique, dont les réalités triviales exigent un principe de rentabilité. Le prêt gratuit fut très vite abandonné, dès le IX^e siècle, faute de philanthrope.

Néanmoins, au XI^e siècle, sous l'influence de saint Anselme, archevêque de Canterbury, l'usure (au sens antique du terme, soit la prise d'un intérêt pour un prêt de monnaie) fut assimilée au vol : l'intérêt s'accumulant du seul fait de la durée du prêt, les théologiens prétendaient que le prêteur volait son débiteur en monnayant le temps

(la durée) qui « *n'appartient qu'à Dieu* » (excellent développement in Le Goff, 1986) ... ou comment freiner l'activité économique par l'effet du fanatisme religieux !

De fait, les hommes et les femmes faisant le commerce de l'argent n'ont jamais été des naïfs, ni des tendres, et n'ont pas à l'être. On ne prêtait qu'aux individus solvables du fait de leurs biens, qui étaient autant de gages, ou de leur activité, reconnue productrice de biens ou de services. Le prêt d'argent était moins un pari sur l'avenir qu'une avance sur une production escomptée de richesses négociables. On ne « *prêtait qu'aux riches* », réels, supposés tels, ou en devenir.

Très vite, d'ailleurs, même chez les clercs, on en revint au sens des réalités prosaïques et dès la fin du XI^e siècle l'usure prenait sa signification moderne, soit un intérêt excessif, dépassant le niveau légalement autorisé. Au XIII^e siècle, lors de la seconde renaissance médiévale, le taux légal de l'intérêt avoisinait 33,5 % l'an, aussi bien dans le royaume de Saint Louis qu'à Florence ou dans le royaume d'Angleterre (Le Goff, 1986), ce fort taux étant commandé par une pénurie de métaux précieux.

L'activité de banquier était très réglementée par le pouvoir régalién et ses principes étaient fondés sur le bon sens... et ce ne fut jamais, en Occident, une activité exclusivement dévolue aux Juifs (en dépit d'une légende créée au XIX^e siècle, inventée pour expliquer l'extrême popularité en Europe de l'antijudaïsme : on créait un prétexte plausible, différent du refus d'assimilation des Juifs, passant sous silence leur endogamie méprisante envers les Goyim). Au Moyen Âge, nul ne s'indignait du prêt à intérêt des Juifs envers les non-Juifs à condition que ne fut pas exigé d'intérêt excessif : le prêt gratuit n'était envisagé par les théologiens chrétiens qu'entre chrétiens (Le Goff, 1986). Il en allait de même, au moins théoriquement on l'a vu, entre Juifs.

Le crédit à la consommation fut vigoureusement combattu par les théoriciens européens de l'économie au XVIII^e siècle et dans la première moitié du XIX^e, soit à l'époque où il s'implantait massivement aux U.S.A. (Gelpi, 1994). Les théoriciens sont souvent en retard d'une guerre, économique ou militaire. Aux U.S.A., puis en Europe occidentale, le crédit fit exploser la consommation et croître le confort de vie des salariés solvables. Il est évident qu'une société où l'on vit en grande partie à crédit a besoin d'une forte croissance et du plein emploi : le surendettement ne démasque ses effets qu'en période de récession économique et de chômage intense.

La dernière période d'inflation du crédit à la consommation a débuté aux U.S.A. en 1993, après une courte crise de doute de l'opinion publique désarçonnée à la fois par le coup de main de Saddam Hussein sur le Koweït et ses gisements pétroliers et par le chaos créé en Europe par l'effondrement de l'U.R.S.S. La pratique du crédit d'équipement (essentiellement destiné au logement) s'est envolée vers des cimes dangereuses au milieu des années 2000 (cf. infra).

En Europe, l'on a suivi l'exemple U.S., de façon plus ou moins rapide selon l'état des économies : un peu plus tôt en Grande-Bretagne et en Allemagne, deux États bien gérés, un peu plus tard en France, où le plafond des 3 millions de chômeurs, atteint un peu avant le milieu des années 1980, a été crevé l'année 1993. Le nouveau plafond, celui des 4 millions de chômeurs effectifs (qui ne sont pas obligatoirement

tous pris en compte par les statistiques officielles), a été dépassé à l'automne de l'année 2012.

*

*

*

« *Le capital doit servir l'économie
et l'économie doit servir le peuple* »

Adolf Hitler, le 23 mars 1933

... il faut réellement être un « *vil nazi* » pour débiter de telles inepties !

C'est un truisme, depuis une vingtaine d'années, que d'évoquer le surendettement de certains ménages. Or, les États ont fait pire que les particuliers, exposant les peuples au péril de la banqueroute, c'est-à-dire à la misère pour la décennie suivante, ou au généreux transfert d'une Dette colossale aux générations suivantes. Dans tous les cas, qu'il s'agisse des consommateurs individuels, des couples ou des élus preneurs de décisions, la conduite qui a généré cette situation absurde témoigne d'une malhonnêteté, souvent dénommée « *irresponsabilité* », et l'on perçoit l'avantage de cette ambiguïté sémantique. Les « *irresponsables* » n'ont pas à être jugés, étant placés de façon immémoriale hors du schéma judiciaire. C'est une disposition légale bien pratique : irresponsables, donc non coupables !

Par ses décisions financières du 15 août 1971, déjà présentées, Richard Nixon a déclenché l'inflation permanente dans le « *bloc dollar* ». Avant cette date, la masse de billets verts circulante était d'environ 1000 milliards de dollars, gagée sur l'or de Fort Knox. Elle double en 10 ans et atteint 10 000 milliards en 2005, non gagée ; grossièrement la masse de dollars en circulation a doublé tous les 10 ans depuis 40 années (Bonner, 2006). C'est ce que certains, avant le 11 septembre 2001, appelaient la *Pax dollarium*, paix et prospérité non pas factices, mais reposant sur l'inflation de la monnaie internationale par excellence et sur l'emprunt non ou mal gagé.

La fin des *Golden Sixties* en Europe tient autant à la décision de Nixon (qui a marqué le début de la « *guerre économique mondiale* », comme on l'enseigne à tous les étudiants en sciences économiques) qu'aux chocs pétroliers qui se sont succédés à partir de 1973. Durant les deux années 1973-74, s'ensuivent : la réapparition du chômage de masse en Europe et au Japon (1 million pour la France, en 1974 ; 1,5 au début de 1981 ; les mesures d'intégration à l'économie globale - entendre : les délocalisations - prises par les équipes mises en place par François Mitterrand, le feront pratiquement doubler en trois ans) et l'inflation qui ne disparaîtra qu'au milieu des années 1980. La reprise économique ne sera assurée que par une innovation technique, l'informatique, juste à temps pour donner un formidable espace de spéculation aux requins d'affaires de l'ère mondialiste.

C'est une constante en économie : pour liquider une crise, il faut soit recourir à une guerre de longue durée, extraordinairement dévoreuse de biens (ce fut le pari de FDR, à partir de 1937, et c'était la solution jugée idéale par les universitaires U.S. qui

ont accouché du travail paru de façon anonyme en 1968), soit exploiter une innovation technique majeure (machines à vapeur, chemin de fer, électrification, moteur à explosion, aéronautique, informatique).

De 1945 à 2005, l'empire U.S. s'est engagé dans 111 actions militaires (Bonner, 2006) et a entretenu 725 bases militaires dans 120 pays (Johnson, 2003). Le budget militaire officiel des U.S.A., en 2004, représentait 3,3 % du P.N.B., ce qui n'était pas excessif puisque le P.N.B. de ce pays croissait de 4 % / an de 2000 à 2005 (Bonner, 2006). Depuis 2005, les gouvernants des U.S.A. ont poursuivi leurs actions belliqueuses, soit directement, soit par l'entremise, moins coûteuse pour eux, de leurs valets de l'O.T.A.N.

La consommation massive, et non plus seulement la consommation des masses, est l'autre solution envisagée par les praticiens de l'ère mondialiste. Pour stimuler artificiellement la croissance, on stimule l'hyperconsommation, c'est-à-dire une quantité de dépenses parfaitement superflues, notamment le remplacement à cadence accélérée de produits encore utilisables, mais que la publicité présente comme démodés, vieillots, selon la technique de l'obsolescence dirigée. Chaque minime ajout aux jeux vidéo, ordinateurs ou téléphones portables, est élevé au rang de « *révolution technologique* ». On peut ainsi créer une pseudo-révolution technique par lustre, juste le temps qu'il faut pour lancer et diffuser le produit, avant de le déclarer démodé. La génération des consommateurs pré-pubères ou adolescents est parfaitement adaptée à cette technique de vente ; c'est d'ailleurs la cible favorite de la dernière génération de publicitaires.

Pour ce faire, l'on stimule le recours au crédit à la consommation pour les particuliers, et aux biens d'équipement de prestige pour les élus démagogues. Et c'est là que tout se gâte, car un beau jour il faut bien que les banques et autres organismes de prêt récupèrent intérêts et capitaux avancés.

Il est naturel qu'au cours d'une guerre les participants ne se fassent pas de cadeau. Il est moins naturel que, lorsque l'un des protagonistes commet une énorme erreur, il veuille en faire payer les conséquences par d'autres. C'est ce que l'on a pu constater à l'occasion des crises financières made in U.S.A. de 2007-2011.

Durant les années 2003-2011, l'on pratique aux U.S.A. des taux d'intérêts fort bas pour stimuler la consommation et le marché immobilier et, comme en 1925-29, cela excite la spéculation (ou, comme l'on disait autrefois : l'agiotage boursier). Jamais, les actions cotées par le Dow Jones de Wall Street n'ont atteint de telles valeurs, avant la chute libre de 2008 et sa récurrence en 2011.

En 2004, George Bush junior a parlé de « *révolution démocratique globale* » à propos de l'hyperconsommation, soit une consommation effrénée, générée par un surendettement, que l'on allait instaurer partout sur la planète, singulièrement dans les États débarrassés du fanatisme islamique grâce à l'action guerrière, à haute teneur morale, des armées U.S. et des forces alliées. Comme chacun sait, l'Afghanistan et l'Irak sont plutôt devenus des champs de ruines que des sites d'hyperconsommation (Filkins, 2008) et la Syrie est en passe d'en devenir un autre.

L'énorme bond de la consommation intérieure U.S., indéniablement stimulée par les bas taux d'intérêts, a plutôt profité aux importateurs. En 2005, le déficit du commerce extérieur U.S. avait atteint le record de 726 milliards de dollars ; ce record a été pulvérisé par la suite. La consommation U.S. a généré le boom économique chinois et sud-coréen.

Vers 1980, soit avant le début de « *l'expérience mondialiste* », plus exactement avant l'instauration de l'économie globale, le P.M.B. (Produit Mondial Brut) annuel était estimé à 10 000 milliards de dollars ; en 2000, malgré la débâcle financière en Asie, il atteint 30 000 milliards et, en 2008, avant la tornade financière made in U.S.A., il avoisine le record des 55 000 milliards de dollars. En trente années, il a explosé, étant multiplié par cinq. Ni la production de richesses tangibles ni les capacités financières des nations ne peuvent expliquer cette envolée. L'explosion est factice, fondée sur une gigantesque inflation de crédit, infiniment plus grande que celle qui avait engendré la crise de 1929.

La Dette U.S. est issue des déficits budgétaires accumulés au fil des décennies. C'est FDR qui a inventé la technique du déficit gigantesque, alors inconnu aux U.S.A. (détails in Plouvier, 2011). Le déficit du budget U.S. en 2004 (administration Bush) était de 412 milliards de dollars pour un P.I.B. estimé, de façon peut être un peu excessive, aux alentours de 11 000 milliards (Bonner, 2006).

En 1981, la Dette fédérale U.S. était de 1 000 milliards de dollars ; en 1989, à la fin de la première décennie d'économie globale, elle est de 2600 milliards ; elle passe à 4 000 en 1992 et à 7 800 en 2005, après les guerres de George Bush junior. En 2013, la note à régler paraît, à juste titre, effrayante.

À l'issue du règne de la première administration Obama (2009-2012), qui a poursuivi la guerre d'Irak (coûtant 1 milliard de dollars / semaine) et entrepris de somptueuses dépenses sociales (représentant 27 % du budget U.S. en 2005, elles ont explosé depuis 2008), la Dette fédérale passe de 14 294 milliards de dollars, en juillet 2011, à un peu plus de 16 700 milliards (100 % du P.I.B.) au milieu de mars 2013 : Bush junior fait presque figure de bon administrateur en comparaison de son lamentable successeur, le très démagogue Obama !

45 % de la Dette U.S. sont détenus par des étrangers : la Chine en détient 25 % ; en 2003, la Banque Centrale du Japon détenait 700 milliards de dollars en Bons du Trésor U.S. et en billets de banque, et celle de Chine la moitié moins (in Bonner, 2006). Il faut bien soutenir l'El Dorado U.S., le grand pays importateur de produits chinois, japonais ou coréens (du Sud).

La Dette colossale de l'État fédéral U.S. n'est que la partie émergée de l'iceberg. La Dette sociale (Medicare - les soins médicaux à ceux qui ne peuvent ou ne veulent se payer une assurance de soins privée - et les retraites garanties par l'État) était estimée à 22 000 milliards de dollars en 2004 ; Obama l'a fait exploser à partir de 2008. Et il ne faudrait pas oublier que chacun des 50 États de l'Union est également endetté.

L'endettement des libres citoyens U.S. est lui aussi pharaonique, ayant crû de 36 % entre les années 2002 et 2006 : on estimait en 2003 l'endettement privé à 15 000

dollars / habitant (8 000 en prêts hypothécaires et 7 000 en prêts à la consommation) ; en janvier 2005, l'endettement privé était estimé à 8 500 milliards de dollars et celui des entreprises cotées à la Bourse de Wall Street à 5 200 milliards de dollars (Bonner 2006). Le lecteur peut s'il le souhaite additionner l'ardoise de « *l'Empire des dettes* ». En 2012, on atteignait, pour les seuls U.S.A., une estimation chiffrée entre 53 et 55 000 milliards de dollars, soit une année de revenu mondial.

La tornade financière de 2008 a totalement modifié la donne et s'explique par une spécificité U.S. Dès le commencement de l'économie globale, l'on a assisté aux U.S.A. à un « *boom de l'immobilier* », en réalité à une spéculation effrénée, déclenchant une course poursuite entre les prix et le surendettement des citoyens leur permettant de devenir ou de rester propriétaires de leur logement (par exemple, après un divorce).

Depuis l'année 2005, sous la pression des associations antiracistes (les « *nouveaux humanistes* » qui, à l'instar de nos socialistes européens, sont généreux avec l'argent des autres et ne réfléchissent jamais aux conséquences à moyen terme de leur « *générosité* » législative), les banques U.S. ont, pour la première fois de leur histoire, massivement prêté des dollars aux minorités colorées pour leur permettre d'acheter leur *home*. « *Un propriétaire est un vrai citoyen* », disait Fichte ; encore faut-il avoir les moyens et la mentalité idoine pour rembourser son prêt.

C'est ce que l'on appelle le « *marché des subprimes* » : des prêts imprudemment octroyés, sans étude de leur solvabilité, aux débiteurs douteux, jusque-là jugés « *inéligibles pour les prêts immobiliers* », et proposés durant les deux premières années à un taux d'intérêt dérisoire, d'où le terme de *subprime* (Lewis, 2011).

Ce système, contraire à toutes les règles de prudence bancaire, avait pour finalité machiavélique de fournir deux primes à chaque établissement financier : la première, lors de la signature du prêt, et une seconde, lors de la renégociation du taux d'intérêt au bout des deux premières années. En outre, on a lancé ce pari fort risqué (et c'est un délicat euphémisme), au moment où les spéculateurs immobiliers gonflaient artificiellement le prix de vente des terrains à bâtir et des logements à céder. Et seuls des naïfs estiment qu'il s'agit d'une simple et malencontreuse coïncidence.

Les banques d'investissements U.S. se sont prémunies contre les risques d'implosion financière (le « *risque de défaut de paiement* ») auprès de grandes compagnies d'assurances (telle l'A.I.G.), sous l'œil en principe sagace des experts d'agences de notation, telles Moody's ou Standard and Poors, dont le rôle est de repérer le bon débiteur et de dépister le futur insolvable (les intérêts, renégociés au bout de deux ans, sont établis en fonction de leur note). Les emprunts immobiliers ont alors été transformés en titres, les M.B.S. (Mortgage Backed Securities), négociables sur le marché financier, de façon à amortir les risques en les étalant sur un maximum de ré-investisseurs.

Les agents bancaires, pour grossir leur nombre de primes, ont accepté n'importe qui, sans s'intéresser à la solvabilité du candidat ni à son mode vie, dépensier ou non. Les employés des agences de notation ont bâclé leur travail. Les investisseurs

(banques, compagnies d'assurances, fonds de pension et d'investissements) ont acheté de confiance les titres M.B.S. Toute la chaîne des courtiers en produits financiers a été impliquée, dans cette « *arnaque du siècle* » (Lewis, 2011), chaque intermédiaire commercial ou financier prenant sa commission au passage.

Les cerveaux de la banque Goldman Sachs (G.S., pour les intimes) se penchent avec sollicitude sur les débiteurs à haut risque et lancent sur le marché les C.D.O. (Collateral Debt Obligations), c'est-à-dire le produit de la mutualisation des créances hypothécaires à très haut risque, de façon à en débarrasser au maximum les banques et les compagnies d'assurances, où les directeurs commencent à paniquer. C'est alors que débute l'exécution programmée de l'épargne entreposée dans les fonds de pension et les fonds de placement.

On aurait pu penser que les financiers non concernés par les prêts immobiliers irrécupérables se tiendraient à distance de ces « *obligations pourries* ». Pas du tout ! Les experts des sociétés d'audit, qui sont grassement payées pour évaluer le degré de solvabilité de chaque futur débiteur, se sont laissé éblouir par les démonstrations statistiques des virtuoses des calculs de probabilités de G.S., et 400 milliards de dollars de dettes hypothécaires presque irrécupérables sont passées, de 2005 à 2007, des banques d'investissement aux fonds de placement et aux sociétés de refinancement.

Parallèlement, les premiers prêts hypothécaires « *pourris* » (octroyés à des emprunteurs insolubles de fait) arrivent à l'échéance des deux ans en 2007, faisant exploser le système : effondrement des prix immobiliers (et ils chutent encore de 25 % en 2009) et multiples carences de paiement. Les C.D.O. tombent à une valeur proche du zéro et les M.B.S. perdent 40 % de leur valeur.

La F.E.D. (Federal Reserve, le trust regroupant les grands établissements financiers privés des U.S.A.) soutient le marché immobilier, en 2009-2010, offrant une prime non remboursable de 8000 dollars à tout acheteur d'un logement, neuf ou vieux. En deux ans, cette dépense coûte 400 milliards de dollars à l'État fédéral (entendons : les contribuables). Quelques mentors de l'économie U.S., en général de la même origine ethnique que la majorité des promoteurs immobiliers et des marchands de biens, ont en effet proclamé que la bonne santé du marché immobilier était garante de la reprise économique (ce qui, en soi, est une véritable absurdité).

En juillet 2010, la F.E.D. jette l'éponge, l'État s'étant ruiné, moins par l'octroi de la prime immobilière que par le rachat des dettes hypothécaires pour soulager banques et organismes de refinancement (85 milliards de dollars ont été versés pour sauver l'A.I.G., qui avait « *sauté* » en septembre 2008). Les prêts immobiliers dépassent, en 2012, de plus de 700 milliards de dollars la valeur estimée des biens financés, mais la F.E.D. thésaurise, faute de pouvoir s'en débarrasser, pour 1 000 milliards de dollars de M.B.S.

En 2009, arguant de l'engouement fort stupide de quelques banquiers européens pour les calculs de probabilités des experts de G.S., les clowns du W.E.F. (cf. supra) concluent à une part de responsabilité des Européens dans la tornade financière et somment la Communauté Européenne de « *déréglementer le marché du travail* » (en clair, de supprimer la notion de salaire minimum interprofessionnel garanti) et de

« *refondre ses dispendieux systèmes de protection sociale* », pour se lancer dans la privatisation des systèmes de sécurité sociale, qui est une spécialité dominée par de grosses entreprises des U.S.A. On tente de compenser des pertes financières subies aux U.S.A. par des gains provenant d'Europe occidentale.

À dire vrai, les M.B.S. et C.D.O. ne sont que deux variétés de ces « *produits financiers* », comme le sont les « *obligations de pacotille* », surcotées bien qu'émises par des sociétés peu prospères : les « *Junk Bonds* », qu'en toute légalité les loups aux dents aiguisées multiplient depuis les années 1990, spéculant sur une hausse continue des cours boursiers, soit une espèce de fuite en avant et de pari sur l'avenir, un pari idiot étant donné que l'histoire des XIX^e et XX^e siècles est pleine de déroutes boursières liées à l'explosion de bulles spéculatives... mais les Banksters ignorent tout de l'histoire événementielle.

Ils préfèrent tabler sur « *la doctrine du rendement maximum, à tout prix et à court terme* » (Laulan, 2012) : l'argent facilement obtenu pour les traders et les actionnaires, en spéculant avec les fonds d'autrui et en prêtant plus d'argent que leur banque n'en dispose, grâce à l'astuce du Fractional Reserve Banking (F.R.B.). En clair, cette dernière technique revient à prêter le même argent (théorique) à plusieurs débiteurs à la fois.

Dans le soutien accordé par les Banques centrales aux États et aux grands établissements financiers, on utilise plusieurs fois le même titre, de façon à réaliser des « *refinancements sans endettement nouveau* » (Poitou, 2013) : c'est le principe du « *repo* », dont le marché était évalué, en 2012, à 8 000 milliards de dollars, et qui a pour but de maintenir un système financier en détresse du fait du surendettement généralisé.

FRB et « *repo* » sont deux techniques qu'au XIX^e siècle on eût taxées de « *cavalerie* », au sens pénal du terme, et qui, de nos jours, s'appellent des « *outils financiers nouveaux* ».

Les honorables financiers des entreprises Lehman's Brothers, Merrill Lynch ou Bear Stearns ont joué aux banquiers d'affaires, spéculant sur les titres, sans disposer de capitaux suffisants. Au XIX^e siècle, on les eût appelés des « *chevaliers d'industrie* ». Ils ont été déclarés faillis lors de la débâcle de 2008 et leurs actifs rachetés à bas prix par les poids lourds de leur catégorie (ceux de la Bear Stearns le furent par la J.P. Morgan Chase).

On n'est pas obligé de verser des pleurs sur la ruine de traders aventureux et d'authentiques Banksters, mais l'on doit s'interroger sur le devenir des retraités et des futurs retraités des U.S.A., puisque les gérants de leurs fonds de pension avaient été sensibles au charme vénéneux des premiers.

En 2011, pour les seuls U.S.A., les crédits irrécupérables sont estimés à 1500 milliards de dollars, soit l'équivalent de 11 % du P.I.B. Le non-initié ne peut que s'ébahir du « *professionnalisme* » des spécialistes de la prévision économique et financière et de celui des praticiens des institutions bancaires et des agences de notation, tous gens extraordinairement bien payés et fort considérés par les commentateurs des media.

En l'année 2011, les U.S.A. renouent avec le chômage de masse : 14 millions de chômeurs, soit 9 % de la population en âge de travailler, alors qu'il existe 18 millions d'immigrés, dont environ une dizaine de millions d'illégaux, selon le Centre des Études sur l'Immigration. Miraculeusement, avant l'élection présidentielle du novembre 2012, les statistiques officielles proclament un chiffre de chômeurs inférieur à 10 millions.

Tirant les leçons de cette élection, où la répartition ethnique des votes a été caricaturale (cf. infra), Obama proclame, au début de l'année 2013, sa volonté de régulariser la situation des immigrants illégaux, tablant sur un vote « *démocrate* » de leur part. C'est le même calcul imaginé par les socialistes français pour se maintenir en selle à moyen et long termes. Pourquoi se gêneraient-ils ? Leurs opinions publiques respectives sont tellement ignares et aveules qu'elles sont incapables de comprendre la nocivité extrême de ces mesures, reproduisant le célèbre Édit de Caracalla, qui fut l'une des causes majeures de dissolution de l'Empire romain d'Occident (Lama, 2010).

Au début de la seconde décennie du XXI^e siècle, 40 millions de citoyens U.S. (13 % de la population) vivent au-dessous du seuil de pauvreté (Laulan, 2012). Le commerce maritime et océanique mondial entre dans une récession catastrophique, rappelant la situation des années 1930-33 : entre l'été de 2008 et l'été de 2012, le fret a été divisé par dix. Il est évident que la situation est à la fois explosive en matière sociale et implosive en matière économique.

Pour l'heure, les commerçants U.S. baissent les prix de vente au détail, l'on fait tourner la machine à billets verts, l'État augmente les impôts, et Obama a promis de taxer davantage « *les riches* » après sa réélection, qui s'avère triomphale en novembre 2012. C'est presque une constante de l'histoire contemporaine : les pires gestionnaires sont toujours réélus « *dans un fauteuil* » (FDR en 1936, Churchill en 1951, Mitterrand en 1988 et Chirac en 2002... on s'étonnerait presque de la défaite de Sarkozy en 2012, si l'on oubliait l'extrême vulgarité du personnage et l'étalage indécent de son luxe de parvenu en une période de crise économique).

La reprise économique U.S. passe par une reprise des exportations, notamment vers l'Europe. Or, il n'y a pas que les libres citoyens des U.S.A. et leur État fédéral qui vivent au-dessus de leurs moyens.

Les négociants et les financiers U.S. se souviennent de la fabuleuse prospérité des années 1950-70, en grande partie entretenue par les échanges commerciaux entre les U.S.A. et l'Europe. Le sous-sol européen (Sibérie comprise) regorge de pétrole, de gaz, de minerais de cuivre, zinc, plomb, argent, étain, uranium, or, fer, titane, manganèse, chrome et de bauxite. Il serait malséant que les Européens exploitent seuls leurs richesses. Les revendications U.S. viennent à point : tout va mal aux States, mais aussi dans de nombreux pays d'Europe et pour les mêmes raisons.

En 1999, stimulés par les politiciens allemands, les moins sots et les moins corrompus d'Europe, les chefs d'États de la Communauté Européenne décident d'établir des « *règles de bonne conduite dans la gestion publique* » (ça fait toujours plaisir au bon peuple, même si cela ne dépasse guère le stade de la déclaration

d'intentions). Les Dettes d'État ne doivent pas dépasser 60 % du P.I.B. et le déficit budgétaire annuel ne doit pas dépasser 3 % du P.I.B. C'est d'ailleurs une curiosité, arithmétique autant sémantique, que cette double règle, car le déficit annuel autorisé, cumulé sur une vingtaine d'années, aboutit automatiquement à ce fameux plafond de la Dette. Ces « *règles de bonne conduite* » mènent au surendettement de la génération à venir.

En dépit des espérances, ridicules du fait de la non-harmonisation du coût social du travail et de l'énorme disparité entre les rendements des économies nationales, la monnaie européenne (presque) unique, l'euro, n'a aucunement modifié l'économie des États, si elle a stimulé l'inflation par une effarante montée des prix de détail, notamment en matière de produits alimentaires et de services.

Grâce aux lois de désintermédiation, supprimant la distinction entre banques de dépôts et banques d'affaires (cf. supra), les États ont pu s'endetter auprès des grandes banques, avec des taux d'intérêts variables selon la situation économique de chaque pays : de 3 % pour l'État allemand à 9,5 % pour le grec, en 2010. En France, cette « *loi pousse au crime de surendettement* » a été votée en 1984, sous le règne de François Mitterrand, un « *socialiste* » fort attentif aux souhaits des financiers internationaux, et qui restera dans l'histoire nationale l'homme qui a introduit le pays dans le système mondialiste, soit dans l'ère de l'économie globale et dans les conditions les plus défavorables pour les travailleurs français (les Allemands ont été beaucoup mieux servis par leurs politiciens « *de droite* »).

Par cette loi de désintermédiation, les grands banquiers peuvent, en toute légalité, prêter à des entreprises ou des États l'argent de leurs déposants. Ce peut être une bonne affaire si l'entreprise ou l'État sont prospères ; cela peut devenir catastrophique si l'on prête à des débiteurs surendettés ou insolvable.

On rappelle au lecteur quelques exemples de banqueroute étatique : celle des 2/3 de la Dette sous le Directoire (en septembre 1797) ; celle du Reich de Weimar, en 1923-25, où l'État a annulé d'un trait de plume 97,5 % de sa Dette, 85 % de la dette des entreprises privées et 75 % des dettes des individus (Plouvier, 2007, volume 1) ; celle de la III^e République française, en 1928, où 80 % de la Dette ont été « *effacés* » ; celle de la République argentine (où existe une forte tradition populiste), en 2005 et en opposition aux avis des « *experts* » du F.M.I. (devenu « *l'organisme central de l'usurocratie mondialiste* », selon la judicieuse expression d'Éric Delcroix), où l'on a diminué arbitrairement la Dette de 67 % et les banquiers internationaux ont bien été forcés de suivre, non sans grogner, c'est évident.

Les Européens ont vécu bien au-delà de leurs moyens, se laissant aller à la facilité de l'endettement. Cela ne tire pas trop à conséquence dans les zones de forte productivité (et l'on y inclut l'Italie du Nord), mais tourne à la catastrophe dans les pays méditerranéens où l'on n'est pas encore passé aux cadences de travail du monde contemporain. Qui connaît les aimables fantaisistes grecs, italiens ou espagnols du Sud, ne sera pas étonné des ennuis économiques de ces régions.

Même dans des pays où la productivité est bonne ou moyenne, l'on s'est adonné aux joies du surendettement aussi compulsif que la consommation d'alcool les

soirs de week-ends : ainsi de l'Islande (hors C.E.E. – Communauté Économique Européenne) et de l'Irlande, où les banques ont prêté, aux particuliers et aux entreprises, à hauteur de 10 fois le P.N.B. (Laulan, 2012). Y a-t-il quelqu'un pour réfléchir dans le milieu merveilleux de la banque ou nos géniaux financiers croient-ils que le monde est celui décrit par feu « Walt Disney » ?

En raison de faillites bancaires en Espagne, liées à la déroute des *subprimes* US, la Banque de la Communauté Européenne a dû prêter, en urgence, 750 milliards d'euros aux banques espagnoles, en 2010 et 2011. La très solide Deutsche Bank a été sévèrement touchée, pour avoir voulu goûter aux fruits pourris made in U.S.A.

Ceci n'est rien en comparaison des faillites annoncées d'États membres de la C.E.E. et du risque d'explosion de la monnaie (presque) commune, l'euro, les États sérieux rechignant à payer pour les paresseux ou les fantasques. La faillite grecque est un excellent exemple du laxisme des politiciens quand cette faiblesse coupable sert les intérêts des vrais maîtres.

La Grèce fut toujours un pays pauvre en ressources naturelles, riche en travailleurs de faible productivité, ne vivant pratiquement que d'agriculture, de pêche, de tourisme et d'armement naval. Durant la première décennie du nouveau siècle, le citoyen grec, jusque-là frugal, se veut « *européen* » et se lance dans la consommation... à crédit, bien sûr. En 2001, les experts de Goldman Sachs conseillent au gouvernement grec de camoufler l'ampleur de la Dette d'État pour continuer à engranger les prêts internationaux et pour ce faire l'on mutualise la Dette sous la forme d'obligations négociables sur les marchés financiers : c'est le même principe qui sera appliqué aux U.S.A. avec l'arnaque C.D.O.

Fin janvier 2009, un employé de Goldman Sachs fait courir un bobard répercuté par le *Financial Times* : le gouvernement chinois aurait refusé d'acheter 25 milliards d'euros d'obligations de l'État grec ! La nouvelle est fausse et n'a, bien sûr, pas été vérifiée par l'honorable journaliste ; elle provoque une panique (on a vu à quel point les financiers étaient gens craintifs). Georges Papandréou, le premier ministre grec, a révélé le pot aux roses en février 2010 : les banquiers de chez G.S. ont spéculé sur cette panique financière qu'ils avaient organisée de toutes pièces, rachetant les titres effondrés. La banque G.S. s'est beaucoup enrichie ; les Grecs, dont la Dette publique se monte à 160 % du P.I.B., en reviennent, et pour longtemps, à leur frugalité légendaire. Mais la morale est sauve : personne n'a eu le mauvais goût d'insister sur l'origine ethnique des hommes et des femmes de G.S., on respire ! Les institutions bancaires françaises détenaient, en 2011, 27 % des titres de la Dette grecque, les suisses 23 %, et les allemandes, plus prudentes, 16 % (Laulan, 2012).

En 2011, l'État italien est endetté à hauteur de 120 % de son P.I.B. (l'État français et les banques françaises étatisées détiennent 34 % des titres de la Dette italienne, ce qui n'est pas forcément un gage de prospérité pour les citoyens français). L'État portugais est, comme l'irlandais, pratiquement en faillite. De 2009 à 2011, le Fonds Européen de Stabilisation Financière a prêté 300 milliards d'euros aux seuls gouvernements de Grèce, d'Irlande et du Portugal, parant au plus pressé. En 2013, c'est au tour de l'État chypriote de sombrer, pour les mêmes raisons de dépenses

inconsidérées et de surendettement, et ce en dépit d'une politique de généreux accueil aux capitaux issus de divers trafics.

En 2012-2013, l'euro plonge face au dollar, ce qui est excellent pour les exportations européennes, mais coûte énormément en importations de pétrole et produits dérivés. Les États surendettés de la zone euro n'ont plus la possibilité de dévaluer leur monnaie pour remettre à flot leur commerce extérieur et les autres États sont solidaires des anomalies de gestion des prodigues. Quant au chômage, il explose. En 2012, il touchait en Espagne 26,2 % de la population en âge de travailler, 17,6 % au Portugal.

En France, l'an 2011, la Dette se montait à 1646 milliards d'euros (soit 85 % du P.I.B.), ce qui n'est guère étonnant si l'on sait que depuis 1980 la croissance du P.I.B. n'a jamais dépassé 2 %, alors que les dépenses annuelles de l'État ont constamment avoisiné voire dépassé les 3 % du P.I.B (et depuis 2005, le P.I.B. a connu constamment une progression annuelle inférieure à 1,5 %). La Dette correspondait à 14 % du P.I.B. au début de 1981 ; en 1985, elle était passée à 35 %. En 2008, les intérêts de la Dette (qui représentait alors 68 % du P.I.B.) ont pour la première fois dépassé le produit de l'impôt sur les revenus.

L'on compte officiellement, en France, l'année 2013, 3,5 millions de chômeurs, soit 10,6 % de la population an âge de travailler (l'estimation véridique, tenant compte des chômeurs en cours de « *formation* » ou à la recherche de leur premier emploi, est proche de 4,4 millions : un record absolu dans l'histoire du pays), tandis que la population semble avoir été, en trente années, enrichie de 12 millions d'immigrés extra-européens (en comptabilisant les rejetons nés en France), mais il ne faut guère compter sur les statistiques officielles, qui masquent certains faits pour « *lutter contre le racisme* »... un racisme qui est objectivement, et de façon croissante d'année en année, le fait des immigrés à l'encontre des Français de souche européenne (cf. infra). Un racisme à rebours ou paradoxal, en tous cas méconnu par les pitres des media et par les employés de la H.A.L.D.E., l'officine publique de lutte contre la chose, financée par le produit des impôts versés pour l'essentiel par des Français de souche européenne. Kafka, pas mort !

Pourtant, les États et les ménages des pays d'Europe du Nord sont bien moins insolubles que l'État et les particuliers des U.S.A. Pour pallier ce « *menu inconvenient* », fort bien perçu à Wall Street, les très malins financiers U.S. lancent périodiquement des attaques contre tel État ou telle institution financière d'Europe, profitant de difficultés conjoncturelles pour déclencher des rumeurs malveillantes (exemples in Poitou, 2013).

L'automne de 2011, c'est la banque française Société Générale, affaiblie par le procès très médiatisé d'un trader aventureux et le manque de rigueur professionnelle de ceux qui étaient payés pour le surveiller et ne l'ont pas fait, qui a subi une attaque en règle, de façon à détourner l'attention des investisseurs de la faillite du plus gros courtier U.S. en matières premières, M.F. Global, qui a fait s'évaporer plusieurs centaines de millions de dollars.

Les États d'Europe occidentale, à l'exception de leur frange méditerranéenne, restent toutefois solides en dépit d'erreurs de gestion des élus. Poussés au crime de lèse-nation par des banquiers alléchés par des intérêts capitalisés sur vingt ans voire plus, de nombreux gouvernants ont surendetté leurs États comme de vulgaires psychopathes, singulièrement en accroissant une fonction publique, déjà pléthorique, pour caser leurs clientèles politiques (c'est le cas de la France, de la Grèce, de l'Italie, de l'Espagne et du Portugal), en pratiquant une inflation des dépenses à caractère social (la France est insurpassée sur ce point) et en tolérant un déficit de la balance commerciale (c'est le cas de tous les pays de la C.E.E., sauf l'Allemagne, qui est le pays européen le mieux géré). Démagogie, électoralisme, corruption et népotisme sont les plaies de la démocratie, qui demeure le régime préféré des ploutocrates.

Il faut, en outre, considérer que certains États européens traînent des boulets économiques : les départements et territoires d'Outre-Mer (en Afrique, Amérique latine et en Océanie, pour la France), les aides au Tiers-Monde à fonds perdus (les Dettes de ces États sont régulièrement annulées par les gouvernants européens et payées par les contribuables européens, ce qui permet aux multinationales de recommencer l'endettement de ces pays à très lent et très coûteux développement). Ce sont encore des choix économiques insanes ou cyniques de la part des honnêtes élus du peuple, conseillés par leurs très compétents et très honnêtes haut-fonctionnaires.

*« Si j'avais envie de tuer mes concurrents par un moyen déloyal,
je leur paierais des experts »*

Henry Ford, *Mémoires*.

*

*

*

*« On résout le problème de la pauvreté en amusant les
pauvres »*

Oscar Wilde, *The soul of man under socialism*.

La tornade financière, née aux U.S.A. en 2008 comme sa reviviscence de l'an 2011, a rendu obsolète les vaticinations sur « *la fin de l'histoire* » (Fukuyama, 1993), puisque c'est bien connu : « *Les peuples heureux n'ont pas d'histoire* ». On reste confondu que les billevesées de Francis Fukuyama aient pu obtenir un succès planétaire avant le changement de millénaire. On savait que le XX^e siècle n'avait pas été un siècle des Lumières ; le XXI^e ne semble pas s'annoncer sous de meilleurs auspices.

La « *fin de l'histoire* » devait être la conséquence de « *l'État mondial démocratique* », sans haine, ni peur, ni guerre, un monde sans race, par l'effet du métissage général. Un universitaire américano-nippon reprenait sans s'en douter les vaticinations des spiritualistes français et allemand cités plus haut. Tout cela devenait possible du fait de l'effondrement de l'U.R.S.S. et de la fin, prévisible à brève

échéance, du régime communiste en Chine. La paix et la prospérité règneraient sur l'État onusien, comme FDR l'avait imaginé. Le village mondial devenait réalité.

La pochade de Fukuyama remporta un succès planétaire. Dans ses prévisions, ce génie de la pensée spéculative, ce demi-dieu de la métaphysique appliquée à la politique, avait simplement « oublié » de menus détails, pourtant déjà évidents au début des années 1990 pour l'observateur européen. Parmi ces détails, l'on pouvait inclure l'apostolat islamique en Afrique et en Asie du Sud-Ouest, dont parlait déjà Adolf Hitler au début de 1945, et l'islamisme guerrier, qui déployait ses charmes terroristes en Afghanistan, en Libye, en Irak et en Iran, mais aussi dans les cités de Marseille et de Roubaix (où les « *bandes ethniques* » exerçaient leurs ravages depuis la fin des années 1970, cf. Puyalte, 2011), suivant la voie tracée dans les années de l'Entre-deux-Guerres par Hassan al-Banna et ses Frères musulmans.

Le penseur nippon-U.S., dans son éther, oubliait également le racisme pantouranien et l'islamisme guerrier turc orienté vers l'Europe danubienne (le grand théoricien du mouvement pantouranien, Alparslan Türkeş, rendait à Allah sa noble âme en 1997). Il oubliait également le rival du précédent, le terrorisme kurde. Tous deux étaient et demeurent financés par le trafic de drogues issues du pavot (in Müftüler-Bac, 1997).

Fukuyama, pourtant haut-fonctionnaire du State Department sous l'administration de George Bush senior, semblait également ignorer les très meurtrières guerres tribales, permanentes en Afrique décolonisée, la reprise de la piraterie en Mer Rouge et au large des côtes malaises, alors que même le cinéma hollywoodien s'en préoccupait ! Quant aux haines entre sionistes et musulmans, elles ne perturbaient pas trop le chantre du métissage des races et des cultures à l'échelle planétaire.

La niaiserie et l'exaltation messianique sont de bons ingrédients pour rédiger un best-seller débordant d'optimisme et de joie de vivre, ce qui est excellent en soi, à condition de signaler que l'on reste dans la fiction. L'homme étant immuable dans ses comportements sociaux, où dominant plus souvent l'égoïsme, personnel ou tribal, et la joie de nuire, que l'altruisme et le dévouement, il est dangereux de faire passer une rêverie fantasmagorique pour l'expression de la réalité.

Il est exact que les docteurs ès mondialisme, imitant le grand inspirateur FDR, louent en tous temps le Seigneur, dégoulinent de bons sentiments et de louables intentions dans leurs discours, mais l'étude des événements des années 1937 à nos jours démontre à l'évidence la perversité des rhéteurs et de leurs inspireurs, ces financiers, négociants et entrepreneurs U.S. (et ceux des autres continents qui se sont mis à leur école) agissant avec un pragmatisme brutal, voire cynique.

Même aux U.S.A., les populations commencent à déchanter. On y a trahi l'idée force de FDR en délocalisant vers d'autres continents des pans entiers de l'industrie U.S. Detroit, la ville symbole de l'automobile, est en perte économique et sa population est passée en vingt années de 2 millions à 0,7 million d'habitants ; quant à ses infrastructures, elles sont laissées à l'abandon par une municipalité ruinée.

Le grand projet rooseveltien était de tonifier la vie économique de l'ensemble de la planète en y imposant un consumérisme à l'américaine et en implantant un peu partout des usines fabriquant des produits sous licence U.S. Jamais FDR n'aurait imaginé que ses successeurs fussent sots ou corrompus au point de transférer en Asie l'essentiel de la production des biens de consommation.

Cette façon de (mal) faire est proprement suicidaire pour l'Occident, mais les spéculateurs n'en ont cure. Seul compte pour eux le profit engrangé sur le court terme. Dans ce but, le transfert de la production dans des zones à très faible coût de fabrication leur paraît très rentable, mais, à moyen et long termes, cette méthode est absurde, puisqu'elle ne peut qu'entraîner la paupérisation des populations occidentales, donc la perte de marchés énormes. Les maîtres du pouvoir économique ne sont pas plus des génies de la prévision à long terme que le métaphysicien cité en début de chapitre ou les experts financiers U.S. étudiés plus haut.

En outre, nombre d'économies nationales sont fragiles par la domination quasi exclusive d'un ou de deux secteurs sur les autres. L'économie finlandaise dépend énormément de la seule société Nokia. L'indice Dow Jones varie pour l'essentiel par l'effet de la bonne ou de la mauvaise santé boursière des valeurs de quelques sociétés pétrolières et de la société Apple.

L'économie globale est éminemment dangereuse, non seulement par la désindustrialisation des pays développés, mais également par le poids excessif de certains secteurs économiques (extraction et transformation du pétrole, informatique). Et le pire dans tout cela est que l'économie à l'américaine repose sur le surendettement des ménages et des États. Tricher n'est (parfois) efficace que sur le court terme ; jamais au long cours.

La tricherie la plus manifeste est, bien sûr, celle du puissant demi-monde de l'*Offshore*. Les « paradis fiscaux » géraient, en 2011, environ 20 000 milliards de dollars, soit les bénéfices des nouveaux « maîtres du monde », investis en toute sécurité en des zones politiquement stables (car fort bien protégées par les forces armées et une police composée d'hommes rigoureusement sélectionnés et bien payés), où règnent les trois lois de ce milieu : secret bancaire absolu, imposition ridiculement faible et contraintes juridiques minimales (Schaxson, 2012).

On insiste toujours sur les rares et peu attractifs paradis fiscaux du continent européen. Ces minuscules arbrisseaux n'ont pour principale finalité que de cacher la luxuriante forêt U.S. (Îles Vierges, Panama, mais aussi l'État du Delaware) et celle des Dominions économiques de la couronne britannique, dont le plus puissant demeure sans conteste la City londonienne, dont la gestion est exempte de tout contrôle parlementaire. Le beau monde des humanistes de la finance a sa pudeur : il cache ses attraits, mieux encore que n'est censée le faire une pucelle. C'est le principe de la liberté fondamentale de tout individu majeur appliqué dans sa plus grande rigueur : la liberté de jouir de ce qui fait l'essence de sa vie.

Le seul fondement de l'*american way of life* qui aurait pu améliorer les conditions de vie des Européens n'est hélas pas entré dans les mœurs politiciennes et judiciaires de la Communauté Européenne. La civilisation U.S. est en effet fondée sur

la notion sacrosainte de liberté individuelle. Si la Constitution du 17 septembre 1787 n'en faisait pas mention, le 1^{er} Amendement, voté par le Congrès le 15 décembre 1791, garantit absolument la liberté d'expression du citoyen non calomniateur.

Au XVII^e siècle, un aimable utopiste, ancêtre spirituel de Jean-Jacques Rousseau, le Britannique John Locke déjà présenté, avait longuement disserté sur la « *bonté naturelle de l'être humain* » et remporté un franc succès auprès des puritains de Grande-Bretagne et des *Pilgrim Fathers*, les premiers colons britanniques et néerlandais d'Amérique du Nord. Si l'homme est naturellement bon, il suffit d'octroyer toutes les libertés raisonnables aux citoyens pour créer une société, sinon idéale, du moins juste... ou comment fonder une conscience nationale sur la niaiserie !

Il est évident que de ces prémisses fausses naquit une société essentiellement hypocrite. Pour maintenir la fiction faisant automatiquement d'un homme libre un homme bon, l'on fermait pudiquement les yeux sur ses tares (et le raisonnement était identique avec les dames et les enfants, également réputés « *innocents* »). Tout au plus concédait-on à la nature humaine l'existence de quelques brebis galeuses que l'on tentait de rééduquer, et que l'on pendait, non sans recommander leur âme à dieu, en cas de récidive.

C'est avec la même bonne conscience que l'on fit succéder, au XIX^e siècle, l'esclavagisme des ouvriers à celui des Noirs, eux-mêmes jugés peu utilisables en usines à la fin de la *Civil War*. Abraham Lincoln avait déclenché une guerre longue et très meurtrière pour rien, le maladroit ! Même aux U.S.A., l'on commence, sauf à Hollywood, à ouvrir timidement les yeux sur les turpitudes du « *grand homme* », dont les motivations étaient bien davantage économiques qu'humanitaires (cf. Oates, 1994) ... et sa vie privée n'était elle-même pas exemptes de reproches, puisqu'il traînait, depuis ses années d'études, une syphilis !

Au XX^e siècle, des praticiens de l'économie, tel Henry Ford, comprirent que de meilleurs salaires ne pourraient que stimuler la consommation : l'*american way of life* naquit ainsi vers 1920, avec sa course au standing de vie, aux petites joies censées procurer « *le bonheur* ». Il est indéniable que, du moins chez les Blancs et en milieu urbain, l'américanisme fut et demeure associé à une jovialité et une grande politesse dans les relations sociales.

On notait bien un grain de sable dans le monde merveilleux des libres citoyens des U.S.A. Leur civilisation, fortement imprégnée des textes de l'*Ancien Testament* qui n'est pas vraiment un manuel de tendresse, était aussi fondée sur la notion d'un ennemi à haïr, dont l'annihilation n'était pas forcément mal vue du Seigneur. Dans le rôle des nouveaux Amalécites ou des néo-Ammonites, en référence aux anciens, exterminés par les ouailles de Moïse, de Josué, de Gédéon (et l'on en oublie), l'on trouva, à tour de rôle, le « *Peau-rouge* », le Mexicain et le colonisateur espagnol, le Sudiste esclavagiste, le papiste, bientôt le nazi et le Nippon, puis le communiste, le mauvais islamiste (il en existe des bons : ceux qui sont au service des U.S.A. et de leurs alliés), enfin le Chinois, nouvel ennemi pour cause de concurrence économique et impérialiste.

Dans tout cela, l'Europe a joué, au XX^e siècle, un rôle très ambigu : en partie celui de l'Allié, parce qu'on avait investi beaucoup d'argent dans l'industrie ou les services de certains pays ; en partie celui de l'ennemi impérialiste et concurrent économique, pour les mêmes causes qui font de la Chine l'ennemi actuel et futur des U.S.A.

À l'issue de la seconde tentative de suicide européen, provoquée par la psychose hitlérienne, le chauvinisme polonais, la bêtise crasse ou la corruption de politiciens et de publicistes français, la haine des Britanniques, des Juifs et des Nord-Américains pour le concurrent économique allemand trop performant, Bertrand de Jouvenel écrivait non sans tristesse : « *Le fait est qu'il y a déchéance de tout l'ensemble européen* » (de Jouvenel, 1948). Et le pire était à venir : quarante années de soumission de l'Europe centrale, orientale et danubienne, à la sottise marxiste, une décolonisation bâclée durant les années 1950 et 1960, suivie d'un suicide démographique de l'Europe occidentale, pour cause d'hédonisme, à partir des années 1980.

Le confort de vie n'est nullement une chose mauvaise en soi. Il devient une cause de perversion si on l'envisage comme le but essentiel de la vie. De même, une civilisation prônant la liberté individuelle comme fondement de la vie sociale des citoyens honnêtes est admirable. Hélas, l'application de l'*american way of life* en Europe a été totalement pervertie.

Dans la C.E.E. gouvernée par des politiciens vautrés devant certains lobbies, ont été multipliées, durant les années 1990-2010, les lois restreignant la liberté d'expression au nom de « *l'antiracisme* » (celui des Blancs, s'entend, puisque le statut d'ex-colonisés des Africains, noirs et maghrébins, des Asiatiques, des Latino-Américains ou des Océaniens les rend vierges de toute suspicion de racisme... *sancta simplicitas*), au nom du respect de l'*islam* et de ses valeurs morales réelles ou supposés, au nom du devoir de mémoire des victimes des génocides nazis ou de la traite négrière (en omettant de préciser le rôle fondamental des Arabes, des « *rois nègres* » et des Juifs dans celle-ci, cf. Ryssen, 2008 ; Plouvier, 2012).

Nos merveilleux politiciens européens semblent n'avoir pas lu les conclusions de la 102^e séance plénière du Comité des Droits de l'Homme de l'O.N.U., tenue en juillet 2011 : « *les lois limitant la liberté d'opinion et d'expression contreviennent aux Droits de l'Homme* ». Il est, hélas, des évidences qui sont, elles aussi, des notions à géométrie variable.

En 1789, quelques semaines avant le début d'une bacchanale de longue durée, dans son *Introduction aux Œuvres complètes de Voltaire*, Nicolas Caritat de Condorcet, l'un des grands ancêtres du mouvement féministe (cf. infra), écrivait : « *Le droit de penser et de dire ce qu'on veut est aussi sacré que le droit de propriété* ». On ne peut que saluer cette forte phrase en déplorant que la liberté d'expression soit singulièrement bafouée en Europe, de nos jours, où nos maîtres tentent de réduire le seul espace de liberté qu'ils ne maîtrisent pas encore totalement : le Net, qui représente l'irruption de l'anarchie dans l'information.

Plus encore que d'avoir réduit la liberté d'expression, on peut reprocher aux maîtres d'avoir programmé et d'organiser présentement la destruction de la race européenne et c'est bien autre chose que de transformer l'Européen en mol hédoniste.

*

*

*

« *Quos vult perdere Jupiter demendat* »
Jupiter rend fous ceux qu'il veut perdre

Juvénal

...fous ou mous !

Il existe, depuis les années 1937-1945, une continuité de pensée et d'action chez les présidents des U.S.A. et c'est fort logique puisqu'ils furent et demeurent tous au service du *Big Business*. Depuis FDR, le mot d'ordre, lui aussi fort compréhensible, est d'éviter aux citoyens de l'Union une crise économique de même ampleur que celle des années 1929-1940. De ce fait, tout est bon qui affaiblit les concurrents économiques, au premier rang desquels figurent les Européens, en raison de leurs exceptionnelles facultés de créativité.

FDR et ses successeurs avaient jusqu'en 1990 usé de l'U.R.S.S., indéniablement agressive jusqu'à la fin des années 1970, puis assoupie par l'effet de la corruption et de la bêtise de gérontes accrochés au Pouvoir, pour épouvanter les populations d'Europe occidentale et leurs gouvernants.

En 1990, l'ennemi, pour les Européens, était évidemment à chercher en pivotant le regard de 90° : le monde islamique, croupissant certes dans une médiocre forme intellectuelle, était riche d'une démographie de primitifs et d'une agressivité de mâles. Les maîtres des U.S.A. devinèrent aussitôt l'intérêt qu'ils pouvaient tirer de l'usage des combattants islamiques pour prendre pied en Europe danubienne : l'Albanie, la Macédoine, le Kosovo et la Bosnie-Herzégovine servirent de champs d'action et / ou de moyens de pression et l'on diabolisa les Serbes et les Croates qui avaient repris la tradition européenne de lutte contre l'*islam*, représenté par l'ennemi turc ou les populations européennes devenues collaboratrices de l'occupant turc avant les guerres de libération, étalées de la fin du XIX^e siècle à 1918.

L'immigration nord-africaine et turque, débutée durant les années 1970 par les employeurs d'Europe occidentale et soutenue par d'ineptes politiciens (et l'on ne dénoncera jamais assez le « *sale coup* » fait à la nation française par les deux irresponsables Valéry Giscard d'Estaing et Jacques Chirac avec le décret 76-383 du 29 avril 1976, paru au *Journal Officiel* du 2 mai suivant, portant sur le regroupement familial), suivie et amplifiée par l'immigration des Noirs d'Afrique et des Antilles (la Jamaïque, pour la Grande-Bretagne), s'est muée en invasion, saluée comme bénéfique par tous les professionnels de la politique au service du *Big Business*, et par ses employés des media chargés de diffuser la bonne parole mondialiste, nouvelle vérité révélée.

Certes, les U.S.A. ont pour ennemis les terroristes chiites, excités par les mollahs iraniens, et quelques guerriers sunnites, du moins ceux qui ne sont pas à leur service. Ils n'en utilisent pas moins l'immigration musulmane en Europe occidentale (Turcs, Noirs Africains, Pakistanais, Indonésiens et surtout Maghrébins) comme du meilleur moyen d'amoindrir la concurrence européenne, par une guérilla civile, évidente depuis les années 1980, qui, sur ordre, peut facilement tourner à la guerre ouverte de grande ampleur, guerre religieuse et choc de races.

Les populations autochtones d'Europe occidentale, amollies et aveulies par l'hédonisme ambiant, sauront-elles réagir ? C'est possible, mais peu probable. Le salut viendra peut-être de l'union intime avec des nations européennes plus viriles : celles de l'Europe orientale et danubienne.

2 – L'invasion de l'Europe

« La fermeté, voire la dureté, d'un chef d'État est une garantie de paix intérieure et

extérieure »

Otto von Bismarck, 1890

Tout commence par une décolonisation de l'Afrique (dont le Maghreb n'est qu'une composante, trop souvent détachée artificiellement de son contexte africain), bâclée par les Occidentaux, en état de traumatisme moral depuis les années 1939-1945, et soumis à la pression des grands prédateurs : le Nord-Américain, le Soviétique, puis le Chinois. Les Africains n'étaient manifestement pas aptes à se prendre en charge durant les années 1960. Ils continuent, lustre après lustre, à le démontrer, se laissant de nos jours manipuler par les mêmes prédateurs. L'ignorance des populations et la corruption des administrateurs autochtones cumulent leurs effets néfastes.

Un demi-siècle d'histoire lamentable n'a rien appris aux Africains et leur continent est ravagé par l'anarchie générant la plus forte criminalité de la planète, par l'ineptie et la corruption administratives, par les maladies infectieuses liées à une hygiène déplorable et par la famine, victorieusement combattues par le colonisateur blanc (singulièrement le Français et le Belge), enfin par la réapparition des guerres tribales, excitées par les rivalités entre multinationales désireuses d'exploiter les fabuleuses richesses du sol et du sous-sol africains.

« Quand on n'envahit plus, on consent à être

envahi »

Emil Cioran, 1952

*

*

*

« La reconnaissance est un fardeau

et tout fardeau est fait pour être soulagé »

Denis Diderot, *Le neveu de Rameau*.

La colonisation des autres continents par les Européens avait eu initialement pour buts de découvrir des sources de matières premières et, secondairement, un débouché pour les industries du pays colonisateur. L'on créa même un secteur d'activités spécifiquement dirigé à cette fin : celui produisant de la pacotille, difficilement vendable en pays civilisé, mais très demandée en des zones à peine sorties de la préhistoire ou tirée de l'assoupissement médiéval.

Dans son roman de 1931, *Black no more*, devenu tardivement un best-seller, l'écrivain noir des U.S.A. George Schuyler rappelait quelques évidences qu'il est jugé inconvenant de souligner de nos jours, à savoir qu'avant la colonisation par l'homme blanc, l'Afrique noire n'avait jamais produit de langue écrite (l'Égypte mise à part) ni connu la technologie de la roue, mais qu'en revanche l'esclavage était bien connu et largement pratiqué. Il serait bon que l'œuvre de Schuyler soit enfin traduite en français et diffusée en Europe, ne serait-ce que pour contrebalancer les stupides niaiseries de Marcus Garvey, évoquées plus loin, et qui alimentent toujours de pseudo-études universitaires.

Nul ne contestera la qualification de « *crime* » apportée à la « *traite négrière* », mais l'on pourrait s'étonner que le Parlement français ait légiféré à son propos, le 21 mai 2001, introduisant la loi 2001-434 un siècle et demi après la disparition intégrale de cette pratique dans toutes les dépendances françaises. À moins que cette « *loi anachronique* » (Delcroix, 2010) ait pour but de condamner ceux qui se livrent à une nouvelle traite, celle des esclaves sexuelles originaires d'Europe danubienne et orientale. Ces nouveaux « *négriers* », dont on peut espérer, grâce à cette loi, le châtiment exemplaire, sont rarement des Européens de souche (c'est singulièrement vrai au Kosovo, qui semble servir de plaque tournante à ce nouveau trafic d'esclaves).

Il est bon de préciser d'emblée que, pour ce qui est de la colonisation à la française, il n'y eut jamais de volonté d'extermination de populations locales, à la différence de ce que firent les Anglo-Saxons en Océanie et aux U.S.A., ou les Allemands lors d'expéditions punitives dans le Sud-Ouest africain. Enfin, la déportation à des fins d'esclavage n'a pas seulement porté sur des Noirs, même à l'époque moderne : en 1746, après leur victoire de Culloden, les Anglais ont vendu des milliers d'Écossais des Highlands comme esclaves, aux Bahamas et aux Barbades (Henninger, 2010).

N'en déplaise à divers universitaires de sciences politiques, diplômés et patentés, observant les rites de la narration « *politiquement correcte* » (tel Le Cour Grandmaison, 2005), s'il y eut 0,9 million de morts en Algérie de 1830 à 1871, ce fut essentiellement en raison de maladies (tétanos, typhoïde, variole, vérole et tuberculose), de famines liées à une agriculture indigène misérable dans ses rendements, et très peu du fait des guerres de conquête ou de pacification, qui ont occasionné environ 75 000 morts, soldats français et résistants algériens mêlés (in Darhel, 2011). Il ne faudrait pas oublier (comme le fait l'universitaire diplômé cité plus haut) que dans l'Algérie décolonisée, il y eut, de 1962 à 2010, un peu plus de

100 000 Algériens, Arabes et surtout Berbères, victimes des tueries et règlements de comptes organisés par les terroristes islamistes et par le F.L.N. (le Front de Libération Nationale, soit le pilier de l'État algérien).

Bien au contraire (et en dépit des discours de repentance, prononcés par divers chefs de l'État français pour renforcer les échanges économiques avec tel ou tel pays devenu indépendant), la colonisation à la française a considérablement appauvri la nation française, par le fait d'une énorme ponction sur le produit des impôts, chiffrée à 44 milliards de francs or (1 franc or équivaut à 3,2 euros, selon les experts de la Banque de France consultés en 2005), prélevés de 1900 à 1962. Cette estimation (in Marseille, 1984) n'est qu'une partie de ce qu'a coûté, aux citoyens français, l'honneur de faire entrer dans la civilisation moderne les indigènes de pays arriérés d'Amérique (Antilles, Guyane), d'Océanie, d'Asie du Sud-Est, du Moyen-Orient et surtout ceux d'Afrique, noire et maghrébine.

Si des financiers (on pense aux Rothschild exploitant les gisements de nickel de Nouvelle-Calédonie), si des négociants (on pense à la dynastie Mendès-France, solidement établie au XVIII^e siècle dans la traite négrière d'Afrique vers les Antilles, in Poliakov, 1981), si des entrepreneurs (industriels, gros propriétaires fonciers et transporteurs) se sont enrichis et parfois considérablement, la nation (les contribuables) s'est singulièrement appauvrie. C'est ce qu'avait déjà déploré un haut-fonctionnaire de la IV^e République (Bloch-Lainé, 1956). La repentance devrait n'être le fait que des capitalistes, mais ces gens-là n'éprouvent jamais cette variété de sentiment. La repentance n'a nullement à être développée chez les descendants des contribuables français des années de colonisation, qui furent celles du passage à la civilisation moderne de populations médiocrement évoluées, voire franchement primitives.

Pour la seule Afrique noire, la colonisation française a laissé 63 ports et 196 aérodromes, 40 grands hôpitaux et 2000 dispensaires, enfin 350 établissements d'enseignement secondaire, créés ex nihilo. « *Les pays colonisés ont bien plus profité de la colonisation que cela ne leur a coûté* » (Darhel, 2011) : ce genre de vérité finira un jour par percer. Les politiciens des pays décolonisés devraient faire acte de repentance pour leur noire ingratitude ! On ne sait si ces politiciens ont lu Diderot (cf. la citation placée en exergue), mais ils pratiquent allégrement l'oubli sélectif.

En revanche, une quelconque repentance de citoyens français à l'égard des ex-colonisés est non seulement excessive, car ne reposant que sur de rares cas de crimes ou d'exactions, mais aussi parfaitement insane : la colonisation fut une chance exceptionnelle de progresser vite, de faire un saut culturel et technique de plusieurs siècles, pour des populations arriérées. Comme l'a écrit Nietzsche (in *Crépuscule des idoles*) : « *Le remords est indécent* »... du moins certains remords le sont-ils.

On reviendra en détail sur les bienfaits de la colonisation française en Algérie, puisque la majorité des immigrés islamiques proviennent de ce pays et se singularisent par une attitude particulièrement revendicatrice et malveillante, voire haineuse, envers les Européens de souche. Si certaines variétés de repentances sont insanes, certaines ingrattitudes génèrent de saines réflexions sur la nécessité d'un repli continental.

L'oubli, le pardon des injures sont de graves erreurs... tant il est vrai que la charité chrétienne est, sur la Terre telle qu'elle est peuplée, davantage un vice de masochiste qu'une vertu.

Il est parfaitement exact qu'en 1919, les délégués nippons à la Conférence de la Paix avaient vainement demandé aux quatre grands de l'époque (messieurs Wilson, Lloyd George, Clemenceau et Orlando) une déclaration officialisant l'égalité fondamentale entre les races : c'était manifestement un concept inadapté à l'époque, puisque les « *charcutiers de l'Europe* » ont refusé d'opiner en ce sens.

Jusqu'en 1945, toutes les populations baignaient dans le racisme institutionnalisé : ségrégation raciale aux U.S.A. (envers les Noirs et les Jaunes) et dans les colonies britanniques (c'était ce que l'on appelait la « *colour bar* », trop méconnue des scénaristes de films et de séries télévisées), mépris des Maghrébins pour les Noirs assimilés à une « *race d'esclaves* », mépris réciproque des Japonais envers les Chinois et les Aïnos, des Mélanésiens envers les Negritos et les Papous, sans oublier les haines intestines, teintées de racisme au témoignage même des intéressés, entre Noirs de nations africaines différentes.

De nos jours, même s'il est devenu le péché social par excellence (sauf dans certains États, tel celui d'Israël, allez savoir pourquoi ?), le racisme est toujours d'actualité et le « *racisme anti-Blancs* » est une réalité perceptible en France depuis les années 1980, le plus curieux sur ce dernier point étant sa négation par les officines spécialisées dans la traque des manifestations de racisme. L'antiracisme serait-il une attitude à géométrie variable ? En France, c'est une évidence d'observation quotidienne. La décolonisation a, dans certains pays européens, inversé le sens des attaques racistes : on y reviendra, car c'est un phénomène trop peu diffusé par les honorables professionnels censés informer le bon peuple.

De 1946 aux années 1960, l'Europe coloniale et civilisatrice abandonne son fardeau au profit des nouveaux prédateurs. Aucun pays d'Afrique n'a les moyens de survivre par lui-même. Les très rares élites africaines abandonnent leurs terres ancestrales pour vivre mieux en Occident ; la pourriture règne dans les milieux politiques et administratifs africains. Il n'est pas étonnant que les usages archaïques aient très vite repris. La République d'Afrique du Sud n'a eu d'économie florissante que grâce aux Blancs, et accessoirement aux Indous ; les Blancs, victimes d'agression, ont quitté massivement le pays, qui a perdu sa prospérité (Poitou, 2013).

Après un demi-siècle de décolonisation, le continent africain bat tous les records mondiaux en matière de mortalité infantile (essentiellement par gastroentérite) et de S.I.D.A. (par méconnaissance ou par refus de la prévention mécanique), de viols et de meurtres, d'exploitation sexuelle des enfants d'âge pré-pubère et même d'esclavage pour dettes (on y reviendra). Les politiciens au pouvoir et leurs ennemis « *révolutionnaires* » rivalisent d'émulation dans l'exportation frauduleuse des biens d'ordre culturel, des produits du sous-sol, de l'ivoire et d'animaux vivants pourtant protégés par les accords internationaux (Jean, 1996).

Le continent est fort peuplé, du fait de la diffusion, par le colonisateur, des vaccinations qui ont réduit la mortalité par le tétanos, la poliomyélite et la diphtérie, et

de l'introduction des techniques obstétricales qui ont diminué la mortalité périnatale, monstrueuse avant la colonisation par l'homme blanc. En 2001, on estimait la population africaine à 770 millions d'humains contre 730 millions pour l'Europe, Russie et Sibérie bien évidemment comprises. L'écart s'est probablement creusé de nos jours en faveur de l'Afrique pour deux raisons : l'inflation démographique y demeure galopante, tandis que la natalité des Européens autochtones n'a pas progressé.

En dépit de la fabuleuse richesse de son sous-sol, le continent africain est un « boulet » pour les contribuables des autres continents (Faye, 2002). Il ne fournit que 3,5 % du Produit Mondial Brut et consomme annuellement 5 % des richesses mondiales. Un rapport de l'O.N.U., publié en 2006 (analysé in Plouvier, 2012) estimait à 140 milliards de dollars le total des fonds détournés, depuis la décolonisation, par les politiciens et les administrateurs africains corrompus, à partir des seuls fonds prêtés ou donnés par trois organisations internationales : le F.M.I., la Banque Mondiale et la Communauté Européenne (on ignore le montant des sommes détournées pour les prêts directement issus de divers États asiatiques).

Pourtant le niveau de vie de l'Africain en milieu rural ou dans les bidonvilles des faubourgs urbains est le plus désastreux de toute la planète. Le coût moyen de l'alimentation hebdomadaire par famille est de 100 dollars en France ou chez les Blancs des U.S.A. (où il est de 80 dollars chez les Noirs et de 50 chez les Latinos, un coût identique à celui de l'Italien moyen). En Inde ou en Mongolie, on tombe à 10 dollars et à 4,5 dollars dans les milieux ruraux des pays andins. En Afrique noire, il est de 2 dollars et descend même à moins d'1 dollar dans le Sahel (in Menzel, 2005). Les politiciens et administrateurs africains qui détournent l'aide internationale restent impunis et même ignorés, au moins en apparence, des professionnels censés nous informer.

Pendant que la famine régnait au Sahel, au Soudan et en Somalie, une guerre civile fut entretenue à grands frais au Kivu (une énorme et richissime région du Congo ex-belge). Diverses multinationales étaient intéressées par le contrôle des plus importants gisements planétaires de Coltan (un mélange de colombite et de tantalite, tous deux composés de niobium et de tantale). Le Coltan est un excellent conducteur d'électricité, utilisé dans la fabrication des condensateurs et des équipements électroniques ; c'est en outre le composant essentiel d'alliages ultrarésistants (à base de tantale, de niobium et de cobalt) pour l'aéronautique et les réacteurs nucléaires. Ces grandes compagnies se sont fait la guerre, de 1998 à 2012, par armées rwandaise, congolaise et burundaise interposées. En une quinzaine d'années, cette guerre, qui n'a pas beaucoup intéressé nos media judicieusement orientés vers d'autres sujets, a provoqué directement la mort de 5 millions d'Africains, sans préjudice de millions de viols racistes, fondés sur la doctrine de la télégonie, fort en honneur en Afrique depuis l'expansion de l'*islam* (cf. infra). Seule l'offre extra-africaine du précieux minéral (Chine, Espagne, Amériques, Australie), développée à compter de l'année 2010, a pu faire cesser ce génocide programmé pour des raisons de domination économique.

En 1923, un descendant d'esclaves noirs, Marcus Garvey, in *Who and What is a Negro*, a lancé le mythe de l'origine africaine de la civilisation grecque antique ! On ne

résiste pas au plaisir de citer une phrase burlesque tirée de ce livre propageant la haine raciale chez les Noirs africains et ceux des U.S.A. : « *Tout étudiant en histoire, s'il a l'esprit impartial, sait que les Noirs ont en fait dirigé le monde à une époque où les Blancs n'étaient que des sauvages et... que la Grèce et la Rome ont dérobé à l'ancienne Égypte ses arts et ses lettres pour s'en attribuer tout le crédit* » (in Jacques-Garvey, réédition de 1986).

Si Garvey avait eu un minimum de culture historique, il aurait présenté la véritable filiation, juive, de la civilisation égyptienne antique et n'aurait pas écrit l'insanité présentée au paragraphe précédent. En outre, ce « *grand penseur* » ignorait, comme ses contemporains, l'origine blanche, probablement berbère, des pharaons de l'illustre XIX^e dynastie : Ramsès II, le plus puissant de tous les pharaons, était roux, somme l'était son père Séthi I^{er}. Cette vérité historique est bien sûr contestée par de nombreux intellectuels Arabes du Maghreb !

À la lecture d'Hérodote et de Sophocle, l'on se rend compte à quel point les Grecs du 5^e siècle avant notre ère, soit à l'apogée de leur civilisation, avait conscience d'appartenir à une culture tout-à-fait étrangère à celle de l'Égypte antique, dont il ne contestaient nullement la grandeur (Lefkowitz, 1996).

Tout au plus peut-on reconnaître que l'alphabet grec, dont on trouve des traces épigraphiques dès le 15^e siècle avant notre ère (Bernal, 1996), dérive de l'alphabet phénicien (lui-même totalement étranger à l'Afrique), très amélioré par les Grecs qui l'ont enrichi de voyelles.

Les absurdités de Marcus Garvey firent école et l'on ne compte plus les écrivains noirs qui revendiquent l'origine africaine de toute civilisation (cf. Lefkowitz, 1996), en une pitoyable réaction au racisme anglo-saxon qui n'a disparu, aux U.S.A., que durant les années 1970.

Tous les écrits sectaires et racistes visant à faire de la fabuleuse civilisation grecque des 6^e au 3^e siècles avant notre ère une adaptation européenne de la civilisation égyptienne antique sont de pures supercheries (tel le gros ouvrage de Bernal, 1996), utilisées par de pseudo-savants racistes africains et afro-américains dans une nouvelle mythologie paranoïaque visant à faire dériver toute civilisation et toute innovation scientifique et technique du continent le moins évolué de la planète !

Plutôt que d'être nanti d'un « *esprit impartial* », Garvey possédait un esprit aventureux, au point d'en être totalement faussé. Du moins peut-on le créditer d'avoir lancé le slogan : « *Back to Africa* » (in Jacques-Garvey, réédition de 1986), invitant les Africains formés dans les pays civilisés à mettre en valeur leur continent, énorme, très riche et très arriéré. Le très riche sous-sol de l'Afrique n'appartient qu'aux peuples autochtones, nul ne le nie. Encore faudrait-il que les Africains se sentent enfin concernés par le développement de leur continent. À ce jour, dans certains pays très pauvres d'Afrique, l'on ne compte presque aucun médecin autochtone, mais des dizaines de soignants européens et asiatiques œuvrent dans les missions humanitaires et pour des salaires dérisoires en comparaison de ce qu'ils obtiendraient en pays développés.

Le devoir des élites noires et maghrébines, le devoir des travailleurs noirs et maghrébins, est à l'évidence de retourner en Afrique pour y réussir enfin la décolonisation et instituer une politique d'échanges, valeur contre-valeur, avec les autres continents. L'Afrique est trop riche pour rester indéfiniment un continent de mendiants et de candidats à l'émigration. Presque un siècle après avoir été lancé, il serait temps que l'appel de Marcus Garvey soit enfin entendu des émigrés africains.

En Afrique comme partout ailleurs, il est temps d'appliquer l'aphorisme : « *L'intérêt de la collectivité l'emporte sur l'intérêt de l'individu* ». Là, comme dans les autres continents, n'est réellement estimable que le travailleur, c'est-à-dire celui qui gagne honnêtement sa vie et celle de sa famille. Celui qui vit de la charité, publique ou privée, est méprisable.

« *Un cosmopolite n'est pas un bon citoyen* »
Dictionnaire de l'Académie française, édition de

1762

*

*

*

« *Quand vous rencontrerez en bataille les infidèles,
tuez-les, faites-en un grand carnage* »

Mahomet, *Le Coran*, sourate 47, verset 4.

Au cours de sa très longue histoire, le continent européen a vu s'écrouler bien des empires et se mélanger diverses populations. On a vu plus haut que la race européenne était issue d'un brassage harmonieux, obtenu non sans luttes ni haines séculaires, de groupes différents appartenant tous à la race blanche. Les envahisseurs des autres races ont toujours été repoussés, tout au plus certains individus étant intégrés au hasard de rares unions mixtes.

Les exceptions à cette règle ont posé d'immenses problèmes dans le passé, et risquent d'en poser de pires encore : on pense aux populations à forte minorité de descendants de Turcs installés en Bosnie-Herzégovine, en Albanie et en Macédoine, qui servent d'avant-postes au fanatisme musulman, teinté de racisme pantouranien, en Europe danubienne, et qui forment le second Cheval de Troie des U.S.A. en Europe.

L'immigration extra-européenne étant très majoritairement composée de musulmans, au moins sur le continent, il importe de présenter l'*islam* tel qu'il est et non tel que les bons apôtres de l'œcuménisme tous azimuts veulent le présenter au nom d'une soi-disant communauté de « *religions du livre* » (à ce compte, on pourrait aussi bien absorber les religions hindouiste, bouddhiste, amérindiennes qui, elles aussi, reposent sur des livres sacrés).

La référence à de légendaires patriarches moyen-orientaux est un argument absolument ridicule pour ce qui est de l'Europe. On rappelle que si La Mecque est le lieu de pèlerinage musulman par excellence, c'est parce que, sous la météorite de la *Ka'ba*, serait enseveli Ismaël, fils répudié d'Abraham et de l'Égyptienne Hâjar,

fabuleux ancêtre de Muhammad ibn Abd Allah ibn Abd al-Muttahb, ou plus simplement pour un Européen : Mahomet.

Le christianisme est une religion d'essence femelle, car son fondateur avait un esprit féminin, fait d'amour gratuit (la charité étant l'application générale de la bonté sans espoir de réciprocité), de tolérance et de pardon non seulement des injures, mais aussi des humiliations et même des coups. Les femmes ne s'y sont pas trompées qui ont toujours fourni les gros bataillons du christianisme. L'éthique du chrétien, faite d'humilité et de charité à l'imitation du Christ, est opposée en tous points à celle du guerrier, vouée au sens de l'honneur.

L'*islam* est une religion mâle, dominatrice, conquérante, à l'imitation de son fondateur qui n'a jamais reculé devant le pillage de caravanes ni la commandite d'assassinats (Watt, 1959), qui a même institutionnalisé la guerre sainte, le *djihad*. Le musulman sauve son âme à coup sûr s'il meurt en combattant pour Allah, quand bien même il se serait fort mal comporté dans sa vie privée.

Les croisades, tant reprochées au catholicisme, ne furent qu'une réaction de chrétiens guerriers, trahissant le message du Christ pour n'y avoir rien compris, et de monarques refusant de perdre des territoires au profit de conquérants d'autres races (Arabes, Berbères, Turcs, Mongols) et / ou d'autre foi (cathare ou musulmane).

L'*islam* s'apparente lointainement, par son esprit dominateur, aux religions grecque et romaine antiques, mâles et conquérantes. L'Empire romain est mort en grande partie (mais pas exclusivement, cf. Lama, 2010 et Plouvier, 2012) des conséquences de l'efféminement de son élite et des citoyens, lié à la christianisation et à l'amélioration générale du confort de vie, aux II^e et III^e siècles, avant la ruine induite par l'action des brigands intérieurs et des envahisseurs barbares. La doctrine du Christ, féminine, éthérée, « *n'est pas de ce monde* », c'est une évidence même ! Tant que l'espèce humaine n'aura pas muté en sur-espèce ou n'aura pas été supplantée d'autre façon, le monde sera dominé par l'homme et sa violence innée.

« *Certains... soutiennent que l'Occident n'a pas de problème avec l'islam, mais seulement avec les extrémistes islamistes violents. Quatorze cents ans d'histoire démontrent le contraire* » (Huntington, 1997). Le lecteur peut aisément trancher ce conflit d'opinions en étudiant les trois piliers de l'*islam* : le *Coran*, la *sîrah* et les innombrables *hadîths*.

L'étude de l'*islam* n'est qu'en partie fondée sur le *Coran*, que de savants praticiens de l'herméneutique ont progressivement nettoyé de ses « *versets sataniques* » d'inspiration polythéiste, des versets d'autant plus étonnants que le *Coran* est censé présenter les propres paroles d'Allah, répétées au prophète par l'archange Gabriel. Celui-ci devait être un répétiteur fort maladroit, puisque certaines sourates enregistrées par Mahomet à La Mecque ont dû être ensuite remaniées, voire abrogées, lors de son séjour dans la cité concurrente de Médine.

En fait, pour qui veut comprendre le mentalité des musulmans, il est également utile d'étudier et de méditer la *sîra*, soit la biographie assez romancée de Mahomet (pour un Européen, la classique hagiographie d'ibn Hichâm doit être complétée par les travaux modernes de William Montgomery Watt, parus en 1958 et 1959), et au moins

un condensé des milliers de volumes rapportant les *hadîths* (« nouveautés »), c'est-à-dire une multitude de témoignages, plus ou moins enjolivés, des compagnons de Mahomet et des exégètes de ses paroles. *Sîra* et *hadîths* (dont 2210 sont dus à la seule Aïcha, la plus célèbre des nombreuses épouses du prophète, dont l'union fut consommée alors qu'elle avait neuf ans) forment la *sunna* (la tradition), figée depuis plus d'un millénaire, quoi qu'en disent les modernes ulémas (excellente étude in Lammens, 1926).

L'*islam* est divisé en une multitude de sectes schismatiques, certaines plus fanatiques que d'autres, singulièrement celle des chiïtes, qui attendent le 13^e prophète, censé assurer le triomphe terrestre de l'*islam* et de ses fidèles (soit un dangereux messianisme guerrier), et celle des austères Wahhabites, vivant en théocratie féodale et fanatiquement opposés au modernisme, depuis le XVIII^e siècle. Les premiers sont majoritaires en Iran et comptent des millions de fidèles depuis les côtes libanaises jusqu'en Asie du Sud-Est (singulièrement au Pakistan), les seconds dominant un royaume richissime du fait de ses gisements pétroliers : l'Arabie saoudite.

Dans les deux variantes principales, en dépit des haines qui opposent sunnites aux chiïtes, les maîtres font appliquer la *charî'a* (la loi coranique) avec plus ou moins de rigueur, et l'on en profite pour préciser que les théologiens musulmans ont une fâcheuse tendance à mentir lorsqu'ils s'adressent aux occidentaux à propos de cette législation archaïque. Ces bons apôtres tentent de détourner les Européens des saines réflexions que devraient faire naître les images en provenance des États dirigés par des fanatiques qui en sont restés aux barbares pratiques médiévales (l'Iran, l'Afghanistan, l'Arabie saoudite, mais aussi l'Égypte depuis 2012).

Par exemple, l'on nous affirme que l'ancestrale technique de la lapidation n'est pas conseillée par le *Coran*, et c'est exact. Toutefois, ce que ne nous disent pas les imams et les ulémas, c'est qu'elle est vivement recommandée par certains rédacteurs d'*hadîths* ! L'information sélective est une forme de désinformation et probablement la plus pernicieuse pour ceux qui la gobent naïvement.

De même, un énième traducteur d'ibn Hichâm nous présente la traditionnelle razzia bédouine comme « *un simple geste de survie... coup de main rapide et violent, sans intention de tuer* » (Wahib Atallah, in ibn Hichâm, réédition de 2004). Les témoignages anciens et modernes contredisent entièrement cette présentation des faits, notamment pour ce qui est des meurtres de caravaniers. L'on reconnaît bien volontiers que l'euphémisme politiquement correct utilisé par cet universitaire résidant en France est parfaitement adapté à la propagande lénifiante de notre époque. En réalité, ce type de raid était à la fois une rapine (des biens conquis sans travail) et l'obtention à bas risque (les agresseurs étant mieux armés que les agressés) de l'ivresse du combat, soit exactement les émotions que se procurent les sauvageons de banlieues en France, en Belgique, en Grande-Bretagne, où les citoyens se défendent peu ou mal et où les « *forces de l'ordre* » sont paralysées par la peur de l'accusation rituelle de « *racisme* ».

Dans la même veine, ce brillant universitaire nous apprend que, durant la phase d'expansion de l'*islam* au Moyen-Orient et au Maghreb, « *les populations vont presque ouvrir les bras au conquérant musulman* ». On ne conteste pas le fait que

certaines populations aient levé les mains en signe de reddition, mais la marée montante de l'*islam* conquérant, aux VII^e et VIII^e siècles, s'est accompagnée de monstrueuses tueries, notamment de coptes, de chrétiens yéménites et de Berbères. L'angélisme en matière de narration historique peut - et il n'est même pas certain que ce soit souhaitable - se concevoir lorsqu'on s'adresse à des pensionnaires de jardins d'enfants, certainement pas lorsqu'on veut enseigner d'autres types de populations. À moins que les jolis mensonges aient une vertu sédative et qu'il s'agisse d'une variété d'opium, destinée à endormir les peuples à conquérir.

Le terrorisme religieux est une invention du chiite Hassan, « *le Vieux de la montagne* », qui droguait ses hommes de haschich (d'où le mot assassin), mais aussi de fantastiques promesses, pour en faire des tueurs fanatiques. Entre les assassins du Vieux de la montagne et nos modernes terroristes, il n'y a pas de différence essentielle, simplement une modernisation des techniques au service du même fanatisme religieux, qui associe la haine des infidèles et l'ardent désir de dominer l'ensemble des peuples d'une région du monde, voire de la planète.

Imams et ulémas installés en Europe veulent nous faire croire que ces assassins, ces fanatiques, ces terroristes, sont des ignares qui n'ont rien compris au *Coran*... voire ! Dans sa sourate 58 (cf. Mahomet, traduction de 1970), on relève cette forte phrase : « *Allah a dit : je donnerai la victoire à mes envoyés* ». Dans les sourates 2, 8, 9, 22, 47, 58, 59 et 60, le *djihad*, la guerre pour propager l'*islam*, est présenté comme « *bon et juste* ». Pour déculpabiliser les guerriers qui seraient pris de scrupules d'ordre humaniste, le prophète a dit : « *Ce n'est pas vous qui tuez les idolâtres, c'est Allah* » (sourate 8).

Le fidèle (*muslim* ; en français : le musulman) qui en est physiquement capable doit, en effet, obéir à un ordre aussi formel que simple : « *Combats jusqu'à ce qu'il ne subsiste plus d'idolâtre et qu'Allah soit partout adoré* » (sourate 8). « *Faites la guerre à ceux qui ne croient pas en Allah... tuez les idolâtres partout où vous les trouverez* » (sourate 9) ; l'idolâtre est, bien sûr, le fidèle d'une autre religion ou l'athée.

Les guerriers de l'*islam* qui meurent au combat ou des suites de leurs blessures sont assurés d'être reçus par Allah en son paradis, quel qu'ait été leur comportement sur terre (sourate 47). Ils ne doivent être ni pleurés, ni regrettés : ce sont des héros qui désormais vivent auprès d'Allah (in sourates 2, 3, 10 et 47). L'homme idéal selon l'*islam* est, quoi que puissent en dire les imams, ulémas et autres recteurs de mosquées chargés d'anesthésier les populations occidentales, le guerrier d'Allah et non le digne père de famille œuvrant pour nourrir sa famille et améliorer la société. Un *hadîth* le proclame : « *Le sang du héros de l'islam est plus près d'Allah que l'encre des sages ou les prières des fidèles* » (in Evola, 1935, réédition de 1980).

L'infidèle qui s'oppose au *djihad* doit être tué (sourate 47) et sa famille dépouillée de ses biens et réduite en esclavage (sourates 8 et 47). « *Quiconque montre de la bienveillance envers un infidèle combattant l'islam est injuste* » (sourate 60, verset 9). La véritable paix ne pourra s'établir sur Terre que lorsque tous les humains adoreront Allah et pratiqueront son culte (sourate 47). Le fidèle ne doit pas « *contracter amitié avec le juif et le chrétien* » (sourate 5).

Selon divers imams, ulémas et autre mollahs (chiïtes, ceux-là) qui s'adressent à des Occidentaux, l'*islam* serait une religion d'amour mutuel. Cette affirmation n'est exacte (hormis bien sûr les haines opposant les membres de sectes différentes) que pour les fidèles (et sur ce point, l'*islam* se rapproche de la religion juive, où le lien communautaire est très puissant, renforcé par une stricte endogamie, un racisme matrimonial, inconnu de l'*islam*, qui est une religion prétendant à l'universalité, s'avérant donc opposée au racisme comme l'est le christianisme). On peut noter toutefois que nombre de Noirs musulmans, notamment les Comoriens, nombre de Maghrébins et les activistes touraniens (Turcs et apparentés) pratiquent un racisme volontiers violent (Müftüler-Bac, 1997 ; Matringhem-Randa, 2002 ; Puyalte, 2011).

L'*islam* est une religion de haine vengeresse envers les apostats et les infidèles. Les premiers doivent être exterminés, selon la sourate 4... et bien des internautes ont pu visualiser sur le Net l'égorgeage de musulmans apostats, selon la même technique usitée par les tueurs d'abattoirs pour obtenir la viande *halal*.

Dès que les États islamiques sont en position de force, ils doivent proclamer le *djihad* pour convertir qui veut l'être, exterminer ou réduire en esclavage qui refuse (in Warraq, un auteur issu du milieu islamique, dans son réquisitoire implacable de 1999). Il n'est pas vrai que l'*islam* soit pacifique par essence, encore moins qu'il soit une religion tolérante, comme certains voudraient nous le faire croire. Il n'est pas faux d'écrire que, depuis le début de l'ère mondialiste, « le Coran est devenu une arme de destruction massive » (in Sakhri, 2007, autre auteur issu d'une famille musulmane).

Durant les siècles précédents, les maîtres de certains pays islamiques ont trouvé plus profitable, que de les tuer, de laisser en semi-liberté des infidèles, pressurés d'impôts spéciaux, désarmés et publiquement méprisés : les *dhimmis* (bonne étude in Fattal, 1958, disponible dans certaines universités catholiques où les bibliothécaires sont en général infiniment plus courtois et compréhensifs au chercheur, même athée, que ceux de nos glorieuses universités d'État).

En interprétant les *hadiths* et en se fondant sur les agissements de Mahomet rapportés par la *sîra*, les imams, ulémas et mollahs les plus excités recommandent de vandaliser les édifices religieux et les cimetières non musulmans, et encouragent ouvertement le terrorisme envers les infidèles. Depuis l'expansion du VIII^e siècle, en Espagne et en Aquitaine, il est classique de châtrer et de torturer les guerriers ennemis vaincus (ce qui n'est pas recommandé par le *Coran*, on le reconnaît volontiers).

Le blasphème et les injures envers le prophète sont passibles de mort dans le Code pénal iranien (art. 513) et le pakistanais (art. 295-C). En avril 2006, les membres d'une conférence internationale religieuse réunie au Qatar en ont appelé à l'O.N.U. pour que soit criminalisée « l'insulte faite aux symboles religieux ». Selon ces doctes juristes, l'introduction dans la législation de ce nouveau type de crime « n'est pas incompatible avec l'expression de la pensée » ; intentionnellement, les sectaires n'emploient pas l'adjectif « libre » avant les mots « expression » ou « pensée ».

Il est évident que la libre pensée n'est pas une préoccupation essentielle des légistes musulmans et que les sectaires musulmans ont au moins un stéréotype verbal en commun avec leurs homologues ennemis juifs : pour eux « liberté d'expression »

signifie liberté de dire du bien de leur communauté et rien que du bien. Cela n'est d'aucune importance pour l'Européen, tant que le fanatisme islamique exerce ses ravages en Afrique ou en Asie. C'est proprement intolérable en Europe.

La société islamique est, à l'évidence, fondée sur la ségrégation sociale des sexes (Lammens, 1926 ; Étienne, 1989 ; Warraq, 1999). Plus exactement, les femmes sont les humbles servantes du musulman mâle, à qui la *chari'a* permet d'en posséder quatre. Le droit coranique fixe la majorité sexuelle à neuf ans, ce qui n'est nullement conforme aux codes de lois européens (pour la France, l'âge minimal requis est de quinze ans, depuis 1945).

L'*islam* est par essence antiféministe. C'est ce qui a fait écrire à la journaliste juive Oriana Fallaci qu'il y a « *quelque chose dans les hommes arabes qui dégoûte les femmes de bon goût* » (Fallaci, 2002)... le style laisse à désirer et la réduction du monde musulman aux seuls Arabes est une stupidité. Cet écrit malhabile a provoqué quelques commentaires furieux, mais l'actualité rappelle, mois après mois, la réalité du phénomène : l'*islam* n'assure nullement la promotion de la femme, bien au contraire !

Quant à l'esclavage, il est autorisé par les sourates 6, 8, 33, 47. Il est toujours pratiqué de facto, sinon de jure, au Sahel, au Soudan du Nord, au Pakistan et dans les États à majorité musulmane d'Afrique noire, sous la forme de travail forcé pour dettes, avec entraves à la liberté de se mouvoir. Selon un rapport onusien de 2009, rien que pour l'année 2007, les rapt et ventes d'esclaves adultes auraient porté sur 4 millions de femmes, et les rapt et ventes d'enfants sur 5,7 millions. Il est curieux que les adeptes européens de la repentance pour la Traite négrière n'aient pas largement répercuté cette information.

Par ailleurs, on ne jurerait pas que la pratique de la castration ait disparu chez certains puissants seigneurs de l'*islam*, dans le but de créer un corps de surveillants de tout repos pour leurs épouses... et ces puissants époux semblent ignorer que certains eunuques sont capables d'érection !

L'application de la loi coranique (la *chari'a*) serait, pour l'Europe, non seulement un facteur d'extraordinaire régression sociale, mais aussi une cause de désorientation intellectuelle. En 1883, le philologue et historien des religions Ernest Renan écrivait (in *L'islamisme et la science*) : « *L'islam a été libéral, quand il a été faible ; il a été violent, quand il a été fort... Toutes les religions révélées ont une tare commune : dès qu'elles s'imposent au pouvoir politique, elles l'obligent à servir leur expansion en supprimant sciences, philosophie et libre recherche* ».

Renan tentait de combattre les sottises de Jules Michelet qui, par haine pathologique du christianisme, avait fait croire que la culture européenne devait beaucoup au monde musulman (et les âneries de Michelet sont toujours exploitées par les individus qui font semblant de nous gouverner, hélas aussi par de curieux universitaires, carriéristes ou indigents quant à l'information). Renan fut le premier à démontrer que les études philosophiques et scientifiques des musulmans, aux XI^e-XIII^e siècles, ne furent que des commentaires souvent peu pertinents apportés aux écrits des auteurs grecs antiques et des auteurs indous. Ces commentaires avaient été rédigés

pour l'essentiel par des Persans, obligés d'utiliser la langue arabe, toute autre langue que celle du prophète étant alors interdite (on reviendra sur ce dernier point, qui est encore un sujet d'actualité).

Dans les pays où des États islamiques se sont implantés depuis le VIII^e siècle, ils ont détruit les fondements de la civilisation antérieure (persane, hellénistique ou romaine) : le coût culturel de la conquête musulmane fut énorme (in Warraq, 1999).

Averroès, Avempace, Ababucer, puis Avicenne eurent des ennuis avec les autorités religieuses et n'eurent en pratique aucune postérité en terres islamiques, avant leur redécouverte aux XIX^e et XX^e siècles. Nombreux furent les poètes et les auteurs mystiques condamnés à mort par l'effet du fanatisme religieux (in Corbin, 1978), tel Schrawardî en 1191, sur l'ordre du Kurde Saladin, ou en l'an 922 le soufi al-Halladj (Ries, 1985), comme également les centaines d'autres soufis crucifiés en la ville de Damas. L'idée même d'une philosophie islamique est une absurdité, en parfaite contradiction avec le dogme : toute réflexion métaphysique est superflue, car tout ce qui est utile à l'homme est écrit dans le *Coran* ou dans les *hadîths* (Warraq, 1999).

Les chiffres appelés « arabes » par les ignorants, dont le zéro qui manquait aux numérotations grecque et romaine antiques, sont des inventions venues de l'Inde, où l'on a par ailleurs perfectionné l'algèbre né en Grèce antique. L'astronomie musulmane fut rétrograde et n'admit l'héliocentrisme qu'au XVIII^e siècle (Foerster, 1905). Même en matière d'alchimie, l'Occident fit mieux que le monde musulman (Heers, 2006). « *C'est à Byzance et non chez « les Arabes » que les clercs de l'Europe sont allés parfaire leur connaissance de l'Antiquité... Rendre les Occidentaux tributaires de leçons servies par les Arabes n'est rien d'autre qu'une fable* » (Heers, 2006), une fable inventée par Michelet, démontée par Renan et toujours fort à la mode de nos jours. En médecine, les remèdes proposés par Avicenne, d'ailleurs perse, étaient réellement meurtriers (étude in Plouvier, 2012).

Soyons honnêtes et saluons une invention musulmane. En la ville de Damas, les forgerons syriens au service des émirs guerriers ont inventé une technique originale de la trempe des armes blanches. Pour en durcir le fer chauffé au rouge, ils plongeaient l'arme dans l'abdomen d'un guerrier prisonnier, dont le courage était censé donner sa résistance à la lame. Pour un observateur moderne, il est évident que l'azote des organes du supplicié trempait l'acier.

Les Arabes n'ont fait que vendre, très cher, des textes grecs et latins déjà connus (ce qui a permis tout au plus de redresser quelques erreurs de copie), volés dans les bibliothèques des terres conquises, et transmettre, au XII^e siècle, l'héritage indien. Dès le VIII^e siècle, les clercs de la cour de Pépin le Bref étudiaient les textes d'Aristote, recopiés de la bibliothèque papale (Gougenheim, 2008). Un siècle plus tard, c'est du Mont Saint-Michel que partaient les copies des textes d'Aristote diffusées dans les monastères d'Occident (même source, très critiquée, en dépit de l'excellence de sa documentation, par des « *historiens* » attachés au dogme politiquement correct).

Le Moyen Âge est indéniablement redevable à la culture mathématique indienne et à la littérature persane (notamment pour l'art du conte), mais ne doit rien directement à cette « *culture arabo-musulmane* » dont les serviles chevaliers de la repentance ne cessent de nous rebattre les oreilles.

Le Moyen Âge a fini (et la 3^e Renaissance a débuté) quand philosophes et hommes de sciences et de techniques ont pensé, argumenté, discuté sans faire systématiquement référence, pour tout sujet, au « *doigt de dieu* », au « *mystère divin* » ou aux impénétrables voies de la providence. La mentalité islamique est toujours de type médiéval. L'Occident n'a rien à apprendre de l'*islam* et à même beaucoup à perdre en le fréquentant.

À l'étude de Renan, l'imam Djamal ad-Dîn al-Afghani répondit, dans une lettre publiée par *Le Journal des débats* le 18 mai 1883 : « *Tant que l'humanité existera, la lutte ne cessera entre Dogme et Libre examen, entre Religion et Philosophie... Lutte dans laquelle le triomphe ne sera pas pour la Libre Pensée parce que la raison déplaît à la foule* ». On a rarement aussi bien argumenté en faveur du fanatisme religieux, qui sait excellentement maintenir les peuples dans l'ignorance et la superstition.

L'homme avait quitté son pays, l'Afghanistan, menacé par les empires russe et britannique, et s'était réfugié à Istanbul, où il posa les fondements du panislamisme, devenant le grand ancêtre des fanatiques musulmans des XX^e et XXI^e siècles.

À ce sectaire, qui mourut en 1897, Renan répliqua par un article intitulé *Mahomet et l'origine de l'islamisme*, en appelant les élites musulmanes à faire leur Renaissance culturelle, leur conseillant de délaisser la *charî'a* et de dissocier la religion de l'étude des sciences et de la philosophie. « *Émanciper le musulman de sa religion est le meilleur service qu'on puisse lui rendre* ». Cela reste, de nos jours, un vœu impie ! « *Société bloquée, sans renouveau philosophique ni artistique, sans architecture, sans peinture, sans musique originales* » (Peroncel-Hugoz, 1983), tel apparaît l'*islam*, de nos jours, à l'observateur étranger.

Pour ce qui est de la musique populacière, il importe de noter que le discours du rap, fait de haine, de racisme et d'appels à la violence physique, ne tire nullement son origine de l'*islam*. Les rappeurs sont généralement détachés de la culture musulmane, se comportant non en djihadistes, mais en simples voyous de banlieues, désireux de se faire remarquer, voire d'amasser une fortune, en exploitant la bêtise et les plus bas sentiments humains.

N'ayant jamais eu de prétention scientifique et n'expliquant rien de l'astronomie, de la physique ni de la biologie, le *Coran* n'est pas démodé par la science. L'*islam* est donc parfaitement adapté aux peuples sous-développés. Sa naïveté, sa simplicité, ses promesses eschatologiques en font non seulement la religion la plus achalandée depuis la fin du marxisme, mais aussi celle qui aura de quoi attirer la partie la plus fragile du prolétariat européen, lorsque s'effondrera l'économie globale, fondée sur le surendettement de tous.

Le seul apport de la biologie moderne enseigné par les fanatiques musulmans est une absurdité, qui a longtemps provoqué des ravages dans tous les continents, mais n'exerce plus ses charmes vénéneux qu'en milieux musulmans : la stupide théorie de

la télégonie, proposée en 1905 par Alfred Giard, selon laquelle le premier homme à féconder une femme la marque pour la vie et imprime ses caractéristiques génétiques même aux enfants qu'elle peut avoir d'autres hommes (Rostand, 1958). Cette absurdité est très en vogue chez les « *requins vicieux* » de l'immigration musulmane (on signale aux nobles chevaliers de la lutte antiraciste que cette appellation désigne les violeurs et qu'elle a été créée par d'honorables musulmans écœurés du comportement de leurs coreligionnaires, in Matringhem-Randa, 2002).

Confronté au modernisme de l'Occident, l'Orient asiatique l'a adopté avec passion. Au contraire, les habitants du Moyen-Orient et de la partie de l'Afrique où dominant les musulmans se sont tournés vers le fanatisme médiéval, au point de rejeter la secte ahmadite, fondée, durant les deux dernières décennies du XIX^e siècle, par le Pendjabite Mirza Hussein Ahmad-Gholam, dont les fidèles, suspects de syncrétisme religieux, sont interdits de séjour à La Mecque.

Reprenant la thèse de Schopenhauer sur la conversion au bouddhisme de Jésus de Nazareth, miraculeusement échappé à la crucifixion, Ahmad a prétendu avoir trouvé son tombeau au Pendjab et a repris l'enseignement de charité du christ. Les Ahmadistes, musulmans non sectaires, jugés apostats, donc passibles de la peine de mort, par les sunnites comme par les chiites, ont pour devise : « *Amour pour tous. Haine envers personne* ». Effectivement, cela est contraire à l'enseignement du *Coran* et des *hadîths*.

En Europe occidentale et danubienne (à l'exception des peuples encore ethniquement imprégnés de domination turque : Bosniaques, Macédoniens, Albanais), l'*islam* ne réussit à percer que chez des individus frustes ou psychotiques, déstabilisés par le chômage de longue durée et l'usage des stupéfiants, ou apeurés par un voisinage musulman agressif (le fait est bien connu à Roubaix, où l'auteur a passé son enfance), ainsi que chez les épouses autochtones de musulmans, enfin chez quelques pensionnaires autochtones des prisons, pour faire cesser les attaques, sexuelles ou non, des musulmans noirs et maghrébins qui forment la majorité des prisonniers.

Lors de la vague d'expansion ultra-violente de l'*islam*, aux VIII^e-IX^e siècles, les Juifs furent partout, du Yémen à l'Aquitaine, les dévoués collaborateurs du conquérant, pour débusquer les membres du clergé chrétien, détruire les statues et les icônes, dérober les manuscrits et les objets de culte (Flori, 2007). Qu'à notre époque, en Europe occidentale, quelques Juifs perpétuent cette noble et autrefois profitable tradition collaboratrice ne laisse pas de surprendre l'observateur goy.

Le sionisme et sa conséquence, l'implantation de l'État d'Israël en terre d'*islam*, ont fait naître partout chez les musulmans une haine considérable à l'encontre de tous les Juifs, sans distinction, une haine perceptible même en des pays tellement pauvres que ne s'y implanta jamais de communauté juive notable, par exemple en Afghanistan, où l'antijudaïsme est d'apparition très récente (Filkins, 2008). Dans les nouvelles terres de l'*islam*, en lieu et place du statut de *dhimmi*, déjà assez peu reluisant, les Juifs risquent fort de se retrouver dans la position de cible préférentielle des tueurs islamistes. L'inculture historique et sociologique peut se payer très cher.

C'est ce que l'on pense généralement à l'Union des Juifs Patriotes de France, où l'on estime qu'en favorisant l'immigration massive des musulmans, les dirigeants de la communauté juive de France « *se sont tirés une balle dans le pied* ». C'est l'évidence même, à ceci près que les islamistes déchaînés risquent de viser d'autres cibles que les pieds.

Depuis les guerres d'indépendance africaines, de 1945 à 1962 (des guerres militairement toutes perdues face aux puissances coloniales), et sous l'influence des fanatiques du mouvement salafiste, né en Égypte à la fin du XIX^e siècle, le musulman répugne à parler une autre langue que celle du prophète : l'arabe (Arkoun, 1975). La soi-disant « *assimilation* » du travailleur immigré n'est généralement que de façade : en son domicile, l'immigré musulman se sentirait déshonoré de parler la langue des roumis du pays d'accueil, destinés à entrer, de gré ou de force, dans le *Dâr al-islam* (le domaine de l'*islam*). Dommage que les individus censés nous gouverner et nous informer ignorent (ou feignent d'ignorer) ce menu détail !

La vie quotidienne, dans le *Dâr al-islam*, est faite d'une surveillance du fidèle, à tout moment, par voisins, parents ou n'importe quel autre musulman de rencontre, et d'un risque de délation pour avoir mal prononcé le moindre mot d'une sourate (c'est un blasphème), pour n'avoir pas respecté le minimum quotidien des cinq prières (en principe faites en groupe) et des 17 prosternations, pour avoir rompu le jeûne diurne des 30 jours du mois de *Ramadan* ou pour avoir goûté une boisson alcoolisée (Sakhri, 2007).

La foi intensément vécue se traduit dans les faits par un totalitarisme, niant à autrui le droit de penser autrement. L'Europe, où le christianisme est devenu, par la force des choses, au XX^e siècle, somnolent ou peu virulent, en tous cas bien plus respectueux des autres (athées, et juifs), risque fort de devenir l'enjeu d'une nouvelle guerre de religions, quand les islamistes se sentiront suffisamment nombreux et armés pour lancer leur *djihad*.

« Il est dans les mœurs de l'homme que les peuples forts détruisent les peuples faibles. C'est le principe du droit des gens »

Anatole Thibault-« France », *Sur la pierre blanche*.

... en se souvenant que les peuples médiocrement évolués ne sont forts que de la veulerie des autres. Sans une saine réaction des autochtones, notre époque n'aura fait que préparer l'expropriation des peuples d'Europe occidentale.

« *Un peuple n'a point de devoir à l'égard des intrus, il a au contraire tous les droits contre eux* » (Bardèche, 1952). Cela vaut également pour les agités de l'immigration extra-européenne et pour les maîtres de l'économie globale.

En 1924, un nationaliste allemand écrivait : « *L'Europe n'est pas une donnée de l'esprit ; elle est une conscience... L'Europe, c'est un monde nouveau et une victoire du Nord sur le Sud* » (Arthur Moeller van den Bruck). C'est ce que l'on peut appeler une prévision ; aux Européens de démontrer qu'elle n'est pas une vaine supposition.

*

*

*« Les foules n'ont de puissance que pour détruire.
Leur domination représente toujours une phase de barbarie »
Gustave Le Bon, La psychologie des foules, 1895.*

Grâce à une démographie galopante, favorisée par la polygamie, et grâce à un apostolat qu'Adolf Hitler avait été le premier chef d'État à percevoir (in Plouvier, 2008, volume 6), l'*islam* est passé de 250 millions de fidèles vers 1939 à 1,3 milliard de nos jours (Multeau, 2012), sur une population mondiale estimée à 7 milliards d'individus. Le Pakistan, peuplé de 180 millions d'habitants, est à la fois un pays musulman et une puissance nucléaire, en proie à une instabilité politique inquiétante ; il fait, pour l'instant, partie des alliés islamistes des U.S.A.

En pays pauvres (tels ceux d'Afrique noire ou de l'Asie du Sud-Ouest), l'apostolat musulman est grandement facilité par le verset 60 de la 9^e sourate, qui autorise l'emploi du produit de l'aumône rituelle (la *Zakat*, authentique impôt religieux, représentant 2,5 % de la fortune du musulman aisé, les bijoux familiaux n'étant pas pris en compte) pour soudoyer « *ceux dont les cœurs sont à rallier* » à l'*islam*.

Selon Tarik Ramadan, le petit-fils d'Hassan al-Banna, le fondateur de la secte des Frères musulmans, « *L'Europe est le territoire de l'avenir pour l'islam* » (in Multeau, 2012). Cela reste à démontrer : selon que les Européens seront puissants ou lamentables, la phrase du sieur Ramadan sera vaticination ridicule ou prophétie réelle.

De 1945 à 1950, en pleine période de reconstruction et de modernisation du pays, la France n'a importé que 320 000 travailleurs algériens, soit une infime minorité de personnes au regard des 20 millions de travailleurs français de souche, de prisonniers de guerre allemands et autrichiens, d'immigrés Belges, Polonais, Italiens, Espagnols et Portugais, ces derniers n'arrivant qu'à la fin des années 1960 (Darhel, 2011). Contrairement à ce que brament certains pitres de nos jours, la France n'a pas été « *reconstruite par les travailleurs algériens* », ça ne fait jamais qu'une ânerie de plus répétée à longueur d'année.

En quarante années, de 1970 à 2010, la France a perdu 3 millions d'emplois dans l'industrie (on rappelle que le coût de la main d'œuvre en Asie est globalement 40 fois moindre qu'en France, in Coll. 2012). Parallèlement, l'on a importé 10 millions d'immigrés en provenance d'autres continents (l'on inclut les rejets nés en France, dont bien peu se sentent Français). La Belgique, peuplée de 9 millions d'autochtones en 1990, a importé 1,87 million d'extra-européens en deux décennies de désindustrialisation (Dewinter, 2012).

Au milieu des années 1990, l'on dénombrait entre 7 et 8 millions d'étrangers installés en France (Dupâquier, 1997, parlant « *d'allogènes* » ; Milloz, 1999), d'origine extra-européenne pour l'écrasante majorité d'entre eux, coûtant fort cher à la communauté, bien plus en tous cas qu'ils ne lui apportaient en travail ou en ajout culturel. Et cela provoquait l'indignation de nombre de Français, estimant infiniment

trop lourde la charge de cette immigration, peu productive et dont la consommation était réglée pour une part grâce au détournement du produit des impôts. Le phénomène a crû considérablement depuis lors.

Entretemps, en effet, le funeste gouvernement Jospin (celui qui a imposé la semaine de travail de 35 heures) a fait pire encore que le duo Giscard-Chirac, créateur de la loi de regroupement familial. La loi R.E.S.E.D.A. (98-349) du 11 mai 1998 a offert la naturalisation à tout conjoint de citoyen français, au bout d'une année de cohabitation, multipliant par quatre, dès l'an 2000, le nombre de mariages mixtes (entre Français et non-Français, essentiellement au profit d'Africains, noirs ou maghrébins), au point que durant le premier lustre du XXI^e siècle, ce type d'union a représenté 28 % du total des mariages publiés en France (in Delaunay, 2006). En raison des abus monstrueux engendrés par cette loi, immédiatement détournée de son principe en faisant exploser le nombre de « *mariages blancs* » (en argot d'immigré : les « *mariages pour les papiers* »), la loi M.I.S.E.F.E.N. (2003-1119) du 26 novembre 2003 a exigé au moins deux années de cohabitation, avant d'ouvrir le droit à la naturalisation.

En 2012, environ 10 millions de musulmans résident en France (naturalisés, nés en France et résidents étrangers, clandestins et immigrants légaux, in Multeau, 2012) ; il faut ajouter à ce chiffre environ 1 million d'immigrés d'origine extra-européenne non-musulmans. Les estimations ne peuvent qu'être approximatives, les hauts-fonctionnaires du ministère de l'Intérieur et des Cultes refusant, sur ordre des ministres titulaires, de publier les statistiques exactes, « *pour lutter contre le racisme* » (rengaine connue). C'est ainsi qu'en France les politiciens traitent le « *peuple souverain* ».

L'index différentiel de fécondité étant ce qu'il est (cf. infra, chapitre 5), l'on n'est pas étonné d'apprendre qu'en 2007, 54 % des naissances de la région Île-de-France étaient des enfants « *à risque de drépanocytose* » (par définition : des Noirs et des Maghrébins), comme l'étaient 32,5 % des bébés de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur, 29,3 % en Languedoc-Roussillon, 26,7 % en Alsace, 25 % en Rhône-Alpes, entre 10 et 17 % dans les autres régions (in Darhel, 2011).

Dans la quasi-totalité des pays d'Europe occidentale, l'accroissement annuel des populations depuis l'an 2000 se fait pour un tiers seulement grâce aux autochtones : deux naissances sur trois proviennent de l'immigration extra-européenne. En raison d'abus flagrants (enfants conçus en d'autres continents par des parents non-européens), le droit du sol a été suspendu en 2004 sur le territoire de la République d'Irlande, pour les femmes qui viennent y accoucher grâce à un visa touristique.

Si les Européens autochtones ne réagissent pas, avant le milieu du XXI^e siècle l'Europe occidentale sera dominée, du seul fait de la poussée démographique, par les Africains, les Moyen-orientaux et, pour la Grande-Bretagne, les Jamaïcains, en sus des Indiens et de leurs ennemis Pakistanais.

L'immigration programmée par les maîtres de l'économie a tourné à l'invasion et risque de se transformer en génocide par submersion des autochtones, si l'on préfère : en substitution de populations. Cette submersion a même été prévue pour les environs de l'an 2030 (Sauvy, 1987). Le propre des prévisions de spécialistes est de ne jamais

se révéler exactes. Il incombe aux Européens de souche d'empêcher que cette prophétie ne se réalise.

Dans le triste « 9.3 », le département de la Seine-Saint-Denis, où la moitié de la population est composée d'immigrés d'origine extra-européenne (jouissant ou non de la citoyenneté, pour l'attribution de laquelle aucun serment, aucun examen, aucun test linguistique ne sont requis), l'on use et l'on enseigne, dans les écoles, l'arabe et le berbère en plus de quelques dialectes africains (Caldwell, 2011), dans l'indifférence quasi générale des journalistes et des politiciens, à l'exception de rares élus locaux, dépourvus de pouvoir et d'audience médiatique. Nul ne sera étonné d'apprendre que ce département est celui qui coûte le plus à l'État français en dépenses d'assistanat social ni qu'il soit le plus sinistré du pays en matière de réussite scolaire (in *Rapport 049* du Sénat, pour l'année 2006).

Certes, les lois européennes ne reconnaissent pas la polygamie. En réalité, la loi est aisément tournée et de façon fructueuse par les quémandeurs d'allocations multiples. Lorsqu'un musulman est riche d'enfants issus de ses quatre épouses, l'une d'elles est officiellement reconnue comme « *légitime* », les trois autres perçoivent les allocations prévues pour les « *mères célibataires* » et, bien sûr, les enfants de toutes rapportent des allocations familiales.

L'on a, une fois encore, détourné une loi de son principe. « *Il faut réduire l'État-Providence pour réduire l'immigration extra-européenne* » (Matringhem-Randa, 2002). C'est une évidence qui échappe aux faiseurs de lois, vautrés devant les maîtres du pouvoir économique pour lesquels seuls comptent les consommateurs, quelle que soit la provenance de l'argent : honnêtement gagné ou provenant du parasitisme social, du vol ou du trafic de stupéfiants.

Le pire dans l'affaire est que ces immigrés, officiellement entrés pour enrichir la France (et les autres pays européens) « *de leur travail* », sont chômeurs pour une notable partie d'entre eux. En 1997, le démographe Jacques Dupâquier, écrivait : « *Aujourd'hui, les Africains ne viennent pas en France pour chercher du travail, mais des secours* » ; pour être trop générale, la phrase n'en contient pas moins un grand fonds de vérité. En l'année 2000, 28 % des Maghrébins en âge de travailler étaient au chômage contre 10 % des autochtones (in Verdavoine, 2004). N'y aurait-il pas une monstrueuse erreur de programmation ?

Pas tout à fait ! Pour nos maîtres, on l'a vu, un consommateur est une source de profits, qu'il consomme grâce à son travail ou grâce à diverses allocations obtenues par des lois sociales, détournées de leur finalité, et tirées de caisses alimentées par le produit des taxes prélevées sur les revenus des véritables travailleurs. Les immigrés ont fort bien compris les rouages du système social et forment de nos jours les gros bataillons des organisations syndicales les plus démagogiques de France, d'Italie ou de Belgique : il n'est que de voir la composition des cortèges syndicaux en ces pays.

Selon les services du ministère de l'Intérieur, à l'automne de 2012, la France était riche d'environ 400 000 immigrés clandestins (comptabilisés en vue de leur régularisation, illégale si l'on se réfère à la Constitution), alors que la présence de 0,4 million de clandestins avait été régularisée en 1981-83, puis celle de 0,3 million en

2007. Au moins a-t-on appris en 2012 que ces clandestins, qui en principe n'ont aucune existence légale si l'on s'en réfère à la Constitution, ont droit à une ATA (Allocation Temporaire d'Attente) de 467 euros / mois (700 pour un couple), avec majoration de 140 euros par enfant.

Dans la défunte U.R.S.S. et d'autres ex-paradis des prolétaires, existait un crime de « *parasitisme social* », au nom duquel on envoyait en camp de travail, ou on utilisait comme mouchards des organismes policiers, les chômeurs renvoyés de leur bureau ou de leur usine. De nos jours, l'honnête contribuable de divers États d'Europe occidentale, dont le français, se contenterait de voir supprimées les nombreuses allocations octroyées aux innombrables parasites inutilement importés.

Le parasitisme social et le risque de submersion de la population autochtone sont indéniables, même s'il est évident qu'une partie des immigrés travaille (c'est notamment le cas de tous les Asiatiques). On sait depuis longtemps qu'être chômeur dans un pays riche et doté d'une généreuse législation sociale est beaucoup plus profitable que de travailler en pays sous-développé (Sauvy, 1982).

Faut-il envisager une arrière-pensée, passablement ignoble en plus d'être stupide à long terme, de la part de certains maîtres du jeu économique et médiatique ? Pour des raisons de prudence, l'on ne peut envisager cette épineuse question que sous une forme interrogative.

Le premier auteur à envisager la mixité raciale comme « *l'un des moteurs du progrès humain* » fut un personnage cosmopolite, presque oublié de nos jours sans offense pour l'histoire des idées : Jakob Novicow, issu des amours d'un Russe et d'une Grecque, qui écrivait, en 1897 : « *Nous marchons vers l'équilibre des races... Le jour où il sera atteint, on ne pourra pas affirmer que la civilisation est l'apanage exclusif des Blancs, des Jaunes ou des Noirs, elle sera l'apanage de l'humanité* » (Novicow, réédition de 1902).

Parmi les chantres du métissage, le grand ancêtre le plus célèbre demeure le comte Richard-Nicolas Coudenhove-Kalergi, rejeton d'un riche aristocrate austro-hongrois et d'une riche aristocrate japonaise, lui-même époux successif de deux héritières juives. Ses préjugés d'origine en firent un ennemi juré du Russe mythique, repoussé par lui en Asie, hors de l'Europe future. La haine de ce personnage cosmopolite s'apparente à celle de penseurs juifs à l'encontre de la Russie moderne. Les Européens de souche n'ont que faire de ces préjugés cosmopolites, anti-continentaux.

Créateur de l'idée paneuropéenne et fondateur d'une maison d'éditions, à Vienne et à Leipzig, pour promouvoir ses idées, Coudenhove-Kalergi écrit dans son premier livre, paru en 1925 (*Idéalisme pratique*, inédit en France) : « *L'homme de l'avenir sera un métis... Pour la nouvelle Europe, je désire une race eurasiatico-négroïde... Ce sont les Juifs qui devront en être les personnalités dirigeantes* ». Seule une étude approfondie des souffrances ou des frustrations endurées par cet auteur durant sa jeunesse, au contact de jeunes européens autochtones, permettrait d'expliquer ce grotesque fantasme raciste.

Durant la II^e Guerre mondiale et un peu après, réfléchissant à la puissance que le III^e Reich avait tirée de sa cohésion nationale et à celle qu'eux-mêmes tiraient de leur profond attachement à l'endogamie, des intellectuels juifs se sont faits les théoriciens les plus efficaces de la nécessité d'une forte immigration extra-européenne en Europe (Rosenbaum-« Reves », dès 1946 ; Strauss-Hupé et Fossony en 1950 ; l'hématologiste et académicien Jean Bernard, qui écrivait en 1983 : « *Le métissage est avantageux* » ; Bernard-Henri Lévy, en 1994, qui dénonçait « *la pureté dangereuse* », celle de l'homogénéité raciale en Europe, bien sûr ; Jacques Attali et Daniel Cohn-Bendit en 1998 ; Pierre-André Taguieff en 2000, qui restera l'immortel théoricien de la « *panmixie* »).

La cohésion raciale est un énorme obstacle à la domination planétaire du capital cosmopolite et des entreprises à caractère supranational. Dans l'édition de 1799 du *Dictionnaire de l'Académie Française*, parue lors d'un entracte dans les guerres provoquées par la féerie révolutionnaire, l'on trouvait cette excellente définition : « *Un cosmopolite regarde l'univers comme sa patrie* ». On comprend que ce « *cosmopolite* » soit l'ennemi-né de toute idée de patriotisme.

Il est évident que l'introduction massive d'ouvriers non ou peu qualifiés, Noirs Africains ou Antillais, Maghrébins, Moyen-Orientaux, ne peut qu'abaisser le niveau économique et social des nations européennes. Il est possible qu'elle ait été encouragée par nombre de Juifs de façon à punir les descendants européens des antijudaïques des siècles précédents (les Juifs ont emprunté aux Babyloniens la notion de responsabilité collective, étalée sur de multiples générations) et à introduire en masse d'autres cibles préférentielles en cas de nouvelle explosion de « *racisme européen* ». C'est un truisme dans les associations de lutte contre le racisme : seul le Blanc est raciste ; la réalité quotidienne dément quelque peu, voire totalement, cette idée reçue, mais c'est encore un menu détail qui échappe aux praticiens des media et de la politique.

Le brassage des races est fortement encouragé par ceux-là même qui s'y refusent depuis un peu plus de trois millénaires. Personne, de nos jours, n'oserait écrire : « *Le Juif veut détruire, par le métissage, cette race blanche qu'il hait, pour la faire choir du haut niveau de civilisation et d'organisation auquel elle s'est élevée* » (Adolf Hitler, *Mein Kampf*, volume 1, 1924). L'opinion des Juifs changera peut-être le jour où ils auront compris qu'ils appartiennent à cette race blanche.

Les Juifs ne représentent qu'environ 30 millions de personnes sur la planète, concentrant, certes, beaucoup d'argent et d'influence, tant politique que médiatique. Toutefois, ils sont largement méprisés en Asie du Sud-Est. Aux U.S.A., leur pays d'élection (seul un sot aurait pensé, dans ce rôle, à l'État d'Israël, qui n'est qu'un anachronisme coûteux), le lobby islamique, financé par les émirs du pétrole, surpasse désormais l'influence du lobby juif. La succession du très judéophile George Bush junior par le métis Obama est plus que symbolique. Étant donné le poids démographique respectif des Juifs d'une part, des Asiatiques et des musulmans de l'autre, l'antijudaïsme ne sera bientôt plus qu'un mauvais souvenir. Qui en voudrait à un peuple minuscule et dépourvu d'influence ?

*

*

*

« Où l'un gagne, il faut que l'autre y perde.
C'est la loi commune »

Fontenelle, *Le jugement de Pluton*.

L'immigration extra-européenne est-elle une chance pour l'Europe occidentale ? Serait-elle exclusivement composée d'Asiatiques (Indonésiens, Indiens et Pakistanais, Chinois, Coréens et Indochinois), on serait tenté de répondre par l'affirmative, surtout si elle demeurerait numériquement restreinte. Les Asiatiques, en Europe, travaillent beaucoup, règlent de façon interne leurs problèmes de délinquance juvénile et, adoptant une démographie européenne, ne font guère plus d'enfants que les autochtones.

Pour l'heure, l'argument économique d'une immigration « *indispensable pour l'avenir de l'Europe* » (cf., pour les amateurs de romans de politique-fiction, la prose curieuse, parue en 2011, de mesdames Karine Berger, du monde merveilleux de l'assurance-crédit et députée socialiste, et Valérie Rabault, du milieu bancaire) est une totale absurdité. L'égalité n'existe pas entre les humains, pas plus que dans n'importe quelle espèce animale ou végétale. L'argument démographique est de ce fait une absurdité : l'immigration africaine et moyen-orientale a introduit en Europe occidentale, singulièrement en France, plus de délinquants bons à rien et de manœuvres assez peu performants que de techniciens et de savants, ce qui augure mal de sa rentabilité.

Bien au contraire, le coût de l'immigration extra-européenne est, pour l'instant, prohibitif, générateur de bien plus de dépenses (allocations multiples, surcoût pour l'Instruction publique, exportations de capitaux vers les familles restées hors d'Europe, surcoût de la délinquance et de la criminalité en frais d'assurances, de reconstruction, de police, de justice et de prisons) que de rentrées d'argent procurées par le travail.

En 2011, le rapport du travail des immigrés était estimé aux alentours de 83,4 milliards d'euros (selon l'I.N.S.E.E.) et le coût de l'immigration extra-européenne approximativement à 89 milliards d'euros, pour la seule France (Laulan, 2012), dont 30 milliards en dépenses de santé et 40 en aides sociales et allocations diverses. À ces 5,6 milliards de déficit évident, il convenait d'ajouter 8,6 milliards d'aides humanitaires allouées par les collectivités locales, enfin 3,2 milliards d'euros en aides et allocations offertes aux « *illégaux* », ces clandestins qui n'ont aucune raison officielle de séjourner en France.

On sait qu'en 1998 un gouvernement socialiste a institué la C.M.U. (Couverture Médicale Universelle) pour les citoyens trop pauvres pour se payer une mutuelle... et l'on en a étendu le principe aux immigrants, officiels et « *illégaux* », qui bénéficient de

ce fait de l'absolue gratuité des soins dans un pays d'accueil sur lequel crachent en permanence leurs rejets. L'an 2012, cette générosité hors du sens commun a coûté aux contribuables français la bagatelle de 670 millions d'euros. Il est des économies faciles à réaliser lorsque les caisses sociales menacent ruine. Nos honorables gouvernants préfèrent augmenter les impôts des travailleurs et des retraités.

Le surcoût de l'immigration, pour l'État, soit les contribuables, était donc estimé à 17,4 milliards d'euros en 2011. Il faut signaler qu'il s'agissait d'estimations sous-évaluées, car ne tenant pas compte des ex-immigrés naturalisés. On est loin de l'objectif visé, à savoir faire payer les retraites d'une France vieillie par de jeunes immigrés, supposés grands travailleurs.

Mais, par l'énorme consommation qu'elle génère, avec ses 10 millions de clients, l'immigration d'origine extra-européenne enrichit la grande distribution en France (le constat est identique pour les autres pays qui ont « *la chance* » d'avoir accueilli massivement ces immigrés). Les caisses sociales et les contribuables autochtones s'appauvrissent ; les marchands, petits, moyens et gros, s'enrichissent.

C'est la finalité de l'économie globale et de la mondialisation de la vie politique : des profits pour les entreprises et la faillite programmée des États nationaux, de façon à imposer une structure supranationale, étendue sinon à la planète, du moins à trois ou quatre continents. Et c'est en ce sens qu'il faut comprendre la phrase d'Édouard Valdman (1994) : « *L'argent est vraiment la puissance révolutionnaire par excellence* », à condition d'entendre l'adjectif « *révolutionnaire* » dans son acception de « *subversif* ».

L'immigration musulmane est déjà par elle-même une immense source de subversion. « *L'islamisme... dans sa forme primitive, est dur, militant et puritain ; il encourage l'esprit du martyr, il est empressé à faire des prosélytes et n'a point de scrupule pour décréter la « guerre sainte » et pour organiser des persécutions* » (Aldous Huxley, 1954)... il ne manque à cette phrase que le terrorisme et l'on y trouve tous les agréments que les islamistes ont apportés à l'Europe occidentale depuis les années 1980-90, surtout dans les pays où les forces de l'ordre sont laxistes : France, Belgique, Grande-Bretagne.

Gustave Le Bon l'a démontré dans son livre de 1895, *La psychologie des foules*, le grand nombre procure aux humains une sensation de puissance, mais aussi un fort sentiment d'irresponsabilité, poussant à perpétrer des actes criminels. En outre, les musulmans d'Afrique et du Moyen-Orient, en plus de leur culture du mépris de la femme (Minces, 1981, et supra), élèvent durement leurs enfants mâles. Effectivement, ce n'est pas en élevant son fils avec des sourires et des caresses que l'on en fait un guerrier (Léon Uris, 1985, l'a démontré dans un roman bien supérieur à toutes les savantes dissertations sociologiques d'universitaires).

Rassurés à la fois par la puissance du nombre et par la veulerie des pouvoirs publics (d'autant que l'on a massivement incorporé, en France et en Grande-Bretagne, des sujets issus de l'immigration extra-européenne dans les forces de l'ordre, l'armée et le gardiennage des prison), les musulmans ont dévoilé leur jeu dès les années 1980-90, hurlant leur foi en Allah le vendredi (alors que le *Coran* recommande de

prier à voix moyenne ; il serait bon que les fidèles s'inspirent de la sourate 17), exigeant des abattoirs permettant d'obtenir une viande *halal* et faisant porter le voile islamique à leurs épouses et à leurs filles, un voile qui n'ornait guère le visage des femmes du Maghreb avant les « *révolutions islamistes* » des années 2010-2012.

Qui a connu les musulmans de Roubaix dans les années 1950-1960 se souvient de leur désir d'occidentalisation qui amenait beaucoup d'entre eux à consommer de l'alcool parfois hors de raison, qui libérait la femme de la dictature conjugale et faisait de tous d'excellents francophones. La modification de la donne démographique (en grande partie du fait du décret de regroupement familial de 1976, authentique crime contre la nation française commis par Valéry Giscard d'Estaing et Jacques Chirac), jointe à l'administration de la France par la génération soixante-huitarde (pour laquelle un criminel est une « *victime de la société* ») a tout bouleversé : les musulmans, autrefois satisfaits de vivre en un pays hautement civilisé et policé, se sont mis à hurler leur différence et leurs rejetons se sont massivement comportés en voyous dès qu'ils se sentirent en nombre suffisant et percurent la faiblesse des forces de l'ordre.

Des années 1980 (où tout a basculé, par la faiblesse intentionnelle des interventions policières et juridiques) à nos jours, les meurtres, viols, mutilations et blessures graves laissant des séquelles physiques et psychologiques indélébiles, sont de moins en moins punis et le caractère raciste anti-Blanc de nombre de ces crimes et délits graves commis par des rejetons de l'immigration africaine n'est jamais stigmatisé.

D'ailleurs, les media ne signalent plus de nos jours l'origine ethnique des agresseurs (violeurs, vandales, pilleurs, cogneurs, racketteurs et assassins), au nom de la « *lutte contre le racisme* », une lutte à géométrie de plus en plus variable. Il n'est pas facile pour un Blanc (un « *Babtou* » ou un « *bâtard* », cette dernière appellation ayant les faveurs de la majorité de ce qu'il est convenu de qualifier les jeunes racailles issues de l'immigration africaine), victime d'une agression perpétrée par un Noir ou un Maghrébin, de faire enregistrer sa plainte dans certains commissariats de France (de Fersan, 1997, et la situation ne s'est pas améliorée, d'autant que joue parfois un sentiment de communauté d'origine entre les agresseurs et les agents de la force publique).

Le problème des viols de « *petits culs blancs* » (appellation contrôlée dans l'immigration d'origine africaine, mais jugée non raciste par la H.A.L.D.E.) se pose un peu partout en Europe (sauf en Allemagne où la répression est ferme). Pour la seule année 2009, Sarkozy régnant à l'Élysée, l'on a constaté une moyenne de 200 viols quotidiens en France métropolitaine (Obertone, 2013). L'année 2010, en Suède, 80 % des viols ont été perpétrés par des musulmans sur des Blanches ou des Asiatiques et près de 100 % à Oslo (Darhel, 2011).

Un théoricien soudanais de l'*islam*, Hassan al-Tourabi, estime tout à fait légitime qu'un musulman viole une femme « *si elle est sa prisonnière* » (al-Tourabi, 1997), dans le cadre du *djihad*. On peut ainsi expliquer le comportement sexuel de certains fanatiques de banlieues qui estiment œuvrer pour la gloire d'Allah le Tout-Puissant en

pratiquant la guérilla civile en Europe. Pourquoi se gênaient-ils, assurés qu'ils sont d'une quasi impunité ?

De la même façon, quel journaliste non suicidaire oserait dire la vérité sur la distribution du haschich en France (un quasi-monopole de l'immigration marocaine) ou de l'héroïne (où la concurrence est rude entre Moyen-Orientaux, Tchétchènes officiellement réfugiés politiques, Maghrébins et Africains, singulièrement les Zaïrois) ? Les hommes et les femmes des media ont moins de pudeur avec la provenance latino-américaine de la cocaïne, mais redeviennent muets sur sa distribution qui est un quasi-monopole juif (comme l'est celle du LSD et des amphétamines dont l'Ecstasy, in Ryssen, 2008).

Les drogués admis dans les hôpitaux, s'ils refusent généralement de dénoncer nominativement leur(s) dealer(s), sont fort précis quant à leurs origines. N'importe quel observateur peut surprendre les échanges (à peine) furtifs qui se déroulent de nos jours dans les jardins publics et reconnaître l'origine ethnique évidente des dealers. Les lieux sont tellement connus et les échanges (argent contre petits sachets) tellement maladroits, que naissent obligatoirement des réflexions sur le travail de la police.

Il est vrai qu'il est plus simple et plus rentable de verbaliser un automobiliste qui flirte avec la limite supérieure de la vitesse autorisée que d'arrêter un trafiquant de drogue qui risque – horreur suprême – de taxer le policier de « *racisme* », voire d'ameuter ses amis, provoquant une de ces émeutes de banlieues qui sont devenues monnaie courante depuis le règne désastreux de François Mitterrand.

En théorie, « *la police est l'armée des honnêtes gens* » (Romerio, 1977, un ancien conseiller à la Cour de cassation). Hélas, « *il y a des crapules et des honnêtes gens dans tous les milieux* » (même source). C'est un drame pour le peuple quand l'on arme et nantit d'un pouvoir un alcoolique ou un psychopathe violent, mais aussi quand on en fait autant avec un lâche ou un corrompu... et l'expérience quotidienne démontre que ce type d'individus n'est pas une exception dans les rangs des forces de l'ordre (à la notable différence de ce que l'on rencontre dans les forces armées, du moins quand l'encadrement est de qualité).

Une excellente institution est vite gâchée lorsque l'on ne fait pas correctement le tri des postulants pour un emploi à forte responsabilité et à lourde charge émotionnelle, ou quand l'on se refuse à sanctionner les fautes personnelles détachables du service, c'est-à-dire volontairement commises, en violation des règles techniques, de la loi ou de la morale en vigueur dans les sociétés occidentales.

D'une manière générale, n'importe quel Français de souche s'évertuant à faire respecter un règlement par des Maghrébins ou des Noirs, qui le violent avec délices et de façon quasi systématique, se fait taxer de « *racisme* », sans préjudice de menaces, d'injures et trop souvent de violences corporelles. La fréquentation des hôpitaux est devenue une école de combat pour le personnel, les agresseurs étant quasi constamment issus de cette immigration extra-européenne qui serait « *une chance pour la France* », selon certains politiciens qui vivent dans un monde où ils sont fort bien protégés de toute agression physique.

Dès les premières années de la décennie 1980, la criminalité des immigrés africains était considérable à Londres : ces immigrés représentaient alors 13 % de la population de la capitale britannique et y étaient responsables de 50 % des crimes, selon un article paru dans la livraison du 24 mars 1983 du *Daily Telegraph*, cité in Delcroix, 2010... il n'est pas trop assuré qu'un article d'une telle teneur serait publié de nos jours, et surtout pas en France.

De 1965 au milieu des années 1980, les émeutes urbaines, en France, étaient organisées par les membres de groupuscules gauchistes, inspirés, armés et financés par l'U.R.S.S. et, à un degré moindre, par le gouvernement cubain. En dépit de la liquidation des derniers éléments de guérilla civile, liée à l'abominable gestion de l'affaire algérienne par de Gaulle et ses ministres, les statistiques d'actes criminels et de la délinquance doublièrent durant le premier lustre de la décennie 70 (Denis, 1976), les policiers et les sociologues mettant, non sans raison, cette augmentation sur le compte de la « *révolution soixante-huitarde* ». On n'était pas au bout des surprises désagréables : délinquance et criminalité ont littéralement explosé à partir du milieu des années 1980, devenant très largement une spécialité des rejetons de l'immigration africaine.

Depuis la fin des années 1990, plus de la moitié des vols avec violence sont le fait de voyous mineurs d'âge, issus pour l'immense majorité de l'immigration africaine (Faye, 2002), soit les Noirs et les Maghrébins, dont les bandes ethniques s'affrontent beaucoup moins au XXI^e siècle que dans les dernières années du XX^e, et se coalisent volontiers pour s'attaquer aux personnes et aux biens des Blancs, des Asiatiques ou des Roms (Bauer, 2010). Le même laxisme engendrant les mêmes troubles, la situation est identique en Belgique et en Grande-Bretagne, mais nullement en Allemagne. Ce n'est pas ou ce n'est plus la gêne financière qui est le principal stimulant des voyous, mais le désir de s'en prendre au pays d'accueil peuplé de Blancs haïs (Bauer, 2010).

Le recel d'objets volés est, en Belgique, dominé par des réseaux arméniens. En France, l'année 2011, l'on a démantelé un réseau de Géorgiens, qui se dénomment eux-mêmes « *Les voleurs dans la loi* ». L'immigration est de plus en plus une « *chance pour la France* ».

Dans de nombreuses villes de France, de Belgique et de Grande-Bretagne, les Blancs savent les quartiers où ils ne doivent pas mettre les pieds, sous peine de se faire agresser (le plus souvent à raison de trois rejetons de l'immigration par « *touriste* » Blanc, l'expérience est facile à faire ; on signale toutefois aux *Kamikaze* sociaux que l'on a parfois vu des agressions à cinquante contre un (in de Fersan, 1997). Ce sont les « *zones de non-droit* », où les policiers ne patrouillent guère et d'où sont partis, après de multiples provocations, puis des agressions variées, les Blancs, les Tsiganes sédentarisés et les Asiatiques, car, n'en déplaise aux individus censés nous gouverner ou nous informer, le racisme règne en maître dans les milieux très disparates de l'immigration extra-européenne.

Comment s'étonner de l'implantation de ces zones de non-droit, dans lesquelles l'infidèle est violemment pris à partie, là où les musulmans se sentent en force ? Dans

le *Dâr al-islam* considéré dans sa matérialité territoriale, le voyageur ou le commerçant infidèles arrivés sans autorisation, peuvent être exécutés (Lammens, 1926). En la seconde décennie du XXI^e siècle, il semble que les métros et R.E.R. de la région parisienne soient devenus partie intégrante du *Dâr al-islam*, où l'on peut racketter et violenter les infidèles, sans rencontrer trop d'opposition de la part des *roumis*, on reviendra sur le sujet.

Aucun Roubaisien autochtone, non suicidaire, n'irait musarder dans le quartier de l'Épeule ; aucun Toulousain ne se baladerait nuitamment dans les quartiers de Bagatelle ou Bourbaki, du Mirail ou d'Empalot ; idem pour les quartiers Phobos et La Paillarde de Montpellier, pour le Petit-Quevilly ou celui de Darnetal à Rouen, pour ceux de Woippy, de Borny ou de Bellecroix à Metz, etc.

En 1997, on dénombrait officieusement, au ministère de l'Intérieur, un peu plus de 400 zones de non-droit, c'est-à-dire de quartiers où régnait la terreur en toute impunité puisque les forces de l'ordre (surmenées à force de verbaliser l'automobiliste, on le reconnaît volontiers) n'y pénétraient plus (de Fersan, 1997).

En 2011, ce sont plus de 750 cités de non-droit que l'on dénombrait en France. Les commentateurs des U.S.A. les nomment « *No-go zones* », c'est-à-dire des parties du territoire français interdites de fait aux non-Africains et aux non-musulmans. Ce sont des microsociétés dirigées, de façon aussi inexperte que violente, par des islamistes, des trafiquants de drogues et des petits chefs de bandes ethniques... en se souvenant qu'il est exceptionnel pour un jeune d'origine tunisienne d'être admis dans une bande de rejetons d'Algérie et le raisonnement vaut également pour les jeunes issus de l'immigration marocaine, antillaise ou noire-africaine.

Microsociétés et multitude de ghettos, tel est le résultat de la tentative d'assimilation de populations extra-européennes. La réalité du phénomène commence à être perçue par les moins sots des représentants des classes politiques en Allemagne, en Scandinavie, en Flandres, aux Pays-Bas et même en Grande-Bretagne, mais surtout pas en France, où règne une répression féroce de la libre expression, une répression justifiée officiellement par la « *lutte contre le racisme* », alors que la quasi-totalité des actes de racisme sont perpétrés par des immigrés originaires d'Afrique à l'encontre d'autochtones, de Roms et d'Asiatiques !

Dès les années 1990, et dans la totale indifférence des professionnels de la politique et des media, chez lesquels la moindre profanation de tombe juive provoquait des réactions disproportionnées à l'événement (et l'origine de la profanation était parfois beaucoup moins simple qu'annoncée), des cimetières entiers de Français étaient profanés par des « *jeunes* » (euphémisme journalistique français désignant les délinquants issus de l'immigration africaine, Noirs et Maghrébins agissant encore à cette époque en bandes séparées, in Puyalte, 2011) : cimetières de Remiremont, d'Herrlinsheim, de Mandres, de Gujan-Mestras, l'un des cimetières de Saint-Étienne (de Fersan, 1997). Le fin du fin a été la profanation du cimetière de Grenoble, perpétrée le 9 décembre 1992, par un enseignant d'université, un islamiste « *en colère* », qu'un tribunal acquitta (de Fersan, 1997).

Qui a fréquenté certains *hadîths*, ne s'étonnera pas de la profanation de temples protestants (Marseille), d'Églises catholiques (Bertrimoutier), de synagogues (Sarcelles, Vénissieux) et l'on pourrait multiplier les exemples (cf. infra, les statistiques pour l'année 2009).

Depuis la fin des années 1980, les émeutes raciales et les actes d'agression contre des Blancs forment la nouvelle donne de la vie des Français, sans les sortir toutefois de leur molle torpeur. De 21 cas répertoriés en 1989, l'on est passé à 88 en 1990 dont trois émeutes à Paris et diverses autres en Île-de-France ; 76 cas signalés en 1991, dont l'émeute de Sartrouville ; 88 cas en 1992 dont les émeutes, longues et particulièrement brutales, d'Épinay-sur-Seine au printemps, de Vaulx-en-Velin et de Reims, durant l'automne ; l'émeute du quartier des Halles de Paris, le 18 juin 1993, eut lieu à une date hautement symbolique : celle de Waterloo.

On peut rapporter, sans prétendre à l'exhaustivité, sept émeutes raciales en 1994 (Rouen, Vénissieux, Nantes, Bron, Toulon, Sarcelles, avec une rixe opposant des jeunes asiatiques à des jeunes maghrébins, et Vaulx-en-Velin), douze au moins en 1995, dont quatre organisées dans des villes éloignées les unes des autres pour la seule journée du 30 novembre : n'importe qui y verrait un désir de subversion à l'échelle du pays, mais pas nos brillants journalistes de chaînes de télévision ni des « *journaux de référence* ». Au premier semestre de 1995, on a comptabilisé 239 agressions de Blancs ou d'Asiatiques par des sujets issus de l'immigration africaine (de Fersan, 1997).

En 1996, on a connu un record d'agressions racistes commis par des collégiens et des lycéens noirs et maghrébins à l'encontre d'élèves blancs ou asiatiques (de Fersan, 1997). La lâcheté des proviseurs, politiciens, journalistes et magistrats a transformé cet essai en condition permanente de vie dans un grand nombre de « *bahuts* », les écoles privées recueillant les transfuges de l'enseignement public devenu insalubre, et ces rescapés d'agressions racistes ont eu la surprise d'y fréquenter les rejetons du gratin du monde et du demi-monde des affaires, de la politique et des media, droite affairiste, gauche caviar et même milieux « *de sensibilité marxiste* » confondus.

En 1996, on signalait en France 143 « *bandes ethniques* » (dont 63 en Île-de-France, singulièrement celle des « *Derniers Salauds Boys* »), parfois rivales, mais se réconciliant temporairement pour vandaliser des biens de Blancs ou des installations publiques et pour « *casser du Blanc* » (variante « *casser du flic* », in de Fersan, 1997). De 1989 à 1996, les statistiques de police démontraient que les Français de souche européenne étaient 36 fois plus souvent agressés par un raciste issu de l'immigration extra-européenne qu'un immigré africain et 16 fois plus qu'un Juif de France (de Fersan, 1997). Les choses ont empiré depuis lors, au point qu'avec trente années de retard sur les faits, quelques politiciens ont « *découvert* » le racisme anti-Blanc, en 2012, ce racisme que connaissent très bien, depuis les années 1980, les Rouennais, les Roubaisiens, les Lyonnais, les Marseillais, etc. Il a fallu attendre le règne de François Mitterrand pour connaître le néologisme de « *franconade* » (on a compris qu'il s'agit d'agressions racistes perpétrées contre des Blancs).

Même de doctes universitaires, gens habituellement fort prudents, reconnaissent que l'explosion de violence urbaine en France, depuis les années 1990, est liée « *à la*

montée en puissance de l'islam » (Wieviorka, 1999), soit une excellente (mais un peu tardive) observation, toutefois sans proposition autre que celle de mieux « *intégrer* » les musulmans.

En l'année 2001, probablement pour fêter le nouveau millénaire, 20 000 voitures et camions (statistique in Verdavoine, 2004) ont été incendiés en France par les « *racailles de banlieue* », Sarkozy dixit, qui ne fit rien pour protéger les autochtones durant son lustre de présence au Palais de l'Élysée. En avril 2001, une émeute raciale, accompagnée de pillages et de vandalisme, a secoué la ville de Lille, après qu'un « *martyr musulman* » ait été abattu par la police, c'est du moins un imam local qui l'avait affirmé : le « *martyr* » fonçait, au volant d'une voiture volée, sur un policier. Cette même année, on a dénombré des émeutes raciales à Béziers et au Mans, en plus d'une embuscade tendue aux policiers de Rochefort, le 2 septembre, où leurs véhicules étaient attendus par des lascars équipés de cocktail Molotov, mais aussi d'un lance-roquettes.

En 2002, les « *afro-maghrébins* » se sont attaqués à 109 commissariats de police et gendarmeries. Les émeutiers musulmans, indéniablement encouragés par leurs imams (Faye, 2002), sont désormais équipés d'armes de guerre venues du Kosovo, de Bosnie et d'Albanie (même source) : en quelque sorte, un salut de l'*islam* danubien à l'*islam* de France. Chaque année, en ce début de XXI^e siècle, la fin du ramadan est marquée par des émeutes raciales dans la région lyonnaise.

Pour la seule année 2009, l'on a dénombré 216 profanations d'églises, 4 profanations de synagogues (généralement très difficiles d'accès pour un Goy) et 6 profanations de mosquées... et seules ces derniers cas ont été lamentés par la « *grande presse* » (in Obertone, 2013).

De fait, les émeutes raciales se succèdent à cadence accélérée, au III^e millénaire de l'ère dite chrétienne, en France et en Grande-Bretagne, comme on peut s'en rendre compte grâce au Net, le seul espace d'information encore libre du contrôle exercé sur les autres media par les limiers des nouveaux maîtres et les collaborateurs de l'invasion de l'Europe.

Plus près de nous, l'on a connu une émeute de Manouches à Saint-Aignan, l'été de 2010, avec saccage de la gendarmerie locale. L'année 2011 a été marquée par les émeutes raciales de Grigny et des Tarterêts dans l'Essonne, mais aussi des émeutes de Noirs jamaïcains à Tottenham (Londres), Birmingham, Manchester et Liverpool. En octobre 2012, une émeute raciale, où Beurs et Noirs étaient mêlés, a ravagé le quartier nord de Tours, de façon presque contemporaine des émeutes du nord de Marseille.

Au mois de mai 2013, une émeute raciale a ravagé le centre de Paris, dans les suites d'un match de football... et fut minimisée dans ses conséquences par les media, sur ordre d'un pouvoir politique littéralement aux abois. En ce même mois, à Perpignan, une troupe de 16 islamistes, dont cinq musulmanes fanatisées, agressa deux Français autochtones, les forçant à hurler : « *Allah Akbar* » sous peine de se faire émasculer puis égorger. En ce même mois, l'on a signalé des agressions de soldats et de gendarmes en divers endroits du territoire métropolitain et le ministre de l'Intérieur s'est brillamment signalé en établissant un subtil distinguo entre islamistes

fondamentalistes et djihadistes ! Les honnêtes citoyens se sentent fiers et heureux d'être dirigés par de tels politiciens, efficaces et si bien informés.

À l'exception de quatre régions (la Lorraine, le Dauphiné, la Corse et les Ardennes), le nombre de vols et d'agressions physiques est strictement corrélé à l'importance de l'immigration noire et maghrébine (selon les données de l'Observatoire National de la Délinquance, in Darhel, 2011). La relation pauvreté - délinquance fut un grand classique de la littérature sociologique d'antan. La relation délinquance – zones où l'immigration extra-européenne dépasse les 10 % de la population totale est devenue une évidence, sauf pour les aveugles volontaires. 70 % des hôtes des prisons françaises en 2009 étaient des musulmans (Darhel, 2011).

Auparavant, les sauvageons se contentaient du rasoir et du classique surin, de cocktails Molotov, de gourdins et de pierres, ces dernières pour singer l'*Intifada*. La nouveauté des années 2010, en matière de criminalité issue de l'immigration extra-européenne, hors cas d'émeute où elles étaient apparues une décennie plus tôt, est l'usage d'armes de gros calibre.

Depuis le néfaste règne chiraquien, les policiers s'intéressent tout particulièrement aux honnêtes citoyens dénoncés comme possesseurs d'une arme non déclarée, les déférant à la Justice comme autant de criminels potentiels, alors qu'une arme déclarée est bien souvent confisquée, tandis que les « *racailles de banlieues* » sont de plus en plus équipées en armes de guerre, et il est hors de question que nos vaillants policiers aillent perquisitionner dans ces zones de non-droit. C'est l'un des « *paradoxes français* ».

Il est un autre *French Paradox* : celui concernant la « *presse de référence* ». La lâcheté de la presse française est la cause première de la désinformation du peuple. Lorsqu'en décembre 2012, une jeune blanche de 15 printemps, prénommée Jessica, est précipitée sous les roues d'un R.E.R. parisien, y gagnant l'amputation des deux jambes, le lecteur des « *journaux de référence* » apprend qu'elle a été poussée par une prénommée « Marine » (le choix du prénom est probablement intentionnel) ; en réalité, il s'est agi d'un crime raciste perpétré par une Noire de 17 ans, prénommée Fatou, qui « *avait la rage* » (entendons : qui voulait passer sa rage sur la première blanche venue, physiquement plus faible qu'elle).

De 1940 à 1944, a sévi une certaine presse « *collaborationniste* », dont le souvenir est régulièrement ravivé par ceux qui entretiennent un certain « *devoir de mémoire* ». Lorsque sera venu le temps de la nouvelle Libération, il faudra se souvenir de l'actuelle presse collaborationniste, celle qui ment à propos des crimes et délits des nouveaux occupants et des nouveaux activistes du racisme.

Les colonisateurs européens des siècles précédents n'étaient pas tous des anges, mais ils amenaient la civilisation moderne, dans ses aspects scientifiques, techniques et culturels. Les immigrés, issus des ex-colonies, devenus à leur tour des néo-colonisateurs, censés apporter leur puissance de travail et une diversité culturelle dont on vante beaucoup les mérites pourtant assez peu évidents, importent un vandalisme coûteux, une culture du « *viol en tournante* » (à ceci près que les rejets de l'immigration évitent de violer des Maghrébines ou des Noires, dont les frères et les

pères ont parfois des réactions viriles, allant jusqu'à châtrer le « *requin vicieux* »), une savante maîtrise de l'agression verbale et gestuelle, un goût prononcé de la rapine, enfin une indéniable haine raciste, encouragée par les rappeurs (pour qui l'expression « *cochon gratté* » signifie le Blanc, avec diverses variantes : « *face de craie* », « *fromage blanc* » et le célèbre « *souchien* » devenu « *sous-chien* »).

Comment s'en étonner quand l'on connaît l'importance du racisme anti-Blanc (anti-béké) à la Guadeloupe, alors que l'archipel guadeloupéen ne survit que grâce à la charité des contribuables français (si l'on en croit les chiffres officiels, la manne aurait été de 2,5 milliards d'euros, en l'année 2009, pour la seule Guadeloupe, des milliards qui auraient pu être infiniment mieux employés en métropole).

Des U.S.A., où les mêmes causes provoquent les mêmes effets, l'on a importé une notion opposée à la sélection sociale naturelle : le principe (en soi, c'est un « *anti-principe* ») de la « *discrimination positive* ». Pour caser les sauvageons et sauvageonnes de banlieue en situation « *d'échec scolaire* » (le plus souvent volontairement programmé par les intéressés), l'on a appliqué une technique anti-démocratique, opposée au principe d'égalité des droits, lui-même fondement de la démocratie. On a arbitrairement octroyé aux enfants de l'immigration un certain nombre de « *places réservées* » en lycées et dans les grandes écoles, ainsi que dans l'administration publique.

Il faut croire que nos législateurs les ont jugés incapables de se procurer ces places et ces emplois face à la concurrence naturelle de mieux doués ou de plus diplômés. En retour, sauvageons et sauvageonnes ne manquent jamais une occasion de souiller ou de brûler en public le drapeau français et de siffler la (disgracieuse, mais officielle) *Marseillaise*.

On ne cesse de lamenter le *numerus clausus* restrictif prononcé contre les étudiants juifs en Hongrie (1920), en Allemagne nazie (1933), en Pologne (1935), en Roumanie (1938), en Italie (1938), mais l'on a, en France mitterrando-chiraquienne, institué un *numerus clausus* restrictif pour les autochtones et une priorité d'accès pour les rejets de l'immigration. C'est une authentique mesure de discrimination raciale, financée par le produit des impôts, en faveur des enfants d'immigrés et à l'encontre des autochtones. On n'arrête pas la régression sociale en certains pays.

Quel mépris des enfants de l'immigration, jugés incapables de faire leur chemin dans la vie sans « *béquille sociale* », a-t-il pu justifier une telle mesure, à la fois raciste et illégale, opposée aux principes de la Constitution de l'État français ? On a rarement mieux démontré l'échec de « *l'assimilation* », de « *l'intégration* ». Les génies onusiens ont tellement bien enregistré cet échec qu'en octobre 2012, ils ont désigné un rappeur au poste « *d'ambassadeur en France* » de l'U.N.I.C.E.F. Après tout, Nicolas Sarkozy avait bien fait de la sœur d'un trafiquant de drogues, issu de l'immigration maghrébine, une ministre de la Justice fort agitée à défaut d'être efficace dans la lutte contre la délinquance, qui ne fut d'ailleurs pas une de ses priorités.

Pourtant, la vie quotidienne des Français est assombrie par l'incontestable inventivité des « *jeunes* » en cette matière. Les délinquants issus de l'immigration

extra-européenne sont devenus des experts du lancer de boules de pétanque et surtout de parpaings, à partir des ponts autoroutiers, bien évidemment au passage de véhicules. La nouveauté, car chaque lustre apporte son innovation en matière de canaillerie, est l'agression, par des voyous en moto, des passagers de véhicules immobilisés par un embouteillage, de préférence dans un tunnel. Les agressions nocturnes sur autoroutes sont bien connues depuis les années 1990. Depuis les débuts de la III^e République, l'on croyait disparu le banditisme de grands chemins. Il a repris vigueur sur routes, autoroutes et parkings de grandes surfaces, grâce en soit rendue aussi bien aux Tsiganes qu'aux fils de l'immigration maghrébine.

Le pire dans tout cela est que les plus évolués des individus des deux sexes issus de l'immigration extra-européenne prennent systématiquement la défense des voyous et même des criminels de leur communauté, les présentant comme des « *victimes du modernisme* », insistant sur « *le racisme des Blancs* » (une rengaine qui n'est plus que très rarement justifiée de nos jours) et réclamant de la compassion pour les meurtriers poursuivis (une fois n'est pas coutume) par la police ou la gendarmerie. Fils et filles de l'immigration africaine n'en finissent pas d'agonir les méfaits de la « *colonisation* », sans réfléchir aux énormes progrès qu'elle a fait accomplir au pays d'origine de leurs ancêtres.

Effectivement, pour ce qui est de l'Algérie, de 1830 à 1962, les Français ont alphabétisé la population qui croupissait dans l'inculture la plus crasse, transformé les conditions de vie (au point que la population arabe et berbère est passée d'1 million d'êtres humains en 1830 à 10 millions en 1962), grâce à la fin de l'esclavage, grâce à la domestication des oueds et des adductions d'eau rendue potable, grâce aux dispensaires et à 160 hôpitaux, introduisant vaccinations de masse et soins modernes.

Les colonisateurs français ont construit 54 000 km de routes et des milliers de km de voies ferrées, 23 ports et autant d'aérodromes, 34 phares, 12 barrages et installé un système d'irrigation des terres agricoles.

La France a sorti l'Algérie du Moyen Âge et l'a pacifiée. Elle est en droit de recevoir des remerciements émus de la part des Algériens et de plates excuses en raison du comportement immonde de leurs rejetons délinquants et criminels qui tuent, volent, brûlent, saccagent et violent sur le territoire de la République française.

Il est absurde, l'expérience quotidienne le démontre, d'attendre la moindre autocritique communautaire de la part des élites immigrées, qui sont en grande partie des fanatiques, usant de la rhétorique, en lieu et place d'armes et de voitures béliers. À défaut de violer des Blancs, ils violent la loi la plus élémentaire de l'hospitalité, selon laquelle celui qui est généreusement accueilli ne doit pas nuire à son bienfaiteur.

Dans le plus célèbre de ses ouvrages désespérés (et souvent exaspérants), *Précis de décomposition* (1949), Emil Cioran a décrit la joie profonde qui étreint et motive les tueurs de civilisations. « *Être l'agent de dissolution d'une philosophie ou d'un empire : peut-on imaginer fierté plus majestueuse ? Tuer d'un côté la vérité et de l'autre la grandeur... Quelle effervescence sauvage !* ». Ces phrases s'appliquent à la perfection aux activistes de l'islam en notre époque, singulièrement dans les États mollement dirigés d'Europe occidentale et danubienne.

Un fanatique délirant, déjà cité, estime naturel que les États, qui ont l'immense honneur d'accueillir des musulmans qui selon lui forment « *l'avenir du monde* », « *changent leurs lois, quitte à amender leurs Constitutions* », pour les adapter à la *chari'a* (al-Tourabi, 1997).

Les souhaits de cet activiste risquent fort d'être exaucés par les castrats actuels de la politique européenne, effrayés de la flambée d'émeutes raciales et d'actes terroristes. Nos précieux et précieuses ridicules du milieu hyper-protégé de la politique et des media semblent avoir oublié que seule la force est capable de faire respecter la loi... on reconnaît qu'ils n'ont eux-mêmes aucun risque de se faire attaquer, puisque – au moins en France et en Grande-Bretagne - l'on mobilise quotidiennement d'importantes forces de l'ordre pour assurer leur sécurité personnelle et celle de leurs biens avoués.

Le terrorisme islamiste n'a pas attendu l'année 2001 pour s'abattre sur la France : les premiers attentats contre les trains de passagers remontent à l'année 1995. En 2002, ce terrorisme ferroviaire a occasionné 12 déraillements (Faye, 2002), dans l'indifférence des media, Jacques Chirac somnolant à l'Élysée, entre deux repas pantagruéliques et diverses liaisons extra-conjugales.

Depuis l'année 2001 et le tam-tam publicitaire subséquent aux actes de la réelle ou supposée « *nébuleuse al-Quaïda* », le terrorisme islamique en Europe s'est enrichi de l'activisme d'Européens de souche convertis à l'*islam*, endoctrinés par des compagnons de travail, de salle de sport ou de cellule, voire par leur dealer favori, leur(s) maîtresse(s) ou leur épouse (la loi française actuelle n'en reconnaît qu'une) musulmanes.

Un athée ne peut qu'approuver la déclaration inspirée au littérateur, nobélisé en 1998, José Saramago par les attentats terroristes de septembre 2001 : « *Les religions, sans exception, n'ont jamais servi à réconcilier les hommes... Elles ont été la cause de souffrances, de carnages, de violences physiques et spirituelles, constituant l'un des plus ténébreux chapitres de l'histoire humaine* ». La religion marxiste a été jusqu'à présent la plus criminelle de toutes ; il ne faudrait pas lui en substituer une pire encore.

En France, du moins, l'on aurait pu espérer que soit appliquée la Loi de juillet-décembre 1905 séparant de façon absolue l'État des Églises. Hélas, la démagogie électoraliste de très nombreux politiciens les amènent à se prosterner devant les réclamations incessantes d'imams de banlieues, comme ils le faisaient autrefois ou le font encore, pour certains d'entre eux, devant les exigences d'évêques ou de grands rabbins.

« *Les hommes ne font jamais le mal aussi complètement et aussi joyeusement*
que lorsqu'ils le font par conviction religieuse »

Blaise Pascal

*

*

« *Qui dit politique dit intérêts, intrigues, combinaisons* »

Gabriel Chevallier

Cette immigration musulmane qui a tourné à l'invasion serait-elle une arme à visée politico-économique ? On a déjà abordé, de façon fort discrète en raison des limitations considérables à la liberté d'expression sur certains sujets dans la V^e République française agonisante, le rôle des Juifs dans la théorie de « *l'immigration nécessaire* ». Mais les Juifs n'ont par eux-mêmes qu'un faible pouvoir en Europe.

Non seulement, l'immigration d'origine africaine (Noirs et Maghrébins confondus) est, au moins jusqu'à présent, un « *boulet économique* », à la différence de l'immigration asiatique (dont celle, provenant du sous-continent indien, qui intéresse surtout la Grande-Bretagne), non seulement elle génère une insécurité urbaine permanente et un surcoût prodigieux, mais elle apporte un risque de guerre ouverte, guerre de religions et choc de races. La guérilla et le terrorisme sont bien installés en Europe occidentale, singulièrement en France : ce ne sont plus « *des risques* » (comme l'affirment certains), mais des réalités.

Par son espérance eschatologique, singulièrement la promesse d'un aller direct au paradis d'Allah pour tout combattant de l'*islam* mort en service de *djihad*, l'immigration musulmane est une « *chance* » de catastrophe supplémentaire pour les nations européennes, déjà confrontées au surendettement, à la désertification industrielle, aux risques au moins indirects générés par un éventuel conflit sino-américain, enfin et surtout à l'opposition U.S. à tout ce qui peut favoriser l'union des nations européennes.

Rares sont les hommes intellectuellement évolués à accepter l'idée d'affronter la mort pour une noble cause, fût-elle grande, sauf s'il s'agit de se sacrifier pour leur progéniture ou s'ils croient fermement en une seconde vie, surnaturelle en ce sens qu'elle est promise pour l'après-mort terrestre. La foi, un attachement viscéral à la famille, le sens de l'honneur et du devoir, peuvent seuls surpasser l'instinct de conservation.

La révolution chiite iranienne a redonné une exceptionnelle vigueur au *djihad*, en le réactualisant. « *Les fidèles n'ont d'autre alternative que la guerre sainte contre les gouvernements des infidèles... La guerre sainte a pour but la conquête de tous les territoires non musulmans. Il est du devoir de tout homme adulte en bonne santé d'être volontaire pour cette guerre qui doit faire régner la charî'a d'un bout à l'autre de la Terre* » (Ayatollah Ruhollah Khomeini, 1980).

Le théologien chiite était cohérent dans son délire religieux. Le monde, pour un fanatique musulman, se divise en deux zones : le domaine de l'*islam*, *Dâr al-islam*, et le domaine de la guerre, *Dâr al-Harb* (Davidson, 1974), exactement comme le monde d'un Juif fanatique divise l'humanité en deux parties d'inégale importance quantitative et qualitative, la « *race pure, sainte, élue* » d'un côté, les Goyim maudits de l'autre.

À l'époque de la révolution iranienne (1979), la Yougoslavie n'a pas encore éclaté, la terreur communiste règne en Albanie et l'U.R.S.S. domine ses républiques touraniennes. Il existe une cinquantaine d'États musulmans, tous à majorité de sunnites somnolents (sauf en Iran), soit tout le Moyen-Orient à l'exception d'Israël, l'Asie du Sud-Ouest, l'Asie centrale et l'Indonésie ; un seul pays musulman est doté de l'arme nucléaire : le Pakistan, bien tenu en mains par les U.S.A. de Ronald Reagan, puis de George Bush senior (bonne étude in Roberts, 1981). L'Irak de Saddam Hussein est le bras armé des U.S.A., face aux chiites iraniens.

En 1990-91, tout bascule du fait de l'effondrement du communisme, en U.R.S.S. et en Europe danubienne, en plus d'une initiative malheureuse de Saddam Hussein, voulant s'appropriier le Koweït, qui surajoute ses effets à celui d'un calcul machiavélique des maîtres des U.S.A.

En 1944-45, FDR avait joué de Staline contre l'Europe, dans l'immédiat et pour les décennies à venir : la moitié de l'Europe passait sous la domination du tsar rouge, tandis que l'autre moitié, plus riche et dotée de colonies, était en permanence menacée d'une offensive de l'Armée Rouge. Cela permettait de mieux dominer les Européens et d'en diminuer le dynamisme.

D'autres penseurs des U.S.A. se sentent un esprit de Machiavels, au milieu des années 1990. Dans l'*International Herald Tribune* du 4 janvier 1996, Michael Lind et Jacob Haillbrunn publient un article qui est une véritable déclaration de guerre à l'Europe : *The third american empire with Balkans as the frontier* (on ne peut pas demander aux Nord-Américains de parler d'Europe danubienne, alors que beaucoup de politiciens, de journalistes et même d'universitaires européens, continuent de parler des « *Balkans* », soit une petite chaîne de montagnes de Bulgarie, dont les géographes du XIX^e siècle ont abusivement étendu le domaine à toutes les terres situées au sud du Danube, dissertant sur la soi-disant « *péninsule balkanique* »).

Les brillants journalistes newyorkais avaient parfaitement intégré le discours de quelques maîtres de l'économie U.S. La Bosnie-Herzégovine et le Kosovo, libérés de la dictature titiste, pays assez pauvres en eux-mêmes, sont des terres d'une grande importance stratégique, économique et militaire : ils forment un carrefour de communications terrestres et fluviales, avec un accès à l'Adriatique si l'on accouple le Kosovo aux ports albanais. Or, les populations d'Albanie, du Kosovo contemporain, de Bosnie et de Macédoine sont majoritairement composées de musulmans, longtemps brimés par les communistes. Comble de bonheur, elles renferment d'importantes minorités turques et le Turc est l'allié des U.S.A. depuis 1945.

Il existe même un Mouvement Pantouranien (ou panturc), à la fois raciste et islamique (sunnite), analogue au pangermanisme ou au panslavisme des XIX^e et XX^e siècles, dont les activistes sont prêts à toutes les aventures pour étendre la domination des turcophones (ou Touraniens) de la Bosnie au Turkestan et à l'Ouzbékistan.

Les guerres qui ont déchiré l'ex-Yougoslavie, dans lesquelles Serbes et Croates ont été diabolisés par les media U.S. et pour lesquelles les maîtres des U.S.A. ont trouvé des collaborateurs dans l'O.T.A.N., ont offert aux U.S.A. leur second Cheval de Troie en Europe, après la Grande-Bretagne, en attendant que l'entrée dans la

Communauté Européenne de l'État turc, asiatique par essence, leur en fournisse un troisième.

Le 26 mars 2012, dans une conférence à l'Académie des Sciences Morales et Politiques, le général (C.R.) Jean-Louis Georgelin, ex-chef d'état-major des armées, s'est lourdement trompé, affirmant : « *La question de la guerre ne se pose plus aujourd'hui comme elle se posait [auparavant]... il n'y a plus de menaces à nos frontières* ». Tout dépend de quelles frontières parle le soldat. De nos jours, en matière de frontières, il ne s'agit plus de considérer la France seule, comme eût dit Charles Maurras, mais la Communauté Européenne et, un jour plus ou moins proche, l'Europe de l'Atlantique à Vladivostok. Il ne faudrait pas oublier la proximité des sites de Tanger et de Gibraltar, de Malte (place avancée de l'*islam* libyen) et de l'Italie ; c'est oublier un peu vite également les États musulmans d'Europe danubienne dont il vient d'être question et l'énorme communauté musulmane de France.

La seule chance des Européens (qui ne peuvent ni ne doivent compter, pour l'instant, sur la majorité de leurs politiciens) réside dans les haines de Divas qui opposent les inspirateurs des terroristes islamistes, dont la majorité est composée de théoriciens, c'est-à-dire d'hommes de parole et non d'hommes d'action. Il n'y a pas, pour l'heure, de direction islamiste unifiée. Toutefois, la répétition des actes terroristes, peu efficaces en eux-mêmes car non coordonnés, exalte la pulsion meurtrière des fanatiques, authentiques hommes du Moyen Âge.

Les Européens pourraient en rester à l'effet répulsif que procurent à la fois les lâches attentats et le message anachronique lancé en Arabie, au VII^e siècle, par un commerçant illettré, s'ils n'avaient très stupidement accueilli une cinquantaine de millions d'adeptes de cette foi qui prétend à l'universalité (dont le cinquième en France).

Il est évident que le gouvernement de Barack Obama a considérablement aidé les révolutionnaires des pays musulmans, durant les années 2010-2012, après avoir occupé l'Irak et l'Afghanistan, transformés en champs de ruines et en une multitude de zones de non-droit (Filkins, 2008). Aux U.S.A., de multiples observateurs ont diagnostiqué chez le président Obama une haine pathologique du Blanc, née de ses frustrations de jeunesse : le sujet est bien sûr tabou en France. L'avenir seul permettra de savoir si l'honorable Président des States était ou non un crypto-islamiste, lui qui a déclaré à l'O.N.U., en octobre 2012 : « *Le futur n'appartient pas à ceux qui insultent le prophète de l'islam* ». Que devient cette phrase si l'on passe de la négation à l'affirmation pour la première partie et que l'on fasse très logiquement l'inverse pour la seconde partie ?

Les électeurs des U.S.A. ont confortablement réélu le grand homme un mois plus tard, mais les données sociologiques de cette élection sont à méditer et à retenir, car elles préfigurent ce qui risque de se passer en Europe, dans peu de temps. En novembre 2012, le métis Obama n'a récolté que les suffrages de 39 % des Blancs, alors qu'il engrangeait les votes de 93 % des Noirs, 71 % des Latino-Américains et 70 % des Juifs.

Pour provoquer les « *manifestations spontanées de la colère du peuple* » en Tunisie, les agents U.S. ont reçu une aide inespérée : un jeune musulman, giflé par une femme, n'avait rien trouvé de mieux pour « *se purifier de cette souillure* » que de s'immoler par le feu. Une bonne propagande en a fait l'arme qui a chassé du Pouvoir l'oligarchie tunisienne, en décembre 2010. L'entourage du Président Ben Ali avait en effet commis l'irréparable erreur de défier le système bancaire mondial en ouvrant, le 26 mai précédent, la première banque conforme à la *chari'a*, c'est-à-dire prêtant aux musulmans sans percevoir d'intérêt (et ne vivant que des agios) : la Banque Zitouna, qui en plus semblait intéresser les milliardaires en pétrodollars de Bahreïn.

De l'autre côté de la frontière tunisienne, le sieur Muhammad Kadhafi s'apprêtait à créer la Banque Centrale Africaine, gagée sur le dinar or, alors que la doctrine des nouveaux maîtres est de ne surtout pas recourir à l'étalon or et de procéder à une inflation de monnaie non gagée. On comprend qu'il ait disparu lui aussi, l'an 2012, les U.S.A. utilisant leurs domestiques français et britanniques pour exécuter le dictateur nationaliste, de façon à permettre aux rivalités tribales de Libye de s'exprimer de nouveau, ce qui ouvre aux sociétés multinationales l'exploitation du pétrole, mais aussi celle des fabuleuses réserves d'eau potable du pays, les réserves les plus importantes du Maghreb : une guerre de « *libération nationale* », vous dit-on !

Pour ces nobles actions, les financiers U.S. se sont rapprochés de leurs vieux complices, les dirigeants de l'Arabie saoudite, et de nouveaux associés, les maîtres du Qatar, un pays pétrolier où le trust de désinformation *al-Jazira* fabrique à la chaîne de fausses actualités, mêlant de vieilles images et même des images virtuelles aux données récentes.

Le calme et prévisible dictateur égyptien Hosni Moubarak a disparu de la scène en 2011, puis l'on a déclenché une guerre civile en Syrie et au Yémen. Partout, la direction des opérations subversives appartient aux salafistes, c'est-à-dire à des sunnites fanatiques prêchant la *chari'a* et l'obéissance aveugle à la lettre du *Coran* et des *hadîths* comme moyens de rendre à l'*islam* sa splendeur initiale et sa force conquérante des VII^e –XVII^e siècles. C'est le retour en force des plus sectaires partisans du *djihad*.

Fort heureusement pour l'instant, les salafistes (dont font partie *Les Frères musulmans*, le groupe de fanatiques sunnites rétrogrades et violents, fondé en 1928, à Ismaïla, par l'instituteur Hassan al-Banna, déjà présenté), n'ont ni commandement unifié ni tactique précise, du fait de la jalousie et de la haine qui opposent les chefs. Ce sont au sens strict des opportunistes, au point que certains d'entre eux complotent contre les maîtres U.S. comme de vulgaires chiites.

Le résultat de la « *révolution égyptienne* » ne s'est pas fait attendre : 70% de députés salafistes au nouveau parlement, une multitude d'attentats contre les coptes et une anarchie politique plaçant les chefs de l'armée, inféodés aux hommes du Pentagone, en situation d'arbitres, voire de maîtres du jeu. Un peu plus au nord, les islamistes du Hamas dominant la vie politique et militaire de la Palestine, et les gouvernants d'Israël sont surpris du peu de retentissements, à Washington, de leurs clameurs : le lobby juif est soudainement devenu moins influent à la Maison Blanche.

Les fonds pour ces « *mouvements populaires spontanés* » proviennent d'Arabie saoudite et du Qatar. De notoriété publique (sauf pour les media domestiqués d'Occident), l'on sait que certains groupes de terroristes sunnites reçoivent leurs fonds des filiales et des banques associées à la National Commercial Bank de Djeddah, administrée par la famille Ben Mahfouz, proche de la famille régnante saoudienne.

Les mots d'ordre, parfois contradictoires, proviennent des officines secrètes des U.S.A. et des bailleurs de fonds, qui ne sont d'accord que sur l'objectif immédiat : mettre en place en tout pays musulman un gouvernement islamiste sunnite. Le principal point de désaccord actuel est le sort à réserver à l'État d'Israël, mais là aussi la politique U.S. est en voie de modification radicale.

Pour ce qui est de la dynastie saoudienne, il est de notoriété publique qu'elle aspire au califat (une institution abolie par Mustafa Kemal « Atatürk » en mars 1924). Pour être calife, il faut être un *chorfa*, c'est-à-dire un descendant du prophète, comme le sont les souverains alaouites du Maroc et ceux de Jordanie, trop pauvres pour s'imposer à l'ensemble des sunnites. Il est évident que les rois d'Arabie sont assez riches pour se créer une filiation idoine, à coup d'enquêtes savantes ou savamment orientées, dans les archives des facultés de théologie musulmanes.

« *En politique étrangère, la doctrine Obama a une effroyable cohérence. Elle a eu pour conséquence la vague islamiste qui n'en finit pas de reconduire les pays du monde arabe vers le chaos* » (Millière, 2012) : on peut approuver la notion de cohérence et nuancer celle du chaos. Exciter le fanatisme musulman peut paraître une arme efficace aux maîtres U.S. Elle n'est pas sans danger. L'expérience des révolutions et des invasions des siècles passés prouve qu'il n'est pas impossible d'en domestiquer le cours, mais que cela s'avère très difficile. On le sait déjà : nos maîtres sont d'une grande inculture historique et sociologique et ne s'intéressent qu'aux profits, politiques et financiers, engrangés à court terme, ce qui est un excellent signe de décadence.

Les maîtres de l'économie et de la politique U.S., soit l'association des financiers, des patrons des entreprises pétrolières, de l'informatique et de la grande distribution, les maîtres des media et les politiciens à leur solde, en ont assez de dépenser des milliards de dollars chaque année pour soutenir un anachronique État juif au Moyen-Orient, dont la charge semble même insupportable à une part croissante de la puissante communauté juive des U.S.A. (la plus riche et la plus nombreuse de la planète).

De façon simultanée, les maîtres veulent contrer les trois adversaires potentiels qui s'opposent, modestement encore, à leur omnipotence ou sont susceptibles de le faire dans les dix ans à venir. Hormis ces trois cibles, le Reste du Monde (R.O.W.) peut être défini comme une Z.O.A. (Gobard, 1979) : une Zone d'Occupation Américaine, aux plans économique, politique et sous-culturel.

Ennemi N°1 : la Chine, mais ce géant démographique, cette puissance nucléaire, titulaire de la plus forte croissance économique mondiale, est encore handicapé par une armée peu performante et une immense pauvreté, touchant environ 800 millions d'individus dans un pays d'1,3 milliard d'habitants (d'autres auteurs évoquent le

chiffre d'1,5 milliard d'habitants, le flou statistique provenant de déclarations contradictoires des autorités chinoises).

Ennemi N° 2 : la Russie, grande comme un continent, au sous-sol richissime, à très forte tradition militaire, handicapée par l'alcoolisme d'une partie de sa population, énervée par le fatalisme et désespérée par la puissance d'une mafia juive et tchéchène dont les chefs ont volé une grande partie des biens de production, à la fin des années 1980 et durant la décennie suivante, jusqu'à ce que Wladimir Poutine mette le holà et se fasse une réputation d'odieux antijudaïque dans la presse internationale, ethniquement très orientée (Ryssen, 2008 ; Plouvier, 2012). La Russie souffre d'un faible renouvellement de la population, comme l'Europe occidentale, mais pour une raison différente : ce n'est pas l'hédonisme qui exerce ses ravages, mais la dérégulation (cf. infra).

En ennemi annexe, on peut ajouter la République de Biélorussie, dirigée depuis 1994 par le populiste très efficace Alexandre Loukachenko, opposé à l'économie globale, à la mondialisation de la vie politique et culturelle, et donc à l'immigration africaine (le pays n'a importé que quelques dizaines de milliers de Chinois). L'économie planifiée par l'État est en nette croissance depuis le milieu des années 2000 et n'a pas été touchée par les crises bancaires et les récessions made in U.S.A. Le pays est calme, bien policé, dépourvu de manifestation de racisme, et la corruption y est très faible (nettement moins présente qu'en France). Enfin, le peuple est régulièrement consulté par voie de referendum en cas de choix décisif de société, par exemple sur le maintien de la peine de mort pour les grands criminels (Feltin-Tracol, 2013). On comprend la haine des administrations de Washington et de Bruxelles-Europe pour les dirigeants de cet État modèle.

Ennemi N°3 : l'Europe occidentale, centrale et danubienne, du moins si elle se détourne du maître U.S. et s'oriente vers l'union intime avec la Russie, lui fournissant les techniciens de haut niveau dont manque le colosse russe, en voie de convalescence après trois quarts de siècle d'infection marxiste.

Contre tous ces ennemis, les maîtres U.S. se sont unis avec le gratin de l'islamisme pour des raisons évidentes à court terme, suicidaires à long terme. Les maîtres disposent d'une puissante 5^e colonne islamiste en Europe occidentale et danubienne : environ 50 millions de musulmans (en Grande-Bretagne, en Belgique, en Allemagne, réservoir de Turcs, dans les États à majorité musulmane de Bosnie-Herzégovine, d'Albanie, du Kosovo et de Macédoine, qui contiennent toutefois moins de musulmans que le pays phare de l'invasion : la France, qui en compte une dizaine de millions, admettant de plus en grand nombre des musulmans au sein des forces de police, de l'armée et du gardiennage de prisons).

Enfin, les États islamistes d'Asie du Sud-Ouest et du Sud-Est peuvent servir de bases de départ pour des offensives dirigées contre la Russie ou la Chine, et de terres de refuge pour les terroristes. Sans compter que certains de ces États islamistes, de peuplement majoritairement touranien, sont d'excellents producteurs de pétrole : Azerbaïdjan, Kazakhstan, Ouzbékistan, Turkménistan... on comprend qu'ils soient devenus, depuis l'éclatement de l'U.R.S.S., des chasses gardées U.S.

L'on entretient de ce fait des mouvements terroristes islamistes dans les États caucasiens de la Russie (notamment chez les Tchétchènes, qui paient leurs armes grâce au trafic des dérivés de l'opium, in Jean, 1996), au Cachemire (au nord de l'Inde et en relation avec l'Afghanistan, le Pendjab, le Bangladesh et le Pakistan, toutes zones très instables où les manipulateurs des islamistes sont puissants et très influents), au Sin-Kiang (à l'est de la Chine), aux Philippines (une excellente base d'action contre le sud-est de la Chine), en Indonésie (au sol et au sous-sol très riches), et pour faire bonne mesure partout en Afrique où le sous-sol est riche ou suspect de l'être. Enfin, il est évident que les zones de non-droit des villes de France, de Belgique et de Grande-Bretagne seront les foyers initiaux de la guerre civile, quand les bons maîtres l'auront décidée.

Au Yémen, depuis 1990, les saoudiens financent une guérilla sunnite contre les maîtres locaux qui sont des chiites. La situation géopolitique de cet État explique la sollicitude des organisateurs de la subversion.

La Syrie est (avec le Liban voisin et vassal) l'un des rares États composites du Moyen-Orient et comme tel ce pays est instable, sauf depuis que règne une dictature militaire. Excités par les maîtres des U.S.A., les rois du pétrole et le gouvernement salafiste turc soutiennent les sunnites, dont Hama est la capitale historique et qui représentent 70 % de la population, la partie la plus misérable et la moins évoluée des Syriens, en révolte contre le pouvoir central depuis le printemps de 2011. L'élite syrienne est composée de musulmans libéraux teintés de zoroastrisme, les Alaouites, schismatiques du sunnisme depuis le XIV^e siècle, qui dominent le nord et l'ouest du pays, singulièrement les ports de Lattaquié et de Tartous, et de chrétiens concentrés à Damas et aux alentours. Restent les Kurdes au nord, les Druses qui disputent le Golan aux Juifs, et les chiites, bien sûr soutenus par l'Iran. La Syrie est un débouché méditerranéen de première importance pour le commerce du Moyen-Orient, et cela compte bien davantage pour les manipulateurs que le triomphe d'Allah.

« *La musique du XXI^e siècle... sera une longue marche militaire, sur fond d'hymnes religieux* » (Faye, 2002) ; ce sera toujours mieux que le rap ! Il est de fait que si l'économie globale devait s'effondrer, sous le poids des dettes publiques et privées, par l'effet d'un renchérissement considérable des matières premières, ou encore pour cause de guerre prolongée opposant les U.S.A. (et alliés) à la Chine (et alliés), les islamistes mis au pouvoir en Afrique du Nord, au Moyen-Orient et en terres touraniennes ainsi qu'en Asie du Sud-Ouest, auraient une excellente occasion de donner libre cours à leur volonté d'impérialisme. C'est en cela que l'attitude des maîtres du jeu économique et politique des U.S.A. est sinon suicidaire du moins profondément absurde : les valets peuvent jouer une autre partie que celle planifiée par leurs maîtres temporaires.

En revanche, il se pourrait qu'à cette occasion, le déferlement de haine islamique réveille les populations autochtones d'Europe et leur fasse prendre conscience de leur unité raciale. À la décérébration induite par le message consumériste, lénifiant et tiers-mondiste des clowns médiatiques actuels, pourrait succéder l'éclosion des grandes idées européennes : celles de l'unité profonde des nations européennes et de la

fabuleuse puissance qu'elles tireraient de la mise en valeur des richesses naturelles et humaines de leur continent.

*

*

*

« *Les riches ont un cœur de lièvre* »

Otto von Bismarck

On est encore fort éloigné de cet idéal européen, en France comme dans les autres pays composant la Communauté Européenne. Bien au contraire, les débuts du III^e millénaire de l'ère dite (abusivement) chrétienne voient triompher un nouveau collaborationnisme, encouragé par les pouvoirs publics et les media.

L'islamisme militant et les voyous issus de l'immigration extra-européenne (et l'on exclut presque totalement de cette rubrique les Asiatiques qui travaillent beaucoup et règlent eux-mêmes leurs problèmes de délinquance et de criminalité) ne représentent pas un danger majeur pour les populations autochtones des pays européens dans les États où les élus et les forces de police font régner l'ordre (c'est le cas en Allemagne et en Autriche ; il semble même qu'aux Pays-Bas, l'on s'oriente vers moins de laxisme qu'auparavant).

Les parlementaires européens allemands ont au moins réussi, en 2009, à faire passer dans les faits la création d'une force d'intervention européenne de 3 000 hommes, des gendarmes d'élite destinés à ramener le calme dans les villes en feu et à collaborer avec l'armée locale, sans pouvoir être l'objet de poursuites judiciaires de la part des néo-collaborateurs des associations de défense des droits des autres personnes que les autochtones. Cet Eurogendfor (acrostiche de Force Européenne de Gendarmerie) est la première mesure utile décrétée par les instances européennes, reste à savoir si les honorables politiciens oseront user de cette force et en accroître la puissance.

En France (comme en Belgique), les autochtones victimes d'agressions répétées de la part d'immigrés violents sont peu, voire pas, défendus par les élus, par les forces de l'ordre ni même par les magistrats, tous rétribués par les contribuables. « *La souffrance sociale, en France, n'est pas l'hostilité des Français aux étrangers, mais l'hostilité de nombre d'étrangers à la société d'accueil* », dixit Alain Finkielkraut, sur les ondes de *France-Culture*, le 12 mars 2011, abandonnant pour une fois ses jérémiades usuelles sur le sort des malheureux juifs dans la France de l'Entre-deux-Guerres (l'auteur de ces lignes eut l'immense bonheur d'entendre à deux reprises le conférencier sur ce sujet). La remarque de monsieur Finkielkraut est fort juste, mais cela fait quarante années que le moindre citoyen vit cette réalité dans les cités où sont concentrés les immigrés africains (noirs et / ou maghrébins).

La France est le pays d'Europe qui renferme le plus de populations musulmanes, soit 20 % des musulmans du continent (Martinez-Gros, 2003). De cette constatation, l'on peut tirer deux conclusions opposées : soit renforcer la lutte contre la délinquance

et la criminalité (cf. supra) ; soit préparer de façon individuelle ou collective (c'est le cas de divers syndicats et partis politiques) le passage en une société dominée au plan démographique par les immigrés musulmans. Ce dernier choix est celui des « *nouveaux collaborateurs* ».

Le choix individuels des « *pékings* » est fort simple : résister ou se convertir à l'*islam*. Durant la dernière décennie du précédent millénaire (soit de 1991 à 2000), 150 000 Français de souche se sont convertis (Matringhem-Randa, 2002). On relève, en ce III^e millénaire, environ 50 000 mariages mixtes / an (en général une Française de souche épousant un musulman ; on observe plus rarement l'inverse). La *chari'a* exige que les enfants soient éduqués dans la religion musulmane et rares sont les épouses à ne pas se convertir à la foi de leur seigneur et maître.

Le choix des politiciens est également simple : faire acte de courage et faire respecter la Loi républicaine ou se prosterner devant les envahisseurs. D'année en année, nos coûteux immigrés d'origine africaine et moyen-orientale exigent et obtiennent de plus en plus de droits catégoriels, mais sont particulièrement rétifs à l'observance des devoirs qu'impose toute vie en collectivité. On leur octroie la nationalité française sans exiger d'eux la maîtrise de la langue officielle de la République ni même le serment d'obéir aux lois sous peine d'être déchu de la nationalité.

Les immigrés d'origine africaine ont fait exploser la délinquance durant les années 1980, et la criminalité à partir de la décennie suivante. Ils sont les seuls à pratiquer le viol par racisme, les seuls à s'opposer de toutes les manières au dogme républicain de la séparation des Églises et de l'État, avec la complicité d'élus collaborateurs qui inaugurent en grande pompe des mosquées, dont la construction a parfois été subventionnée par les collectivités locales, notamment par l'octroi à prix bradé, voire pour l'euro symbolique, de terrains communaux, comme à Marseille, Nantes ou Bordeaux (in Véliocas, 2010), des villes où les maires néo-collaborateurs sont généreux avec le domaine public (la fortune collective des contribuables) et contreviennent, par pur souci électoraliste, à la loi de séparation de juillet-décembre 1905.

En janvier 2011, tous les départements français avaient au moins deux mosquées (sauf la Vendée qui n'en avait qu'une), le record régional étant détenu par le Nord-Pas-de-Calais avec 153 mosquées, le record départemental appartenant, bien sûr, à la Seine-Saint-Denis avec 118 lieux de prière publique pour les musulmans. En 2012, il existe un peu plus de 2400 mosquées en France ; il en existait 150 en 1976, avant que le duo Giscard-Chirac ne publie le décret sur le regroupement familial des immigrés.

En 2011-12, diverses associations musulmanes ont exigé et obtenu de maires collaborateurs de l'invasion la destruction de croix dans les cimetières ou le changement d'appellation des « *marchés de Noël* », au prétexte que cela « *heurte la sensibilité* » des nouveaux venus ! Faudra-t-il, en Touraine et en Berry, changer l'appellation des « *pâtés de Pâques* » pour complaire aux islamistes ? Il n'est pas jusqu'à la croix verte des pharmacies qui heurte la susceptibilité malade de certains musulmans ! L'occasion est bonne de rappeler à ceux qui ne tolèrent pas les traditions

européennes que nul ne les a obligés à venir en Europe et que nul ne les oblige à y rester.

Se croyant déjà les maîtres de Marseille, des immigrés maghrébins chassent violemment, aux applaudissements de leur députée socialiste issue du milieu maghrébin, d'autres immigrés, des Roms, en septembre 2012. Si nos vertueux élus s'étranglent de fureur à l'évocation des milices patriotiques d'autochtones, réactionnelles à l'explosion de la délinquance et de la criminalité mal ou non réprimée, ils semblent ignorer l'existence des milices islamistes, pourtant bien mieux armées.

On ne nie pas « *la mendicité agressive* » des Roms, ni la forte corrélation entre leur présence et l'augmentation brutale des vols à l'étalage, des vols de métaux, des vols de voitures neuves et puissantes, des cambriolages (tout cela fut dénoncé l'automne de 2012, à la Chambre, par le député Philippe Meunier) et l'on ne peut que s'étonner douloureusement du silence, sur cette question, des élus de Touraine, du Berry ou du Limousin, des provinces qui ont « *la chance* » d'héberger de fortes concentrations de Roms (ou Manouches, ou Gitans, ou Tsiganes, comme on voudra).

Il est piquant de constater que, depuis l'année 2012, les nomades bénéficient, grâce à la sollicitude des élus du peuple, d'une nouvelle allocation catégorielle, distribuée par les Caisses d'Allocations Familiales, leur permettant de renouveler le camion ou la caravane servant d'habitation.

Déjà, la Loi Besson du 31 mai 1990 avait imposé aux maires des communes de plus de 5 000 habitants l'établissement d'une aire de stationnement réservée aux nomades non estivants, où installations sanitaires, électricité et eau potable, sont fournies gracieusement (et payées par le produit des impôts locaux versés par les seuls sédentaires). L'expérience a démontré que les installations sanitaires de ces aires pour nomades (devenus « *gens du voyage* ») ont une très courte durée de vie et doivent être remplacées périodiquement. Voilà un pays qui est bon pour ses citoyens non ou très peu productifs. Une fois encore, la démagogie a détourné un bon principe – la solidarité – de sa finalité.

Pendant ce temps, une société « *française* » fabrique du « *foie gras halal* » et invite des muftis gourmands à vérifier dans ses ateliers qu'ils sont préparés sans armagnac, ce qui fait sourire le médecin qui, en quarante années de carrière, a soigné (au bas mot) plus d'une centaine de musulmans alcooliques !

La viande *halal* est obtenue en saignant par égorgement une bête dont la tête est orientée vers La Mecque et réputée n'avoir pas consommé de produits d'origine animale durant ses quatre dernières semaines de vie, le sacrificateur prononçant « *des paroles sacrées* » en procédant à l'égorgement.

De nos jours, où règnent la niaiserie, le laxisme et l'efféminement moral, l'on a inversé la polarité des droits et des devoirs. Les nouveaux arrivants, encore minoritaires, exigent et obtiennent des élus démagogiques la fin de traditions pluriséculaires. Comment s'étonner des paroles de certains rappeurs : « *La France est une putain* »... plus exactement, une certaine France, molle, veule, lâche.

C'est la pseudo-France des néo-collaborateurs, pour lesquels l'on pourra avoir une pensée émue lorsque sera venu le temps de l'insurrection des honnêtes citoyens

abandonnés par élus et forces de l'ordre. Le devoir d'insurrection se doublera d'un devoir d'épuration et cela aura un petit air de déjà vu !

Si la violence des immigrés est parfaitement intolérable, il est non moins évident que le parasitisme social (qui est le fait d'individus vivant d'allocations diverses sans travailler) est un fléau social, devenant une absurdité en cas de surendettement de l'État et des caisses sociales.

Il ne faudrait surtout pas croire en une quelconque reconnaissance de la part des millions de familles hébergées en Europe occidentale, gavées de dons privés ou provenant d'associations caritatives, repues d'allocations publiques octroyées par les États-Providence. Ces immigrés choyés considèrent ces dons et ces allocations comme autant d'offenses faites à leur dignité, à leur prestige personnel.

À toute époque, mais surtout dans certaines civilisations où l'on aime davantage briller en société que travailler, le mâle tient par-dessus tout à l'estime d'autrui, au moins à celle de ses proches (excellente étude in Herskovits, 1940 ; le lecteur pressé peut s'en tenir à la phrase de Diderot, in *Le neveu de Rameau* : « *La reconnaissance est un fardeau et tout fardeau est fait pour être secoué* »). L'aumône a toujours été une source d'humiliation pour celui qui la reçoit. Plutôt que de faire des ingrats, il serait opportun de cesser la pratique des lois sociales appliquées sans discernement aussi bien aux ayants droit (les bénéficiaires naturels) qu'à ceux qui n'ont ni travaillé ni cotisé (les parasites sociaux).

pratique,

« *La liberté d'opinion, c'est, en*

la liberté de se plaindre »

Denis de Rougemont, 1936

*

*

*

« *Seul gagne sa liberté celui qui doit chaque jour la conquérir* »

Goethe, *Faust*.

Comme toute idéologie, l'*islam* est totalitaire par essence. Cette religion ne peut donc être combattue par la froide raison, par l'évidence des réalités scientifiques. L'*islam* ne peut être bouté victorieusement hors d'Europe que par l'effet d'une grande idée concurrente... mais qui ne soit surtout pas une autre religion d'origine moyen-orientale ! La création de l'Empire européen est une tâche tellement exaltante, réalisant l'application sur le long terme d'une si grande idée, qu'elle triomphera aisément d'une religion médiévale et rétrograde. L'opinion publique européenne est, pour l'heure, fort éloignée de cette idée, de ce projet révolutionnaire. La faute en revient aux politiques et aux animateurs des media.

L'article second de la Constitution de la V^e République, solennellement publiée le 4 octobre 1958, l'affirme : « *La France assure l'égalité devant la loi de tous les*

citoyens sans discrimination d'origine, de race ou de religion ». Cet article n'est plus respecté de nos jours. Par l'effet d'un racisme anti-Blanc, par le non-respect de la Loi de séparation des Églises et de l'État au profit exclusif des musulmans, par la peur panique « *de voir les banlieues exploser ou s'enflammer* » qui s'empare des politiciens, policiers, gendarmes et magistrats, dès qu'il s'agit de sanctionner les délinquants issus de l'immigration extra-européenne, l'honnête autochtone n'est plus protégé. Il n'est nullement l'égal des immigrés dans l'application de la loi. Le fondement majeur de la démocratie est bafoué quotidiennement. Le Droit à l'insurrection devient un devoir de citoyen.

La « *chance pour l'Europe* » ne serait-elle pas une prise de contrôle des destinées du continent par un Axe Berlin - Moscou ? Étant donnée la profonde médiocrité des gouvernants et des fonctionnaires français, notamment des patrons des forces de l'ordre et de la Justice, l'on n'ose guère proposer un Axe Paris - Berlin - Moscou, qu'en d'autres circonstances et avec des hommes dignes de ce nom l'on aurait pu juger idéal.

En physique comme en sociologie, toute action génère une réaction. Un peuple agressé doit se défendre s'il ne veut pas être réduit en esclavage, ce qui est le sort naturel des mous, des faibles et des lâches. Si les élus du peuple, si les forces de l'ordre, si les garants de l'organisation judiciaire, ne protègent plus les honnêtes citoyens des agresseurs, il existe pour les hommes dignes de ce nom un devoir : le Devoir d'insurrection, pour réorganiser une société en état de pourrissement avancé.

La loi du Talion ne pourrait-elle, de façon assez logique s'appliquer aux voitures, scooters et motos des immigrés ? Car les violences et les déprédations, pour raisons raciales et religieuses, sont des jeux sociaux fort dangereux auxquels on peut s'adonner à plusieurs.

Les agressions physiques pourraient être prévenues en grande partie par des patrouilles de miliciens, puisque la police a démissionné dans la plupart des villes (elle se contente de surveiller les beaux quartiers des grandes villes et les abords des belles propriétés des notables du petit monde de la politique et des affaires).

Enfin, la technique moyen-orientale de la castration du violeur par les parents de la victime serait une excellente prévention des récidives, portant en elle-même un effet curateur et pédagogique. Pour envisager et réaliser tout cela, il faut posséder un esprit de mâle.

Le dilemme n'est plus, depuis 1990, d'opter pour les U.S.A. ou l'U.R.S.S., mais de choisir entre la curieuse alliance de New York et de La Mecque d'une part, la voie de l'Empire européen de l'autre.

Vilfredo Paréto a écrit (in *Les systèmes socialistes*) : « *Toute élite qui n'est pas prête à se battre pour défendre ses positions est en pleine décadence* »... et la décadence mène à la déchéance, à la servitude ou à l'anéantissement. Il en va ainsi des élites sociales comme des peuples créateurs de civilisation. L'Europe regorge d'autochtones riches de talents, techniques, intellectuels et spirituels ; elle est pauvre, hélas, en hommes de caractère.

S'il est une erreur à ne pas faire, c'est d'intégrer à l'Europe les élites africaines : leurs membres ont un devoir et un seul, celui de civiliser leur énorme et richissime continent. Quant à la racaille issue d'Afrique, elle doit être renvoyée chez elle ou mise hors d'état de nuire.

La tolérance, l'indulgence molle envers délinquants, criminels et envahisseurs abusifs, est un signe de décadence morale, une réaction de candidats à la soumission, puis à l'esclavage. L'amertume, le désenchantement créent un pessimisme ambiant. Ce sentiment peut être négatif s'il est une source d'inhibitions. Il peut, au contraire, s'avérer stimulant s'il génère colère et désir de revanche. On ne fait rien de grand ni de durable sans passion, à condition d'en maîtriser l'application.

Un phénomène social n'est hélas que trop évident de nos jours : la majorité des Européens, amollie par le confort, abêtie par une propagande niaise, aveuie par la facilité, manque singulièrement de tonus moral.

« Les sociétés se consolident dans le danger »

Emil Cioran, 1952

3 – La démotivation des Occidentaux

« Le maximum de liberté correspond au minimum de responsabilités »

Denis de Rougemont, 1957

... encore faudrait-il ne pas confondre liberté et licence.

« L'Europe est en panne de destin » (Cau, 1978), en raison d'une double démotivation. D'abord, le refus de se plier à un devoir indispensable pour la survie de la race, celui de renouveler les générations autochtones, faute de quoi l'on s'expose à une implosion démographique. Ensuite, et c'est encore plus grave, la perte de l'instinct de combativité. L'Europe meurt de son féminisme, de la veulerie de ses soi-disant mâles, devenus à la fois d'humbles serviteurs de leurs femelles et de très obéissants sujets des propagandistes et des nervis des si nombreuses associations des Droits de l'Homme, qui excluent les Européens autochtones de la longue liste de leurs protégés.

La soumission veule de la femme à son seigneur et maître musulman est une absurdité. La domination de la femme occidentale contemporaine sur son homme dévirilisé l'est tout autant. Dans les deux cas, il s'agit, pour la civilisation européenne, d'une insupportable régression sociale. Hommes et femmes sont complémentaires ; c'est d'ailleurs sur cette complémentarité que sont fondés le mariage et la vie sociale... les décisions de pitres parlementaires sur les mariages entre sujets de même sexe ou genre, comme on voudra, ont peut-être transitoirement force de loi, mais n'en sont pas moins des aberrations historiques et sociologiques.

Peu de temps avant d'être détrôné par des activistes chiites, aidés de communistes et de Nord-Américains faibles d'esprit, le dernier Shah d'Iran jetait un regard sans complaisance sur les ex-civilisateurs : *« Le monde occidental va à la dérive... licence, refus de la discipline... On ne veut plus savoir qu'il faut travailler, être honnête et patriote... Les gouvernements ont peur de faire respecter les lois... Cette civilisation actuelle, tellement faible et pourrie, ne vaudrait-il pas mieux qu'elle*

disparaisse pour laisser place à quelque chose de nouveau ? » (Reza Pahlavi, 1976). On ne voit rien à retrancher des propos du monarque, le dernier des despotes éclairés, trop éclairé peut-être pour son peuple dont la mentalité s'accordait mieux au fanatisme des ayatollahs ; on s'en est aperçu en 1979.

Aux XVIII^e et XIX^e siècles, brillèrent en France deux hommes qui, pour des raisons de convenance personnelle bien plus que par intime conviction, voulurent porter la femme au pinacle, transportant sa royauté de la famille à l'État. Ces deux hommes, fort peu virils dans leur comportement on le reconnaît volontiers, furent de véritables catastrophes pour l'Occident, d'authentiques bombes humaines à retardement, des *Kamikazes* de la pensée sociale.

Le premier fut le marquis de Condorcet, qui était à la fois un compilateur des lettres et des sciences, un administrateur, un académicien, mais aussi un bellâtre gras et très vaniteux, accumulant succès mondains et charges honorifiques. Dès 1787, sous le règne du débonnaire Louis XVI, il joue sans grand risque au républicain de salon, ce qui ne l'empêche nullement de réclamer ponctuellement à ses vassaux les revenus de ses droits seigneuriaux ni de toucher les honoraires de sa sinécure d'inspecteur des monnaies. Ce démagogue assied sa réputation en développant, longuement et lourdement, sa foi au « *progrès moral continu de l'humanité* », dans le droit fil du discours des philosophes utopistes des deux siècles précédents. Son originalité s'exprime par une thèse hardie : ce révolutionnaire de salons, l'un des grands ancêtres de la gauche caviar, soutient que « *la femme* » gèrerait mieux la « *chose publique* » que « *l'homme* ».

Son discours féministe influence beaucoup un élève de Claude de Saint-Simon, autre utopiste célèbre : Auguste Comte, amoureux transi d'un bas-bleu issu de l'aristocratie. Ce « *grand penseur* » estime que les hautes charges de l'État ne devraient être exercées que par des couples mixtes. Une humanité dominée par les femmes serait moins violente, plus tolérante et plus charitable. En quelle que sorte, ce serait le triomphe de l'Etat providence, de la licence et de la disparition de l'application rigoureuse des lois en tous pays, soit la société merveilleuse qui est la nôtre.

À la fin de sa (trop longue) vie, Comte délire au point de rêver d'un monde où l'humanité serait engendrée par les seules femmes, grâce à une généralisation de cette parthénogenèse qui, à l'état naturel, ne touche que des animaux inférieurs. Les techniques biologiques apporteront peut-être la réalisation de ce rêve (Atlan, 2007), que l'on peut, tout aussi bien, qualifier de cauchemar. L'occasion est bonne de citer la phrase la plus en vogue dans la Royal Navy : « *Le pire arrive toujours* » et l'un des meilleurs aphorismes de Cioran (1949, in *Visages de la décadence*) : « *Il y a une plénitude de décroissance dans toute civilisation trop mûre* ». La décroissance démographique est le premier stigmatte de dégénérescence d'une société.

Les doctrines de ces deux hommes sont exportées en Grande-Bretagne et aux U.S.A., où elles rencontrent un vif succès dans les milieux assez peu virils, et reviennent en Europe après la II^e Guerre mondiale. Le très pragmatique et très britannique John Stuart Mill adopta, avec beaucoup d'enthousiasme, les revendications

féministes, lui qui écrivait : « *Le devoir, c'est l'intérêt bien compris* »... à quelles hauteurs s'élève-t-on dans l'Éthique avec l'utilitarisme et le féminisme !

En France, la folie furieuse féministe s'abattit avec retard (elle fut un « *acquis* » de 1968), mais se rattrapa dans l'intensité : légalisation, puis remboursement de l'avortement de complaisance ; multiplication des allocations de tous genres aux parasites et aux associations servant les droits des minorités aux dépens de la majorité des citoyens ; non-application des peines prononcées par les magistrats ; disparition de la peine de mort, soit un authentique retour à l'impunité des plus ignobles canailles, ce qui définit les régimes de barbarie... on croyait jusqu'alors que le rôle premier d'un magistrat était d'être « *au service des victimes* » (Romerio, 1977), c'est assurément une vieille lubie de « *réactionnaire* » !

Par l'exaltation de la mollesse mentale et physique, par son goût pour les accommodements et son mépris du légalisme, le mouvement féministe est devenu depuis un demi-siècle la tare majeure de l'Europe occidentale, expliquant pour l'essentiel la régression politique, intellectuelle et morale du continent. L'émasculatation des politiciens officiellement mâles explique le reste du désastre.

Au Moyen Âge, civilisation mâle par excellence (développements in Duby, 1990, contrant les sottises féministes du best-seller lamentable de Régine Pernoud, 1977), la douleur était jugée pour ce qu'elle est : un aléa inhérent à la condition humaine. Dans notre société femelle, la moindre douleur un peu vive ou se prolongeant plus de quelques jours entraîne la prescription quasi automatique d'un traitement à base de morphine, sans souci des risques d'accoutumance et d'assuétude ainsi créés pour peu que la maladie causale soit durable.

Physiologiquement, la femme n'est nullement « *l'égale de l'homme* », elle n'est pas un homme bis (développements in Plouvier, 2012). Elle est complémentaire de l'homme, égale en droits, mais en aucun cas destinée à devenir supérieure en droits et en pouvoirs. Saturée de slogans, de romans et de navets cinématographiques, lui démontrant que la mère de famille est une « *femme exploitée* » et que seule la salariée, la commerçante ou la fonctionnaire « *s'épanouit* », l'Européenne a opté pour la stérilité volontaire ou l'enfant unique (pour les plus prévoyantes : deux rejetons, par l'effet d'une assurance sur le mauvais sort, puisqu'un accident ou une maladie implacable peuvent faire disparaître le premier bambin).

De façon parallèle, les médecins ont assisté, à partir du milieu des années 1970, à une flambée de tabagisme et d'alcoolisme féminins, à une augmentation considérable de la prise de tranquillisants, puis d'antidépresseurs, enfin, dans les années 1990, au recours à la cocaïne chez les « *femmes hyperactives* » et d'autant plus angoissées. La femme moderne était née, jouant à l'homme bis, alors qu'elle n'est pas faite pour tenir ce rôle, ni physiquement, ni surtout mentalement.

Les couples ont explosé, car madame a prétendu ravir à monsieur la prééminence. Au début des années 2010, un couple français autochtone sur deux explose dans les cinq années qui suivent sa constitution, qu'elle soit officialisée ou non. Or, c'est une évidence : sans couple stable sur le long terme, pas de famille possible. Le féminisme a engendré le suicide démographique de l'Europe.

Que la femme « *émancipée* » soit devenue un papillon sexuel ne regarde qu'elle, mais, parallèlement, elle est devenue arrogante, grossière, singeant l'attitude dominatrice pour faire croire qu'elle pouvait prétendre à la codominance avec l'homme. Elle a envahi le forum, exigeant et obtenant la parité dans la vie politique où elle a introduit davantage encore de mauvaise foi et de sentimentalité stupide, faisant régresser toutes les manifestations du simple bon sens. L'acronyme BAI (Bêtise – Arrogance – Incompétence) n'est peut-être pas applicable à toutes les femmes exerçant une profession, mais il l'est à une large majorité de ces « *femmes émancipées, indépendantes* », jugées trop emm... (Censuré) pour être fréquentées au long cours par les messieurs.

Ce n'est guère mieux du côté des femmes entretenues et sans goût pour la vie de famille. Dans notre société femelle, d'où le sens éthique est banni, toute femme oisive, vénale et insupportable, peut s'offrir d'importants revenus à vie en se payant (avec l'argent gagné par son époux laborieux) les services d'un détective privé, spécialisé dans la recherche des éléments de fortune cachés de monsieur, désabusé de sa « *tendre moitié* » et se distrayant avec un autre animal humain de compagnie. Le divorce est devenu, non une industrie, mais un artisanat fort rentable, assurant la prospérité d'enquêteurs, d'avocats, de comptables et de divorcées (avec ou sans gigolo), sans oublier les agences de voyages et les centres de remise en forme(s). On n'arrête pas la régression sociale.

Évidemment, cela se paie au prix fort en matière de peuplement du continent. En France, la fécondité de la Française de souche européenne est de 1,6 enfant (ce qui est insuffisant pour renouveler la génération adulte), celle des Maghrébines est de 2,9, celle des noires africaines de 4,2, le record étant tenu par les Comoriennes de Mayotte, musulmanes et citoyennes du dernier département en date de la République, avec un score de 8,2 (Laulan, 2012). En 2005, 37 % des moins de 20 ans d'Île-de-France, région phare en matière de criminalité et de délinquance, étaient issus de l'immigration africaine et maghrébine. Les chiffres de fécondité différentielle démontrent qu'il y a urgence à prendre les mesures indispensables pour repeupler la France d'autochtones, faute de quoi, ce pays sera islamique et majoritairement peuplé d'Africains avant la fin du siècle.

Que l'Europe soit en passe de devenir un « *continent de vieux* » pour ce qui est des autochtones, c'est une évidence, mais nullement une fatalité. Le problème des prévisions économiques pour le quart de siècle à venir (les inévitables augmentations de dépenses pour les pensions de retraite, les maladies, les éventuelles invalidité et dépendance liées à la vieillesse) n'est que faribole au regard du problème racial.

Ce n'est pas d'une politique des retraites dont l'Europe occidentale a besoin, mais d'une double orientation politique qui nécessite infiniment de courage et d'efforts soutenus. Une vigoureuse incitation à la natalité autochtone et l'organisation d'un retour massif et irréversible des immigrés d'origine extra-européenne vers leurs terres ancestrales, un retour vers ces origines et ces cultures dont ils nous rebattent les oreilles, soit pour en vanter l'excellence, soit pour en exiger le respect sur le sol européen.

S'il fallait choisir entre une draconienne (et douloureuse) diminution des dépenses sociales pour la vieillesse ou les maladies liées à un mode de vie à risque (obésité, alcoolisme, tabagisme, sexualité compulsive, prise de stupéfiants) et une priorité accordée à la natalité autochtone (mais exclusivement à celle-ci), il faudrait impitoyablement trancher en faveur de l'avenir de la race qui conditionne l'avenir du continent.

La même loi du nombre qui assure de nos jours le triomphe du crétin et du minus (cf. supra, le paragraphe consacré au Q.I.), assurera la domination des immigrés d'origine extra-européenne sur le continent dans moins d'un demi-siècle, par le simple effet de leur démographie de primitifs. La « *pollution démographique* » (George Bush senior dixit) est infiniment plus dangereuse pour l'Europe que la pollution de l'air ou des eaux, que les écologistes agitent comme un épouvantail, alors même que les dégâts écologiques provoqués en Ukraine par l'explosion de Tchernobyl se sont avérés étonnamment faibles 25 ans après la catastrophe (et ce fait mériterait d'être étudié de façon approfondie pour mieux orienter les choix en matière de production énergétique : les professions de foi des écologistes farfelus sont strictement dépourvues d'intérêt à la différence des expérimentations et des observations biologiques).

Il est piquant de constater que les ministères français subventionnent avec infiniment plus de générosité les associations d'homosexuels que celles des mères besogneuses (Randa, 2012). Le débat sur le « *mariage des homosexuels* » est à la fois une forfaiture sociologique et une confusion sémantique : depuis l'Antiquité, le mariage est un contrat unissant un homme et une femme en vue de fonder une famille, de façon à poursuivre deux lignées. Qu'importe qu'il soit légalisé de nos jours aux Pays-Bas, en Belgique, Espagne, Grande-Bretagne, Danemark, Norvège, Suède, Portugal et en France, ce « *mariage* » est une parfaite absurdité. Quant à l'adoption d'enfants par des couples d'homosexuels, si elle caresse l'affectivité des « *parents* », elle ne peut que troubler le développement affectif, intellectuel et moral, des enfants devenus adolescents.

Il ne faut en aucun cas compter sur l'apport des populations extra-européennes (rappelons-le : l'Europe occidentale comptait, en 2012, environ 50 millions d'immigrés d'origine extra-européenne, ce qui réalise un crime contre la race européenne, en plus d'être une offense au bon sens) pour régler la « *facture sociale* ». L'exemple français démontre à l'évidence que l'immigration d'origine africaine est une énorme dévoreuse de prestations sociales, génère d'énormes dégâts par les déprédations de ses rejetons vicieux et / ou asociaux et qu'elle « *est fâcheusement peu ou pas qualifiée* » (Laulan, 2012).

L'auteur de ces lignes est bien placé pour savoir qu'hormis d'indéniables heureuses exceptions, les personnels de santé formés en Afrique ou au Moyen-Orient et massivement engagés en France depuis les années 1980 (où l'on réduisait stupidement et dramatiquement le nombre des étudiants en médecine autochtones par l'effet d'un malthusianisme corporatiste réclamé, dès 1977, par le Conseil de l'Ordre des Médecins) sont très médiocrement adaptés à l'exercice d'une médecine de haut

niveau, comme le citoyen français est en droit d'en exiger la pratique. En outre, leur conception du temps de travail est fort « méditerranéenne » : l'on palabre et l'on fréquente les réunions diverses bien plus que l'on ne travaille.

« *Le métissage a provoqué la dissolution, puis la disparition des élites romaines* » a écrit une des gloires de la zoologie française au XX^e siècle (Pierre-Paul Grassé, 1971). L'Empire romain a implosé, en grande partie, par la mollesse et l'efféminement des mœurs liées à la christianisation et à l'augmentation du niveau de vie des élites, dont les fils n'ont plus voulu se mobiliser pour la défense du Bien commun.

L'Édit de Caracalla, de l'an 212, a offert, pour des raisons fiscales, le droit de citoyenneté romaine à tous les hommes libres. Partout, l'on a accueilli le titre et les droits y afférents et l'on a négligé les devoirs qui en découlaient naturellement, dont le premier était de défendre l'Empire. Par son individualisme, par son opposition au culte des ancêtres (soit la négation des valeurs nationales), enfin par un angélisme utopique, absurde dans le contexte de l'époque, le christianisme a démotivé de nombreux citoyens. Désespérer de la vie terrestre et n'espérer qu'en une vie surnaturelle ne poussent guère à défendre l'État.

La similitude est grande entre notre déclin occidental et la lente agonie de l'Empire des Augustes et des Césars. Selon Nietzsche, la décadence est l'antithèse de la grandeur et de la noblesse de l'esprit. L'Europe est entrée progressivement, de 1945 aux années 1990 selon les pays, en la pire époque de décadence de son histoire, sans que ses peuples s'en soient aperçu, occupés qu'ils sont à jouir de plaisirs matériels.

La licence morale actuelle est la conséquence du rêve de liberté anarchique des soixante-huitards, élèves trop studieux de l'ineffable Herbert Marcuse. Préoccupée de sa précieuse personne, l'Européenne de souche, dite « évoluée », n'a plus le temps ni même le goût de faire des enfants. D'autres femmes, issues du milieu de l'*islam*, peuplent donc l'Europe de leur progéniture, tandis que la propagande mondialiste clame la parfaite égalité des êtres et des sexes (ou des genres, cf. supra).

En 1976, Valéry Giscard d'Estaing et Jacques Chirac, ne s'intéressant qu'aux retombées commerciales de leur geste en une période de récession économique donc de diminution de la consommation intérieure, ont multiplié le nombre des immigrés avec leur décret cosmopolite de regroupement familial. Nul, parmi ces « démocrates », n'a songé à demander son avis au bon peuple, alors que le referendum est un outil politique inscrit à la Constitution de la V^e République, à la différence de celle qui avait régi la III^e. Les referenda de Suisse, portant sur l'immigration extra-européenne, ont constamment donné des résultats repoussant son accroissement.

L'esprit soixante-huitard a fait le lit de l'Homo mondialus, soit le triomphe de l'individualisme forcené sur la tradition européenne de l'effort collectif. Chaque citoyen s'estime placé en situation de « *nombril du monde* », bénéficiant du droit à la consommation parasitaire pour avoir eu l'honneur de naître en une époque de socialisme mal compris. Loin d'être un révolutionnaire viril, il est le prototype du petit-bourgeois irréflecti, égoïste et lâche. On ne peut même pas rapporter l'individualisme contemporain à une exigence spirituelle, ni même à une espérance

eschatologique : l'Européen moyen se complait à la fois dans le consumérisme et dans le vide spirituel.

Hélas, à la différence de l'Empire romain d'Occident, l'Europe du XXI^e siècle n'est pas menacée par des Barbares germaniques issus de la même race que les ressortissants de l'empire, des Barbares dont l'apport génétique a été extrêmement bienfaisant à l'Europe occidentale. Elle est envahie par une autre race que celle qui a civilisé le continent, puis le reste du monde. Ces envahisseurs n'apportent que leur avidité et une foi rétrograde, iconoclaste, intolérante, et dont les intentions meurtrières sont clairement affichées dans ses « *livres saints* » (*Coran, sîra, hadîths*).

Or, l'héroïsme guerrier se porte fort mal en Occident, chez les autochtones en pleine déréliction. Dépourvus de foi en un monde surnaturel où une seconde vie, réputée meilleure, les attendrait après la mort terrestre, les Européens des débuts du XXI^e siècle ne sont plus du tout prêts à sacrifier leur vie pour la survie de la patrie et de la race. « *La psychologie est le tombeau du héros* » (Cioran, 1949, in *Visages de la décadence*) : ce n'est que trop vrai et cela mérite réflexion.

Contrairement à ce qu'enseignent des cuistres amollis, ce n'est pas l'exemple du XX^e siècle qui est la cause de cette désaffection pour l'activité guerrière. L'on ne conteste pas que ce fut un siècle de fer, de feu et d'imposteurs, où n'ont certes pas manqué les guerres cataclysmiques, ni les meurtres de civils par des bombardements massifs, ni les camps pour prisonniers politiques, ni les génocides réalisés pour raison raciale (les exemples nazi et africains sont bien connus, les seconds étant toujours d'actualité) ou pour raison politique (les exemples communistes devraient être dans toutes les mémoires, en se souvenant qu'en 1793-94 les glorieux conventionnels français ont fait exécuter un quart de million de « *Vendéens* », en réalité des Poitevins), ni les procès truqués, ni enfin l'omnipotence d'une propagande exceptionnellement mensongère.

L'héroïsme se porte mal en Occident à cause de la déréliction ambiante et d'une propagande à l'eau de rose, pacifiste et tiers-mondiste, serinée de façon pluriquotidienne, c'est évident. Mais il a surtout disparu faute de noble cause à servir. L'héroïsme est une passion qui exige de l'être humain le don total de soi. Il ne peut donc se justifier que par le service d'un grand idéal ou d'un personnage charismatique incarnant cet idéal. Nul ne l'a mieux décrit que Friedrich Nietzsche in *Par-delà bien et mal. Prélude d'une philosophie de l'avenir*. De 1914 à 1945, les grandes causes n'ont pas manqué aux Occidentaux, malheureusement divisés en camps opposés.

De nos jours, la grande cause est évidente : il faut créer l'Empire européen et repousser l'invasion des fanatiques musulmans, qui veulent imposer une foi obscurantiste, soit un absurde retour en force du Moyen Âge, dans ses pires aspects.

Hélas, manquent aux forces armées la virilité et l'esprit de sacrifice. On ne fait pas une guerre sans enregistrer des pertes en soldats et, de façon immémoriale, l'on sait que l'homme de guerre risque sa vie presque à chaque heure en zone d'opérations de guerre. Or, des pitres ont inventé aux U.S.A., durant les années 1990, la notion de guerre idéale, c'est-à-dire avec « *zéro mort* » dans l'armée en campagne. Depuis les premières années du nouveau millénaire, on repousse avec horreur l'idée que des civils

du pays ennemi puissent subir des pertes (les « *dommages collatéraux* » du jargon actuel). Pire ! Dans l'armée française, l'on a introduit « *le principe de précaution* » au nom duquel des parents de soldats morts au combat peuvent traîner en justice l'institution militaire et salir l'honneur des officiers et des sous-officiers des défunts. C'est la conséquence de la veulerie et de la mollesse intellectuelle de notre société, femelle dans son essence.

De profonds penseurs voudraient même nous faire croire que des femmes contemporaines pourraient faire de bonnes combattantes, alors que l'expérience médicale prouve l'exceptionnelle vulnérabilité à la mort d'autrui de l'immense majorité des femmes du personnel soignant, y compris les viragos formidables adeptes des sports de combat. Pour en revenir à une civilisation d'amazones (l'on en a connues dans l'Armée Rouge, de 1941 à 1945), il faut éduquer les femmes à la dure, comme ne le sont même plus les jeunes « *mâles* » autochtones d'Europe occidentale.

Pour accepter le combat et son risque vital éventuel, l'homme doit avoir une très puissante raison de le faire. Un combattant français de la Grande Guerre a fort bien défini les motivations du sacrifice suprême : « *Ce n'est pas le désespoir qui rend la mort moins redoutable ; c'est la foi... Heureux celui qui tombe ayant en lui la vision d'un monde nouveau* » (M. Pujol, 1932).

« *À l'apogée d'une civilisation, on enfante des valeurs ; au crépuscule, on les abolit... La décadence [est] une époque où les vérités n'ont plus de vie* » (Cioran, 1949)... plus exactement, c'est une période où les valeurs et les vérités issues des ancêtres sont remplacées par les sophismes et les divagations de détraqué(e)s. Notre époque, femelle par essence, ne peut que se terminer rapidement : par l'esclavage des Occidentaux, soumis aux sbires d'un nouveau Moyen Âge, infiniment moins excitant et riche de promesses que ne fut le chrétien, ou par le retour en force de la virilité et l'établissement de l'Empire européen, ce qui ne se fera probablement pas sans bruit ni fureur.

L'esprit guerrier exige, certes, un noble idéal à servir. Il exige également des soldats une condition physique et mentale virile, dure, où dominant la résistance à la souffrance, l'abnégation et l'opiniâtreté. Comment être efficace dans l'action en étant mou physiquement et moralement ?

Les jeunes Européens autochtones doivent observer leurs ennemis, officiellement potentiels (il suffit de fréquenter une multitude de villes de France, de Belgique ou de Grande-Bretagne pour savoir que la guérilla y est ouverte depuis un quart de siècle), issus de l'immigration musulmane, et réfléchir à la meilleure préparation qui permettra de les combattre efficacement quand la guérilla sera devenue guerre ouverte.

*

*

*

« *La femme n'est forte que de la faiblesse du mâle* »
Gabriel Chevallier, 1966

Depuis la pulvérisation, en août 1945, des cités japonaises d'Hiroshima et de Nagasaki (et bien qu'elle ait fait moins de morts que les 36 heures de bombardement ininterrompu de la ville de Dresde, en février 1945, alors que cette cité, vouée aux arts et à la culture, était strictement dépourvue de tout objectif militaire et de tout moyen de défense antiaérienne), la science est désaccouplée de la morale dans l'esprit de nombre d'humanistes. Est ainsi ruinée une part intéressante de l'œuvre du tandem formé par Socrate et son élève Platon, et fort bien résumée par l'aphorisme du prêtre et médecin François Rabelais : « *Science sans conscience n'est que ruine de l'âme* ».

À dire vrai, les gloires de la philosophie grecque (et leurs successeurs du siècle autoproclamé des Lumières) se trompaient de bonne foi... ou se moquaient du monde. Toute l'histoire humaine (et animale) n'enseigne qu'une vérité : l'immuabilité des comportements animaux dont celui des humains, et, de ce fait, l'absence de tout parallélisme entre progrès scientifique et technique, d'une part, conscience morale de l'humanité, de l'autre.

Le maintien de la cohésion sociale exige, des gouvernants et de leurs serviteurs, les plus grossiers mensonges. La notion de progrès moral de l'humanité en est l'archétype. En son temps (à peine un siècle et demi en deçà), Nietzsche dénonçait l'imposture des « *faussaires de la morale* », ces utopistes dégoulinant de bons sentiments (Plouvier, 2008). Jamais ou presque, un homme de science ou de technique n'a hésité plus d'une minute entre sa gloire et la mise sous le boisseau de découvertes dont l'application impliquerait de multiples dangers pour l'espèce humaine.

La seule exception qui vienne immédiatement à l'esprit est le refus des physiciens allemands, durant la Seconde Guerre mondiale, de mettre au point une bombe utilisant la fission nucléaire (cf. Plouvier, 2008, volume 4), un refus motivé non par un antinazisme primaire, mais par ce scrupule d'humanistes que n'ont pas éprouvé les concepteurs et les techniciens des U.S.A., stimulés par la haine antiallemande... c'est encore une notion qui attendra quelques siècles avant d'être intégrée par nos savants universitaires.

De nos jours, il serait opportun d'englober, dans les attributs de l'éthique, le contrôle, voire la maîtrise par l'État, des techniques mixant l'informatique et la biologie (Kempf, 1998, dans un bon livre au titre ridicule), pour éviter la domination de l'homme par la machine. C'est un thème récurrent des auteurs de science-fiction qui risque de devenir prochainement une terrifiante réalité, bien plus dangereuse encore que le fanatisme islamique, où l'on se contente de mixer pensée médiévale et technologie actuelle plus ou moins bien assimilée (d'où quelques ratages spectaculaires, aboutissant à la fin prématurée, ni regrettable ni regrettée, de terroristes en puissance).

Comme, dans notre société efféminée, la mode est à l'individualisme forcené, au rejet de toute valeur communautaire, il est probable que les nobles législateurs n'oseront limiter la liberté d'expérimenter tout et n'importe quoi.

L'art européen, héritier de la tradition grecque (en matière de sculpture, d'architecture, de poésie épique et lyrique) et de la romaine (pour les mêmes activités, en plus de la peinture murale et de l'art des jardins, lié à la maîtrise des techniques

d'irrigation), est typiquement apollinien, selon la classification remarquable présentée par Nietzsche dans son premier grand livre, *La naissance de la tragédie*, de 1870.

C'est un art de clarté et de beauté plastique, voué à l'harmonie, où l'expression puissante s'associe à une sensibilité profonde et néanmoins maîtrisée. L'homme y est à la fois le maître d'œuvre et la référence de l'unité de mesure. En résumé, c'est un hommage à la vie policée, civilisée, et une transcendance de la vérité, celle de l'être humain, de sa planète et de ce que l'on connaît de l'Univers. C'est ce que les génies de la 3^e Renaissance, celle du Quattrocento italien, ont parfaitement compris.

Les personnalités dionysiaques sont en droit de préférer l'art plus primitif, associé aux cultes de la fécondité, glorifiant le processus de cette génération sexuée dont divers savants contemporains voudraient éliminer les aléas. Toutes les sociétés, depuis les temps préhistoriques, ont cultivé cet art, parfois fort élaboré (on pense à celui des Étrusques), plus souvent rudimentaire (on pense aux exemples africains et océaniques), dégénéralant volontiers en orgies.

Même dans son déchaînement dionysiaque, dans ses débordements passionnels, l'art européen a toujours conservé le respect de la beauté des formes et l'attachement à la nature, considérée comme le seul modèle de référence. Le snobisme actuel veut mépriser les primitifs européens (tels les Thraces, ancêtres des Étrusques), pour mieux vanter (et vendre) les productions océaniques et africaines, indéniablement originales, mais rarement exaltantes pour un esprit européen non perturbé par le type d'« art » évoqué ci-après.

En effet, aux alentours des années 1880, est apparu, d'abord à Vienne, capitale d'un Empire pourrissant, puis, par l'effet d'un essaimage cosmopolite, à Berlin, Paris et New York, un art subversif dans le fond (soit la négation des valeurs philosophiques et artistiques européennes), un art asilaire pour la forme (c'est le psychiatre d'Heidelberg Hans Prinzhorn qui le désigna comme tel, comparant les productions des nouveaux « artistes » à celles de ses pensionnaires psychotiques, cf. Prinzhorn, réédition de 1984 ; on pourrait tout aussi bien parler d'un art de jardin d'enfants).

Dans un livre paru en 1893 (qui a connu une réédition française partielle en 2006), le médecin sioniste Max Sudfeld, plus connu sous le pseudonyme de « Nordau » (avant 1945, les Juifs évolués ou riches furent d'authentiques Fregoli du changement de patronyme), a qualifié cet art de « *dégénéré* », ce qui est une parfaite absurdité. Dans ces productions, il ne s'agissait pas de faire une œuvre artistique, c'est-à-dire d'embellir la vie des contemporains, mais de réaliser un travail de subversion, de sape des fondements de la société. Seuls ceux qui louaient ces productions, les critiques d'art, et ceux qui poussaient la bêtise jusqu'à les acheter pouvaient être qualifiés de « *dégénérés* ». Par la suite, les arts plastiques sombrèrent dans le néant, pour s'être dissous dans l'alcool, les stupéfiants, le marxisme et la pornographie.

De la même façon, en musique, l'Europe atteignit au sublime. C'est avec « *l'école de Vienne* » et la supercherie du dodécaphonisme que débuta le règne, lamentable et grotesque, du n'importe quoi, définissant l'art non-européen, l'art cosmopolite d'exportation si aisée vers les terres culturellement défavorisées.

L'invasion de l'Europe par des populations exotiques, non imprégnées par la civilisation européenne classique, ne peut que « *renforcer la culture du n'importe quoi... L'homogénéisation raciale, issue du métissage intégral, ne peut être atteinte que par l'organisation d'une destruction culturelle nationale* » (Hude, 1992). On comprend que certains peuples aient besoin de faire preuve d'humilité culturelle. Ce n'est nullement le cas des peuples européens.

Parallèlement à la désertification de la vie artistique contemporaine de l'Europe, l'on a vu la pornographie conquérir une place énorme, singulièrement sur le Net, et s'emparer de sujets autrefois tabous : les thèmes religieux et médicaux. Là aussi, l'on ne peut freiner la dégringolade intellectuelle et morale d'une société permissive. La régénération morale et spirituelle ne peut que s'intégrer à un contexte révolutionnaire, en acceptant la définition présentée plus haut de cet adjectif, trop galvaudé.

Nous vivons indéniablement une époque de pourrissement culturel et de répression de la liberté d'expression pour ceux qui s'écartent des canons de la propagande mondialiste. Cela témoigne d'une profonde déchéance, d'une authentique dégénérescence morales. De la même façon notre société femelle a tout naturellement accouché de la très féminine névrose de repentance, tarte à la crème des pitres du monde de la politique et des media.

Il est piquant de constater qu'au nom de l'antiracisme (dans sa variété philo-judaïque), sa veuve s'est opposée à la réimpression des trois brûlots (en fait plutôt anodins dans le fond et fort lassant par leurs stéréotypes et leurs répétitions) de Louis-Ferdinand Destouches dit « Céline » (*Bagatelles pour un massacre, Les beaux draps et L'école des cadavres*), tandis que l'on réédite constamment l'*Ancien Testament*, où nombre de livres font l'apologie du racisme matrimonial et de génocides présentés comme autant d'holocaustes agréables à Yavhé, ainsi que le *Coran*, où l'on prêche une guerre d'extermination contre les infidèles.

De nos jours, Voltaire serait poursuivi pour l'antijudaïsme de son *Dictionnaire philosophique*, ainsi que nombre de rédacteurs de l'*Encyclopédie*, ou encore messieurs Fourier, Proudhon ou Bernanos, antijudaïques par mépris du capitalisme de spéculation. Montaigne lui-même ou le grand Cuvier ne seraient pas à l'abri de poursuites pour avoir stupidement considéré les Noirs comme « *issus d'une espèce différente que les Blancs et les Jaunes* » (cf. Plouvier, 2012). La liberté d'expression n'a sûrement pas progressé en Europe.

« *Souviens-toi de ce siècle de décadence qui reniait les traditions* »
Jacques Bainville, *La tasse de Saxe*, 1929.

*

*

*

« *Les femmes ne doivent pas toucher à la politique* »
Otto von Bismarck

Au 6^e siècle avant notre ère, Pythagore enseignait à ses élèves les deux pôles entre lesquels se meuvent les humains : le travail, voire la souffrance (*Ponos*, en langue grecque) et le laissez aller (*Tryphé*), soit le mol sybaritisme, rebaptisé hédonisme de nos jours... autrement dit, l'éternel conflit entre valeurs mâle et femelle. « *Rien de nouveau sous le soleil* », proclama ensuite le rédacteur de l'*Ecclésiaste*.

L'étude du comportement, au long du XX^e siècle, des Juives de Palestine, devenues ensuite des Israéliennes, est riche d'enseignement. Durant les années 1920-1950, dans les Kibboutz, régnait l'égalité totale entre les sexes. À partir des années 1960, alors que les féministes triomphaient en Occident, les Juives élevées en hommes-bis se sont détournées massivement de ce statut hybride et en sont revenues aux activités traditionnellement féminines, s'occupant tout particulièrement de leur (peu nombreuse) progéniture (Spiro, 1979). Cette évolution prouve qu'un retour aux valeurs ancestrales est facilement obtenu, quand le bon sens l'emporte sur l'activisme.

La société mondialiste est une tyrannie de l'éphémère, envisagé comme l'essence même de la vie contemporaine. Le culte de l'actualité combat victorieusement la réflexion sur les causes et les conséquences des événements, et provoque une quête effrénée des petits instants de bonheur, qui est la traduction comportementale de cette vie consacrée à l'évanescence et que l'on peut définir comme « *un nihilisme de la réplétion* » (une expression empruntée à Cioran). Contrairement à ce que certains philosophes ont écrit, il ne s'agit pas du règne des abstractions remplaçant les despotismes trop visibles du monde politique dont le XX^e siècle a montré tant d'exemples. C'est le règne du néant spirituel, le triomphe du matérialisme, du sentimentalisme et de l'irréflexion.

La réalité, dans son essence et sa matérialité (pour user du jargon des doctes philosophes), du monde européen contemporain est plus que triste. Il s'agit beaucoup moins de la fin des États nationaux (Freund, 1980) que de la fin programmée de la race européenne, et c'est bien plus grave. Le crépuscule de l'Occident est fait de veulerie, de dévirilisation, de soumission à la propagande officielle et aux politiciens « *nouveaux collaborateurs* », qu'il faudra punir quand sera venu le temps d'agir.

4 - Le cas français : gabegie et corruption

*« Les conservateurs sont destinés à perdre toujours,
car ils s'attachent aux formes, qui sont changeantes et
périssables »*

Jacques Bainville

Le parlementarisme est, par essence, chose femelle. C'est le régime de la corruption, de la dilution extrême des responsabilités, jointes à la pire démagogie électoraliste. La V^e République, régime en principe présidentiel, était d'essence mâle ; elle agonise depuis le départ, en 1969, de Charles de Gaulle, lui-même assez peu doué du sens de la nation. Ses peu brillants successeurs ont adopté la politique du pilotage au gré des sondages d'opinion.

Le déclin a commencé en 1968, lorsque le lamentable premier ministre Georges Pompidou a laissé se développer une chienlit estudiantine et des grèves fomentées par un groupuscule d'irresponsables manipulés par le dictateur cubain, qui prétendait en remonter aux gérontes du Kremlin en matière de révolution prolétarienne, le seul type de révolution que ne pouvait accepter le petit-bourgeois français !

Tous les témoins du milieu estudiantin se souviennent que ce fameux mois de mai ne fut pour certains qu'une énorme farce alcool-sexuelle, pimentée de quelques bagarres où les marxistes usaient volontiers du très plébéien couteau à cran d'arrêt (souvenirs personnels), et pour d'autres la rage impuissante de voir la patrie ridiculisée par des étrangers. Dans les entreprises, on assista à une tentative très mal organisée d'usurpation du pouvoir syndical par des gauchistes verbeux, manipulés par les potentats marxistes de la Tricontinentale (l'organisation, aujourd'hui défunte, regroupant les chefs des États du Tiers-Monde, et dominée par les communistes).

Quant à l'agitation frénétique des « *intellectuels soixante-huitards* », visant à détruire toutes les valeurs des sociétés occidentales, elle ressemblait à s'y méprendre aux émotions des nihilistes russes, décrites par Dostoïevski en 1871, dans *Les Possédés*. « *Rien de nouveau sous le soleil* », murmurerait derechef l'auteur de *l'Ecclésiaste*, et surtout pas la vaine agitation des ambitieux de tous sexes, uniquement préoccupés de faire parler d'eux et d'elles, sans se soucier des ruines qu'accumule leur sottise vanité.

Dut notre fierté nationale en souffrir, il faut pourtant en convenir : parmi toutes les classes politiciennes d'Europe, la française n'est ni la plus compétente, ni la plus dévouée au bien public, ni la moins corrompue. Elle est, en revanche, la mieux payée et en totale exonération d'impôts.

En premier lieu, le nombre d'élus est considérable. Aux U.S.A., 100 sénateurs et 435 représentants suffisent à un pays de 300 millions de citoyens (en plus des élus locaux et des parlementaires des 50 États de l'Union, qui correspondent à nos édiles municipaux et à nos conseillers régionaux). La France, peuplée d'environ 67 millions de citoyens, jouit du travail acharné de 577 députés et de 350 sénateurs, sans compter les élus locaux, départementaux et régionaux... et l'on n'évoque même pas les très utiles députés du Parlement européen.

Chacun des honorables parlementaires français perçoit mensuellement une indemnité de 6 000 euros (en partie imposables) et 6 000 autres euros pour « *frais divers* » (et ces derniers sont entièrement exonérés d'impôt), sans compter la gratuité des trajets en 1^{ère} classe dans les trains de la S.N.C.F. et même une confortable retraite pour les abonnés à la 2^e réélection (soit un troisième mandat). Quant aux merveilleux parlementaires européens, ils perçoivent eux aussi 12 000 euros mensuels et pratiquent un absentéisme ahurissant.

L'année 2013, le budget prévu pour le fonctionnement du Palais de l'Élysée est de 113 millions d'euros. Celui de la chancellerie de la République allemande est de 36,4 millions. Chacun est libre de comparer l'efficacité des preneurs apparents de décisions politiques en ces deux pays voisins, mais il est évident que les coûts de

fonctionnement de ces décideurs, réels ou supposés, et de leurs équipes de collaborateurs, sont fort différents.

Comme aux bons temps de la III^e République, lors de la phase de revanche communautaire après la seconde condamnation d'Alfred Dreyfus en 1899 et pour des raisons toutes différentes de l'erreur judiciaire de décembre 1894 (in Plouvier, 2010, vol. 2), le Grand Orient place toujours ses membres, et leurs familles, dans les niches des municipalités, conseils généraux et régionaux où le Parti Socialiste règne en maître (in Dalongeville, 2012 ; cet auteur sait ce dont il parle, ayant fait partie du sérail socialiste et passant en jugement pour une gestion très particulière des fonds publics). Les mœurs politiciennes françaises, fort peu jolies, sont d'une effrayante constance, de 1899 à nos jours.

À l'automne de l'an 2012, l'on a hissé au poste de premier secrétaire du P.S. un politicien condamné en 1992 pour infractions multiples et gracié par François Mitterrand, condamné de nouveau, en décembre 1998, à 18 mois de prison avec sursis pour rémunération frauduleuse perçue pour un emploi fictif à l'Association Régionale de Lille pour la Formation et l'Éducation des Migrants... de la constance, vous dit-on.

Répetons-le (puisqu'aucun honorable historien diplômé, patenté, « sérieux », ne l'a écrit jamais), c'est durant le III^e Reich, maudit de tous les bons auteurs et des professionnels si bien informés de nos media, que l'on a entrepris - sur l'ordre d'Adolf Hitler qui était certes un paranoïaque délirant, mais aussi un homme d'État d'une parfaite probité - une chasse impitoyable à la corruption chez les fonctionnaires de l'État et les dirigeants du Parti unique, le N.S.D.A.P. Le Führer avait même exigé qu'aucun chef d'entreprise ne soit éligible au Reichstag, qu'aucun fonctionnaire de l'État ou du Parti ne possède d'action ou d'obligation d'entreprises privées et, qu'en cas de cumul des responsabilités, il n'y ait pas de cumul des indemnités et rémunérations (Plouvier, 2008, volume 3). C'était un « *vil nazi* » !

Le citoyen français est bon pour ses élus. L'inverse est-il vrai ? Ce n'est absolument pas l'avis de David Remer, sujet de Sa Gracieuse Majesté britannique, qui a défini, en 2012, le spectacle pitoyable de la vie politique et administrative française par le néologisme d'Inaptocratie. Nos merveilleux Énarques sont-ils inaptes ou ineptes ? On ne saurait trop le préciser, mais il n'est que trop évident qu'ils forment une nouvelle « *noblesse de cloche* », comme l'on disait sous l'Ancien Régime.

Élus et Énarques ne sont guère utiles aux intérêts de la nation et cela n'est que trop vérifié : corruption des élus et des hauts-fonctionnaires ; détournement de l'argent public en faveur des sociétés privées appartenant aux amis de la majorité en place ; quasi impunité (sauf règlement de comptes personnels ou politiques) des Banksters et des chefs d'entreprises nationalisées, des élus et des hauts-fonctionnaires peu délicats dans leur gestion ; lâche complicité avec ce qui pourrait devenir la future majorité de la population, cette immigration musulmane dont on a décrit plus haut quelques-unes des turpitudes de ses membres les moins reluisants ; enfin, absolue soumission devant le seul vrai pouvoir en notre époque : l'économique.

*

*

« *Le temps des « sorcières » est revenu* »

Éric Delcroix, *Le théâtre de Satan*.

Depuis la très bourgeoise révolution de 1830 (qui ne fut absolument pas « *une fille de la misère* », pas plus d'ailleurs que celle de 1789), les politiciens français suivent une tradition de révérence, voire de soumission, aux puissances d'argent (cf. Plouvier, 2010, volume 1). Les hauts-fonctionnaires suivent avec plus ou moins de respect les ordres de leurs seigneurs temporaires, les ministres et secrétaires d'État. Les serviteurs (théoriques) de la Justice sont nombreux également à se prosterner devant les maîtres, de la politique ou du milieu économique, et depuis une trentaine d'années devant les pseudo-seigneurs du monde de l'information, par peur d'un lynchage médiatique ou par amour de la publicité.

La Justice a entretenu, dans les diverses Républiques françaises, une longue tradition de soumission au pouvoir politique et aux puissances d'argent. Depuis le dernier quart du XX^e siècle, elle a subi, par la faute des politiciens législateurs et de juges trop heureux de se faire un peu de publicité personnelle, une involution dans ses principes, singulièrement par une soumission au slogan de la lutte des classes puis par une dévotion au prêt-à-porter culturel.

On reconnaît volontiers que l'indépendance véritable des juges du siège (ceux du parquet étant, par définition, les représentants du gouvernement en matière judiciaire) s'apparente quelque peu à la quadrature du cercle. « *Si le magistrat veut être indépendant, rien ne s'y oppose* » (Romerio, 1977)... sauf à être tarauté par l'ambition. En effet, l'avancement et les mutations dépendent du ministère de la Justice et l'accès aux plus hautes fonctions est laissé à la discrétion du chef de l'État. Il peut donc arriver que la conscience éthique cède devant les perspectives de carrière.

Comme l'a écrit avec verve un ancien policier désabusé : « *Quand je vois inscrit les mots "Palais de Justice" en lettres d'or sur certains frontons, je m'étonne que les associations de consommateurs n'aient pas encore engagé de poursuites pour publicité mensongère* » (Gallot, 1992)

Depuis Aristote, il est classique de différencier le Droit, qui interdit et réprime, de l'Équité, qui définit le juste et l'injuste en valeur absolue, introduisant une notion morale. Il est évident que le Droit comme l'Équité varient beaucoup d'une civilisation à l'autre : les notions du licite et du juste n'ont rien d'ubiquitaire ni de diachronique comme tant de rhéteurs voudraient nous le faire croire. Ce sont des variables et non des constantes de l'histoire humaine (cf. Plouvier, 2012).

Comme chacun sait, les fameux Droits de l'Homme sont le fondement de la Charte des Nations Unies, proclamée le 26 juin 1945, et ont été énumérés dans la Déclaration universelle du 10 décembre 1948 (que n'importe quel gouvernement peut violer à tout moment au nom de la raison d'État, comme le fait le gouvernement des U.S.A. depuis les attentats du 11 septembre 2001).

Issus directement de la doctrine du Droit naturel, ils représentent en eux-mêmes la négation du Droit positif (lui-même défini par un code de lois votées par un Parlement ou d'édits rendus par un gouvernement), ces droits de l'homme sont illimités, assez vagues, voire inconsistants, dans leur définition et même leur finalité. « *Chacun des prétendus droits de l'homme est la négation d'autres droits, et, pratiqué séparément, est générateur d'injustices* » (Villey, 1983).

Ils ressemblent davantage à des promesses électorales, au mieux à l'expression de désirs ou de revendications catégorielles ou communautaires, qu'à des stipulations de Droit. C'est « *un langage indistinct, dangereusement flou, générateur d'illusions et de fausses revendications* » (Villey, 1983). En un mot : le triomphe de la subjectivité.

On conçoit que la notion de « *droit subjectif* » (c'est presque une antinomie) soit fondée sur les libertés individuelles, mais les droits de l'homme sont dans bien des cas appliqués de façon catégorielle, en faveur de minorités et au détriment de la liberté de la majorité des citoyens. En outre, la perte de la stricte objectivité ne peut que nuire à la façon dont est rendue la justice... on s'éloigne de plus en plus de la notion d'équité.

Un cas pratique vient immédiatement à l'esprit, en matière de restriction à la liberté d'expression. Depuis la Loi Pleven de 1972, l'on a réintroduit, de façon rapidement progressive, la notion subjective d'intention morale du justiciable (ce qui doit réjouir les mânes d'Emmanuel Kant). De nos jours, le juge, faisant entrer dans le débat ses sentiments personnels, ses opinions politiques, philosophiques et sociales, voire les préjugés de son origine communautaire, se permet d'apprécier l'arrière-pensée du prévenu. En pleine période de déchaînement médiatique de la pornographie, on institutionnalise la pudibonderie en matière d'expression de la pensée. L'on en revient au « *délit mental* », cher aux inquisiteurs médiévaux, ce qui revient à violer la conscience du prévenu puis à condamner ses intentions supposées (excellents développements in Delcroix, 2002).

Dans certains tribunaux, l'on recommence à parler du Mal, voire même à utiliser l'adjectif « *diabolique* », à propos du racisme, du fascisme et du nazisme, sans que les honorables juges aient toujours les connaissances historiques ou sociologiques qui leur permettraient d'apprécier à leur juste valeur, dégagée du fatras sentimental, les affirmations des plaignants et les déclarations du défendeur. On mêle allègrement la politique, la sociologie, l'histoire et la métaphysique au Droit, en accommodant le tout d'un pathos qui se veut moralisateur et n'est trop souvent que l'expression d'un carriérisme ou de la soif de publicité personnelle du juge. Le « *délit d'opinion* » est devenu une réalité de la vie française, ce qui définit l'État totalitaire.

Comme l'a fort bien écrit l'avocat Éric Delcroix (2002 et 2005), on abandonne les acquis juridiques de la Révolution française et du Premier Empire, pour en revenir aux pires comportements de l'Ancien Régime et ce au nom d'un nouveau dogme : la religion séculière des Droits de l'Homme, réduits généralement à ceux des minorités influentes. C'est le « *recyclage des vieux principes théocratiques* » au profit de la mode tiers-mondiste, du libéralisme politique, de la lutte antiraciste (à sens unique, c'est-à-dire condamnant exclusivement le racisme, réel ou supposé, du vilain Goy à

l'encontre du merveilleux Juif ou du vilain Blanc à l'encontre des gentils et honorables non-Blancs).

Introduire (plus exactement : réintroduire) une morale dans un code de lois ne peut à l'évidence - une évidence qui n'est pas perçue de nos brillants politiciens, faiseurs de lois - qu'injecter dans les instructions judiciaires et les jugements une dérive passionnelle, insinuer une conduite mystique des gens de justice, en résumé : le plus parfait arbitraire et la totale subjectivité en lieux et places de l'objectivité et de l'impartialité (Carbonnier, 1996). En l'occurrence, « *la morale des Droits de l'Homme revêt les signes d'une religion d'État, y compris un certain penchant à l'intolérance* » (Carbonnier, 1996)... voire un penchant certain.

La Justice (re)devient un succédané de la théologie. Bien oubliés sont les acquis du XVIII^e siècle ! Cela pourrait n'être qu'un anachronisme lié à la stupidité ambiante, mais cette perversion des idées, ce grotesque mélange des genres, font le lit de l'islamisation des sociétés occidentales. Si les lois civiles sont dictées par les théologiens de la religion des Droits de l'Homme (de préférence exotique ou hétérodoxe dans ses comportements), il existe un fort risque de les voir asservies au fanatisme religieux quand les peuples européens auront été submergés par la démographie galopante des immigrés musulmans. Nos brillants démagogues, depuis les années 1970, ne sont que de fort dangereux apprentis-sorciers. Une fois initiée une régression intellectuelle, il n'y a pas de gouffre où les mentalités collectives ne puissent tomber.

La « *nouvelle bienséance moralisatrice* » (Delcroix, 2002), c'est-à-dire l'introduction des idées de repentance et l'extension démesurée des mesures antidiscriminatoires, revient en pratique à transformer de façon quasi automatique les membres de minorités, raciales ou sociales, en perpétuelles victimes. Après le criminel et le délinquant « *victimes de la société* », des années 1970 sq., l'on introduit de façon plus ahurissante encore la culpabilité potentielle du citoyen ordinaire, par le seul fait de son appartenance à la majorité stupidement silencieuse.

Là encore, il y a, d'évidence, une rupture du pacte social. En de nombreux pays d'Europe occidentale, car la nouvelle et aberrante législation française a été largement imitée, la folie et la démagogie exerçant toujours un pouvoir de contagiosité et de surenchère, la Justice a introduit, plus encore qu'un délit d'opinion, un « *délit de pensée déviante* », ce qui est bien plus grave, parce qu'on introduit de fait la notion de conformisme mental obligatoire, ce qui définit le totalitarisme.

Par la formule du serment qu'il a prêté lors de son introduction dans la magistrature, le juge a juré d'être « *digne et loyal* ». « *Un magistrat tricheur est un tricheur, non un magistrat* » (in Romerio, 1977, un juriste qui fut conseiller à la Cour de cassation).

Ce qui différencie la Justice de la V^e République agonisante de celle de l'Ancien Régime, c'est que le juge laïc ne se réfère plus au dieu des chrétiens pour asseoir ses décisions, mais aux nouvelles déesses Repentance, Antisexisme, Antiracisme, Antifascisme, etc. En attendant peut-être qu'un imam ou un uléma prenne le relais, au nom d'Allah le Tout-Puissant, plus ou moins miséricordieux.

Les véritables maîtres du jeu économique, politique et médiatique (ce sont les mêmes personnes), sont-ils ignares et irréfléchis au point de méconnaître les précédents historiques et de ne pas prendre conscience de la folie de leurs ukases ? Toute action prolongée faisant violence aux profonds sentiments populaires ne peut que générer une réaction, certes lente à venir, mais aussi puissante qu'une lame de fond (si l'on préfère : un tsunami).

À force de combattre le patriotisme des autochtones, de promouvoir en Europe les individus et les valeurs issus d'autres continents, les propagandistes des Droits de l'Homme immigré risquent de provoquer une réaction de rejet violent. Il est des exemples faciles à étudier que nos maîtres devraient méditer.

L'excès de brutalité dans la vie quotidienne, joint au fanatisme religieux, a naturellement induit le mouvement de Reconquête de la péninsule ibérique par les chrétiens espagnols et portugais sur les Berbères musulmans et leurs collaborateurs juifs. Le trop plein d'influence politique, économique et médiatique des Juifs en Allemagne, durant les années 1918-1932, joint à une indéniable arrogance, a été l'une des causes majeures des victoires électorales des nationaux-socialistes (Plouvier, 2007, volume 2). Il n'est pires aveugles que ceux qui ne veulent pas voir.

Les Européens, qui furent les créateurs et les exportateurs du monde moderne, doivent secouer aussi bien leurs jougs endogènes (dont le féminisme et la corruption des élus sont les plus évidents) qu'exogènes (l'*islam* et l'*american way of life*) et refuser les attitudes-types de la décadence, soit « *ressentir le poids de l'histoire et le fardeau du devenir* » (Cioran, 1949). Bien au contraire, ils doivent se transformer de nouveau en créateurs d'empire. Il leur faut d'abord acquérir la volonté d'entreprendre, puis la capacité d'agir jusqu'à complète réalisation de l'œuvre, ce qui ne se fera pas en une seule génération.

« *Tant qu'une nation conserve la conscience de sa supériorité,*

elle est forte et respectée. Dès qu'elle la perd,
elle s'humanise et ne compte plus »

Emil Cioran, *De l'inconvénient d'être né.*

*

*

*

« *Un crime impuni est une invitation à la récidive.*

Le mal se propage lorsque la Justice est silencieuse »

Charles Barbaroux, le 30 octobre 1792, devant la Convention Nationale.

Sans qu'il soit consulté le moins du monde sur les choix fondamentaux de société (immigration d'origine extra-européenne, peine de mort, légalisation de l'avortement de complaisance, restrictions aux libertés de pensée et d'expression), le contribuable a la joie de financer le joli ballet politico-administratif, bien réglé, dont seuls de rares

individus ont refusé de suivre la ritournelle imposée par les puissances d'argent depuis la révolution de 1830, qui a marqué l'entrée du monde occidental dans le XIX^e siècle (cf. Plouvier, 2010, volume 1).

Parmi les réfractaires, on peut citer le cas de Jules Méline et de Raymond Poincaré durant la III^e République, puis les hommes de l'État français dit « *de Vichy* », qui n'exercèrent une souveraineté, fort limitée par le fait des circonstances, que de juillet 1940 à novembre 1942 (ce que les bons auteurs oublient régulièrement de signaler).

Le passage à l'économie globale et à la mondialisation de la vie politique n'a fait que modifier la perspective. Depuis le règne de François Mitterrand, les donneurs d'ordres internationaux côtoient les quémandeurs autochtones. Même durant le règne gaullien, les intérêts privés furent bien servis, le général-président ne s'intéressant qu'à la politique extérieure et laissant les problèmes d'intendance à ses ministres, fort sensibles aux sollicitations des financiers, des négociants et des entrepreneurs, au point que certaines très mauvaises langues ont prétendu que, de 1962 à 1974, le sigle R.F. ne signifiait plus République Française, mais Rothschild Frères (viles calomnies, assurément, et que ni l'auteur ni son éditeur ne prennent en compte).

C'est sans état d'âme et sans qu'il leur soit nécessaire de modifier quoi que ce soit à leurs habitudes, que nos honnêtes élus du peuple et nos dévoués hauts-fonctionnaires sont passés de l'obéissance aux désirs discrètement (ou non) exprimés par le patronat national à la prosternation devant le veau d'or multinational (variante : le capital cosmopolite), à ceci près que les girouettes qui font semblant de gouverner, en notre époque, ne connaissent pas toujours les véritables patrons, n'ayant plus affaire qu'à leurs grands employés, les transmetteurs d'ordres.

Depuis 1830, l'usage est de socialiser les pertes : une grande société en déficit chronique obtient de se faire subventionner, puis, après échecs répétés de plans de redressement financier, de se faire nationaliser, ce qui ne va jamais sans de très substantielles compensations. Les exemples de 1936 ou de 1981-83 sont dans tous les manuels (étrangers) de sciences politiques, à défaut d'être entrés dans la mémoire des Français ; c'est bien connu : ils l'ont courte.

Le Trésor public est, depuis le règne nominal de Louis-Philippe, I^{er} et dernier, un moderne tonneau des Danaïdes, où les impôts et les revenus du Domaine et des Régies sont utilisés pour financer les infrastructures du pays et celles de ses (ruineuses) colonies puis de ses (ruineux) D.O.M.-T.O.M., pour payer une multitude sans cesse croissante de fonctionnaires zélés, compétents et courtois, pour combler le déficit permanent des entreprises nationalisées (singulièrement, de nos jours, rattraper les dramatiques erreurs de jugement et les malversations des traders et banksters des instituts de crédit nationalisés), enfin, et c'est beaucoup moins naturel, pour regonfler, sous divers prétextes (conservation des emplois, aides à l'exportation, primes à l'innovation, etc.) les trésoreries des entreprises privées (voire les trésoreries personnelles d'honorables amis des honorables élus du peuple, nombreux exemples in Toscer, 2002).

« *Le rôle de l'État est-il de financer les industriels sur fonds publics ?* » (Toscer, 2002). C'est effectivement une bonne, une très bonne question. Durant les années 1942-1945, FDR a lancé cette pratique aux U.S.A. (Plouvier, 2011) ; il avait du moins l'excuse de devoir stimuler la production de guerre. Aux deux derniers siècles de l'Ancien Régime, tant honni de nos media, diverses manufactures avaient le privilège d'être aidées par le Trésor royal, mais les bénéfices étaient partagés au prorata des capitaux investis dans ces sociétés d'économie mixte (dont l'invention semble à mettre au crédit du règne d'Élisabeth I^{ère} de Grande-Bretagne). Sous le régime républicain, les fonds publics servent de vache à lait, non seulement au pléthorique secteur public, mais aussi à une part non négligeable de l'économie privée.

En France, depuis 1830 (étude in Plouvier, 2010, volume 1), « *la règle est de privatiser les gains et de socialiser les pertes* » (Toscer, 2002). C'est une façon élégante d'écrire que le contribuable débourse, mais que seule l'entreprise privée récolte les bénéfices. Seuls les amis des « *personnes en place* » jouissent de cet effarant privilège, cela va sans dire. C'est le régime du « *favoritisme d'État* » (Toscer, 2002).

C'était bien la peine, en 1989, de nous saouler de longues tirades passablement ridicules sur le bicentenaire de la « *glorieuse révolution* ». À quand la nouvelle « *nuit du 4 août* » et l'abolition des privilèges pour les amis, les parents, les protégés, les camarades et « *frères* », les coreligionnaires et on en oublie, des honorables élus du peuple ?

Nombreux sont les exemples, sous la V^e République, pour ne pas remonter aux III^e et IV^e à juste titre réputées fort corrompues, d'honorables financiers, négociants et entrepreneurs sollicitant l'intervention, ou l'exigeant s'ils sont en position d'exercer sur eux un chantage, des non moins honorables ministres et / ou hauts-fonctionnaires, eux-mêmes rétribués par l'annonce d'un « *coup de Bourse* » imminent (le « *délit d'initié* », un grand classique de la comédie judiciaire contemporaine) ou par la bonne vieille technique de la corruption active (les cas parisiens, lyonnais ou grenoblois, durant les années 1990, sont ou devraient être dans toutes les mémoires, avec leurs pendants socialistes : le cas d'Angoulême, durant les années 1980, les cas de Tours et de la région marseillaise, pour les années 2010).

Subventions directes, exonérations exceptionnelles de charges fiscales (par exemple, en faveur du groupe *Vivendi Universal*, avant sa débâcle de 2002), transfert de biens publics, adjudications frauduleuses et commandes sur-tarifées (les exemples abondent dans le domaine des Travaux Publics), nationalisations avec surestimation des titres (le groupe sidérurgique Seillière, sous le règne de Giscard ; la société *Matra*, sous celui de Mitterrand) et leur opération inverse, la dénationalisation avec vente à des prix de braderie de sociétés récemment recapitalisées par l'État (par exemple, la *Société Française de Productions* en 2001), utilisation à des fins privées du produit de recherches financées par l'État (par exemple le logiciel *Catya*), rachat pour le franc (ou l'euro) symbolique de groupes industriels faillis et gérés par l'État (l'exemple du groupe *Boussac*, en 1984, vient immédiatement à l'esprit), voire des subventions aux repreneurs ayant bénéficié d'un rachat symbolique de ce type (les exemples de

Bernard Tapie ou de François Pinault passeront peut-être à la postérité, grâce aux manuels étrangers d'enseignement spécialisé), etc. (tous exemples tirés de Toscer, 2002, et Plouvier, 2012).

« *En France, le plus sûr moyen de bâtir rapidement une fortune repose sur la capacité de transformer l'argent public en dividendes privés* » (Toscer, 2002). Il faut pour cela disposer d'un bon carnet d'adresses et de moyens de pression, le tout étant fort éloigné du principe démocratique de l'égalité de tous les citoyens devant la loi. En 2001-2002, l'État républicain, bon prince, a octroyé 45 milliards d'euros / an aux entreprises privées (Toscer, 2002), sans que la sauvegarde de l'emploi, qui justifiait officiellement ces largesses, en ait profité de façon durable (c'est-à-dire au-delà de l'année de réception des fonds publics).

Dès que d'énormes sommes sont en jeu et pour peu que « *la politique* » s'en mêle (entendons-nous : le demi-monde des corrompus, car il faut imaginer que tous nos élus ne le sont pas, à la manière d'Albert Camus qui imaginait « *Sisyphes heureux* » de poursuivre son calvaire quotidien parce que cela témoignait de sa survie), certains commissaires aux comptes (tels ceux affectés aux bilans du Crédit Lyonnais pour les années 1991-92), telles agences de notations (cf. le scandale des subprimes aux U.S.A., présenté plus haut) deviennent, subitement et transitoirement, sourds, aveugles et, sinon muets, du moins fort discrets.

La C.O.B. (Commission des Opérations de Bourse), créée en 1967, est réputée indépendante, mais elle est financée par les sociétés cotées : le gendarme est payé par les surveillés, honnêtes et délinquants confondus. L'on ne s'étonnera donc pas du résultat : quasi impunité pour les uns (protégés par leurs relations politiques, communautaires et sectaires), acharnement sur le quidam isolé (Joly, 2000). Dans de nombreux milieux fermés (le joli monde de la finance, celui de la secte maçonnique ou dans certaines communautés ethniques), on préfère apurer les comptes et rendre les coups entre soi, sans trop de publicité.

Les manipulateurs des media, orfèvres en matière d'euphémisme, nous rebattent les oreilles avec l'expression « *conflit d'intérêts* » lorsqu'ils dénoncent, sur ordre, un élu ou un fonctionnaire, mal aimés ou peu protégés, ayant indûment touché de l'argent du secteur privé. Depuis l'Antiquité, cela se nomme de la corruption, et en Droit une « *prise illégale d'intérêts* ». Pour éviter ces affaires au retentissement fâcheux sur l'image de marque de l'entreprise, c'est devenu une mode, depuis les années 1990, pour les grandes sociétés d'embaucher des magistrats peu satisfaits des grilles salariales de la fonction publique. Ces « *pantouflards* » sont-ils plus habiles ou plus savants que les avocats d'affaires ? C'est encore une bonne question.

*

*

*

« *Il ne suffit pas d'être misérable pour être digne de pitié.
Ce serait trop commode* »

Jean Rostand, *Pages d'un moraliste*.

Élus et hauts-fonctionnaires s'en tirent-ils mieux de l'expédition des affaires publiques ? La première impression de qui étudie la France de 1918 à nos jours est que le pays semble n'avoir connu aucun homme d'État depuis la retraite, en 1929 pour cause de maladie invalidante, de Raymond Poincaré.

Pour obtenir le haut statut, la rare qualification, d'homme d'État, il faut avoir démontré une capacité à résoudre d'immenses problèmes de société, avoir résolu une crise majeure et / ou posé les fondements institutionnels pour l'avenir.

Charles de Gaulle avait du style et du charisme, mais il n'a pas jugé opportun de réconcilier les Français en 1944-46, alors qu'il en avait seul la possibilité, puis, de 1958 à 1962, il a transformé la décolonisation algérienne en une guérilla civile. Au cours de sa (trop) longue carrière, il n'eut que deux bonnes idées, l'une originale, l'autre non. En politique étrangère, il a compris l'incapacité psychologique des Britanniques à se fondre dans la Communauté Européenne, c'est-à-dire la force de renoncer à cet égoïsme national qui dicte leur politique depuis un millénaire. À l'intérieur, sa bonne idée de la campagne électorale de 1965 n'était pas originale : la « *participation des travailleurs aux bénéfices de leur entreprise* » sortait de l'encyclique *Rerum Novarum*, proclamée par Léon XIII le 15 mai 1891, et reprise par Adolf Hitler en 14^e item du Programme du N.S.D.A.P., énoncé à Munich le 24 février 1920 (in Plouvier, 2007, volume 1).

Par la suite, seuls le président Valéry Giscard d'Estaing et les premiers ministres Édouard Balladur et Michel Rocard passèrent pour des « *hommes à idées* ». Le premier fut toujours incapable de s'adresser aux Français sans les toiser avec mépris, les seconds n'ont strictement rien fait qui sorte de l'ordinaire, voire de la banalité, lors de leur passage aux affaires. François Mitterrand ne fut qu'un petit-bourgeois avide, égotiste, prosterné devant les intérêts de la finance cosmopolite et des multinationales ; il fit participer la nation française à la féerie de la globalisation économique et de la mondialisation de la vie sous-culturelle. Jacques Chirac n'avait pas d'idée, mais était consumé par la haine des Français de souche ; il voulut être le président des « *blacks et des beurs* » et le chantre des arts premiers des continents lointains.

Le couple mal assorti, composé de Nicolas Sarkozy et de François Fillon, fourmillait d'idées de réformes, généralement judicieuses, qu'en couards ils abandonnaient à la moindre foucade des dirigeants de syndicats désertés par les travailleurs autochtones et ne représentant même pas le dixième des salariés.

À peine élu, le président François Hollande a repris une vieille affaire, fort utile aux toqué(e)s de la « *repentance* » : les brutalités policières de la soirée du 17 octobre 1961 exercées sur environ 20 000 manifestants algériens, eux-mêmes déchaînés, près de la station de métro parisienne située au croisement de la rue de Charonne et du boulevard Voltaire. Il n'y eut pas « *140 morts* » à cette occasion, mais trois décès violents durant la soirée et la nuit : un Algérien, Lamara Achenoune, fut victime d'un règlement de comptes entre Algériens ; un Français de souche, Guy Chevallier, fut assassiné par un passant non identifié à sa sortie du cinéma *Rex* ; seul Amar Malek fut tué par un gendarme mobile.

D'une manière générale, du 17 au 21 octobre, l'Institut Médico-Légal de Paris n'enregistra que quatre décès non naturels d'Algériens : deux victimes de règlements de comptes intra-communautaires, une victime d'accident de la circulation, enfin Amar Malek, déjà cité. Le *Rapport sur les archives de la Préfecture de Police relatives à la manifestation organisée par le F.L.N. le 17 octobre 1961*, rédigé en 1997-98 par quatre fonctionnaires dirigés par Dieudonné Mandelkern du Conseil d'État, a été remis au premier ministre Lionel Jospin, en janvier 1998. On serait en droit d'espérer que l'information ait circulé au Parti Socialiste.

On a déjà signalé l'effarante lâcheté des élus des « *partis de gouvernement* » face à l'énormité du surcoût de l'immigration extra-européenne et à l'explosion de criminalité et de délinquance de même origine. On peut ajouter que les D.O.M.-T.O.M. et apparentés (Antilles, Guyane, Réunion, Mayotte, Nouvelle Calédonie, Polynésie, Terres australes désertiques et les îles de Saint-Pierre-et-Miquelon, les seules où l'on travaille réellement et dans de dures conditions), territoires peu productifs, sauf en matière de pêche et de tourisme (hors périodes d'émeutes raciales), sont maintenus artificiellement en survie par la métropole pour un coût annuel d'1 % du P.I.B.

Depuis 2006, le budget social de la France dépasse le budget de l'État et tous deux sont en déficit chronique (depuis 1974 sans discontinuer, pour le budget de l'État, in Laulan, 2012). En 2013, la France compte 22 millions d'actifs et au moins 4,4 millions de chômeurs réels (plus un demi-million de chômeurs partiels) pour 14 millions de retraités.

En 2008, l'A.N.A.E.M. (Agence Nationale d'Accueil des Étrangers et des Migrations) a publié un livret, où l'on trouve (in page 54) la perle suivante : « *Vous n'avez pas travaillé en France... vous pouvez demander l'Allocation de Solidarité aux Personnes âgées* »... à condition d'avoir 65 ans, 60 ans, « *si vous êtes inapte au travail* ». Voilà un pays qui est bon pour ses immigrants improductifs !

À elle seule, la charge des retraites coûte de nos jours 13 % du P.I.B., et l'on s'empresse de rembourser par la Sécurité Sociale l'avortement de complaisance au lieu d'organiser une politique nataliste, encourageant les autochtones à renouveler les générations nationales.

Une remarque s'impose à ce propos. Puisque, non content d'autoriser l'avortement de complaisance, nos législateurs en font un geste remboursé par la collectivité, l'on pourrait en contrepartie exiger la stérilisation automatique des sujets porteurs de graves tares génétiquement transmissibles. Si l'on prive la nation de dizaines de milliers d'enfants sains, il faut du moins éviter de produire à coup sûr des avariés.

L'acronyme BNB (Bonheur National Brut, une jolie expression glanée in Laulan, 2012) représente ce qu'attend la nation, aveulée par quarante années de message hédoniste véhiculé par les media : une surconsommation et des prestations sociales très généreuses, qui font du résident français l'un des sujets les mieux protégés de la planète. C'est une situation qui ne se justifierait que par une économie nationale très performante, ce qui n'est absolument pas le cas.

La consommation se fait en partie à crédit et provient en grande part de l'importation, ce qui ne peut qu'appauvrir la nation, sur le long terme. Les prestations sociales sont parfois offertes sans travail ni cotisation préalables, ce qui s'inscrit absolument contre la philosophie de l'assurance sociale. Recevoir des prestations sociales indues et vivre sans travailler ou sans avoir travaillé, voilà ce qui définit le parasitisme social.

Par ailleurs, le problème du chômage est loin d'être correctement appréhendé dans nombre de pays européens. Il est évident qu'on ne peut employer que des individus qualifiés pour le travail proposé : un gringalet lombalgique est aussi inapte à la manutention qu'un « *rude métallo*. » peut l'être à un travail intellectuel. L'effort d'enseignement professionnel doit être régulièrement adapté aux besoins réels du marché de l'emploi. C'est une notion qui n'est pas encore perçue en tout pays européen.

Il est évident que le travail scandaleusement sous-payé réalise une concurrence déloyale pour les honnêtes travailleurs, qui exigent l'application légale des conventions collectives. C'est ce type de perversion sociale qu'un gouvernement voué au Bien commun devrait combattre, au lieu de la favoriser objectivement en régularisant la situation d'immigrés clandestins et en octroyant de multiples allocations pour compenser la faiblesse de salaires misérables.

Du fait de très lourdes charges sociales, de grèves à répétition (dont la finalité est de prouver « *à la base* » le caractère indispensable des permanents syndicaux) et d'une sous-productivité nouvellement introduite dans notre pays, le coût de production des marchandises et des services – hors ateliers clandestins - est en moyenne plus élevé de 13 % en France qu'en Allemagne : le coût horaire moyen de production, charges sociales incluses, est de 34,2 euros en France, contre 30,1 euros en Allemagne (il est dix fois moins élevé en Bulgarie et en Roumanie, où la qualité du travail fourni demeure encore médiocre).

Le salaire horaire minimum (hors charges sociales) est de 9,5 euros en France, contre l'équivalent de 7 euros en Grande-Bretagne et de 5,4 aux U.S.A. Dans l'industrie privée française, les candidats-investisseurs étrangers sont effarés du nombre d'heures payées par l'employeur et gaspillées en bavardages ou en « *pauses* » par employés et ouvriers, avec la bénédiction de syndicats démagogiques. À l'évidence, cela ne favorise pas la création ni le maintien des emplois français du secteur secondaire.

La situation est fort différente dans les services où les employés, souvent pourvus de diplômes de haute valeur, travaillent énormément, sans toujours être rémunérés au prorata du labeur fourni : la notion de juste salaire doit à l'évidence être redéfinie (cf. infra). À l'inverse, il est temps de dégraisser le corps des fonctionnaires, monstrueusement hypertrophié au cours du XX^e siècle, où la paresse et l'inertie le disputent à la routine et à la sous-qualification, tant il est vrai qu'être engagé par l'effet du piston politique, syndical, racial ou sectaire, n'est pas un gage absolu d'efficacité.

De fait, pour ce qui est du P.I.B. / habitant, la France est tombée de la 4^e position mondiale en l'an 2000, à la 12^e en 2011. On ne peut guère féliciter ceux qui ont fait

semblant de gouverner le pays durant cette décennie de déclin accéléré et qui se sont contentés d'expédier, plutôt mal, les affaires courantes : en quelque sorte des irresponsables.

Les impôts ont crû régulièrement durant cette décennie merveilleuse. Le Français est heureux d'être le seul au monde à payer deux fois un impôt sur le même revenu (la C.S.G.) et d'être l'un des plus imposés de façon indirecte. On reconnaît volontiers que la lourdeur des taxes à la consommation est un héritage du XIV^e siècle, dû à l'inventivité du facétieux Philippe le Bel.

On l'a vu, une part des impôts est détournée de son objectif légitime, qui est d'accroître le Bien commun des Français, pour soutenir l'euro en rachetant des titres de Dettes d'États en fâcheuse posture (Dettes Italienne, grecque, espagnole). En outre, la monnaie unique, à laquelle on a agrégé des pays à la productivité faible (une productivité de type méditerranéen), empêche tout gouvernement de dévaluer pour redonner du tonus à ses exportations. Enfin, avec cette monnaie unique, a disparu la notion de Banque d'émission nationale qui, au moins, prêtait à l'État sans exiger d'intérêt, à la différence des groupes bancaires (Laulan, 2012).

Quand les Français auront-ils un gouvernement prêt à exiger des banques un ré-échelonnement de la Dette (diminution de la somme globale – principal et intérêts – et allongement de la durée des remboursements) ? Assurément pas avec des ministres issus de la gauche caviar ou de la droite affairiste.

Déficits des budgets de l'État et des caisses sociales, déficit de la balance des paiements du commerce extérieur, perte de compétitivité des entreprises françaises : la faillite est inéluctable... à moins, dirait un observateur facétieux, de recoloniser l'Afrique dont les autochtones sont incapables d'exploiter les fabuleuses richesses. Tant qu'à recevoir des reproches pour une colonisation, que la nouvelle soit au moins rentable économiquement !

Certes, de loin en loin, les Français observent avec une joie non feinte l'action d'un élu efficace et utile au pays. Ainsi de Raymond Marcellin qui désenclava sa Bretagne en planifiant et en réalisant un extraordinaire réseau de routes nationales à quatre voies, que l'on nommerait des autoroutes si elles n'étaient d'un accès gratuit. Pour un édile de cette qualité, combien de pitres, d'incompétents et de corrompus la nation doit-elle supporter ?

Une remarque s'impose, concernant la corruption des parlementaires et des hauts-fonctionnaires : les lois d'amnistie, si nombreuses, toujours votées dans l'allégresse par les élus, sont immorales, parfaitement contraires à la notion d'équité. Seule la victime d'un crime ou d'un délit a le pouvoir et le droit de pardonner. En Droit, seuls les contribuables, consultés par referendum, devraient décider d'accorder ou non leur grâce aux manipulateurs véreux des fonds publics.

Par un raisonnement identique, on peut estimer que, sauf en cas de crime politique, le droit de grâce dévolu à un chef d'État est la négation même de l'idée de justice. C'est de la victime que l'on doit avoir pitié, pas de l'assassin, du violeur ou du voleur.

Le prévaricateur, qui dévalorise le travail des élus efficaces et honnêtes, n'a pas à bénéficier d'une amnistie. De la même manière, un élu, appelé aux plus hautes fonctions de l'État, qui se conduit comme un imbécile, n'a aucun droit à l'estime de ses administrés.

De 2004 à 2008, sans nécessité évidente sauf celle de complaire au gouvernement chinois, le trio Jacques Chirac (Président de la République), Jean-Claude Raffarin (premier ministre), Nicolas Sarkozy (ministre de l'Économie) a vendu au plus bas cours le sixième du stock d'or de la Banque de France (500 des 3000 tonnes détenues à la fin de l'année 2003), soit une véritable braderie, juste avant la plus fabuleuse montée du prix de l'or depuis 1979, celle des années 2009-2013.

Certes, nul ne peut prévoir ni les crises économiques ni les paniques boursières qui font régulièrement monter le cours de l'or, du platine, des pierres précieuses et des objets d'art, mais à l'époque le gouvernement britannique refusait de céder un or dont les Chinois étaient avides (Simonnet, 2010). Il est des erreurs des princes qui ne font pas de bien à l'État.

En matière de grands choix, les politiciens français en avaient au moins fait un particulièrement judicieux (c'était un héritage de la République gaullienne), celui de favoriser la production d'électricité par l'industrie nucléaire. En 2012, cette source, bon marché et peu polluante, ne représente que 35 % de la fourniture énergétique du pays (contre 40 % assurés par le pétrole et 25 % par le gaz, tous deux très onéreux), et des pitres réclament l'arrêt de « *la filière nucléaire* », proposant des solutions encore plus coûteuses et de rendement médiocre (l'énergie éolienne et la photovoltaïque ne peuvent servir que d'onéreux compléments). Certes, la géothermie est une voie à explorer, mais elle ne remplacera pas la fourniture nucléaire, qui jouit du meilleur rapport qualité / prix.

Et l'occasion est bonne de rappeler l'étonnante modicité – si l'on se souvient des vaticinations des pontes du mouvement écologiste – du retentissement observé, à moyen terme, sur la faune et la flore de la région d'Ukraine autour du site de la centrale, abominablement mal construite (à la différence des centrales françaises), de Tchernobyl. Enfin, l'on n'a pas encore commencé l'utilisation de l'énergie nucléaire liée à la désintégration, assez peu onéreuse et ne produisant pas de radioactivité, du lithium-6 par le deutérium (in Gabriel, 2012) ; il serait temps de s'y intéresser.

L'État français et les caisses sociales deviennent de misérables surendettés. La nation est-elle, pour autant, digne de pitié (pour reprendre la phrase placée en exergue de ce chapitre) ? Étant seule responsable de ses choix et des pitres ou des incapables qu'elle a élus ou réélus, la majorité de la nation ne peut s'en prendre qu'à elle-même. Sont réellement à plaindre ceux qui ont vu venir la catastrophe, l'ont signalée sans être entendus, et sont courageusement restés dans le navire en perdition.

Ce n'est pas le cas de tout le monde. À Neuilly, s'est discrètement ouverte, en ce triste début de III^e millénaire, une agence organisant l'émigration des riches Juifs de France vers les U.S.A. ou le Costa Rica, des terres moins peuplées d'individus qui n'aiment pas les Juifs. Après avoir, quarante années durant, ouvertement encouragé l'immigration africaine, les Juifs ont enfin ouvert les yeux sur un menu détail que des

Goyim maudits signalaient sans pouvoir se faire entendre : les attentats et délits antijudaïques, des années 1980 à nos jours, ont été et demeurent presque exclusivement le fait de musulmans et de détraqués, qui ne sont pas tous des Goyim.

« *Le mensonge et la crédulité s'accouplent
et engendrent l'opinion publique* »

Paul Valéry

*

*

*

« *La guerre épouvante le peuple ; la paix le rend
insolent* »

William Shakespeare, *Coriolan*.

Nos brillants gouvernants sont devenus les humbles serviteurs de l'arrogant colosse U.S. Ils se défient du colosse russe, en état de faiblesse passagère, et ne s'effraient guère du colosse asiatique trop lointain. Ils semblent insouciant, et c'est plus grave, des risques de guerre aux frontières sud et sud-est de l'Europe.

Certes, pour l'instant, les Africains et les Turcs se contentent de l'immigration-invasion, fort rentable pour eux. Mais que surgisse un fou pour prêcher le *djihad* contre les « *roumis* » d'Europe, ou que se tarisse la manne des prestations sociales, et l'on verra l'énorme 5^e colonne islamique en Europe se retourner contre les « *souchiens* » (variante rap : « *sous-chiens* »), tandis que des armées composées de millions de fanatiques assiègeront les côtes méditerranéennes du continent et pénétreront pour la énième fois dans les plaines arrosées par le Danube.

Faudra-t-il attendre de nos mols politiciens la réaction saine, l'usage de l'arme des nations à haute technologie opposées à des barbares très nombreux, mais aux armements traditionnels : la bombe à neutrons ? On ne saurait trop l'espérer, du moins de la part des lamentables individus qui font semblant de nous gouverner depuis une quarantaine d'années.

En matière d'armées traditionnelles, les Européens sont de moins en moins bien pourvus. Tous les États d'Europe occidentale réduisent leur budget militaire, prenant prétexte de leur Dette. En 1980, la France dépensait annuellement 4 % du P.I.B. pour ses forces armées. En 2011, elle y a consacré 1,6 %. En outre, l'armée (comme la gendarmerie, la police nationale et les polices municipales) a engagé quantité d'individus des deux sexes issus de l'immigration africaine : durant les années 1936-1945 (guerre d'Espagne et II^e Guerre mondiale), on appelait cela une 5^e colonne. Et il ne faudrait pas oublier les ravages que font les prédicateurs islamiques sur les esprits simples d'Européens en état d'abandon des cultes traditionnels, et qui ne demandent qu'un dieu à adorer et un paradis à espérer.

Le christianisme en déclin accéléré, déchiré en factions haineuses, ne peut lutter contre les mirages d'une foi naïve ni contre les sortilèges de l'*islam* sunnite en nouvel essor. La féerie mondialiste pourrait accoucher d'une génération d'Européens

islamisés. Il est plus d'une façon de décérébrer les populations, le XX^e siècle en a fourni de nombreux exemples.

La suppression (catastrophique pour les commerçants des villes de garnison) du S.M.O. (le Service Militaire Obligatoire) par celui qui fut sans contestation possible le plus lamentable et le plus nocif des chefs de l'État français, Jacques Chirac, a ôté une possibilité d'intégration à la société française des jeunes non pervertis issus de l'immigration extra-européenne. Cette mesure, économiquement absurde, a provoqué de surcroît une chute dramatique du patriotisme chez les jeunes Français de souche européenne.

Une mesure aussi stupide et perverse témoigne-t-elle simplement de l'irréflexion de celui qui l'a prise ou faut-il envisager l'expression d'une joie de nuire, qui devrait conduire son auteur, même proche du gâtisme, en Haute Cour pour crime de Haute Trahison ?

Si cette mesure relève de la seule incompetence, elle témoigne d'une prodigieuse inculture historique. Réduire les budgets militaires s'est avéré, en toute époque et en tous continents, une erreur grave, au moins lorsqu'une menace se profilait à moyen terme.

Le « *pharaon fou de Dieu* » Akhenaton, qui a révolutionné la vie spirituelle de l'humanité en prêchant un dieu unique, père des humains et dieu de bonté, 13 siècles avant la prédication de Jésus de Nazareth (in Plouvier, 2012), a été assassiné à la suite d'un complot de militaires et d'hommes de cour lassés des agressions extérieures contre l'Empire égyptien quasiment désarmé par ordre de son souverain. Un siècle plus tard, Ramsès II éleva l'Empire à son plus haut état de splendeur grâce à une résurrection de l'armée et de l'ardeur combative.

En l'an 280 de notre ère, l'empereur Wu Ti réduisit de façon draconienne le budget militaire chinois pour diminuer la charge fiscale de son peuple. Il fut béni des contribuables et vingt années plus tard son Empire fut submergé par les hordes de Huns (les Hsiung-Nu), venus de Corée.

Tout boxeur sait à quoi l'expose le fait de baisser sa garde, par inattention ou par fatigue. Rien n'est plus sot, pour une grande nation habitant un pays riche, donc naturellement convoité, de réduire sa capacité de défense, et c'est particulièrement suicidaire dans le cas de l'Europe occidentale, voisine du continent africain surpeuplé, fanatisé par l'*islam*.

Le droit à la légitime défense est admis par toutes les juridictions depuis l'Antiquité. Il est même devenu l'un des thèmes favoris des théoriciens du Droit des peuples, de Francisco de Vitoria et Francisco Suarez à Hugo de Groot (Grotius) et Samuel Pufendorf (Rousseau, 1944). Selon ces jurisconsultes réputés, il est censé s'appliquer aussi bien entre États que dans les rapports entre individus, lorsque les forces de l'ordre sont absentes.

Ce principe permet de désigner facilement l'ennemi et l'agresseur. Est réputé tel celui qui veut voler les biens d'un individu ou le territoire d'une nation, celui qui veut réduire des individus ou des peuples en esclavage, celui qui prétend avoir raison de tuer, par fanatisme racial, politique ou religieux, ou encore par pure joie de nuire.

De nos jours, les forces de l'ordre sont de façon non rare en état de carence, volontaire ou non, et le citoyen qui se défend, le plus souvent à un contre plusieurs, est généralement poursuivi par la « Justice », au nom de la lutte contre le racisme. Et comment expliquer à un juge, borné par ses préjugés, son appartenance syndicale, ses opinions politiques, ou son carriérisme, la réalité quotidienne du racisme anti-Blanc, qu'en 2011-2012 divers « *penseurs parisiens* », et non des moindres, semblent avoir enfin découvert, quarante années après ceux qui en sont les victimes.

Le 21 mars 2001, un procureur de la République, Laurent Davenas, vite promu aux plus hautes charges après sa déclaration fracassante, a proposé une innovation : « *Un auteur de discrimination raciale pourrait suivre un stage payant de deux jours durant lequel on lui inculquerait les principes de tolérance. À l'issue de ce stage, il se verrait remettre son permis de vivre en société* ». Cela devint l'article 131-1 du Code pénal, instaurant un « *stage de citoyenneté* » pour le sujet convaincu de « *racisme* », à qui l'on veut rappeler « *les valeurs républicaines de respect de la dignité humaine* »... les sujets de Sa Gracieuse Majesté britannique et des autres souverains européens sont-ils censés ignorer les valeurs du respect et de la dignité humaines ? C'est une excellente question à poser aux sectaires du républicanisme.

On imagine sans peine que, durant ces deux journées consacrées aux fondements de la vie en société, on apprend au citoyen délictueux qu'il existe en France une loi de séparation des Églises et de l'État, que la police a le droit et le devoir de veiller à l'ordre public partout sur le territoire de la République, que les dépôts d'armes et d'explosifs clandestins sont interdits, de même que les trafics de stupéfiants, les vols, viols et assassinats, enfin que les insultes, menaces et sévices pour cause d'appartenance à une autre race ou ethnie (comme on voudra) ou à une autre religion que celles du délinquant, sont strictement interdits par la loi, en plus d'être d'une profonde bêtise.

De fait, si juges et procureurs se mettent à excommunier les citoyens au nom de la très légitime lutte contre le racisme, ils doivent le faire de façon impartiale, condamnant les attitudes racistes d'où qu'elles viennent, ne détournant plus les yeux, de façon pudique, des actes de racisme commis par des immigrés contre les Européens de souche. L'égalité de tous face à la Loi est le fondement de la démocratie, a-t-on écrit plus haut.

L'essence du Droit est d'être indépendant du pouvoir, politique, religieux ou économique. C'est en cela que se définit une civilisation humaniste, par opposition à la barbarie, au totalitarisme ou à la basse démagogie. En de nombreux pays, dont la France, le droit est serf, l'administration judiciaire étant devenue une composante de l'autorité politique, soumise aux autres variétés, l'exécutif et / ou le législatif, elles-mêmes humbles servantes du pouvoir économique.

« *Citoyens désarmés, police impuissante, justice partisane, presse censurée ; il y a de quoi appréhender le réveil du peuple : un jour ses yeux s'ouvriront et il découvrira qu'il a été spolié... Il se vengera atrocement et liquidera sans pitié tout immigré extra-européen ; aussi bien le petit voyou que – hélas – le brave commerçant arabe, le fonctionnaire antillais ou le manœuvre africain* » (de Fersan, 1997).

On peut espérer que le réveil des nations d'Europe occidentale, colonisées sans que leur avis ait été sollicité par les politiciens « *démocrates* », se fera de façon moins irréfléchie. L'état actuel de certains pays, singulièrement celui de la France, témoigne d'une rupture du pacte social, du contrat passé entre le peuple et ses élus. Une telle rupture a toujours été LA justification du droit à l'insurrection dans les manuels de droit public, du Moyen Âge au siècle des Lumières.

Quand l'avenir même de la nation autochtone est en jeu, ce Droit devient un Devoir, dont il convient d'user avec intelligence, sans virer vers la débauche criminelle.

« *Quand le canon parle, la morale se tait...*
Le bon droit sera du côté du vainqueur »
Félix Le Dantec, *Savoir*.

*

*

*

« *Ce qui est bon est ce qui fait croître en l'homme la sensation de force.*

Ce qui est mauvais est ce qui le rend débile »
Friedrich Nietzsche, *Crépuscule des faux dieux*.

Dans un moment de péril national extrême, et alors que se dérobaient à leur devoir les honnêtes élus du peuple, effarés des conséquences désastreuses de leurs criminelles décisions, le maréchal Pétain a dit : « *Tous les peuples ont connu tour à tour des succès et des revers. C'est par la manière dont ils réagissent qu'ils se montrent faibles ou grands* » (déclaration radiodiffusée du 20 juin 1940, in Pétain, réédition de 2010).

Ce qui fit l'essence de l'Europe se désagrège, depuis 1945 pour sa moitié occidentale, depuis les années 1990 pour sa partie orientale et danubienne. L'état actuel de notre continent ne peut qu'attrister tout Européen, sauf l'imbécile qui, contrairement au proverbe, n'est pas forcément heureux, mais échappe à la tristesse métaphysique. Certes, les imbéciles forment une grosse partie des électors européens (et en certaines années une majorité en France), mais ce sont les minorités actives et dévouées au Bien commun qui toujours firent les grandes époques historiques. Notre époque ne peut échapper à cette règle « *trop humaine* » (encore un emprunt à Nietzsche).

Partant de ce constat lamentable, il est aisé de déterminer ce que peut être l'avenir du continent, dont les populations autochtones sont placées devant l'unique alternative, celle-là même à laquelle tous les peuples ont été un jour ou l'autre confrontés : se soumettre ou s'insurger et bâtir un monde nouveau.

« *La civilisation ne peut s'épanouir
que dans les États solidement organisés* »

1942

Adolf Hitler, *Libres Propos*, le 31 mars

Troisième partie

La réponse à la tentation cosmopolite : Réagir ou mourir

« La valeur d'un peuple comme celle d'un homme
consiste à imprimer à sa vie le sceau de l'éternité »
Friedrich Nietzsche, *La naissance de la tragédie*.

Dans nombre de (bons) romans policiers ou d'espionnage, la fin est beaucoup plus courte que le développement. La troisième partie de cet ouvrage est réduite pour une excellente raison : les propositions qui y sont présentées sont simples, la difficulté réside dans leur application, qui devra s'adapter aux événements planétaires et à l'orientation politique des autres continents, par définition imprévisibles.

On le sait (sauf chez les niais, qui forment une catégorie de philosophes de comptoirs, de salons et d'universités, encore fort achalandée où se côtoient des libéraux, des libertaires et des fossiles marxistes), l'agressivité entre espèces animales différentes et au sein de la même espèce est un phénomène général de la nature.

On a même soutenu que la guerre avait créé l'homme ; c'était le raisonnement cynique de Robert Ardrey. L'on a pu écrire : « *La compétition guerrière entre humains constitue un mécanisme sélectif potentiel de grande efficacité* » (Christen, 1986). C'est pousser fort loin le goût du paradoxe et négliger par trop les enseignements de l'histoire.

L'expérience des deux conflits majeurs de la première moitié du XX^e siècle, qui pour l'Europe furent proprement suicidaires, s'inscrit entièrement contre cette conception d'une sélection par la guerre. Bien au contraire, lorsque de nombreux combats meurtriers détruisent l'élite des mâles d'une nation, soit les plus courageux et les plus idéalistes de ses membres, le résultat est une anti-sélection, réalisée au seul profit des pleutres et des combinards. Une guerre cataclysmique affaiblit toutes les nations qui y prennent vigoureusement part, même la ou les nations victorieuses.

D'ailleurs, l'exemple de Sparte, où la nation avait disparu au 4^e siècle avant notre ère par implosion démographique liée aux guerres subintrantes, était fort démonstratif et aurait dû faire réfléchir les Européens des siècles suivants. S'il faut tirer une leçon de trois millénaires d'histoire européenne, c'est avant toute autre chose le caractère hautement pernicieux et absurde des guerres fratricides, incessantes, entre nations appartenant toutes à la même race.

Si elles avaient agi en agents de sélection d'une ou de plusieurs nations particulièrement pugnaces et inventives, on aurait pu à la rigueur trouver une timide justification aux guerres européennes. Ce n'est malheureusement pas le cas. Tour à tour, une ou deux nations ont dominé une partie du continent, sans parvenir à l'unifier, parce que ni les chefs ni les peuples n'avaient saisi, non pas un concept, mais une réalité : l'existence d'une race européenne. Élités (ou soi-disant telles) et populaces se

complaisaient dans la glorification stupide de la variante locale de cette race unique : la nation, et s'adonnaient aux charmes pervers et hautement toxiques du chauvinisme.

Les universitaires furent trop souvent les chantres de « *l'âme de la nation* » (une sottise lancée par Herder, on l'a vu), refusant toute grandeur à celle des voisins, et les chefs d'État s'appuyèrent sur l'autorité supposée de ces cuistres pour justifier leurs guerres de conquêtes au sein du continent.

La fin de la barbarie soviétique en Europe fut l'occasion de nouveaux conflits entre nations européennes, attisés de l'extérieur : islamistes et Nord-Américains se firent une joie d'aggraver les dissensions entre peuples de l'ex-Yougoslavie, qui était elle-même une absurde création des individus cyniques et malfaisants ayant rédigé les « *Traités de la région parisienne* » à l'issue de la Grande Guerre.

On doit espérer que ces combats meurtriers, ces luttes fratricides, auront été les derniers de l'histoire du continent et que les énergies combattives des Européens seront mieux employées désormais, soit pour repousser des envahisseurs d'origine exotique, soit pour créer l'Empire européen.

La création des empires n'est jamais pacifique et Napoléon I^{er} qui s'y connaissait un peu l'a dit : « *La guerre est un art simple et tout d'exécution* ». Il exagérait en passant sous silence l'idée fondatrice d'une stratégie, mais il savait par expérience qu'après la phase d'engagement d'une bataille, tout dépend des chefs d'unités. Il est évident que les maîtres des autres continents ne laisseront pas les nations européennes s'unir pour le meilleur et pour le pire, sans réagir rudement, tout espoir de domination planétaire ne pouvant que leur échapper si l'Europe forme enfin un continent à la population homogène et unie.

Il faut créer ce que l'on n'a ni voulu ni pu réaliser ces deux derniers millénaires : un Empire étendu à l'ensemble des terres peuplées par la race européenne, de l'Islande à la côte pacifique de la Sibérie. Pour être durable, cet empire devra imiter certaines caractéristiques de l'Empire romain en ses deux premiers siècles et incorporer dans les cadres dirigeants l'élite de toutes les nations européennes, utilisant les compétences de chacun sans discrimination d'origine, qu'elle soit nationale, familiale ou religieuse. C'est assez dire qu'il ne faudra pas reproduire les expériences, malheureuses parce que sectaires, racistes ou dogmatiques, d'un Charles-Quint, d'un Napoléon I^{er}, d'un Adolf Hitler ou d'un Joseph « Staline ».

Ni oligarchique ni ploutocratique, l'Empire européen doit être une méritocratie étendue à l'ensemble des nations autochtones du continent. Pour d'évidentes raisons d'efficacité, de cohésion, donc d'espérance de vie, il doit être racialement homogène. C'est bien ce qui effraie les rois de la pensée cosmopolite, depuis les années de la II^e guerre mondiale (cf. supra).

Aux plans politique, économique, social, militaire, philosophique et artistique, il doit se placer à l'exact opposé de ce qui est fait de nos jours en Europe occidentale (avec un bémol pour la vie économique allemande actuelle, performante pour n'avoir pas adopté toutes les tares de la globalisation).

Pour obtenir ce résultat, l'Européen autochtone ne doit compter que sur lui et doit se mettre à l'école des deux grands philosophes allemands du XIX^e siècle : Arthur

Schopenhauer, le chantre de la puissance de la volonté, et Friedrich Nietzsche, le théoricien du surassement de l'être humain et d'une nouvelle eschatologie, où l'éternité (relative) de chaque être humain tient à la succession des générations qui en sont issues. On mesure le chemin qui est à parcourir pour rééquiper le cerveau des Européens, décérébrés depuis des lustres par une propagande de renoncement aux valeurs ancestrales.

*« Quiconque lutte pour un idéal pousse le monde vers l'avenir.
Les seuls réactionnaires sont ceux qui se contentent du présent »*

Miguel de Unamuno

1 – L'Europe face au reste du monde

*« Gouverner c'est prévoir, dit-on.
Plus je fais de politique, moins je crois en la possibilité de prévoir quoi que ce soit »*

Otto von Bismarck

L'état de l'existant n'est pas mauvais loin de là. Au plan démographique, l'Europe sans la Russie pèse approximativement un demi-milliard d'habitants (selon une estimation de 2011), dont il est vrai 10 % d'immigrés extra-européens, essentiellement des Maghrébins, des Africains et des Turcs, pour l'Europe continentale, soit une 5^e colonne islamique importante, mais non dangereuse si l'on réagit vite et bien en cas de guerre Nord-Sud.

Avec la Russie, peuplée d'environ 230 millions d'habitants, l'ensemble européen n'est pas très éloigné du poids démographique de l'Afrique (730 millions d'Européens, desquels il faut ôter 50 millions d'allogènes, contre 770 millions d'Africains, pour l'estimation de 2011). Pour l'ensemble de l'Europe, le vieillissement de la population va croissant, du fait d'une trop faible natalité des autochtones. Ce phénomène avait déjà été noté dans l'Allemagne de Weimar ou en France durant l'Entre-deux-Guerres et l'on avait constaté un remarquable rebond de natalité, de 1933 à 1970 en Allemagne (avec un creux pour les années 1944-54), et un baby-boom en France (et dans la plupart des autres pays d'Europe occidentale) de 1947 à 1970. Rien d'irréversible, donc !

Le déclin démographique est toujours couplé au désespoir : guerre, tyrannie, crises économiques répétées, perte collective de l'élan vital (ce qui définit l'une des composantes du syndrome dépressif). L'hédonisme comme cause de dénatalité avait déjà été observé chez les élites de l'Empire romain d'Occident, à partir du II^e siècle, sans que l'on puisse incriminer le christianisme sur ce point. *« Rien de nouveau sous le soleil »* : il est évident qu'en sociologie, comme en sciences exactes, les mêmes causes engendrent généralement les mêmes effets.

Les U.S.A. forment un bloc très hétérogène d'un peu plus de 300 millions d'habitants (c'était le chiffre approximatif de 2005). Aux U.S.A., la proportion des Blancs diminue décennie après décennie au profit des Latino-américains, déjà majoritaires dans le plus peuplé des États de l'Union : la Californie. En 2005, le pays représentait 25 % du Produit Mondial Brut. Ce n'est plus vrai de nos jours : la part de l'Asie s'est accrue et celle des U.S.A. a diminué comme celle de l'Europe (Allemagne exclue, dont la croissance économique tient au fait qu'elle est le premier partenaire économique de la Russie et que ses dirigeants politiques sont, depuis la fin des années 1980, beaucoup moins soumis aux ordres venus des U.S.A. que ne l'étaient leurs prédécesseurs). Les U.S.A., en proie par un juste retour des choses à une substitution de populations, ne peuvent que décroître en matière de créativité et de domination économique.

La puissance du nombre n'offre rien de comparable, en Europe, en Afrique ou en Amérique du Nord, avec le poids démographique de l'Asie, où domine le colosse chinois d'1,3 à 1,5 milliard d'habitants. L'Inde, où les politiques sont fort discrets, pèse 1 milliard d'êtres humains, avec une élite extraordinairement douée (singulièrement en informatique et en industrie nucléaire civile) et peu agressive.

Les penseurs politiques des U.S.A. sont unanimes à repousser avec horreur l'idée d'une association intime entre les Russes et les autres Européens (d'ailleurs, pour beaucoup de gourous des universités U.S., les Russes ne sont pas vraiment des Européens !). « Dear Henry » lui-même a fort bien estimé le danger d'un « *empire russo-européen* » (Kissinger, 2001).

À dire vrai, il n'a eu que la peine de reprendre les arguments de l'amiral britannique Halford Mackinder qui, dès avant la Grande Guerre, craignait la domination mondiale d'un bloc germano-russe, formant le cœur actif des terres émergées, soit, selon sa curieuse expression de marin : « *l'île mondiale* » (Parker, 1982).

Pour un Kissinger ou un Brzezinski, tous deux ex-responsables apparents de la politique étrangère U.S., l'union de l'Allemagne et de la Russie, les deux pays phares de l'antijudaïsme aux XIX^e et XX^e siècles, est bien sûr l'horreur suprême, l'abomination de la désolation. Il en va autrement pour un esprit européen.

Pour les profonds penseurs U.S., l'Europe de l'Atlantique à la Mer Noire (Brzezinski, 1997 ; Kissinger, 2001) est « *l'alliée naturelle* » des U.S.A., comme l'est aussi le monde islamique (à l'exception des chiites), singulièrement celui des émirs du pétrole et des pantouraniens. On adapte à la nouvelle donne internationale la politique de « *Containement* » (endiguement), mise au point en 1947 par l'équipe d'Harry Truman, au début de la guerre froide contre l'U.R.S.S. et ses nombreux satellites d'Europe, puis d'Asie à partir de 1949.

Toutefois, certains politologues U.S. – ceux qui admettent, bien à contrecœur, les Russes parmi les Européens - estiment que les Slaves se rapprocheront tôt ou tard du grand frère russe, ne serait-ce qu'en raison du rôle (au moins théorique) du patriarche de Moscou dans la religion orthodoxe (Huntington, 1997). Ceci explique le grand intérêt des autorités U.S. pour les islamistes des régions danubiennes, ennemis

acharnés des Slaves du Sud et de la religion orthodoxe, au clergé effectivement assez intolérant, probablement en raison des persécutions endurées, du XVI^e au XIX^e siècles, dans les terres européennes dominées par l'envahisseur turc.

En 1997, dans un livre qui a fait grand bruit, l'universitaire U.S. Samuel Huntington opposait les trois blocs de civilisation qui, selon lui, se partageaient le monde depuis l'éclatement de l'U.R.S.S. : le bloc démocratique (y incluant l'État d'Israël, où l'application des sacro-saints Droits de l'Homme, à commencer par la lutte contre le racisme, n'apparaît pas comme une préoccupation majeure des gouvernants ni de la majorité des électeurs, cf. les nombreux exemples cités in Garaudy-Vergès, 1998) ; le bloc islamique, alors décrit comme très hétérogène (ce n'est vrai que si l'on se refuse à confondre les termes musulmans et islamistes) ; enfin, le bloc continental d'Asie du Sud-Est, qualifié de « *confucéen* », comme si la philosophie de Maître Kong inspirait l'expansionnisme chinois actuel.

Le brillant universitaire prévoyait une nouvelle guerre planétaire où s'affronteraient « *la civilisation judéo-chrétienne* » (soit un très curieux amalgame entre une religion où le racisme est institutionnalisé et une autre ouverte qui est largement à l'ensemble des peuples) et une « *collusion islamo-confucéenne* » ! Huntington tenait la Russie pour quantité négligeable, étant jugée par lui hors course pour très longtemps en matière d'influence planétaire.

Quinze années plus tard, cette classification est aussi obsolète que la prose lénifiante de Fukuyama. On l'a vu plus haut, les adversaires désignés des U.S.A., ce sont la Russie et l'ensemble des concurrents économiques, politiques et militaires, de l'Asie : Chine – Japon – les deux Corées. Les pays d'*islam* sunnite sont devenus des alliés de la ploutocratie U.S. et les États d'Europe occidentale, centrale et danubienne, sont tenus en laisse, grâce aux pantins du demi-monde très corrompu des media et de la politique, sauf en de rares pays, telle la République d'Allemagne.

L'Ukraine est un gibier très convoité, tant par la Russie qui voudrait en reprendre le contrôle, que par les U.S.A. pour lesquels la domination de cet État permettrait de contrer la Russie en Mer Noire et de la couper du monde danubien (Brzezinski, 1997).

Du côté opposé, au début de l'ère mondialiste, de nombreux intellectuels russes, conservant quelques réflexes soviétiques, considéraient les nations d'Europe occidentale comme « *trop corrompues* » (Douguine, 1997) et refusaient toute idée d'alliance avec leurs États, conseillant d'en revenir à l'idéal panslave de la fin du XIX^e siècle. En quelque sorte, dans leur analyse très particulière, les deux guerres mondiales et la guerre froide avaient abouti à « *un XX^e siècle... pour rien* » (Plouvier, 2012).

Il semble que la nouvelle orientation politique U.S., centrée sur l'alliance avec les pays d'*islam*, ait commencé à émouvoir ces fossiles de l'époque de Dostoïevski et des derniers tsars, les contraignant à considérer autre chose à l'horizon que les dômes, fort beaux au demeurant, de leurs cathédrales orthodoxes. D'autres Russes prônent une alliance avec Chinois et Touraniens, on y reviendra.

En 2002, avant la 2^e guerre d'Irak, le budget militaire des U.S.A. (hors celui des très nombreuses officines de renseignements) était de 340 milliards de dollars (en un moment où le budget militaire russe était de 9 milliards de dollars). Depuis lors, le

budget militaire U.S. n'a fait que croître, en dépit de la Dette pharaonique de l'État, qui a privatisé une partie de ses opérations de guerre, notamment les « *actions directes* » : l'élimination, de préférence discrète, des opposants déclarés. En Irak comme en Afghanistan, il existe davantage de *contractors* que de soldats U.S. (Schwartz, 2009).

Depuis sa création, l'O.T.A.N. est par essence dirigée contre l'U.R.S.S. En dépit de la disparition de la menace communiste en Europe, les U.S.A. exercent toujours une domination totale sur l'organisation et usent des Turcs contre les gouvernements européens peu complaisants (de Grossouvre, 2002). Chirac, le nocif, a fait réintégrer l'O.T.A.N. par la France et son successeur Nicolas Sarkozy a fait de l'armée française l'un des nombreux valets (faiblement) armés de l'U.S.-Army. L'armée française est donc engagée, sans le moindre intérêt pour la nation, en Afghanistan, après avoir chamboulé la Libye, pour le plus grand intérêt des salafistes, de leurs manipulateurs U.S. et des multinationales commercialisant de l'eau potable et les dérivés du pétrole. Le risque est grand de voir les forces de l'O.T.A.N. s'en prendre à l'État syrien, pour contrôler les ports et les pipe-lines du Levant.

Si l'on résume la situation, les maîtres des U.S.A. utilisent les molles démocraties européennes comme des seconds couteaux ; ils ont implanté leurs collaborateurs musulmans au Kosovo, en Macédoine, en Albanie et en Bosnie-Herzégovine ; ils entretiennent le fanatisme pantouranien chez les Turcs, où l'on rejette le Kémalisme au point de faire de l'État turc un énième État islamiste. La situation européenne ressemble à s'y méprendre à celle de 1912, avant les guerres de libérations des Slaves, des Monténégrins, des Roumains et des Bulgares de l'occupation ottomane. Encore une fois, la question, désespérante pour l'observateur européen, se pose en ces termes : le XX^e siècle, si meurtrier pour les nations européennes, aurait-il été « *un siècle pour rien* » ?

Les États serbes et croates qui ont voulu rejeter l'invasion musulmane lors de l'éclatement de l'absurde État yougoslave, extraordinairement hétérogène, ont été et demeurent diabolisés, dévastés, et leurs populations affamées, tandis que les dirigeants sont jugés par les vainqueurs... une situation qui n'est pas sans rappeler celle du peuple allemand, durant les années 1945-47, avec même un Tribunal Pénal International, créé en 1993, siégeant à La Haye, en lieu et place du trop célèbre Tribunal Militaire International de Nuremberg (dont les attendus des jugements ont force de loi en France, par l'effet de la loi du 13 juillet 1990, il n'est pas inutile de le rappeler).

Une fois encore, les vertueux U.S. et leurs alliés européens et musulmans sont vierges de toute faute, tandis que leurs ennemis sont d'ignobles individus, coupables de crimes de guerre et contre l'Humanité... du déjà vu ! Il serait temps d'instituer un Devoir de Mémoire en matière d'Éthique. Il est évident que le drame politique et humain en ex-Yougoslavie et que la comédie politico-judiciaire de ces dernières années se seraient passés différemment si le colosse russe n'était en état d'indisposition passagère.

Bien évidemment, une tripartition du globe a été envisagée par les politologues, qui aux U.S.A. sont généralement des universitaires. Le premier bloc serait constitué de l'Amérique du Nord (étant inclus le richissime sous-sol du Groenland), avec le Mexique comme réservoir de population, le reste de l'Amérique latine n'intéressant guère les maîtres de l'économie. Le second bloc serait l'ensemble européen, étendu de l'Atlantique à la côte pacifique de la Sibérie. Enfin, le troisième serait le bloc asiatique, très peuplé de gens fort travailleurs : la Chine et ses satellites de l'Asie du Sud-Est. Dans cette prospective, le sous-continent indien et le monde musulman sont considérés comme des alliés par les U.S.A. (in Kupchan, 2002, qui, à l'époque, ne les jugeait guère fiables... ce n'est plus l'avis des maîtres des U.S.A., on l'a vu).

Pour se prémunir contre cette tripartition peu favorable à leurs intérêts, les dirigeants de l'économie et de la vie politique U.S. (ils sont intimement liés) comptent bien séparer l'Europe de l'Ouest de la Russie (elle-même idéalement divisée en plusieurs États, ce qui n'est pas sans rappeler le quadripartition de l'Allemagne de 1945 à 1990), de même qu'ils envisagent de dominer l'Europe danubienne, directement ou par islamistes interposés.

Pour réaliser la première partie de leur programme européen, leur Cheval de Troie, on ne le répètera jamais assez, est le Royaume Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande (du Nord), qui semble former plus que jamais « *Le 51^e État de l'Union* », selon la formule utilisée en 2003 par sir Roderick Braithwaite, l'ex-patron du MI-6, le service d'espionnage de Sa Gracieuse Majesté.

Pour l'Europe danubienne, les gouvernants U.S. comptent sur la pénétration turque, à partir des bases musulmanes déjà décrites. Les Turcs ne semblent pas suffire à l'ex-ministre U.S., Zbigniew Brzezinski, qui voue à la Russie une haine tenace, peut-être liée à son origine juive, et veut faire entrer dans la Communauté Européenne non seulement la Turquie, mais aussi l'Azerbaïdjan, soit deux pays asiatiques, peuplés de Touraniens, plus ou moins racistes, mais farouchement musulmans (Brzezinski, 1999, cité in Pichon 2009 ; en 1997, « Zbig » n'osait pas aller aussi loin dans le grotesque ; en très peu de temps, la politique U.S. a beaucoup évolué).

Dans son livre de 1997, « Zbig » écrivait en substance que l'avenir [des U.S.A.] exigeait la scission de la gigantesque République russe en trois États, dont une Sibérie indépendante, ce qui servirait si bien les intérêts des maîtres du *Big Business* U.S., ces philanthropes désireux de se jeter sur les plus fabuleuses réserves de trésors minéraux de la planète.

Ce plan antirusse et anti-asiatique était tellement évident qu'à l'occasion de la 2^e guerre d'Irak, les gouvernements russe et chinois se sont rapprochés (détails in Faye, 2004). Effectivement, la Russie est aussi encerclée que pouvait l'être l'Allemagne en 1914 : à l'ouest, les forces de l'O.T.A.N. (soit l'équivalent de 25 % de celles de l'U.S.-Army, l'équipement, l'homogénéité et l'entraînement en moins) ; au sud-ouest, les républiques caucasiennes et touraniennes alliées des U.S.A. ; au sud, l'Afghanistan, le Pakistan et la Thaïlande (mais ces trois pays sont fort instables en plus d'être majoritairement peuplés de miséreux).

L'économie afghane est exclusivement vouée à la culture du pavot et au raffinage de l'héroïne (ou « *larme d'Allah* »), mais les administrateurs U.S. rêvent de faire traverser le pays par un immense oléoduc reliant les zones pétrolifères du Caucase, d'Irak et d'Arabie au sous-continent indien, futur grand consommateur d'énergie fossile. Encore faudrait-il parvenir à pacifier l'Afghanistan, un des pays dont la population est l'une des plus arriérées de la planète. Les valets européens et asiatiques des U.S.A. s'y emploient avec des troupes vite désabusées par la mentalité des fanatiques locaux et des « *paysans pacifiques* » fort sournois (Filkins, 2008).

Comme c'est très logique, les Nord-Américains surveillent amoureusement les gisements de pétrole d'Azerbaïdjan, les gisements de pétrole, de gaz et d'uranium du Turkestan, lorgnés par les Russes et les Chinois, qui sont du moins des voisins. De l'autre bord, par l'accord de Shanghai, signé en 1996, Russes et Chinois se sont partagé l'exploitation des terrains pétrolifères d'Asie centrale.

On a même observé des manœuvres communes des armées russe et chinoise en 2005 et en 2012. Les premières avaient pour thème la protection de la Corée du Nord contre une intervention impérialiste des U.S.A. L'Océan Pacifique est la cible chinoise par excellence, et les Japonais leur fourniront peut-être une aide, quand ils auront remis sur pied une armée puissante, ce qui est en voie d'achèvement.

Il n'est pas inintéressant de constater que depuis l'année 2012, une partie du commerce extérieur chinois s'est désolidarisés du dollar U.S., en l'occurrence dans les échanges avec le Brésil et l'Australie.

En Russie, existe, depuis les années 1920, le mouvement politique « *eurasiste* », franchement minoritaire, mais très remuant depuis l'effondrement du régime communiste. Il est essentiellement composé d'orthodoxes, haineusement anticatholiques, partisans de l'union intime de la Russie (ayant récupéré la Biélorussie et l'Ukraine) avec les républiques touraniennes (négligeant le « *détail* » de leur islamisme), et de l'association aux républiques caucasiennes et à la Mandchourie, qui furent les dernières acquisitions territoriales du régime tsariste. Moscou, la « *troisième Rome* », doit, selon eux, se défier de l'Europe occidentale et même danubienne, et « *s'orientaliser* » (Laruelle, 2007).

Ces penseurs poursuivent la lubie d'Oswald Spengler (1934), selon laquelle le peuple russe était culturellement de type asiatique. « *Les tréfonds silencieux de l'âme russe ont déjà oublié l'Occident et regardent vers l'Extrême-Orient* » (une phrase lancée dans le style pompeux qu'affectionnait tant Spengler, lors d'une conférence donnée à Essen le 14 février 1932). On peut vénérer ce « *profond penseur* », si on le souhaite, ou le considérer moins comme un prophète ou un barde du déclin de l'Occident que comme un homme désabusé, en situation de sous-emploi durant les troisième et quatrième décennies du XX^e siècle, un ambitieux déçu dans son rêve, développé au début des années 1920 : celui de devenir le gourou d'une méritocratie prussienne, débarrassée du parlementarisme.

Les géopoliticiens U.S. qui veulent séparer la destinée de l'Europe occidentale de celle de la Russie peuvent se réclamer de Spengler (c'est notamment le cas de Samuel Huntington). Les Européens n'ont pas le même intérêt à se repaître d'idées obsolètes.

Si les Européens n'ont aucun intérêt à développer des liaisons particulières avec le monde de l'*islam*, ni même la moindre raison de le faire, ils en ont beaucoup pour entretenir d'étroites relations avec l'Extrême-Orient, région de très ancienne et très haute culture et d'un remarquable dynamisme économique, technique et culturel.

Les rares études statistiques réalisées aux U.S.A. avant qu'elles ne deviennent un sujet tabou ont démontré de façon irréfutable que le Q.I. moyen des Blancs, des Chinois et des Japonais de l'Union était identique (Jensen, 1969) et ces études ont ensuite été corroborées par d'autres, menées en Europe, en Asie, en Afrique et en terres mélanésiennes : les Q.I. moyens des Blancs et des Extrême-Orientaux sont très proches et plus élevés que ne le sont les Q.I. moyens des Noirs, des Moyen-Orientaux et des Mélanésiens (Lynn, 2006, dans une méta-analyse de 813 778 sujets testés). Il est évident qu'il existe des oligophrènes (débiles mentaux) et des surdoués dans toutes les races. Les études statistiques ne portent que sur des moyennes de population.

Que cela soit une notion qui fâche les sectaires et les doctrinaires n'est d'aucune importance. Seul le fait avéré compte, et nullement les croyances ni les dogmes, surtout lorsqu'ils ne reposent sur aucune preuve, sur aucun fondement scientifique.

Les sujets de races européenne et mongoloïde ont la même ardeur au travail, un sens identique de la famille et de l'austérité, librement choisie (et non imposée par la dureté des temps). La différence actuelle de dynamismes entre les peuples russe et chinois provient de réactions opposées face à l'effondrement des régimes soviétiques.

En U.R.S.S., l'élite avait réellement adhéré à la religion marxiste, d'autant que la Grande Guerre Patriotique (celle de 1941-45) avait irrémédiablement associé au régime un nationalisme impérialiste, en parfaite continuité avec la politique tsariste du XIX^e siècle. La fin ridicule de l'U.R.S.S., au début des années 1990, a créé une intense déréliction, aggravée par le recours à la drogue traditionnelle des Russes : les alcools forts.

Les Chinois, riches de 3 000 ans de civilisation, ont vu passer les époques du confucianisme, du taoïsme, et, pour certains d'entre leurs ancêtres, les vagues géographiquement limitées du bouddhisme et du christianisme. Le maoïsme n'a été qu'une mode de plus, abandonnée avec d'autant moins de regret qu'elle avait directement provoqué la mort de 50 à 60 millions de compatriotes, Mao-Tsé-toung demeurant le plus grand criminel de tous les temps, recordman insurpassé des crimes de masse.

Durant les années 1990, environ la moitié de la nation chinoise, celle des villes, a développé ses traditionnelles qualités laborieuses et d'adaptation, lui permettant de combler rapidement son retard technologique, en copiant sans vergogne les produits occidentaux, avec d'autant plus de joie que ce peuple immense a toujours été envahi de ce sentiment de supériorité qui définit le racisme (l'on retrouve la même caractéristique chez les lointains cousins nippons).

Certes, la propagande actuelle, poussant à l'hédonisme et à l'hyperconsommation frénétique, exerce ses ravages en Asie comme en Europe, mais il s'agit de l'importation factice d'un mode de vie étranger aux traditions et qui disparaîtra avec la fin du bourrage de crânes mondialiste... et le Chinois en reviendra à ses plaisirs

traditionnels : le jeu et les subtiles combinaisons érotiques, conservant tout au plus l'acquis moderne du tourisme.

Europe et Asie du Sud-Est sont en continuité géographique et ne sont pas séparés par le barrage culturel de l'*islam*. Il serait réellement stupide, voire suicidaire pour les deux parties, de passer d'une saine émulation économique, culturelle et technique, à une rivalité militaire.

Les Européens n'ont aucune raison de s'impliquer dans un éventuel conflit pour la domination du Pacifique. D'une manière générale, il faut reléguer dans la rubrique des lubies éculées la notion de « *péril jaune* », du moins tant que ne sévira pas un dictateur fou, rêvant d'étendre un idéal panasiatique au reste de la planète, se lançant dans une absurde guerre intercontinentale.

Il est évident que les intérêts des Européens ne sont en aucun cas de servir de bonnes à tout faire aux maîtres des U.S.A. Y aura-t-il beaucoup d'Européens prêts à mourir, pour combattre les envahisseurs islamiques et instaurer l'Empire européen ? Épineuse question ! Pour l'heure, on ne peut compter sur les mollassons de la génération des jeux vidéo, élevés dans la niaiserie et la propagande mondialiste. Un énorme travail de rééducation physique et mentale est à entreprendre.

*

*

*

*« Lorsque l'honneur d'un grand État est en jeu,
la question du droit n'entre pas en considération »*

Otto von Bismarck

... et encore moins quand il s'agit de créer l'unité d'un continent.

Qui en douterait ? L'accouchement de l'Europe Unie ne se fera pas sans douleur. Au fanatisme islamique et au racisme haineux des sujets issus de l'immigration africaine et moyen-orientale, les Européens doivent répondre non par la haine, dont un proverbe teinté de sagesse nous apprend qu'elle est aussi mauvaise conseillère que la colère, encore moins par le racisme, absurde manifestation de paranoïa collective, mais par une cohésion raciale dans la vie quotidienne et une préparation physique, intellectuelle et morale, aux inévitables combats du futur. À la violence qui leur est actuellement faite, les Européens doivent répondre par la force organisée.

La doctrine du « *chacun chez soi* », c'est-à-dire chacun dans son continent d'origine, n'est ni raciste ni xénophobe : les étrangers sont toujours les bienvenus, en tant que touristes, stagiaires ou étudiants, mais de façon toujours temporaire. L'Europe a vocation pour répandre sa civilisation ; elle n'a pas vocation pour être envahie, ni ses nations autochtones pour être remplacées par celles issues d'autres continents ou par les produits de ce métissage universel que souhaitent les théoriciens (passablement hypocrites) présentés plus haut.

Il est curieux de constater que nul ne proteste quand des éditions universitaires publient une pitrerie antiscientifique et authentiquement raciste, visant à insinuer une quelconque « *supériorité raciale des Juifs* » (une race si riche en Prix Nobel, selon l'auteur qui omet de préciser leur attribution par cooptation) et affirmant leur « *signature génétique distinctive* » (in Ostrer, 2012, un véritable régal à lire au second degré, en n'oubliant pas de saluer l'héritage génétique Khazar des Ashkénazes, omis par l'universitaire juif des U.S.A.). Pourtant, les vertueux chevaliers des ligues antiracistes s'émeuvent lorsqu'un Blanc ose écrire que l'Europe est le continent de la race blanche (en l'occurrence, ce vilain « *raciste* » était, selon eux, le général Charles de Gaulle, in Peyrefitte, 2000, volume 3).

C'est une généralisation monstrueusement abusive et une grave erreur historique que d'écrire doctement : « *Les guerres déciment par prédilection les élites sociales* » (Guillaume, 1985), ce qui fait se pâmer d'aise les esthètes déclassés. Les guerres déciment l'élite du caractère et non l'élite de la science, de la technique ou de la richesse, et c'est très différent.

Ni les guerres de la Révolution et du Premier Empire ni la Grande Guerre n'ont éliminé préférentiellement l'élite des Français. Certes, de 1914 à 1918, la mortalité dans le corps des officiers de métier a été proportionnellement plus élevée que celle des troupiers (20 % contre 17,6 %), mais il s'agissait d'une affaire d'honneur pour des hommes dont beaucoup provenaient de milieux peu fortunés et nombre de rejetons de « *l'élite* » ont trouvé « *la bonne planque* » (aussi bien en Allemagne ou en Autriche-Hongrie qu'en France, d'ailleurs).

Si la Seconde Guerre mondiale a vu l'extermination de l'élite polonaise, c'est par l'effet d'une décision prise, de façon simultanée mais non concertée, par deux racistes qui haïssaient les nationaux du pays voisin : Adolf Hitler et Joseph « Staline ». En 1944-46, si l'élite bureaucratique française est liquidée (physiquement ou socialement), c'est par l'effet de l'Épuration, organisée par davantage de profiteurs de la victoire des Alliés que par d'authentiques résistants.

La guerre a toujours été une affaire d'hommes de caractère, animés d'une volonté, d'une endurance et d'une opiniâtreté à toute épreuve, aidés de moyens techniques très importants (armements et logistique). Enfin, elle nécessite des chefs, communiant au même idéal et obéissant à une autorité suprême que, pour d'évidentes raisons d'efficacité, il convient d'attribuer à un seul homme.

Il convient donc, et d'urgence, d'orienter tous les jeunes Européens autochtones vers la musculation, l'apprentissage des arts martiaux, le tir, la fabrication des explosifs artisanaux et la tactique de la guérilla urbaine. Il est en outre indispensable d'apprendre aux jeunes européens des deux sexes à respecter leur race et à refuser les mariages mixtes, non par un racisme méprisant envers les autres races, mais parce que le métissage est un danger pour le continent.

Dans les armées européennes, les femmes devront être exclues des unités combattantes, pour d'évidentes raisons émotionnelles. Elles seront fort utiles, au contraire, comme agents de liaison et dans les emplois de bureaux, et leur souci du

détail sera apprécié dans les unités de logistique, ainsi que dans les antennes médicales, où, en outre, leur puissance de compassion fera merveille.

Il est évident que les armées européennes doivent se séparer au plus tôt des volontaires issus de l'immigration africaine et moyen-orientale, de même que les jeunes hommes de même origine seront exclus de la Préparation Militaire Supérieure qu'il faut d'urgence rétablir en tous les pays européens, les soldats d'active étant tout désignés pour former les adolescents et les adultes jeunes autochtones au maniement des armes et aux techniques de reconnaissance sur le terrain.

Les pays d'Europe occidentale, autant que la Russie, disposent d'un atout majeur : une formidable recherche technologique et d'excellentes structures industrielles en matière d'armements et de télécommunications, que ce soit en aéronautique (avions, hélicoptères, drones, missiles) ou en construction de chars de combat et de canons très performants. En outre, les installations de recherche et de fabrication sont suffisamment disséminées en France, Allemagne, Suède, Suisse, Espagne, Russie, pour n'avoir pas à redouter leur destruction simultanée par des bombardements ciblés ou par des actions terroristes, notamment celles télécommandées par nos « *cousins des Amériques* ». Enfin, les Européens, de l'Ouest et de Russie, ont une bonne expérience en matière de lancement de satellites.

Depuis le XVIII^e siècle, les livres d'histoire et les manuels de polémologie recèlent quantité d'avis et d'explications sur l'art de gagner des guerres, au point que l'on peut se demander comment il est encore possible d'en perdre une. Il peut paraître plus utile de savoir pourquoi et comment on les perd à coup sûr. Clausewitz, par ailleurs lassant par son verbiage et sa foi en l'efficacité de la défensive-offensive (soit l'art d'encaisser, puis de rendre les coups, ce qui n'est pas toujours possible, comme la campagne de l'Ouest en 1940 l'a démontré), est un excellent professeur dans l'art d'aller à la défaite. Plus exactement, il en a étudié les principales composantes connues à son époque ; il en est apparu ensuite de nouvelles.

D'abord, méconnaître son ennemi, ses forces et ses positions (ce sont des notions classiques), mais aussi (et cette notion est davantage contemporaine) se tromper sur l'identification du véritable ennemi. Il serait stupide pour les Européens de continuer à penser que les « *cousins des Amériques* » nous veulent du bien : ils veulent exploiter nos biens cachés, ceux du sous-sol, et c'est quelque peu différent. De même, il faut dépister les Chevaux de Troie et les 5^e colonnes de l'ennemi et les neutraliser ; c'est une notion classique, voire antique, totalement perdue de vue par le public du fait du caractère mondialiste, cosmopolite, de la propagande.

Pourtant, de 1919 à 1990, tous les pays libres d'Europe ont été infestés d'une 5^e colonne, au service du gouvernement de Moscou (puis, à partir de 1949, de ceux de Pékin ou d'autres États soviétiques plus discrets). Marxistes convaincus et compagnons de route, plus timides, trahissaient leur patrie d'origine ou d'accueil en faveur de mythiques paradis des prolétaires. En 1939-40, cette 5^e colonne marxiste ravagea la production d'armes et de munitions, en France... et ses membres survivants, enrichis d'une foule d'opportunistes, purent à loisir exterminer, de l'été de 1944 à l'année 1947, l'ennemi de classe, de voisinage ou de rencontre.

Dans de nombreux pays d'Europe occidentale et danubienne, on laisse gonfler les effectifs d'une nouvelle 5^e colonne, qui n'attend que l'ordre d'agir dans le cadre du *Djihad*. La leçon des années marxistes n'a pas porté de fruit... on savait déjà que certains « *devoirs de mémoire* » n'empêchent nullement la répétition des crimes contre l'Humanité, s'ils sont essentiels à ceux et celles qui en font une source de profits, matériels et moraux. En vérité, nombreux sont les peuples dotés d'une mémoire courte.

Le deuxième moyen de perdre une guerre à coup sûr est une logistique insuffisante. L'Allemagne a perdu les deux Guerres mondiales faute de matières stratégiques : la nourriture en 1918, l'essence en 1944-45. En principe, le continent européen est autosuffisant en toutes matières indispensables à une guerre, encore faut-il organiser intelligemment la distribution aux armées et la répartition équitable entre civils productifs.

Le troisième moyen est de disposer d'un matériel obsolète, ou de bonne qualité mais en quantité insuffisante (les guerres françaises perdues de 1870-71 et de 1940 en sont d'éclatantes illustrations).

Le quatrième est de disperser ses forces. Rendons grâce à Napoléon I^{er} d'avoir mis en application sur le terrain ce que Clausewitz a ensuite traduit en jargon professoral avec son *Schwerpunkt* (le centre de gravité de l'attaque).

Mais le plus sûr moyen de perdre une guerre est de l'entreprendre avec un matériel humain de mauvaise qualité. La troupe doit non seulement être entraînée, mais aussi animée d'une rage de vaincre : courage, esprit d'initiative dans l'exécution des ordres, capacité de réaction à l'imprévu et, par-dessus tout, endurance et abnégation, car les guerres sont choses longues, usantes par leur durée et leur brutalité.

On peut, en effet, multiplier à plaisir les aspects sophistiqués de la guerre en notre époque (cyber-piraterie, propagande multimedia, désinformation économique, petites actions terroristes multifocales pour déstabiliser les populations civiles). Il n'en reste pas moins vrai qu'en fin de compte, la guerre se fait, de nos jours comme à toute époque, avec des hommes et qu'on ne la gagne qu'en anéantissant les forces adverses ou en épuisant leur combativité. Et cela ne va jamais sans exposer ses propres forces.

Il vient un temps où combattants et techniciens manipulant des armes télécommandées doivent envisager le sacrifice volontaire de leur vie pour le triomphe de leur idéal, de façon signalée ou même anonyme – ce qui définit l'attitude du « *soldat du front* » -, pour le Bien commun. Sans acceptation consciente de ce risque de mort, il ne peut y avoir d'efficacité militaire.

Sens du sacrifice, abnégation, endurance, esprit d'initiative dans l'exécution des ordres, ce ne sont pas les qualités dominantes des modernes hédonistes, des psychopathes dont le pullulement est assuré par la société d'hyperconsommation à crédit, des mollasons physiques et moraux dans la lignée des soixante-huitards, ni des libertaires, ceux qui se mettent volontairement à l'écart du monde, se repliant sur un système de valeurs qui leur sont propres (comme les deux héros « *anarques* » d'Ernst Jünger in *Sur les falaises de marbre*, de 1939).

Le militant comme le combattant acceptent, par définition, d'être les parties, éventuellement anonymes, d'un ensemble, d'une communauté, dont les membres luttent pour l'établissement d'une nouvelle forme de société. Ils sont à la fois des travailleurs et des citoyens, éventuellement des combattants, exactement comme l'étaient leurs ancêtres des XIX^e et XX^e siècles, en appliquant leur force de travail et de combat, leur enthousiasme et leur abnégation, non plus à un chauvinisme étroitement attaché à une nation, mais à un objectif infiniment plus noble : l'union intime des peuples autochtones du continent, la création de l'Empire européen.

Enfin, il faut retenir la leçon des guerres coloniales qui, toutes, ont été perdues par le désintérêt, la mollesse, voire l'hostilité, de l'opinion publique, c'est-à-dire par une propagande abominablement mal faite et la parole laissée aux défaitistes et aux collaborateurs de l'ennemi. Lorsque les hommes tombent au combat, les traîtres doivent être expédiés dans un monde réputé meilleur : c'est faire œuvre de salubrité publique et de respect du sacrifice des soldats.

L'occasion est bonne de rappeler que les rares guerres coloniales gagnées au plan militaire, durant le XX^e siècle, par des colonisateurs européens (Malaisie, Algérie) ont été perdues au plan politique, les preneurs de décision étant trop sensibles à l'hostilité des opinions publiques pour le fait colonial. Il faut et d'urgence décoloniser l'Europe de l'influence nord-américaine et de ses collaborateurs, Chevaux de Troie et 5^e Colonne.

En sus de toutes ces causes psychologiques et techniques, il faut compter avec les conditions météorologiques et géographiques, mais il est évident qu'elles jouent sur toutes les forces en présence, amies ou ennemies. Tout dépend alors de l'adaptation ou de l'inadéquation de l'équipement et de l'entraînement des troupes aux aléas climatiques et aux pièges topographiques.

Les grandes considérations sur l'étendue du territoire, la domination des mers et des océans (un classique U.S. depuis le milieu du XIX^e siècle, fort apprécié des polémologues patentés) et sur les motivations des guerres, qu'affectionnent les savants théoriciens, seront sans intérêt dans les luttes pour la création et l'affermissement de l'Empire européen. Il s'agira de repousser l'envahisseur, facilement reconnaissable, et de dépister les traîtres, ce qui n'est pas toujours aisé, on le reconnaît volontiers. Le continent est en lui-même impossible à conquérir totalement par un ennemi extérieur. Enfin, le projet de l'union des nations européennes est suffisamment porteur d'idéal pour stimuler tout ce que l'Europe renferme d'autochtones sains et enthousiastes.

L'avenir de la planète ne sera sûrement pas orienté vers la « *fin de l'histoire* » et surtout pas vers la fin des guerres, utopie sans cesse promise à l'humanité et sans cesse démentie par les faits. Aux Européens, il suffit que cet avenir procure la grande aventure de leur histoire.

« *L'acte de guerre est une combinaison de forces physiques et de facteurs moraux* »

Carl von Clausewitz, *De la guerre*.

2 – L'Empire européen

« *À qui réussit, tout est pardonné* »

Friedrich von Schiller, *La mort de Wallenstein*.

Après sa déchéance, lors de ses entretiens avec quelques rares fidèles dans son exil de l'île tropicale de Sainte-Hélène, Napoléon I^{er} a beaucoup parlé de l'Europe (in réédition de 2011) : « *Une de mes plus grandes pensées avait été l'agglomération, la concentration des peuples qu'ont disséminés, morcelés, les révolutions et la politique... Je voulais faire de ces peuples un seul et même corps de nation* ». Le projet eût été excellent s'il avait été sincèrement concocté. En fait, le grand empereur n'a jamais voulu qu'accroître la domination de son État, administré par des Français et quelques collaborateurs étrangers francophones.

On peut singulièrement reprocher au Corse d'avoir à deux reprises interdit au timide tsar Alexandre I^{er} de rendre à l'Europe cette soi-disant Turquie d'Europe, qu'il faudra bien un jour que la race européenne récupère et le problème territorial s'est singulièrement étendu depuis vingt ans : il ne s'agit plus seulement de Constantinople et de son *Hinterland*, mais aussi des terres danubiennes redevenues des zones de recrutement pour l'islamisme le plus fanatique.

On retrouve la même erreur de perspective chez Adolf Hitler, qui voulut une Europe écrasée par ses Germano-Scandinaves, et chez Staline, qui souhaitait en faire un empire marxiste. Dans la première moitié du XX^e siècle, divers économistes rêvaient d'un marché commun des États d'Europe occidentale, par exemple le richissime aristocrate cosmopolite Richard Coudenhove-Kalergi, déjà présenté, ou le politicien Aristide Briand, juste au début de la grande crise économique. Les gouvernants britanniques ont tout fait pour empêcher cette union douanière, pernicieuse aux intérêts de leur Commonwealth.

Après 1945, certains rêveurs imaginaient une fédération des cultures européennes, mais ne voulaient pas d'un « *nationalisme européen* ». Le mot était devenu tabou, après les deux expériences de 1914-18 et de 1939-45 (in Pichon, 2009, rapportant les fêeries et les dégoûts de Denis de Rougemont et de ses amis).

Durant les années 1945-1960, les européanistes se déchiraient entre deux factions majeures, si l'on néglige les factions très minoritaires (Roemheld, 1977) : les « *fédéralistes* » et les « *fonctionnalistes* » (dont Jean Monnet fournissait l'archétype).

Les fédéralistes se rattachaient soit aux Constitutions de type suisse ou U.S., soit à l'idée de fédération lancée en 1863 par Pierre-Joseph Proudhon, opposé à la centralisation jacobine. Ce libertaire envisageait une structure multiétatique respectant les libertés individuelles et assurant une égalité dans le développement de tous les États fédérés, où chaque État s'occuperait d'administrer la police et la justice, l'économie et l'instruction, la voirie et les transports. Seules la diplomatie, la conduite de la guerre et l'unité monétaire relèveraient de l'État central (Roemheld, 1977).

Les fonctionnalistes, dévoués à la seule fusion des économies, l'emportèrent fort aisément du fait des circonstances, créant l'Europe Unie des technocrates au service des maîtres de l'économie. Cette création, toute mesquine qu'elle fut dans ses principes, répondait à une logique évidente : l'existence de l'impérialisme soviétique

empêchait toute unité européenne véritable et l'amélioration des conditions de vie des Européens occidentaux exigeait une meilleure organisation de l'industrie, de l'agriculture et du commerce entre États européens.

De nos jours, un débat oppose encore « *souverainistes* » et « *fédéralistes* », dans la mouvance des Européens (presque) convaincus (in Le Vigan, 2009). C'est un débat quelque peu surréaliste, voire byzantin, étant donné que l'ennemi est sous les armes et que les barbares sont déjà largement implantés dans le continent. C'est surtout une attitude obsolète. Il ne s'agit plus de défendre l'indépendance de petits États européens, à la population d'autant plus arrogante qu'elle est moins évoluée : ce scénario a été joué en 1914 et rejoué en 1939, pour le malheur des Européens. Une phrase doit absolument survivre de la nombreuse et très inégale production de Pierre Drieu La Rochelle : « *L'Europe viendra à bout des patries qui la déchirent* » (Drieu, 1931).

Les relations internationales et la mauvaise orientation de l'économie en Occident exigent un choix simple : poursuivre la veule soumission aux maîtres actuels, en un mariage à conditions sociales tellement inégales qu'il ressemble fort à de la prostitution, ou réaliser au plus vite la fusion de tous les États européens en un empire, où chaque nation réglerait ses problèmes régionaux, mais où sera dévolu au chef suprême le pouvoir de décision en matière de politique extérieure, de forces armées, d'éducation populaire, d'orientations économiques et de politique monétaire. Le droit sera unifié et une langue officielle imposée à tous les citoyens du continent.

Une Europe unie, à direction forte et centralisée, est devenue une nécessité pour affronter les concurrents économiques et politiques d'Amérique du Nord et d'Asie du Sud-Est, ainsi que pour se défendre contre l'ennemi potentiel : les peuples d'Afrique et du Moyen-Orient, fanatisés par l'*islam* et rêvant de voler aux Européens leurs richesses, acquises par plus de deux millénaires de labeur continu.

C'est une absurdité, voire une pitié ou une trahison pure, que de vouloir orienter « *l'entité technico-scientifique européenne* » vers la conquête spatiale (Coll., 2005). Étant donné le coût de cette exploration et le caractère aléatoire des éventuels gains économiques, l'on comprend fort bien que les manipulateurs des U.S.A., dont le pays croule sous de multiples dettes effectivement « *astronomiques* », veuillent refiler à l'Europe l'ardoise d'une exploration interplanétaire dont ils ne peuvent ou ne veulent plus assumer les charges. Les collaborateurs de nos « *amis d'Outre-Atlantique* » en seront pour leurs frais de rhétorique : les Européens ont mieux à faire que de jouer aux zélés serviteurs, dans l'O.T.A.N. ou dans les nuées.

« *Devant ce bloc de notre Europe,
L'Asie, l'Amérique, l'Afrique tomberont en poussière* »

Pierre Drieu La Rochelle, *Le chef*, 1944

... l'on n'en demande pas tant ! Le seul fait d'exister, envers et contre tous, suffira.

*

*

« *Des éléments divers pouvant déterminer l'avenir des nations,
les plus puissants seront toujours les facteurs psychologiques* »

Gustave Le Bon, *Psychologie des temps nouveaux*, 1920

Il n'est pas trop certain que l'homme soit « *un animal hymnique* », comme l'a assuré le pope roumain Virgil Gheorghiu (in *De la 25^e heure à l'heure éternelle*), mais il est évident que pour beaucoup d'humains un grand idéal doit contenir une part de spiritualité.

Depuis l'aube des temps historiques (et peut-être aussi durant la préhistoire), l'angoisse existentielle de l'homme a créé des divinités. L'explication la plus traditionnelle de l'invention de la notion de(s) dieu(x) serait la peur de la mort et la recherche d'une protection surnaturelle face au déchaînement des éléments naturels. L'épicurien Lucrèce, au 1^{er} siècle avant notre ère, a fort bien développé cette thèse, reprise avec plus ou moins de bonheur et souvent dans un charabia d'universitaire par les philosophes modernes et contemporains. L'explication paraît un peu courte, négligeant certains aspects non méprisables de l'espèce humaine.

Certains penseurs ont voulu espérer qu'après leur mort la divinité leur expliquerait les mystères de l'Univers. C'était en cela que se résumait l'eschatologie de Socrate et, au XVIII^e siècle, les Francs-maçons, généralement déistes, connurent un grand succès avec leur appellation de Grand Architecte de l'Univers et leur espoir d'en connaître un jour les secrets.

Depuis lors, une foule de délirants chroniques ont voulu expliquer les progrès de l'humanité par l'intervention d'extra-terrestres. Ainsi, aux XIX^e et XX^e siècles, de Ron Hubbard, le créateur de la Scientologie, et de divers autres courants traditionalistes, dont l'un des derniers fut le mouvement *Planète* de Louis Pauwels et Jacques Bergier, tous acharnés à présenter l'homme, non comme le fruit de l'évolution des espèces animales, mais comme la création de démiurges venus d'ailleurs. Cela ne faisait que déplacer le problème : qui avait créé ces extra-terrestres civilisateurs ?

D'autres humains, de haute conscience éthique ou simplement légalistes, aspiraient au règne de l'équité, au moins après la mort puisque la justice immanente s'est toujours avérée aussi défailante que celle des humains. Il fallait un dieu rémunérateur et vengeur qui punisse les méchants et récompense les bons, soit dans une vie surnaturelle (offrant un séjour en un paradis ou un enfer, les casuistes chrétiens inventant par la suite un purgatoire), soit en reportant les conséquences du jugement divin sur la postérité des uns et des autres (ce fut le cas de la religion moïsaïque). Dieu était une source de justice compensatrice et pouvait servir de garde-fou social (Voltaire utilisa beaucoup cet argument dans son *Dictionnaire philosophique*). Maximilien Robespierre en tira une conclusion assurément fort belle, mais aussi très naïve, faisant décréter par la Convention nationale, le 7 mai 1794, l'existence « *du Dieu de vérité* » exigeant pour seul culte « *la pratique de la vertu* »... dix semaines plus tard, les noceurs et les concussionnaires de l'assemblée se débarrassaient du gêneur.

Certains penseurs adoptèrent même un système plus complexe : un cycle de multiples réincarnations se poursuivant jusqu'à la désintégration de l'âme des crapules irrécupérables ou la fusion des âmes purifiées dans le « *grand tout* », le réservoir spirituel du cosmos : Gautama le Bouddha et Pythagore proposèrent ce schéma au 6^e siècle avant notre ère, alimentant des spéculations sans fin depuis deux millénaires et demi.

Le vulgum pecus se fit une joie de prendre son bien un peu partout, mixant les croyances, chacun souhaitant calmer au mieux son angoisse existentielle. L'obsessionnel craintif adopta toutes les superstitions possibles, de peur d'offenser une divinité mystérieuse et vindicative. L'égoïste se mua naturellement en pieux quémendeur, en « *mendiant de miracles* » (selon la jolie expression de Virgil Gheorghiu, déjà cité). Le naïf chercha surtout à étancher sa soif de merveilleux (il est à la fête, de nos jours, grâce au monde virtuel). Et des gourous inventèrent une multitude de rites propitiatoires et conjuratoires : cela faisait passer le temps que le travail n'occupait pas et calmait l'angoisse du bon peuple. Certains fins psychologues inventèrent même des rites magiques destinés à torturer le voisin détesté ou l'ennemi haï.

Et l'on publiera longtemps encore de longues et pesantes études sur les mythes, qui ne sont jamais que des variantes du schéma classique : le dieu de la nation est à la fois celui qui assure à ses adorateurs une descendance prolifique, la victoire sur les ennemis, des récoltes abondantes et un minimum de justice (Dumézil, 1949). Aucun peuple n'a jamais inventé d'autre type de dieu(x). Certains peuples ont estimé que leur dieu devait les choyer à l'exclusion du reste de l'humanité, d'autres ont partagé plus volontiers les faveurs divines.

Des philosophes dissertèrent savamment sur le lien social que la religion était censée tisser et l'on insista sur l'étymologie du phénomène puisque le grand mot provenait du verbe latin *religare*, qui signifie réunir. Roger Bacon, au XIII^e siècle, y bâtit l'essentiel de sa réputation de théologien (fort heureusement pour lui, il écrivit bien mieux sur la « *philosophie naturelle* », si l'on préfère : les sciences d'observation). En réalité, comme chaque penseur, depuis l'aube des temps religieux, a voulu ajouter ses commentaires, ses réflexions et son grain de sel, les religions ne firent jamais qu'alimenter des querelles intestines autant que des guerres contre les « *infidèles* », ceux qui prétendent adorer un autre dieu ou n'en veulent aucun.

Au XIX^e siècle, de nombreux philosophes crurent régler leur compte à toutes les divinités, oubliant les fondements de l'esprit religieux, destinés à durer autant que l'humanité souffrante. On peut hurler tant qu'on veut : « *Dieu est mort* », comme Nietzsche dans son plus mauvais livre et de ce fait le plus connu (*Ainsi parlait Zarathoustra*). On peut même en faire une paraphrase humoristique : « *Les dieux sont morts, mais ils sont morts de rire en entendant l'un d'eux proclamer qu'il était seul dieu* » (Deleuze, 1969). On peut disserter sans fin sur le ratage de la « *création de l'Univers* », sur l'omniscience que le dieu est censé abandonner volontairement pour laisser leur libre-arbitre à ses créatures (c'est la soi-disant grande innovation théologique du XX^e siècle, qui n'est que la reprise contemporaine, pesante ou

amusante selon le style des auteurs, des spéculations d'une multitude de théologiens de la Réforme et de la Contre-Réforme).

Tout cela est belle littérature (pas toujours, en fait), mais ne sert absolument à rien. Qui a envie ou besoin de croire en une divine providence se fiera en elle, contre vents et marées. Il ne s'agit ni d'intelligence, ni même de sens moral, mais d'un besoin essentiel, celui de calmer l'angoisse existentielle ou métaphysique. Les membres de l'humanité souffrante ont droit à leur opium spirituel s'ils le souhaitent. De leur héritage grec, les Européens ont appris que l'homme est voué à souffrir par le seul fait d'être né (Maulnier, 1964) ; la souffrance se soigne en usant de remèdes, personnels ou institutionnels.

De la similitude des mythes, de l'enseignement presque commun de toutes les religions en matière de morale privée, l'on pourrait au moins tirer une leçon : il faut cesser de vanter les « *racines* » religieuses de tel ou tel peuple. Tous les peuples sortis des affres de la vie primitive ont, en substance, une éthique privée assez voisine. Seul change le comportement collectif, c'est-à-dire l'éventuel désir de dominer les autres peuples : certaines religions offrent une justification à cet égoïsme de groupe, d'autres non.

Et c'est à ce propos que l'État doit servir de garde-fou. Aucun régime politique n'a le droit d'intervenir en matière de foi qui est un choix purement individuel, sauf, bien sûr, à maintenir l'ordre et la décence dans l'expression publique des esprits religieux. Par-dessus tout, il doit combattre l'imposition d'une religion à ceux qui n'en veulent pas. La force doit rester à la Loi et ne sûrement pas être dévolue aux fanatiques. À l'inverse, l'État peut, sans déchoir ni renier son impartialité, reconnaître et honorer ceux des fidèles ou des clercs dont l'activité secourable est manifeste, apportant espoir et réconfort.

Un État ne doit jamais être « *totalitaire* », c'est-à-dire imposer une façon de penser, pas plus en matière religieuse – qui, par essence, ne peut correspondre qu'à un choix purement individuel – qu'au plan intellectuel. La propagande d'État ne doit intervenir ni pour l'écriture historique ni pour l'élaboration d'une philosophie. La liberté de penser et de s'exprimer doit être le fondement moral de l'État. C'est l'unique leçon à tirer des errements médiévaux ou du XX^e siècle.

Ceci n'implique nullement qu'il faille se passer de mythes fondateurs, à condition de ne jamais les imposer. Il est, en effet, essentiel que le peuple « *pense civiquement* » (Mann, 1918). Le mythe est moins une façon commune de penser, une représentation aisée à comprendre de la « *création* » ou du cosmos, que l'intégration d'une communauté humaine à l'Univers ou, de façon moins ambitieuse, à la vie terrestre. Par définition, le mythe se situe hors du temps et de la matérialité (Otto, 1987). C'est une explication qui se doit d'être transcendante et harmonieuse. Les mythes de l'ère mondialiste sont pauvres puisque règnent la dérélition et le scientisme (soit : la prétention à tout expliquer de façon rationnelle) et que les grandes expériences politiques ont été remisées au magasin des accessoires jugés inutiles.

Pas d'aventure collective possible sans mythe fondateur, générant l'indispensable enthousiasme, c'est-à-dire une communion des individus dans une grande idée, les

orientant vers un but prodigieux. Que l'idée, que le but soient de nature religieuse ou politique importe peu. Entre l'adoration d'un dieu créateur ou celle d'un État divinisé, il n'y a aucune différence essentielle. Pour le fidèle, la valeur intrinsèque de son idéal a moins de valeur que l'existence même de cet idéal, qui permet un dévouement absolu, corps et âme, jusqu'au sacrifice suprême s'il le faut. On ne créera pas l'Empire européen sans mythe, sans idéal, pas plus que sans chef charismatique, n'en déplaise aux « *libéraux* »... mais cette fondation n'est nullement une tâche pour des esprits libéraux.

Les véritables racines d'un peuple sont sa race, son terroir et sa richesse culturelle. Les grandes idées d'une nation doivent passer d'une génération à l'autre. Le véritable drame de la mondialisation de la vie culturelle réside dans le mélange cosmopolite grotesque des traditions, intentionnellement réalisé pour aboutir au nivellement moral et spirituel d'une humanité globalisée, par une propagande niaise, hédoniste et dévirilisante.

Nietzsche fut grand pour s'être mis à l'école des philosophes présocratiques et avoir claironné aux Européens du dernier tiers du XIX^e siècle une philosophie de la vie, faite de l'application de la « *volonté de puissance* » (un thème emprunté à Schopenhauer et quelque peu remanié) au surpassement individuel, seul capable de justifier une vie d'homme (développements in Plouvier, réédition de 2011).

Après 1945, une romancière juive et antisoviétique, « Ayn Rand » (de son véritable patronyme, Alissia Rosenbaum), qui calmait son angoisse en fumant énormément, imitant en cela son coreligionnaire Sigismond-« Sigmund » Freud, voulut féminiser l'enseignement du très sexiste Friedrich Nietzsche, pour justifier un individualisme forcené et une anarchie morale, qui n'étaient que la justification d'une opposition à tout ce qui déplaisait à la dame ou à tout ce qu'elle ne comprenait pas (pour le lecteur intéressé : longue étude in Peikoff, 1991). Le féminisme fut LA catastrophe intellectuelle et morale de l'Occident au XX^e siècle, qui n'épargna même pas ce grand misogyne de Nietzsche.

Il est évident que le dieu d'amour, prêché au 14^e siècle avant notre ère, par Akhenaton (si l'on préfère Aménophis IV) et repris par Jésus de Nazareth et plus tard François d'Assise, est une superbe création d'êtres doués d'une exceptionnelle conscience éthique et d'une totale absence de bon sens. C'est faire preuve d'absurdité que d'espérer calmer une brute, un ivrogne ou un fanatique, en acceptant, le sourire aux lèvres, ses coups ou ses insultes. L'expérience prouve qu'une telle attitude ne fait qu'encourager le pervers désireux d'assouvir son sadisme ou le lâche satisfait de dominer à bon compte. La charité, soit un don sans espoir de réciprocité, ne fait que favoriser le parasitisme social ou le renoncement à l'effort individuel du receveur, sans améliorer en quoi que ce soit le comportement de la majorité ingrate des humains.

Certes, en toute époque, en tout lieu et quelle que soit sa race, l'homme veut pouvoir s'estimer ou du moins se tolérer, sachant qu'il cède le plus souvent, dans ses choix, aux impératifs de son égoïsme, de ses passions et de ses pulsions, dont la joie de nuire à ses semblables (ou à d'autres espèces animales) n'est pas la moins redoutable. Néanmoins, c'est parier proprement sur le triomphe de l'utopie que de croire en la

pratique d'une religion d'amour, généralisée à l'humanité, étendue à la durée d'une vie pour chaque fidèle. L'humanité n'est guère reluisante et la compassion tous azimuts, qualité (ou défaut) infantile ou d'adolescent, s'épuise à force d'être perpétuellement sollicitée.

L'enseignement sublime d'Akhenaton et de Jésus n'est pas adapté aux comportements innés, donc non rééducables, de l'espèce humaine (cf. Plouvier, 2012). On ne voit pas l'utilité de vouloir créer l'Europe unie autour d'un idéal parfaitement inaccessible, fût-il admirable au plan théorique. Une religion fondée sur le divorce entre une idée sublime et l'innéité des comportements humains, où dominant le médiocre bien plus que le beau, n'est faite que pour les amateurs d'utopie, et il n'est pas sûr qu'ils la supportent sur le long terme. Comme l'écrivait José Ortega Y Gasset (1937) : « *L'utopie, c'est la vérité vue depuis nulle part* » !

On reconnaît volontiers qu'une religion d'amour est la seule qui puisse, en théorie, apporter la paix intérieure à l'être humain. Son observance quotidienne, face à des interlocuteurs peu avenants voire passablement ignobles et constants dans leur abjection, est-elle réellement possible de façon durable ? On est fondé, grâce à l'étude historique, à en douter très fortement.

Quelle possibilité y-a-t-il, en pratique, de rééduquer les comportements humains les plus discutables, tels l'égoïsme personnel ou tribal, la joie de nuire à autrui, l'agressivité etc., dont on sait qu'ils sont génétiquement programmés (Reuchlin, 1973 ; Plouvier, 2012) ? Certes, philosophes et créateurs de religions ont tenté, depuis l'Antiquité, de convaincre les hommes de toutes races et de toutes les époques de se réformer, en exaltant leurs qualités et en réprimant leurs défauts. Sauf exceptions trop largement médiatisées, ces nobles déclarations d'intention, ces vertueuses exhortations, se sont avérées inefficaces jusqu'à présent, et il est plus que probable qu'il en sera toujours de même jusqu'à disparition de l'espèce humaine ou sa transmutation en surhumanité... dont rien ne permet d'affirmer qu'elle sera moralement meilleure, si l'on peut raisonnablement espérer qu'elle sera mieux lotie aux plans physique et intellectuel.

On l'a vu, selon Edward Wilson, le père de la sociobiologie, tant honnie des comportementalistes et des libéraux optimistes, il n'y a pas de charité dans le monde animal extrahumain. Dans la nature, il n'y a pas de don gratuit, d'acte moral désintéressé. Lorsqu'un observateur relève (ou croit relever) un acte de sacrifice individuel, il faut l'inscrire au registre de l'intérêt du clan, une notion génétiquement programmée (Wilson, 1987).

En ce sens, l'enseignement d'Akhenaton et son avatar chrétien sont antinaturels. Celui qui pratique, contre tout sens commun, la charité envers les canailles et les crapules, le fait pour une raison connue de lui seul (et que l'on peut raisonnablement classer en deux rubriques opposées : par l'effet d'un dialogue personnel avec le dieu d'amour ou par orgueil), mais il n'œuvre nullement dans l'intérêt collectif, ni même dans un sens éthique.

Chacun sait que la religion juive, ethno-centrée, n'a pas vocation pour être universelle, d'autant que la justice de Yahvé peut paraître maladroite à l'homme de

bien stérile et pauvre, puisque, si l'on en croit Moïse et ses continuateurs, le juste est récompensé par la fortune et une nombreuse descendance (ainsi que par la « sagesse », mais cette notion est tellement vague et d'application si variable selon les races et les époques qu'elle paraît plus mystérieuse que désirable).

Au demeurant, l'observateur extérieur est frappé par la multitude des traditions, parfois opposées, de l'*Ancien Testament* : la Yavhiste, d'essence monothéiste et moralisatrice, paraît avoir été empruntée au grand Akhenaton, sans que l'on ait retenu la part utopique de son enseignement ; l'Élohiste, d'essence polythéiste, également moralisatrice, semble un héritage sumérien et mésopotamien ; la Sacerdotale, typiquement moïsaïque, impose ce racisme matrimonial qui fait l'originalité de ce culte ; la Zoroastrienne ou Mazdéiste, perceptible dès la seconde partie du *Livre d'Isaïe*, introduit le messianisme, les anges et même la notion d'un paradis, non accepté par tous les Juifs (les sadducéens n'en voulurent jamais) ; enfin, l'Essénienne semble avoir été un essai de synthèse entre les trois premières traditions et l'eschatologie perse, et sert probablement d'initiation à la pensée de Jésus de Nazareth. Tout ceci est passionnant aux plans historique et philosophique, mais fort peu adapté aux traditions européennes.

Mahomet, plus prudent que Moïse, n'octroyait à l'homme de bien que science et sagesse. On a vu combien la sagesse coranique, peu aimable avec les femmes, les enfants et les non-musulmans, diffère de l'europpéenne.

À l'époque de sa splendeur universitaire (1934), Hans Friedrich Karl Günther, diabolisé depuis 1945, avait cru discerner une religion commune aux Européens primitifs. C'était fort audacieux, d'autant que ce qu'il décrivait dans cette rubrique ne différait guère de ce que l'on observe dans les autres continents : un culte des ancêtres (ceux de chaque clan et les plus célèbres des aïeux de chaque tribu et de chaque nation), le refus de l'ascèse (ce qui est assez naturel dans une société primitive où l'on ne redoute rien tant que la disette), une communion mystique avec l'Univers, enfin l'espoir d'une intervention surnaturelle lorsque le clan, la tribu ou la nation sont engagés dans une guerre. Rien de bien original, ni même « *d'Aryen* », dans ces généralités, ce qui ne signifie pas qu'il faille mépriser ces valeurs ubiquitaires et diachroniques.

Il sera nécessaire d'encourager les Européens, enfin réunis dans un Empire, à glorifier les grands ancêtres des deux millénaires et demi d'histoire européenne, sans qu'il paraisse utile d'en formaliser l'enseignement par un culte, trop aisément transformable en niaiserie d'État. « *Avoir eu des gloires communes dans le passé, une volonté commune dans le présent ; avoir fait de grandes choses ensemble, vouloir en faire encore, voilà les conditions essentielles pour être un peuple* » (Renan, 1882).

Le fait d'enseigner à la jeunesse les hauts faits des générations précédentes ne peut que stimuler une émulation civique et le sens de l'honneur, à condition de ne pas provoquer un conflit de générations par un bourrage de crânes, comme l'ont fait avec un résultat des plus médiocres les Anciens Combattants de la Grande Guerre. La frontière est tenue entre le grandiose et le style pompier, entre la glorification excessive et le ridicule.

L'humanité souffre d'ennui et de morosité plus que de toute autre chose en période de paix ; elle souffre d'angoisse majeure en période de troubles violents. Dans les deux cas, elle a besoin de rêve, d'espoir et d'illusion de grandeur. On ne fonde pas un culte sur la banalité du quotidien, mais avec de grandioses célébrations. En aucun cas, cependant, il ne faudrait créer un clergé laïc, à la manière des penseurs officiels des régimes marxistes.

« *On peut tout étouffer chez l'homme,
sauf le besoin d'absolu* »
Emil Cioran, *Histoire et utopie*.

*

*

*

« *L'essence de l'État c'est la puissance* »
Heinrich von Treitschke

Dans l'un de ses livres paru en 1868 et régulièrement réédité depuis lors, Jacob Burckhardt définissait une civilisation par l'heureuse conjonction d'un État, d'une religion et d'une culture. Selon les usages de son temps, il incluait les techniques dans la culture, ce qui peut se concevoir.

En 1918, dans son journal de guerre intitulé *Considérations d'un apolitique*, Thomas Mann utilisait le mot « *civilisation* » pour désigner les aspects extérieurs originaux d'un peuple (politiques, économiques, techniques et sociaux) et le mot « *culture* » pour signifier les rapports intimes des individus avec les sciences et les arts, soit une façon comme une autre d'opposer, de manière très schématique et assez artificielle, la raison à la transcendance, la vie quotidienne à l'évasion des esprits les plus évolués. Comme souvent chez Mann, la métaphysique l'emporte sur la logique. Il ne faisait d'ailleurs que développer à sa façon des idées largement répandues dans les milieux universitaires allemands.

En fait, un État se définit par un territoire, un peuple et un régime politique et social. Cette conception n'aurait peut-être pas été bien accueillie au XIX^e siècle, durant lequel les conditions de vie du peuple n'intéressaient guère les universitaires, sauf les zélotes de la révolution ou du nihilisme anarchique (in Plouvier, 2010, volumes 1 et 2). L'approbation des esthètes et des universitaires n'importe guère.

Le territoire du nouvel Empire est aisé à déterminer. C'est le domaine de la race européenne, ou « *caucasienne* », soit l'Europe qui est limitée à l'Ouest par la dorsale médio-atlantique, séparant longitudinalement l'Islande en deux moitiés, à l'Est par la côte pacifique de la Sibérie, au Nord par le continent arctique et au Sud par une frontière de géographie humaine : celle qui sépare les terres de peuplements originels de la race blanche, des terres peuplées par les peuples de race asiatique (Touraniens, Indiens et Mongoloïdes).

Le néologisme Euro-Sibérie, dû à Guillaume Faye, dans divers ouvrages, est à la fois juste et inutile : c'est au sens strict un pléonasme. La Sibérie, ayant toujours été peuplée de Blancs depuis l'aube des temps historiques, fait partie intégrante de l'Europe, même si elle en avait été exclue au XIX^e siècle par d'ignares universitaires (et c'est presque également un pléonasme).

Le « *peuple européen* » pourrait être ce melting pot, ce brassage des races produisant un métissage universel, tant espéré par certains penseurs. C'est ce à quoi œuvrent nos bons maîtres en favorisant l'immigration extra-européenne. Or l'expérience des deux derniers siècles prouve que « *toute société multiraciale est multiraciste* » (Faye, 1985). Les exemples contemporains, nord-américain, brésilien, français, belge, néerlandais, scandinaves ou britannique, le rappellent de façon quotidienne.

Il n'est pas sans intérêt de rappeler aux acharnés du métissage systématique un fait bien connu : les croisements entre humains provenant de régions du globe très éloignées les unes des autres aboutissent à un nombre significativement très élevé d'avortements spontanés (in Coll., 1973). Or, l'on sait depuis les années 1970 qu'une écrasante majorité d'avortements spontanés est due à des anomalies génétiques majeures. L'hétérogénéité génétique extrême semble en partie inefficace !

Le véritable « *peuple européen* » doit être racialement homogène, pour accroître ses chances de survie. L'Europe est, depuis l'aube des temps historiques, le continent de la race blanche et l'on ne voit guère de raisons, autres qu'économiques et dogmatiques, pour modifier cette réalité. Ce fut le drame de l'Europe qu'une Croisade contre le bolchevisme ait été entreprise par un homme d'État remarquable, hélas à l'esprit dérangé par une paranoïa délirante, lui faisant croire en une mission fantasmagorique de la « *race germano-scandinave* » (cf. Plouvier, 2007-2008, volumes 2 et 4).

Arthur Moeller van den Bruck (la deuxième moitié de son nom étant le patronyme de sa mère, d'origine néerlandaise), un contemporain d'Adolf Hitler, avait un peu mieux cerné l'avenir européen, mais encore de façon partielle. Ce chantre de l'esprit prussien, fait de discipline et d'absence de romantisme (in *Le style prussien*, de 1916), voulait organiser l'avenir de l'Europe par la synthèse des éléments germaniques et slaves.

À l'issue de la Grande Guerre, il conseillait à ses compatriotes allemands de se détourner des peuples vieux, le Français et le Britannique, et de créer une fédération européenne du centre et de l'est : l'axe Berlin – Moscou, dont rêvent de nos jours divers penseurs. C'était le sens profond de son *Troisième Reich*, paru en 1923, et dont l'échec éditorial le poussa au suicide en mai 1925. L'absence de racisme anti-slave est ce qui différencie Moeller d'Adolf Hitler... on peut toujours rêver à ce qu'aurait donné la formidable expérience hitlérienne si son créateur n'avait pas été la proie d'un délire raciste.

L'Europe nouvelle, qui reste à créer, serait incomplète sans l'extraordinaire héritage culturel des pays occidentaux. Moeller van den Bruck errait autant qu'Hitler, mais de façon différente.

Les petites patries, soudant à un terroir chacune des nations européennes, ne doivent pas empêcher la constitution d'une patrie européenne, bien plus considérable. Comme l'écrivait fort justement le maréchal Philippe Pétain à la veuve de l'Occitan Frédéric Mistral, en septembre 1940 : « *L'attachement à la petite patrie n'ôte rien à l'amour de la grande, mais contribue à l'accroître en opposant une résistance à tout ce qui peut nous déclasser, nous niveler, nous déraciner* ». L'idée impériale transcende les nationalismes.

« *L'impérialisme est un dépassement du stade nationaliste* » a écrit Julius Evola, en 1931, qui avait toutefois le grand tort de donner à l'idée impériale une « *dimension universelle* ». Aucun empire étendu à l'ensemble du globe terrestre ne pourrait être durable, du fait de l'hétérogénéité raciale de l'humanité. Une grande civilisation a toujours été corrélée à une race précise et à un site géographique défini, c'est l'une des rares leçons enseignée par l'histoire des empires et des grandes époques culturelles de l'humanité.

Il reste aux Européens à aimer viscéralement leur continent et leur race, à se créer une conscience supranationale, fondée sur une communauté de culture et le respect mutuel des individus composant les différentes nations de la race européenne, ce qui exige l'abandon des vieilles querelles et des revendications de clochers ou d'États. Aux couples États-Nations doit succéder le couple Empire-Race.

La forme du régime politique a beaucoup moins d'importance que la nécessaire adaptation des mentalités. Tout au plus, l'expérience des deux derniers siècles devrait-elle faire rejeter la république ou la monarchie parlementaires, par essence peu efficaces et facilement corrompibles, et n'abandonner aux pouvoirs régionaux que la gestion des affaires locales, encore convient-il que cette gestion soit surveillée par l'État central pour réduire la corruption et le favoritisme à son minimum incompressible (la nature humaine étant ce qu'elle est).

En matière de culture, le fonds commun est très riche, vieux de deux millénaires et demi. Une tradition antique, régulièrement révisée au fil des siècles, profondément remaniée du XVIII^e siècle à nos jours, et les grandes expériences politiques du XX^e siècle ont au moins fourni des exemples à ne pas imiter dans toutes leurs dérives. De ce fonds commun, l'on pourra, sans trop de risque, rejeter certains éléments exotiques ou trop marqués par le temps.

Il est évident que l'Empire devra adopter une langue commune, une Constitution commune, une législation civile, pénale, fiscale et sociale unique, un schéma général commun de l'économie et une direction centralisée des systèmes et voies de communications.

La Loi devra se faire respecter grâce à un service d'ordre dont les membres seront recrutés sur des critères moraux et non plus seulement physiques, et surveillés pour réprimer la corruption et les conduites d'addiction (singulièrement l'alcoolisme, véritable fléau de la police en trop de pays). La peine de mort sera impitoyablement exécutée pour les assassins, les traîtres, les patrons de mafias et les auteurs de déprédations de coût astronomique. Toute l'histoire des civilisations démontre que,

toujours et partout, la civilisation est une lutte permanente entre l'ordre d'une part, l'anarchie et la barbarie de l'autre.

La formation de la jeunesse est une affaire trop sérieuse pour n'être pas encadrée par le pouvoir central. Elle est d'une importance primordiale pour une civilisation : c'est le gage de sa pérennité. L'État devra inspirer et surveiller l'Instruction publique et l'enseignement moral, strictement dégagé de toute référence religieuse.

« *Nous condamnons tous les systèmes d'éducation fondés sur la peur et sur l'angoisse. Au lieu de la résignation, nous exaltons la fierté. Au lieu de cultiver un sentiment d'infériorité, nous exaltons le sens de l'honneur. Au lieu de geindre à propos de l'angoisse existentielle, nous exaltons l'estime de soi* ». Cette citation est tirée d'un discours du Reichsleiter Alfred Rosenberg, prononcé durant les premières années du III^e Reich (in de Rougemont, 1936). Faut-il, pour autant, condamner les valeurs ainsi prônées ?

La durée optimale des études n'a pas à être fixée de façon uniforme, par respect du faux principe de l'égalité : l'égalité en droits, fondement de la démocratie, ne signifie nullement égalité en capacités.

Les études devront s'arrêter à la simple alphabétisation pour les sous-doués (à Q.I. inférieur ou égal à 90, cf. supra), orientés vers un apprentissage technique. En revanche, diverses expériences malheureuses réalisées aux U.S.A. permettent de conseiller de ne pas concentrer artificiellement les surdoués, pour éviter de créer des ghettos d'arrogants snobs de la culture et de caractériels asociaux.

L'instruction doit non seulement meubler le cerveau des enfants et des adolescents en connaissances, mais aussi leur permettre d'exprimer leurs qualités de caractère, dans le strict respect de la notion d'utilité sociale et de cette discipline indispensable au bon fonctionnement de tout groupement humain.

L'étude du passé peut-elle influencer l'homme de l'avenir ? Homère y croyait. Ce sublime descendant d'Achéens proposait un idéal d'honneur et de courage, mais aussi une réflexion sur le sens de la vie et sur la manière d'accepter la mort, inévitable. Il fut le premier et le plus grand des maîtres de la civilisation grecque, puis de la romaine et de toutes les civilisations européennes qui ont honoré le courage guerrier. En outre, sa concision et la vigueur de son expression en font un géant de la littérature, infiniment supérieur à nos petits maîtres contemporains, prolixes, abscons, prétentieux et souvent vides de sens. Plutôt que de gaspiller un temps précieux à lire sans grand profit des produits issus d'autres continents, les Européens, jeunes et moins jeunes, feraient bien d'imiter leurs ancêtres et d'en revenir aux fondamentaux de la culture européenne, la seule qui ait démontré son universalité.

« *Être, plutôt que paraître* » doit (re)devenir la devise de la jeunesse européenne. C'était le slogan en usage dans la Hitler Jugend, qu'après 1945 diverses associations de jeunesse chrétienne ont repris, sans citer leur source naturellement. Il n'est pas mauvais de se rappeler que Jean-Jacques Rousseau s'était totalement fourvoyé, à son habitude, en faisant du « *paraître* » une spécificité « *du bourgeois* » (in *Discours sur l'inégalité*)... dépourvu de culture historique, il ignorait le goût des parures de luxe dans les aristocraties antiques et médiévales ; il n'était même pas capable de discerner

le même goût chez les jeunes paysannes de son époque, que conspuaient les sermonneurs de toutes les variétés alors connues de christianisme.

Dans un même ordre d'idées, l'État devrait établir une surveillance des réseaux d'informations, pour éviter la reproduction du scandale contemporain où la liberté d'expression est singulièrement réduite sur certains sujets, mais où la pornographie – qui est chose fort différente de l'érotisme - se répand partout, choquant nombre d'individus pudiques (qui ne sont sûrement pas les plus mauvais des citoyens), et où les bobards les plus ridicules font florès.

L'éducation est d'abord et avant tout l'affaire des parents (à condition qu'ils ne soient pas des oligophrènes – des « *débiles mentaux* » - et la reproduction de ces derniers pose le problème de l'eugénisme). Cette éducation doit être morale et intellectuelle. Il est évident que le premier devoir des parents est de développer la conscience éthique de leurs rejetons et que le second doit être de leur apprendre à mener une réflexion personnelle, sur les faits et les gens, après s'être informé de façon contradictoire... ces parents idéaux doivent donc rejeter les media actuels qui ne sont que des organes de bourrage de crânes ou des agents de décérébration.

Nul ne peut nier le choc émotionnel généré par l'image sur l'esprit du spectateur, qui en reste généralement imprégné à vie. Dès l'invention de la photographie, les agents de désinformation ont appris à la truquer (mais le vitrail, l'image d'Épinal étaient déjà d'excellents véhicules de propagande, facilement adaptables au public ciblé et au message à transmettre). La télévision, puis le Net, ont révolutionné le phénomène en l'introduisant au domicile de la cible, puis en modifiant sa disponibilité : l'image est désormais disponible en temps réel et visualisable aussi souvent que le veut le spectateur, de jour comme de nuit.

« *L'homme pense en images* », écrivait D. H. Lawrence (1931). Ce n'est vrai qu'en partie, mais nul ne peut nier que cette part, dès avant la Grande Guerre, a été bouleversée par le cinéma d'abord, puis par la télévision et, de nos jours, par le Net, qui imposent à l'homme et à la femme, plus influençable encore, des images toutes faites, souvent vraies, parfois remaniées ou entièrement de synthèse.

Autrefois, l'homme créait lui-même son schéma de pensée, à partir des dogmes religieux et de ce que lui disaient son seigneur puis les professionnels de la politique. Depuis que l'image réelle ou virtuelle a envahi son univers, l'homme commun accepte la pâtée médiatique, parce qu'elle est dotée d'un support en images qui paraît au-delà de toute critique. Or ceci est évidemment faux.

Le cinéma avait créé ses mythes et présenté de façon spectaculaire l'histoire des faits anciens (pas toujours de manière plus fausse que la narration universitaire). Les actualités télévisées ressemblent bien souvent à du (mauvais) cinéma : tout le monde se souvient de la mise en scène du « *charnier de Timisoara* » qui a permis à ses rivaux de se débarrasser du clan Ceausescu en Roumanie, à la fin de l'ère soviétique (on avait déterré des cadavres du cimetière local pour figurer des « *victimes récentes* » de la dictature communiste). Quotidiennement, on sélectionne les images au nom de la lutte contre le racisme, du respect dû aux victimes de telle ou telle barbarie ou pour mieux défendre des droits catégoriels.

C'est le rôle d'un État fondé sur l'éthique que d'imposer aux informateurs le respect du spectateur et de l'auditeur, en ordonnant de présenter toutes les composantes d'un fait, historique ou d'actualité, et de proposer des pistes de réflexion, sans jamais procéder par affirmations gratuites ou partisans... est-ce utopique ? Tout est affaire de contrôle du véritable Pouvoir par les honnêtes citoyens productifs (ou qui l'ont été), les seuls qui devraient avoir le droit d'intervenir dans la vie publique.

Les options fondamentales d'un État engagent l'avenir de la nation. Le choix du slogan, s'il est autre chose qu'un pur mensonge de propagande, révèle l'orientation éthique des chefs et de la majorité du peuple.

Il est peu probable que l'on adoptera pour devise impériale la très hypocrite trinité : Liberté, Égalité, Fraternité. Dans un monde idéal, peuplé d'êtres sans défaut majeur, elle serait digne d'admiration. Tant que l'espèce humaine restera ce qu'elle est, cette devise devra être considérée comme inhumaine, surhumaine ou simplement ridicule.

Le noble idéal, parfaitement utopique, de « *Fraternité humaine* », né au 14^e siècle avant notre ère dans le cerveau de l'illuminé Akhenaton, repris et amplifié par Jésus de Nazareth, est devenu de nos jours, par l'effet de la propagande mondialiste, un vague internationalisme niant les particularités raciales, historiques, géographiques et sociales, au prétexte d'une facilité inédite de communications et de diffusion de l'information, qui n'est bien souvent qu'une propagande, soit en dernier ressort une désinformation.

L'égalitarisme est une absurde thèse dévirilisante et démotivante. En outre, elle s'oppose à la liberté d'expression des qualités des individus les plus doués, brimés par des règlements démagogiques et par la joie de nuire des imbéciles, quantitativement majoritaires dans toute population (cf. supra). On peut exporter sans dommage vers les autres continents cette triple devise malfaisante : Liberté, Égalité, Fraternité, mais on doit la refuser pour l'Europe.

Le slogan éthéré proposé en 1952 par Maurice Bardèche, en réaction à l'américanisation accélérée de la société européenne occidentale : « *Énergie, Justice, Foi* », paraît à la fois empli d'intellectualisme et de naïveté. Il rappelle les pires errements du populisme anarchiste et boutiquier, par exemple, celui connu en France, dans les années 1950-60, sous l'appellation de « *poujadisme* ».

Puisqu'une devise a pour but de proposer un idéal de vie et de fonder une communauté sur cet idéal, on ne voit guère que les valeurs absolues de l'Honneur et du Devoir qui puissent être utilisées. L'honneur est un et indivisible, en ce sens qu'une fois perdu, il ne se récupère pas : la Rome républicaine était fondée sur cette notion. C'est à la fois un style de vie et la manière d'exercer le Devoir, autre fondement de toute communauté durable.

On ne peut mieux définir le Devoir que par les mots de Travail, Famille, Patrie, Solidarité (ces deux dernières notions mixant le respect dû à la race et au terroir, eux-mêmes étendus à l'Europe). Qu'une grande partie de ces nobles objectifs ait été mal employée, lors de circonstances dramatiques, on le reconnaît bien volontiers. Cela

n'ôte rien au caractère diachronique et ubiquitaire de ces valeurs, n'en déplaie aux savants philosophes de comptoir, du petit écran et du Net.

Un mouvement politique enthousiasmant – et il en faudra un pour fonder et assurer la stabilité du continent unifié – doit provoquer l'euphorie de ses membres, mais ne sûrement pas exercer d'effet narcotique et hallucinogène comme en procurent les religions. La seule espérance à long terme que l'on doive donner aux citoyens de l'Europe Unie est d'assurer l'avenir de la race européenne, dans un continent sécurisé, suffisamment riche pour ne dépendre des autres que par de fructueux échanges commerciaux, touristiques et culturels.

Encore faut-il s'entendre sur le mot « *culture* ». Bien que fort critiqué par les esthètes et les sociologues égalitaristes, Herbert Gans avait raison d'estimer que la culture sert à la fois « *à la réalisation de soi-même* » et « *à faire agréablement passer le temps* » non consacré au labeur ou aux triviales occupations de la vie quotidienne (Gans, 1974). Les individus médiocrement doués au plan intellectuel – soit la majorité des humains, si l'on se réfère aux études statistiques des Q.I. de populations – sont en droit de préférer la pêche à la ligne, la pétanque et la télévision populacière à la lecture des œuvres indigestes de l'abscons Martin Heidegger ou des ennuyeux Paul Claudel et Jean-Paul Sartre, à l'audition des intimidants opéras wagnériens ou à la fréquentation des musées.

Durant ce que l'on nomme « *le temps libre* », l'être humain est libre de choisir ce qui lui permet de lutter contre l'ennui et la morosité, contre l'angoisse existentielle et la fuite du temps. Les mass media sont utiles aux individus peu exigeants. Aux autres, censés représenter en tout peuple les élites, il échoit de trouver les outils culturels dignes de leur organisation cérébrale. Ce que Gans a, fort justement, dénommé le « *pluralisme esthétique* » n'est qu'une conséquence de l'inégalité fondamentale des êtres humains.

Longtemps, l'on a pu exiger de l'État qu'il mette la culture à la portée des plus pauvres des citoyens fortement intellectualisés. Les techniques actuelles de diffusion des sons, des images et des textes ont singulièrement réduit son rôle... et les budgets consacrés à « *la culture* » pourraient être à la fois réduits et mieux utilisés qu'à nourrir une foule de ratés ou de parasites.

Par respect de la vie de famille autant que de la race, il faudra interdire la reproduction des sujets atteints de tares génétiques responsables d'idiotie congénitale (soit une multitude de maladies, dont la moins rare est le mongolisme), ou d'une psychose réduisant l'intelligence en cours de vie (telle la schizophrénie), ou encore celles qui induisent constamment une démence (telle la chorée chronique). Il s'agit d'une mesure éthique (pour éviter le drame d'une vie dénuée de sens ou perturbée par l'inéluctabilité de la déchéance), économique et sociale.

Cette pratique eugénique de simple bon sens est, en effet, infiniment moins coûteuse que les thérapies génétiques, prouesses techniques de fiabilité incertaine et non dénuées de risque à long terme du fait du vecteur employé. En notre époque de surpopulation, le coût de ces thérapies devrait, en toute logique, être supporté par les seuls parents du sujet génétiquement avarié : les caisses d'assurances sociales n'ont

pas à subir les conséquences financières de la reproduction d'individus porteurs de tares génétiques déjà dépistées dans les antécédents familiaux.

Platon avait au moins raison sur un point : il est logique de favoriser la reproduction entre individus sains de corps et d'esprit brillant et de décourager la prolifération, socialement inutile ou peu utile, des crétins et des tarés. Il est amusant de constater que le grand chic, aux U.S.A. et dans certains pays occidentaux culturellement « *avancés* », est d'inséminer artificiellement des lesbiennes avec le sperme congelé d'homosexuels... au moins cette façon de (mal) faire permettra-t-elle de démontrer indubitablement, chez le malheureux sujet produit par une technique utilisée sans réflexion morale, la programmation génétique de cette orientation sexuelle (cf. Randa, 2013) !

Il serait temps de déconnecter deux notions qui n'ont rien de commun : les avancées sociales indispensables et les « *droits catégoriels* » de minorités dont les membres les plus agités se comportent en authentiques parasites, qui coûtent fort cher à la collectivité en ne lui apportant qu'un spectacle d'histrions, parfois amusants, le plus souvent pitoyables. Les dépenses sociales doivent répondre à une logique simple à comprendre : être utiles, efficaces pour la communauté des citoyens productifs, des futurs citoyens et des retraités (les ex-productifs).

Quelle que soit la forme du régime, les droits sociaux des salariés ne devront jamais être oubliés, mais l'expérience des années 1945 à nos jours condamne la notion d'État providence, facteur de laisser-aller, voire de parasitisme. Le bénéfice des lois sociales doit être exclusivement réservé à ceux dont le travail permet ou a permis de constituer les réserves financières des caisses sociales. Les non-productifs relèvent de la charité, familiale ou communautaire. La protection sociale doit fonctionner sur le principe des droits ouverts par les cotisations (et la maternité doit être considérée comme une forme de cotisation).

Il ne faut toutefois pas s'illusionner quant à l'influence des lois sociales sur la mentalité populaire. Une excellente législation sociale, la plus avancée de la planète depuis les années 1880-90, n'a pas détourné les masses allemandes de l'attrance pour les sottises marxistes. Les lamentables politiciens socialistes ont dominé la vie publique du Reich de Weimar, de 1919 à 1932, et les communistes ont obtenu, en 1932, près de six millions de voix sur 34 millions de suffrages exprimés. L'excellence d'une législation sociale expose non seulement au parasitisme, mais encore n'exerce aucun effet prophylactique sur la diffusion des théories démagogiques les plus funestes. Durant les années 1890-1932, le travailleur allemand était le mieux protégé de la planète, mais était assez mal payé.

Plutôt que d'une législation sociale fort poussée (et l'on peut difficilement concevoir un ensemble de lois plus généreux, plus démotivant, que celui de la V^e République française), il convient de privilégier la solution salariale, plus conforme au sens de l'éthique. « *La parfaite justice réclame que le salaire réponde adéquatement au travail fourni* » (Léon XIII, *Rerum novarum*, 1891).

Le juste salaire, c'est-à-dire adapté à la quantité et à la qualité du travail fourni par chaque salarié, les primes de fidélité à l'entreprise et la participation de tous aux

bénéfices des entreprises, doivent souder les travailleurs à la collectivité. De hauts revenus mérités sont les garants, non seulement d'une consommation élevée et de longue durée, mais également de la paix sociale.

Au printemps de 1936, les grèves du textile ont épargné la société Pennel et Flipo de Roubaix parce que, dès 1934, Jean-Baptiste Pennel avait institué pour les 250 membres de son personnel l'intéressement aux bénéfices, ce qui équivalait, pour chaque salarié, au versement d'un 13^e mois de salaire annuel (Paillat, 1981). L'étude des précédents historiques n'est pas toujours dépourvue d'intérêt pratique.

Le travailleur doit être imprégné d'une idée-force : par son labeur quotidien, il gagne sa vie et celle de sa famille, mais œuvre aussi pour la grandeur et la force de l'État. C'est une notion qu'Adolf Hitler a rabâchée à ses auditeurs, de 1925 à 1945 (cf. Hitler, réédition de 2010) et que divers théoriciens allemands ont développée (tel Ernst Wagemann, 1938), durant ce III^e Reich maudit dans tous ses aspects par les historiens brevetés, alors que seules les décisions criminelles auraient dû être condamnées.

En 1929, le principal théoricien du mouvement national-bolchevik, un concurrent patricien du NSDAP, l'universitaire verbeux Ernst Niekisch, écrivant (avec beaucoup d'emphase) sur *l'État des Travailleurs*, estimait que sa « *Loi fondamentale déciderait que le travail n'est sacré que dans la mesure où il tend à servir l'État et où celui-ci lui donne un sens* » (Niekisch, 1929). C'était une déclaration de guerre à l'esprit de lucre des intermédiaires en tous genres, autant qu'à l'égoïsme individuel, familial ou tribal. Ernst Jünger, également opposé au nazisme jugé trop plébéien, a développé ce thème, longuement et lourdement (variante pour les enthousiastes : subtilement), dans son livre, paru en 1932 : *Le Travailleur (souveraineté et configuration)*.

Plus simplement, l'on peut considérer que l'intérêt collectif doit toujours l'emporter sur les intérêts individuels. C'est une option de philosophie pratique exactement opposée à l'hédonisme mondialiste et à l'intérêt des maîtres actuels. L'économie d'une nation ne doit pas être la conséquence d'un agrégat, disparate et anarchique, d'individus et d'entreprises œuvrant sans coordination et dans une ambiance de concurrence sauvage, mais un ensemble réagissant à la manière d'un organisme vivant, capable d'adaptation, où l'intérêt de la collectivité prime sur les égoïsmes d'individus en situation de force (Wagemann, 1938).

Il est évident que dans un but de justice sociale, le rôle de l'État est de surveiller les gens de finance. Jamais le pouvoir économique, indispensable à la vie de tous, ne doit dominer l'État ni avoir la possibilité de créer de toutes pièces des crises artificielles, pour se débarrasser de concurrents en rachetant à bas prix leurs actifs. De même, il est hors de question d'autoriser la poursuite scandaleuse et immorale des mouvements non régulés des capitaux flottants.

L'Europe Unie devra s'exclure du petit jeu du capitalisme de spéculation, authentique plaie des économies nationales, car ne fournissant pas de richesse à la collectivité. On devra, de ce fait, taxer les transactions financières. Quant au crédit à la consommation, il devra être soumis à des règles de bon sens, interdisant le surendettement prévisible des individus et des couples, mais aussi celui des collectivités.

De la même façon, il serait sain de ne plus tolérer les paradis fiscaux, de ne plus sous-imposer les super-riches ni de surimposer les citoyens particulièrement industriels et travailleurs. La démagogie doit faire place au simple bon sens. Il doit en aller de même avec l'activité syndicale qui ne doit plus être une surenchère permanente aux droits absurdement acquis, c'est-à-dire nuisibles à la bonne marche des entreprises.

Dans une économie saine, l'État ne doit pas avoir d'autres employés que le minimum de fonctionnaires administratifs, sélectionnés sur le seul critère de leurs mérites. Mais l'expérience du XX^e siècle a démontré qu'aussi performantes qu'elles soient, les entreprises du secteur de la libre concurrence ont besoin d'une organisation hiérarchique, pour discipliner la production, en l'adaptant aux besoins réels de la communauté, et la protéger des économies des continents rivaux.

C'est à l'État qu'il revient de réguler la production industrielle et agricole, de favoriser les transports les plus rapides et les moins onéreux, de discipliner la distribution, d'intervenir le cas échéant dans la politique salariale, indispensable à une saine consommation... alors que l'économie actuelle tend à imposer une consommation abusive de produits superflus, vite périmés du fait de l'obsolescence dirigée par la publicité.

Il revient surtout à l'État de protéger l'économie nationale de l'impérialisme, de l'expansionnisme agressif, des économies concurrentes. Ses pouvoirs régaliens doivent lui permettre de fixer le rapport de forces entre les monnaies, d'imposer des taxes et des quotas sur les importations non indispensables, de passer des accords de coopération économique. Il est évident qu'au nom de « *l'économie globale* », c'est-à-dire dans un but de protection exclusive de leurs intérêts propres, les maîtres actuels du jeu économique-politique rejettent l'application de ces droits nationaux, lésant gravement certaines États, dont ceux de l'Europe.

L'industrie continentale n'a pas à être sinistrée pour le seul bénéfice des entrepreneurs, des financiers et des négociants internationaux. Il est évident que le libre-échangisme planétaire, depuis le début des années 1990, est fondamentalement anti-européen dans sa pratique (Allais, 1998), et l'on pourrait ajouter, sans que cela puisse émouvoir les Européens, qu'il dessert également les intérêts du peuple des U.S.A. Il ne profite qu'aux maîtres de l'économie globale et, accessoirement, aux travailleurs asiatiques. Un protectionnisme bien appliqué est indispensable à la reconstitution de l'outil industriel européen.

La direction de l'État doit pouvoir choisir, en fonction de la situation économique de tel ou tel client extra-européen, entre un étalon monétaire bien gagé ou ce clearing entre États, remarquablement efficace, mais ruineux pour les banques d'affaires, un clearing que tout le monde condamnait lorsqu'il assurait la prospérité du commerce extérieur de l'Allemagne nazie (mais aussi celui de la Tchécoslovaquie encore indépendante), en 1936-39, et auquel John Maynard Keynes voulait revenir, au moins transitoirement en 1945-46, lorsque la Grande-Bretagne sortait ruinée de la guerre (in Davidson, 1994). De même, il faudra créer cette chambre de compensation monétaire internationale, proposée vainement par Keynes en 1944, lors de la Conférence de

Bretton Woods où l'on n'accoucha que du F.M.I., qui ne sert manifestement que les intérêts des superpuissances économiques.

De leur côté, les gestionnaires de l'État et des collectivités locales doivent apprendre à gérer leurs budgets sans créer de dettes excessives. Il est des économies faciles à réaliser : les dépenses à caractère électoraliste ou celles induites par la sottise prétention d'un paranoïaque voulant passer à la postérité par des entreprises démesurées. Seuls les projets à caractère artistique, scientifique ou technique, exceptionnel justifient une dépense pharaonique.

En outre, le continent est loin de posséder toutes les infrastructures nécessaires au bon fonctionnement de l'économie et aux exigences de la vie quotidienne des individus. Leur développement procurera du travail à des dizaines de millions d'Européens et de façon durable. À l'inverse, les États pourront, sans retentissement majeur sur les services publics, se débarrasser de la moitié, voire des deux tiers, des fonctionnaires dont les réserves de productivité pourront enrichir l'économie privée, la seule qui soit compétitive et créatrice de richesses.

L'expérience française, où l'artisanat joue un rôle majeur dans l'emploi, pourrait servir de fondement aux réflexions économiques et sociales des futurs édiles européens. Hormis pour la production industrielle fort onéreuse (telles les industries automobiles, aéronautiques ou d'armement), les marchés provinciaux (c'est-à-dire organisés à l'échelle d'une grande région) offrent une sécurité d'emploi et de débouchés, à condition bien sûr de faire correspondre production et besoins des populations régionales.

C'est le type d'économie à échelle humaine et non mondiale, qui repose sur des P.M.E. (Petites et Moyennes Entreprises), aidées par un système bancaire régional, dans lequel l'argent épargné localement est réinvesti sur place. Ces P.M.E., directement menacées par l'économie globale et les marchés planétaires, ne peuvent survivre et prospérer que si elles sont protégées de la double agression de législations sociale et fiscale abusives.

L'économie à échelle régionale est exactement opposée à l'actuelle économie globale, standardisée dans ses produits, exotique dans ses lieux de fabrication. Les bénéfices à court terme seraient à coup sûr moins grands que ceux procurés par l'économie globale à nos ploutocrates, mais les risques encourus seraient également moindres et le développement bien plus durable. Ceci exige, à l'évidence, que les preneurs de décision ne soient plus au service des financiers, mais à l'écoute des citoyens.

Il est évident qu'à côté des groupes industriels, dont on peut espérer que leur formidable puissance soit un gage d'efficacité, il faut maintenir la trame des petites et moyennes entreprises, qui sont bien souvent des sources de dynamisme et d'inventivité, garantissant l'activité économique et l'emploi des citoyens qui refusent de vivre dans les mégapoles. C'est là qu'intervient l'opposition du libéral et du populiste (que, dans une écriture politiquement correcte, l'on appelle de nos jours « *communautariste* »).

Le premier se définit par son exceptionnelle capacité d'adaptation aux contingences matérielles et aux émotions temporaires de l'opinion publique, si facile à manipuler. Ce qui, pour un homme d'honneur se nomme démagogie, irresponsabilité, compromissions, devient « *la vertu suprême de la vie sociale moderne* » (MacIntyre, 1993, qui utilise la formule avec beaucoup d'ironie). Le libéral est, par essence, très sensible à l'économie mondialiste, tant prisée des esthètes de la consommation.

Le populiste (ou communautariste) veut, au contraire, que l'intérêt de la collectivité prime sur les intérêts des individus, des lobbies et des minorités, même celles qui sont fort remuantes. Le Bien commun doit profiter au plus grand nombre et sûrement pas aux agitateurs, aux manipulateurs, aux intrigants.

L'Économie de l'Europe unie ne sera florissante que par l'effort des citoyens. S'il est absurde de vouloir socialiser les biens de production, il importe de socialiser les individus, c'est-à-dire de leur apprendre (ou de leur réapprendre) qu'œuvrer pour le bien commun est la meilleure façon de travailler pour soi-même, sa famille, sa nation, son pays. Il suffira d'étendre les deux derniers termes à la race et au continent, pour façonner une Europe unie qui pourra défier les siècles.

Si les économistes du XX^e siècle, au lieu de pérorer sans fin et sans résultat sur les billevesées des Dioscures Marx et Engels, avaient défini précisément, et pour toutes les catégories de travailleurs, ce que doit être le « *juste salaire* », l'humanité aurait grandement avancé sur l'épineux chemin de la justice sociale. Tout est à faire sur ce point.

Le scandale des gains illicites et du parasitisme social ne doit en aucun cas être toléré. C'est une question d'honneur pour l'État, de simple justice envers les honnêtes citoyens, laborieux ou retraités.

« *Nous combattons tout capital qui n'est pas le fruit d'un travail, mais issu d'intérêts excessifs ou de revenus acquis sans travail, sans effort* »

Adolf Hitler, le 13 août 1920

*

*

*

« *L'idéalisme, c'est la subordination des intérêts de l'individu à ceux de la communauté* »

Adolf Hitler, *Mein Kampf*, volume 1 (1924).

L'Empire européen sera peut-être créé à l'issue des drames provoqués par une guerre générale, un choc de races et de fanatismes religieux. Les combats pour l'indépendance et la libération du territoire dégageront alors une élite du caractère, toujours plus utile que les spécialistes intellectuels, volontiers couards ou vénaux. « *La couardise décadente permet de propager les idéaux pacifiques. La paix durable est l'idéal d'une nation mourante, d'une race en déclin* » a écrit Howard Philips

Lovecraft, dans ses *Lettres d'Arkham*. La guerre n'est jamais une solution idéale à un problème de civilisation, mais il est des circonstances qui la rendent inéluctable, sauf à accepter l'esclavage.

Dans des conditions moins dantesques, si l'on peut envisager une création pacifique de l'union des peuples européens, il faudra probablement, pour donner l'impulsion initiale à l'Empire, créer ce « *noyau dur* », dont parlent de multiples auteurs depuis la fin des années 1990. Ce noyau de cristallisation ne pourra être constitué que de pays sains, ce qui exclut la France actuelle, débilitee, aveuile, envahie d'extra-européens et vendue aux maîtres de l'économie globale par les politiciens de la gauche caviar et de la droite affairiste.

Il n'est d'aucun intérêt de débattre actuellement des pays admis ou exclus de ce groupe d'élus. Il importe de définir les critères d'admission des États : santé économique et maîtrise des budgets étatique et social, ordre public, justice séparée des influences perverses des milieux économique et politique, séparation stricte de l'État, des religions et des sectes, liberté d'expression, enfin et surtout qualité de l'idéal de vie proposé au peuple, singulièrement à la jeunesse, actuellement fort mal lotie sur ce point.

*« Toute renaissance prend son élan
dans la constatation d'un mal actuel »*

Denis de Rougemont, 1936

*

*

*

*« L'avenir n'appartient ni aux sceptiques ni aux
résignés »*

Charles de Gaulle, novembre 1946

Les grandes civilisations ont toujours été la consécration d'un idéalisme. L'application de toute grande idée n'est possible que par l'action d'un personnage d'exception, ou mieux d'une suite de grands hommes, comme ce fut le cas aux origines de l'Empire romain. Pas de grand homme, pas de grand moment pour l'Humanité.

Les révolutions qui réussissent à renverser du Pouvoir des maîtres indignes sont un phénomène de sélection naturelle appliquée à la vie sociale. Elles n'ont de chance de réussir que lorsque le régime en place est moribond, gangrené par la pourriture des élites et le découragement, puis la colère, du peuple. La révolution installe presque constamment (celle de 1689 en Grande-Bretagne étant l'une des exceptions) un régime plus rude que celui qu'elle remplace.

Les molles démocraties corrompues d'Europe occidentale ne défendent pas leurs peuples autochtones de l'action néfaste des Divas financières et des envahisseurs violents. La justification du pacte social est, de ce fait, caduque.

Les nations européennes ne peuvent que gagner à leur union véritable au sein d'un État fort, indépendant du pouvoir économique et contrôlant celui-ci, luttant efficacement contre la corruption des élus et des fonctionnaires, repoussant définitivement les envahisseurs venus d'autres continents. Une nation est, par définition, composée de souches d'hommes et de femmes unies par une longue histoire commune, faite d'efforts, de luttes et de peines soutenus ou subis en commun.

Laissons aux Machiavels d'opérette et aux peuples neufs et / ou bigarrés dans leur composition raciale les billevesées sur le « *nationalisme civique* », une curiosité sémantique née au Canada dans l'esprit d'un émigré russe, Michael Ignatieff, qui prétend édifier un État où les citoyens ne sont unis que par le seul projet de société (in Le Vigan, 2009)... ce qui définit très exactement les sociétés primitives.

L'Europe, riche de deux millénaires et demi de civilisation, n'a pas à se soucier d'innovations de pays sans histoire nationale (encore que le Canada, singulièrement dans sa partie francophone, ne soit pas précisément dépourvu d'histoire nationale).

Richesse et bonheur ne seront probablement pas d'actualité pour les nations constituant la race européenne lorsque s'effondrera l'économie globale. L'histoire le démontre suffisamment : toute catastrophe victorieusement surmontée ne l'a jamais été que grâce à l'action sur le peuple d'un chef de génie, que ses adversaires et ses partisans nomment, les uns avec ironie, les autres avec ferveur, « *l'homme providentiel* ». Celui-ci ne peut justifier son pouvoir et son action que si, face au péril, il parvient à faire taire l'expression des querelles intestines, qui sont le propre de toute société humaine organisée, et que les maîtres actuels attisent au contraire, de façon à mieux assurer leur règne.

Platon, en son temps (in *Les Lois*), définissait les qualités de l'homme d'État : capacité de réflexion, courage, sens de la mesure dans les décisions, intégrité financière, enfin sens de l'équité.

Quand les nations d'Europe émergeront de la féerie mondialiste, les plus chanceuses seront celles qui auront à leur tête un homme de caractère, honnête, austère, dévoué au bien commun et sage législateur. Il se pourrait même que le plus charismatique d'entre eux et le plus efficace, homme de réflexion et homme d'action, devienne le chef de la nouvelle Europe, enfin unie pour le bénéfice de ses nations et non plus pour servir les intérêts d'une caste de spéculateurs.

Cet homme d'exception devra assurer la paix civile, garantir l'indépendance du pouvoir judiciaire, organiser une activité économique adaptée aux ressources et aux besoins du continent, sans négliger les droits sociaux du travailleur défendus par la vigilance d'organisations syndicales dégagées de toute interférence politique, encourager les agents d'information et les représentants du peuple à se conduire en êtres responsables, éloignés de toute démagogie. Il lui faudra exalter l'enthousiasme des administrés en leur procurant la certitude que, par leur travail et leur dévouement à la chose publique, ils accomplissent une authentique œuvre historique. Il devra également procurer à la jeunesse un idéal de vie et une utilité sociale, encourager une production réellement artistique, destinée à embellir la vie et à défier les siècles.

À l'Empire européen naissant, il faudra un Jules César, puis un Octave-Auguste.

« *La constitution idéale pour un pays
est celle qui confère l'autorité à un seul homme, indépendant et
désintéressé* »

Otto von Bismarck, 1885

Conclusion

« *La morale de l'oubli de soi est la morale de la
décadence*
par excellence »

Cet aphorisme nietzschéen, tiré de *Contribution à la généalogie de la morale. Réflexions sur l'origine des préjugés moraux*, se vérifie tant pour les nations que pour les individus. Quand, par l'effet d'un raisonnement abstrait totalement détaché des conditions de la vie réelle, il devient le syllogisme d'une race, il prélude à un génocide par implosion.

C'est très exactement ce qui se passe, de nos jours, en Europe occidentale, où les nations autochtones sont trahies par leurs gouvernants et leurs soi-disant élites, tous personnages convaincus de l'intérêt d'une société « *multiculturelle, multiraciale* », ce qui est une double erreur, pitoyable et grotesque. La société multiraciale ne peut aboutir, la nature humaine étant ce qu'elle est, qu'à une société multiraciste (Faye, 1985 ; Matringhem-Randa, 2002).

Le multiculturalisme initial des années 1970, où l'on s'amusait à s'imbiber de folklore exotique et d'art primitif ou « *premier* », a disparu en à peine une décennie, le temps que s'embourgeoisent les fêtards de 1968.

La mondialisation a imposé un peu partout sur la planète une société monoculturelle, d'une pauvreté idéatoire, artistique et spirituelle inédite, du moins en Europe : l'imposition de l'*american way of thinking*, soit un mode de pensée, niais du côté du bon peuple et profondément hypocrite du côté des maîtres.

Le discours « *politiquement correct* » (hérité du *wishful thinking*, en vogue Outre-Atlantique depuis les années 1970) a envahi le forum, les media, mais aussi la vie administrative. Le moindre fonctionnaire, haut ou moyen, rédigeant un rapport ou un projet, se sent obligé de donner libre cours à ses bons sentiments, qui paraissent plutôt déplacés à ceux et celles qui connaissent ses tares et son arrivisme forcené. L'hypocrisie a toujours existé dans les relations humaines ; elle était néanmoins compensée, autrefois, par un minimum de retenue et un réel sens du ridicule, deux valeurs disparues depuis la généralisation de la niaiserie made in U.S.A.

L'on a imposé au continent européen, doté de traditions culturelles fabuleusement riches, nettement supérieures à celles des continents africain, océanien et américain, une sous-culture misérable. La société monoculturelle est peut-être adaptée aux populations d'autres continents, mais son implantation en Europe (ou en Asie, d'ailleurs) est purement et simplement grotesque.

La société multiraciale, imposée à l'Europe contre toute logique ethnique et historique, accouche, sous nos yeux, d'une juxtaposition de haines raciales et d'un phénomène urbain qui ressemble au manteau d'Arlequin : se multiplient les ghettos et les zones de non-droit, où sont assaillis les citoyens qui n'appartiennent pas à la race localement dominante. C'est proprement intolérable et historiquement inédit en Europe (où seuls les Juifs, jusqu'à la fin du XVIII^e siècle et parfois plus tard encore, tenaient à s'enfermer la nuit pour maintenir leur « *race pure de toute souillure étrangère* », entendons les mariages mixtes entre Juifs et Goyim).

En apparence donc (la réalité est plus complexe, comme on va voir), depuis les années 1980, les libres citoyens de l'Europe occidentale ont, par veulerie et par bêtise entretenues par les présentateurs des media et les politiciens trahissant leurs mandants, laissé s'implanter dans des pays de très riche tradition culturelle une civilisation absurde : monoculturelle et multiraciale. Soit très exactement ce qui existe aux U.S.A. ou au Brésil, pour prendre des exemples que n'importe quel touriste peut aisément contempler. Ces *melting pots* sont de lamentables échecs, comme l'actualité le démontre, mais ils sont volontiers présentés par les fabricants d'opinion comme des modèles à suivre.

En aucun cas, ce schéma, frauduleusement implanté en Europe depuis les années 1980, sous l'appellation de mondialisation de la vie politique, économique, sociale et sous-culturelle, ne peut être toléré à moyen terme. Si certains Européens sont résolument tentés de vivre dans ce type de société, il leur est loisible d'émigrer vers les Amériques qui, dès les origines, furent le continent du brassage des races (développements in Plouvier, 2012). Pour l'Europe, l'étude des derniers millénaires démontre à l'évidence la pertinence du postulat : « *Une race, une civilisation* ».

Hélas, de nos jours, les Européens affrontent une réalité pire encore que ce qui existe aux U.S.A. ou au Brésil. Si les Européens de l'Ouest vivent depuis trente ans dans un chaos multiracial, il leur faut en outre subir l'islamisation progressive de leur société, par la déréliction d'une majorité de chrétiens, dégoûtés d'une religion de charité inadaptée à la triste condition humaine, par le déséquilibre démographique entre autochtones et immigrés extra-européens, enfin par la veulerie des gouvernants, authentiques collaborateurs des envahisseurs, qui acceptent, avec plus ou moins de zèle selon les cas, les revendications et les récriminations des musulmans, en totale violation des traditions autochtones et des lois de séparation des Églises et des États.

Les sociétés française, belge, britannique, scandinaves, néerlandaise etc. sont non seulement multiraciales, mais risquent de devenir bi-sous-culturelles : aux effets pervers de la mondialisation naïve se surajoute, de façon absolument intolérable pour un Européen, l'extraordinaire régression intellectuelle, morale et sociale, de l'*islam* intégriste.

Toute religion est, pour ses fidèles, l'occasion de développer le meilleur comme le pire. Toute foi peut enthousiasmer des êtres bons et honnêtes, qui trouvent leur bonheur à se fondre dans un univers organisé par leur dieu pour améliorer l'existant. Hélas, toute foi est également encombrée de fanatiques, confondant culte et conquête, imposant leur divinité à autrui. L'*islam*, tel qu'il est pratiqué de nos jours, en Afrique,

au Moyen-Orient et en Asie du Sud-Ouest, est gros de nouvelles guerres religieuses, soit un anachronisme intolérable en Europe.

Les gouvernants européens sont à l'évidence au service des maîtres de l'économie globale. Il est absurde d'en attendre quelque aide que ce soit pour réformer l'orientation politique désastreuse prise par la Communauté Européenne, qui n'est de fait que l'union, plus formelle que réelle, des économies de ses États membres. Ce rassemblement est d'ailleurs fort disparate, puisque dépourvu de législation unique, singulièrement pour ce qui est de la fiscalité et du coût social du travail.

Il existe, pour les citoyens de souche européenne trompés, voire abandonnés, par leurs élus, non pas un droit, mais un devoir d'insurrection, qu'il faudra appliquer dès que l'économie globale craquera, dès que le vide des caisses publiques provoquera la colère illégitime des parasites sociaux, ou lorsque l'immigration musulmane, faussement rassurée par la veulerie des politiciens locaux, et encouragée de l'extérieur du continent, aura accouché du *djihad* en Europe.

Chaque génération n'a qu'un devoir : celui de préparer les conditions de vie de la suivante. Il a existé, singulièrement en Europe, des pays où l'élite de générations successives œuvrait pour améliorer l'existant, en se référant à une éthique. Ce fut le cas de la Grèce antique du 7^e au 3^e siècles avant notre ère, de Rome à la jonction de la République et de l'Empire, de l'Europe occidentale aux XV^e et XVI^e siècles (cf. Plouvier, 2012).

La génération soixante-huitarde, imbuë de ridicules principes marxistes ou libertaires et poursuivant l'œuvre détestable des politiciens responsables des deux guerres civiles européennes de la première moitié du XX^e siècle, accoucha du crépuscule de l'Occident, en partie par la féminisation outrancière de la société. De nos jours, la génération d'hédonistes et de psychopathes, créée de toutes pièces par les détenteurs de la puissance économique et leurs nervis du petit monde de la politique et des media, transforme l'humanité en un monstre qui n'a même pas le mérite de l'originalité.

Le nivellement des consciences par le brassage des races et la création de peuples bâtards a déjà été tenté : on ne fait qu'imiter l'exemple de quelques empires de l'Antiquité et du Moyen Âge. Ces réalisations n'ont pas toujours été sans grandeur ni durée ; elles ne sont guère adaptées à l'avenir de l'Europe. Nos enfants et petits-enfants méritent mieux !

« Nous ne sommes pas en ce monde pour être heureux et jouir de la vie.

Nous sommes sur Terre pour faire notre devoir »

Otto von Bismarck, 1851

*

*

*

« La morale se fonde sur la pure avidité d'exister »

Friedrich Nietzsche, *La naissance de la tragédie*.

Les grandes civilisations européennes de l'Antiquité, la grecque et la romaine, furent mâles dans leurs valeurs, donc fortes, conquérantes, innovantes, du moins jusqu'aux catastrophes des III^e et IV^e siècles de notre ère, induites par la veulerie des maîtres, des élites et du peuple.

Également fondé sur des valeurs mâles et s'appuyant sur l'héritage du XVIII^e siècle, singulièrement sur les projets de réforme des remarquables administrateurs de la monarchie capétienne en ses derniers feux, le 1^{er} Empire français édifia la superstructure de l'État pour un siècle et demi, jusqu'au reniement des années 1968-80.

Notre société mondialiste, apparue dans les années 1980, est femelle, donc molle, permissive, vouée à l'hédonisme, aux compromis, à la faiblesse. La femme, surtout si elle est belle, est toujours menacée du risque de viol.

La France est belle. Elle est (encore) riche, du fait du travail incessant des générations de Français, autochtones ou immigrés d'autres pays européens, qui l'ont façonnée ces deux derniers millénaires. Elle est, de nos jours, la cible d'envahisseurs virils, brutaux, racistes et quasi incultes pour beaucoup d'entre eux, par ailleurs dévoués à une mystique de haine envers les « *infidèles* » : l'*islam* tel qu'il est pratiqué par ses fanatiques.

Au pays des capons et des femelles, même les hommes les plus médiocres ne peuvent que l'emporter. Le raisonnement vaut, hélas, pour tous les pays d'Europe occidentale et danubienne qui se sont laissés mollement bercer par la propagande à l'eau de rose des propagandistes au service des vrais maîtres : les quelques milliers de dirigeants de l'économie globale qui ont confisqué l'ensemble des pouvoirs à leur profit.

Dans un certain nombre de pays européens, existe une loi séparant l'État des confessions religieuses. En France, la loi de juillet-décembre 1905 est quotidiennement bafouée par les fanatiques de l'*islam*, avec la complicité active ou passive d'élus, peu soucieux des intérêts du peuple, mais fort préoccupés par leur réélection, dépendant pour l'essentiel des dons de leurs sponsors, maîtres du pouvoir économique, et du vote d'électeurs dont la majorité est naturellement composée d'individus médiocrement doués, comme le démontrent les statistiques sur le quotient intellectuel de toutes les populations. Plus un électeur est fruste, plus il est accessible à la plus basse démagogie. Que pèse le respect de la République et de ses lois, au regard du plan de carrière de nos merveilleux et incorruptibles élus ?

Le respect des lois et leur stricte application distinguent la société mâle du laxisme féminin, où l'on s'accommode fort bien de l'arrangement et des combines. Par essence, le parlementarisme est femelle et fort mal adapté aux situations de péril imminent menaçant les populations autochtones.

Selon Thomas Hobbes (in *Léviathan*), l'insécurité, liée à la tyrannie de groupes d'irresponsables ou de violents perturbateurs de l'ordre public (on parlerait, en notre époque, de psycho- et de sociopathes), fait désirer par les honnêtes citoyens malmenés l'accès temporaire au Pouvoir d'un dictateur efficace, dévoué au bien public et garant

du retour à l'ordre. Dans les cas de danger extrême, les libertés individuelles passent après la sécurité des familles et des biens.

Les sociétés d'Europe occidentale et danubienne sont, de nos jours, à la fois en état de récession économique, par l'effet d'une très stupide désindustrialisation massive, et soumises à l'invasion de fanatiques et de psychopathes ultra-violents. On comprend que la situation soit explosive.

Un régime de Salut public est l'unique recours d'un peuple agressé, menacé d'esclavage, voire d'extinction par l'effet conjugué de la dénatalité autochtone et d'une invasion par des foules issues d'autres continents, sans compétences particulières, mais avides de biens facilement acquis et à la mentalité raciste et sectaire : des foules de conquérants.

Un pouvoir populiste, par définition attaché au bien-être à moyen et long termes de la nation, est l'unique moyen de faire triompher ce qui doit devenir l'idéal des autochtones d'Europe au XXI^e siècle : leur fusion au sein d'un Empire européen. En réaction à la dictature de pouvoir économique, il faut en revenir « à la politique » (Molnar, 1992), dans son éthique platonicienne, revue par Hobbes, c'est-à-dire en revenir à un mode de gouvernement visant à promouvoir et affermir le Bien commun des nations constituant la race européenne.

Au début du XXI^e siècle de l'ère dite chrétienne, ou si l'on préfère durant le premier demi-siècle de la nouvelle ère dite mondialiste, l'Européen est menacé d'une double régression intellectuelle et morale : l'hédonisme consumériste et l'*islam*.

Piètra alternative pour les héritiers d'Alexandre le Grand, de Jules César et de Napoléon, pour ceux de Platon, de Michel Ange et de Voltaire, de Johannes Kepler, de Max Planck ou d'Henri Poincaré.

À l'évidence, l'homme européen peut et doit choisir autre chose que Wall street ou La Mecque, en l'occurrence il doit opter pour une solution mieux adaptée au génie de sa race et à ses potentialités. Une saine réflexion s'impose sur les fondements de l'Éthique et son application aux États du continent.

L'Europe n'est pas née « *très exactement quand l'Empire romain a croulé* » (c'est une phrase du médiéviste Marc Bloch, citée in Pichon, 2009), pas plus qu'elle ne naquit durant le Moyen Âge (Lucien Febvre, réédition de 1999). Elle n'est pas née du Traité de Rome (1957), encore moins de celui de Maastricht (1993), révisé à Lisbonne en 2009. L'Europe, la vraie, issue de l'union des nations qui forment la race européenne et peuplent le continent depuis l'aube des temps historiques, n'est pas encore née.

L'Europe est à faire. C'est aux Européens de souche, et à eux seuls, qu'incombe cette formidable création.

« *Je prédis un âge tragique : l'art suprême de l'affirmation de la vie* »

Friedrich Nietzsche, *Ecce Homo*.

Bibliographie

Avec tous mes remerciements à André Lama et Philippe Randa qui m'ont fourni de nombreux textes.

- M. Allais : *Combats pour l'Europe, 1992-1994*, Éditions Clément Juglar, 1998
- Anonyme (préface de J. K. Galbraight) : *La paix indésirable ? Rapport sur l'utilité des guerres*, Calmann-Lévy, 1968 (la guerre envisagée comme moteur essentiel du *big business* : en dépit de la qualité supposée des auteurs, de grands universitaires des U.S.A., ce livre est réellement indigent, tant au point de vue de la documentation historique que de l'argumentation ; du verbiage de potaches médiocres, reprenant, sans le citer, le travail de Barnes et Coll.)
- C. Arambourg : *La genèse de l'humanité*, P.U.F., 1969
- R. Ardrey : *La loi naturelle*, Stock, 1971
- M. Arkoun : *La pensée arabe*, P.U.F., 1975
- A. Armstrong : *Capitulation sans conditions*, Presses de la Cité, 1963
- H. Atlan : *L'utérus artificiel*, Seuil, 2007
- J. Attali : *Dictionnaire du XXI^e siècle*, Fayard, 1998 (cf. infra, Cohn-Bendit, Lévy, Taguieff et les inspireurs de New York : « Reves »-Rosenbaum, Strauss-Hupé et Fossony ; rien de nouveau dans les arguments des opposants juifs à l'union des nations européennes)
- Ayatollah Khomeini : *Sayings of the ayatollah Khomeini : political, philosophical, social, and religious*, Bantam Books, New York, 1980 (en voilà un qui ne s'intéressait pas trop à Allah dans son attribut de miséricordieux : seule sa toute-puissance retenait sa haineuse attention)
- M. Bardèche : *L'œuf de Christophe Colomb. Lettre à un sénateur d'Amérique*, Déterna, réédition de 2002 (1^{ère} édition de 1952)
- M. Bardèche : *Sparte et les sudistes*, Pythéas, réédition de 2001 (texte initial de 1969)
- H. E. Barnes et Coll. : *Perpetual war for perpetual peace*, Caxton Printers, Caldwell (État de l'Idaho), 1961 (ce livre, totalement négligé des grands historiens universitaires et connu des seuls « révisionnistes » présente, avec près d'une décennie d'avance sur le *brain trust* des universitaires U.S., cf. supra : Anonyme, 1968, la recette de FDR : l'impérialisme économique des U.S.A. nécessite d'énormes forces armées, toujours prêtes à intervenir en n'importe quelle région du globe pour soutenir le *big business*)
- A. Bauer, C. Soulez : *Violences et insécurité urbaines*, P.U.F., 2010 (effarante réalité)
- A. de Benoist : *Arthur Moeller van den Bruck : une « question à la destinée allemande »*, Nouvelle École, N° 35, 1980, p. 40 - 73

- A. de Benoist : *Démocratie : le problème*, Le Labyrinthe, 1985
- J. Benoist-Méchin : *De la défaite au désastre*, 2 vol., Albin Michel, 1984 (texte rédigé au printemps de 1944)
- G. Bernanos : *Nous autres Français*, Gallimard, 1939
- J. Bernard : *Le sang et l'histoire*, Buchet-Chastel, 1983
- M. Bernal : *Black Athena. Les racines afro-asiatiques de la civilisation classique*, 2 vol., P.U.F., 1996-1999 (un sommet dans l'historiographie grotesque)
- K. Berger, V. Rabault : *Les trente glorieuses sont devant nous*, Éditions Rue Fromentin, 2011 (défense et illustration de l'immigration extra-européenne de masse, « pour régénérer la population », sic)
- O. von Bismarck : *Testament politique*, Corrèa, 1937
- F. Bloch-Lainé : *La zone Franc*, P.U.F., 1956
- W. Bonner, A. Wiggin : *L'empire des dettes. À l'aube d'une crise économique épique*, Les Belles Lettres, 2006 (très documenté)
- G. H. Bousquet : *Vilfredo Pareto, sa vie et son œuvre*, Payot, 1928
- Z. Brzezinski : *Le grand échiquier. L'Amérique et le reste du monde*, Hachette, 1997 (la fatuité et le cynisme made in U.S.A., dans toute leur splendeur)
- J. Burckhardt : *Considérations sur l'histoire universelle*, Payot, 1971 (1^{re} édition de 1868)
- C. Caldwell : *Une révolution sous nos yeux. Comment l'Islam va transformer la France et l'Europe*, Éditions du Toucan, 2011 (le nouveau machiavélisme made in U.S.A.)
- H. Callender : *Prologue pour la paix*, Tallandier, 1945
- J. Carbonnier : *Droit et passion du droit sous la V^e République*, Flammarion, 1996 (« passion » doit ici se comprendre au sens de « mise à mort »)
- E. H. Carr : *Conditions of peace*, MacMillan, Londres, 1942 (prophétique)
- J. Cau : *Discours de la décadence*, Éditions Copernic, 1978
- F. Charles-Roux : *Cinq mois aux Affaires Étrangères (21 mai, 1^{er} novembre 1940)*, Plon, 1949
- A. Chauprade : *Chronique du Choc des civilisations*, Chronique Éditions, 2^e édition de 2011
- G. Chevallier : *L'envers de Clochemerle. Propos d'un homme libre*, Flammarion, 1966
- Y. Christen : *L'heure de la sociobiologie*, Albin Michel, 1979
- Y. Christen : *L'homme bioculturel. De la molécule à la civilisation*. Éditions du Rocher, Monaco, 1986
- E. M. Cioran : *Précis de décomposition*, Gallimard, 1949 (inclus : quatre autres essais)
- E. M. Cioran : *Syllogismes de l'amertume*, Gallimard, 1952
- P. Clastres : *Archéologie de la violence. La guerre dans les sociétés primitives*, Éditions de l'Aube, Marseille, 1997
- H. Claude : *De la crise économique à la guerre mondiale*, O.C.I.A., 1945

- C. von Clausewitz : *De la guerre*, Éditions de Minuit, 1955 (1^{re} édition allemande de 1832 à 1834)
- D. Cohn-Bendit : *Xénophobies*, Grasset, 1998
- Coll. : *Genetics and society*, Addison & Wesley, Menlo Park (Ontario, Canada), 1973 (il n'est pas trop assuré que des études de ce type, pourtant menées de façon très rigoureuse, seraient encore publiées de nos jours : elles démontrent les effets délétères des croisements d'individus génétiquement trop différents... des vérités politiquement fort incorrectes)
- Coll. : *Quelles perspectives géopolitiques pour l'Europe ?*, Éditions de L'Âge d'homme, Lausanne, 2005
- Coll. : *Face à la crise. Une autre Europe !*, Les Bouquins de Synthèse Nationale, 2012
- H. Corbin : *En Islam iranien*, Gallimard, 1978
- S. Corrêa da Costa : *Le nazisme en Amérique du Sud. Chronique d'une guerre secrète. 1930-1950*, Éditions Ramsay, 2008
- N. Corte : *La vie et l'âme de Teilhard de Chardin*, Fayard, 1964 (1^{re} édition en 1957)
- R. N. Coudenhove-Kalergi : *Praktischer Idealismus. Adel – Technik – Pazifismus*, Paneuropa Verlag, Vienne, 1925 (l'une des premières apologies du métissage, envisagé comme étant l'avenir de l'Eurasie)
- G. Dalongeville : *Rose mafia*, Éditions Jacob-Duvernet, 2012 (le petit monde socialo-maçonnique du XXI^e siècle ressemble à s'y méprendre à la radicale maçonnerie de la III^e République, que le Président Alexandre Millerand avait qualifiée de « régime abject »)
- E. Darhel : *D'une colonisation l'autre. Vers la guerre civile*, L'Éncre, 2011
- B. Davidson : *Africa in history*, Collier Books, New York, 1974
- P. Davidson : *Post Keynesian macroeconomic theory*, Edward Elgar Publishing, Cheltenham, 1994
- R. Dawkins : *Le gène égoïste*, Menges, 1978
- M. A. Delaunay : *L'immigration par escroquerie sentimentale*, Éditions Tatamis, 2006
- É. Delcroix : *Manifeste libertin. Essai révolutionnaire contre l'ordre moral antiraciste*, L'Éncre, 2005
- É. Delcroix : *Le théâtre de Satan. Décadence du droit. Partialité des juges*, L'Éncre, réédition de 2010 (1^{ère} édition de 2002 ; livre d'une remarquable puissance de réflexion et parfaitement argumenté)
- G. Deleuze : *Nietzsche et la philosophie*, P.U.F., 1969
- J. Deniker : *Les races et les peuples de la Terre*, Masson, 1926
- G. Denis : *Citoyen policier*, Albin Michel, 1976
- L. L. Dennis : *The dynamics of war and revolution*, The Revisionist Press, New York, 1975 (1^{re} édition de 1940)
- F. Dewinter : *Immigratie-invasie : de nieuwe kolonisatie*, Éditions Egmont, Bruxelles, 2012 (pose le problème d'un éventuel devoir d'islamophobie, étant donnée l'agressivité considérable des immigrés musulmans et de leurs rejetons dans certains

pays d'Europe occidentale et danubienne ; avec mes remerciements à R. de V. pour la traduction)

- R. Dôle : *Le cauchemar américain. Essai sur les vestiges du puritanisme dans la mentalité américaine actuelle*, V.L.B. éditeur, Québec, 1996 (merci à P. de m'avoir fait connaître ce livre non diffusé en France)
- A. Douguine : *Principes de géopolitique*, L'Âge d'Homme, Lausanne, 1997 (ou la réaction consternante des fossiles du XIX^e siècle russe)
- P. Drieu La Rochelle : *L'Europe contre les patries*, Gallimard, 1931
- R. Dubail : *Une expérience d'économie dirigée : l'Allemagne nationale-socialiste*, Dupont, 1962
- G. Duby : *Mâle Moyen Âge. De l'amour et autres essais*, Flammarion, 1990
- G. Dumezil : *L'héritage Indo-Européen à Rome*, Gallimard, 1949
- J. Dupâquier : *L'avenir démographique*, Krisis, N° 20-21, novembre 1997, p. 37-45
- I. Eibl-Eibesfeldt : *Guerre ou paix dans l'homme*, Stock, 1976
- E. ben Elissar : *La diplomatie du III^e Reich et les Juifs (1933-1939)*, Julliard, 1969
- B. Étienne : *La France et l'Islam*, Hachette, 1989 (très bien documenté)
- J. Evola : *Les hommes au milieu des ruines*, Les Sept Couleurs, 1972
- J. Evola : *Métaphysique de la Guerre*, Archè, Milan, 1980 (texte de 1935)
- J. Evola : *Essais de doctrine politique*, Pardès, Puiseaux, 1986 (1^{re} édition italienne en 1931)
- O. Fallaci : *La rage et l'orgueil*, Plon, 2002 (manifeste islamophobe, puissant mais mal rédigé, d'une intellectuelle juive)
- S. Fath : *Dieu bénisse l'Amérique. La religion de la Maison-Blanche*, Seuil, 2004
- A. Fattal : *Le statut légal des non-musulmans en pays d'Islam*, Institut Catholique de Beyrouth, Beyrouth, 1958
- B. Faÿ : *La guerre des trois fous. Hitler-Staline-Roosevelt*, Perrin, 1968
- G. Faye : *Les nouveaux enjeux idéologiques*, Le Labyrinthe, 1985
- G. Faye : *Avant-guerre. Chronique d'un cataclysme annoncé*, L'Æncre, 2002
- G. Faye : *Le coup d'État mondial. Essai sur le Nouvel Impérialisme Américain*, L'Æncre, 2004
- G. Faye : *L'Archéofuturisme. Techno-science et retour aux valeurs ancestrales*, L'Æncre, 2011 (juxtaposition d'excellentes idées et de vaticinations moins passionnantes ; il s'agit néanmoins d'un auteur original et intéressant, ce qui est rare de nos jours)
- L. Febvre : *L'Europe. Genèse d'une civilisation*, Perrin, 1999 (réédition d'un cours lamentable professé en 1944-45 au Collège de France par un vieillard très marqué par les épreuves de la guerre)
- G. Feltrin-Tracol : *Le dernier « diable » d'Europe*, Synthèse nationale, 2013, N° 31, p. 41 – 68 (traite du cas de la Biélorussie, depuis le milieu des années 1990)
- H. de Fersan : *Le racisme anti-français*, L'Æncre, 1997
- D. Filkins : *La guerre sans fin*, Albin Michel, 2008
- N. G. Finkelstein : *L'industrie de l'Holocauste. Réflexions sur l'exploitation de la souffrance des Juifs*, La fabrique éditions, 2001

- J. Flori : *L'islam et la fin des temps. L'interprétation prophétique des invasions musulmanes dans la chrétienté médiévale*, Seuil, 2007
- W. Foerster : *Cosmographie et astronomie*, 7^e partie de *L'Univers et l'Humanité* (sous la direction d'H. Kraemer), Bong, 1905
- J. Freund : *La fin de la Renaissance*, P.U.F., 1980
- F. Fukuyama : *La Fin de l'histoire et le dernier homme*, Flammarion, 1993 (un monument de stupidité naïve, devenu, bien sûr, une « référence mondiale »)
- J. L. Fuller, W. R. Thomson : *Behavior genetics*, Mosby, Saint Louis (Missouri), 1978
- H. W. Gabriel : *Kernenergie ohne Radioaktivität. Kein Traum*, Horizons et Débats, Zurich, N° 11, 19 mars 2012
- D. Gallot : *Les fossoyeurs de la police*, Albin Michel, 1992
- H. Gans : *Popular culture and high culture. An analysis and evaluation of taste*, Basic Books, New York, 1974
- R. Garaudy, J. Vergès : *Le procès de la liberté*, Éditions Vent du Large, 1998
- C. de Gaulle : *Mémoires de guerre*, vol. 3 : *Le salut, 1944-1946*, Plon, 1959
- E. Gellner : *Nations and nationalisms*, Cornell University Press, Ithaca (État de New York), 1983
- R. M. Gelpi, F. Julien-Labruyère : *Histoire du crédit à la consommation. Doctrines et pratiques*, Éditions La Découverte, 1994
- M. T. Ghiselin : *The economy of nature and the evolution of sex*, University of California Press, Berkeley, 1974
- H. Gobard : *La guerre culturelle. Logique du désastre*, Éditions Copernic, 1979
- J. A. de Gobineau : *Essai sur l'inégalité des races humaines*, 2 volumes, Firmin Didot, 1884 (1^{re} édition de 1853-55 ; un millier de pages ennuyeuses, strictement dépourvues du moindre intérêt)
- S. Gougenheim : *Aristote au Mont Saint-Michel. Les racines grecques de l'Europe chrétienne*, Seuil, 2008
- J. Grandmougin : *Diagnostic de la France*, La Table Ronde, 1959
- P. P. Grassé : *Toi, ce petit dieu. Essai sur l'histoire naturelle de l'homme*, Albin Michel, 1971
- H. de Grossouvre : *Paris – Berlin – Moscou. La voie de l'indépendance et de la paix*, L'Âge d'Homme, Lausanne, 2002
- H. F. K. Günther : *Religiosité indo-européenne*, Pardès, Puiseaux, 1987 (texte de 1934, remanié en 1966)
- W. Gueydan de Roussel : *À l'aube du racisme. L'Homme, spectateur de l'Homme*, Bocard, 1940
- J. Guilaine, J. Zammit : *Le sentier de la guerre. Visages de la violence préhistorique*, Seuil, 2001
- P. Guillaume : *Individus, familles, nations*, S.E.D.E.S., 1985 (une réflexion sociologique fondée en grande partie sur des erreurs historiques !)
- H. Guillemin : *Le général clair-obscur*, Seuil, 1984

- L. Gumplowicz : *La lutte des races*, Guillaumin, 1893 (1^{re} édition en langue allemande en 1883)
- N. E. Gun : *Les secrets des archives américaines : Pétain, Laval, de Gaulle*, Albin Michel, 1979
- J. Heers : *L'histoire assassinée. Les pièges de la Mémoire*, Éditions de Paris, 2006
- L. Henninger : *Révolution militaire et naissance de la modernité*, Krisis, N° 34, juin 2010,
p. 58-75
- G. Henry-Haye : *La grande éclipse franco-américaine*, Plon, 1972
- M. J. Herskovits : *Economic anthropology : the economic life of primitive peoples*, Norton, New York, 1965 (1^{ère} édition en 1940)
- A. Hitler : *Mon combat, traduction intégrale de « Mein Kampf »* Nouvelles Éditions Latines, 1934 (il n'est peut-être pas inutile de préciser en notre époque de désinformation que la traduction et la diffusion en France de ce livre ont été financées par la L.I.C.A. – la Ligue Internationale Contre l'Antisémitisme – ainsi qu'il est précisé dans la livraison du 5 Septembre 1936 de l'hebdomadaire *Le droit de vivre*)
- A. Hitler : *Derniers Livres Propos*, suivis du *Petit Livre brun*, Déterna, 2010 (la seconde partie du livre est un florilège de citations provenant de ses écrits et discours)
- H. Hude : *Éthique et Politique*, Éditions Universitaires, 1992
- S. Huntington : *Le choc des civilisations*, Odile Jacob, 1997 (devenu obsolète du fait de la nouvelle orientation géopolitique des maîtres du Pouvoir aux U.S.A.)
- A. Huxley : *La fin et les moyens*, Plon, 1939
- A. Huxley : *Les portes de la perception*, Éditions du Rocher, 1954
- Ibn Hichâm : *La biographie du prophète Mahomet* (abrégé établi par W. Atallah), Fayard, 2004 (la *sîra*, autre pilier de la foi islamique, après le *Coran* et les innombrables *Hadîths*, ou récits fabuleux censés avoir été dictés par les proches du prophète)
- A. Jacques-Garvey : *Philosophy and opinions of Marcus Garvey*, 2 vol., Atheneum, New York, 1986 (première édition en 1923)
- K. Jaspers : *Introduction à la philosophie*, Plon, 1966
- F. Jean et Coll. : *Économie des guerres civiles*, Hachette, 1996
- A. R. Jensen : *How much can we boost IQ and scholastic achievement ?*, Harvard Educational Review, 1969, vol. 39, p. 1-123 (il est peu probable que quiconque oserait, de nos jours, publier de tels résultats, pourtant indiscutables sauf à être d'une insigne mauvaise foi)
- A. R. Jensen : *Genetics and education*, Methuen, Londres, 1972 (Arthur Jensen, spécialiste remarquable, demeure la « bête noire » des psychologues libéraux, marxistes et libertaires)
- C. Johnson : *The sorrows of Empire : militarism, secrecy, and the end of the Republic*, Metropolitan Books, New York, 2003 (un peu plus intéressant que le livre de Ryn consacré au même sujet, grâce à une meilleure documentation)
- E. Joly : *Notre affaire à tous*, Éditions Les Arènes, 2000
- B. de Jouvenel : *L'Amérique en Europe. Le Plan Marshall et la coopération*

- intercontinentale*, Plon, 1948
- E. Jünger : *Sur les falaises de marbre*, Gallimard, 1942 (Édition allemande de 1939)
 - H. Kempf : *La révolution biolithique*, Albin Michel, 1998 (le livre vaut bien mieux que son titre hautement ridicule : il ne s'agit nullement d'une énième civilisation de la pierre, mais du mixage des techniques de pointe informatiques et biologiques)
 - F. Kersaudy : *De Gaulle et Roosevelt. Le duel au sommet*, Perrin, 2004
 - H. Kissinger : *Does America need a foreign policy ? Toward a diplomacy for the twentieth- first century*, Simon & Schuster, New York, 2001
 - A. H. Krappe : *La genèse des mythes*, Payot, 1938
 - C. A. Kupchan : *The end of the America era : U.S. foreign policy and the geopolitics of the twenty-first century*, Knopf, New York, 2002 (bien plus réaliste que les vaticinations de Kissinger, Ryn et consorts)
 - A. Lama : *Causes ethniques de la chute de l'Empire romain*, Dualpha, 2010 (1^{ère} édition de 2001 ; exceptionnel)
 - P. Y. Lambert : *La langue gauloise*, Éditions Errance, 2003 (avec, en introduction, une excellente revue des divers dialectes celtiques)
 - H. Lammens : *L'islam. Croyances et institutions*, Éditions du Trident, 2001 (texte de 1926)
 - M. Laruelle : *La quête d'une identité impériale. Le néo-eurasisme dans la Russie contemporaine*, Pétra, 2007
 - Y. M. Laulan : *Les années Sarkozy*, L'Æncre, 2012 (remarquable étude de notre curieuse époque et du triste sire qui a si mal gouverné la France, abandonnant d'excellentes idées par pure démagogie et faiblesse de caractère)
 - J. de Launay : *Histoire de la diplomatie secrète de 1914 à 1945*, Éditions Gérard, Verviers, 1966
 - D. H. Lawrence : *Apocalypse*, Balland, 1978 (1^{ère} édition en langue anglaise de 1931)
 - R. E. Leakey, R. Lewin : *Les origines de l'homme*, Flammarion, 1985 (un sommet dans l'art d'écrire des niaiseries)
 - G. Le Bon : *La psychologie des foules*, Déterna, 2012 (1^{re} édition en 1895)
 - P. Lecomte de Noüy : *L'homme et sa destinée*, Éditions du Vieux Colombier, 1948
 - O. Le Cour Grandmaison : *Coloniser, exterminer. Sur la guerre et l'État colonial*, Fayard, 2005 (à lire la production de certains politologues diplômés, l'on se sent fier d'être un « amateur » !)
 - M. R. Lefkowitz, G. McLean Rogers : « *Black Athena* » revisited, University of North Carolina Press, Chapell Hill, 1996 (réfutation du livre grotesque de Martin Bernal)
 - J. Le Goff : *La bourse et la vie*, Hachette, 1986
 - P. Le Vigan, J. Marlaud : *La patrie, l'Europe et le monde. Éléments pour un débat sur l'identité des Européens*, Dualpha, 2009
 - C. Levi-Strauss : *Race et histoire*, Gonthier, 1967
 - B. H. Lévy : *La pureté dangereuse*, Grasset, 1994 (le danger, pour ce « penseur », est le maintien de l'homogénéité de la race européenne : argumentation identique chez Attali et Cohn-Bendit dans des livres parus 4 ans plus tard ; tous ces auteurs

- cosmopolites, fort peu favorables à la véritable unité européenne, ne font que paraphraser le livre de Strauss-Hupé, paru un demi-siècle plus tôt et celui de son premier inspirateur, Richard Coudenhove-Kalergi)
- M. Lewis : *Le casse du siècle. The big short*, Sonatine, 2011 (l'arnaque des « subprimes »)
 - W. Lippmann : *La politique étrangère des Etats-Unis, bouclier de la République*, Éditions des Deux-Rives, 1945
 - K. Lorenz : *L'agression. Une histoire naturelle du mal*, Flammarion, 1969
 - J. L. Loubet del Bayle : *Les non-conformistes des années 30. Une tentative de renouvellement de la pensée politique française*, Seuil, 1969 (il est dommage que l'auteur ait cru bon de limiter son sujet au seul cas français et n'ait même pas mentionné la révolution des idées politico-économiques proposée par des auteurs non marxistes en d'autres pays d'Europe et des U.S.A.)
 - J. Lukacs : *La dernière guerre européenne*, Fayard, 1977
 - R. Lynn : *Race differences in intelligence. An evolutionary analysis*, Washington Summit Publisher, Whitefish (État du Montana), 2006
 - A. MacIntyre : *Quelle justice ? Quelle rationalité ?*, P.U.F., 1993 (une adaptation moderne du discours politique d'Aristote)
 - H. MacMillan : *War diaries, 1943-1945*, MacMillan, Londres, 1984
 - Mahomet : *Le Coran* (traduction de Kasimirski), Garnier-Flammarion, 1970 (la lecture de cet ouvrage, exceptionnellement mal écrit et fort peu poétique quoi qu'en disent certains commentateurs, devrait être rendue obligatoire à tous les électeurs des pays européens ; cela annulerait l'effet des niaiseries répandues sur « la doctrine de bonté » que serait l'islam selon certains agents des media)
 - T. Mann : *Considérations d'un apolitique*, Grasset, 1975 (texte initialement paru en Allemagne en octobre 1918... en mars 1952, dans sa correspondance, Mann reconnaissait qu'il avait été beaucoup plus sincère avec lui-même en prônant l'État autoritaire dans son livre de 1918 qu'en adoptant, durant les années 1933 sq., une « attitude démocratique »)
 - J. Marseille : *Empire colonial et capitalisme français*, Albin Michel, 1984
 - G. Martinez-Gros : *Mahomet, le prophète guerrier*, L'Histoire, 2003, N° 276 bis, p. 12-15
 - K. Marx, F. Engels : *Manifeste du Parti communiste*, Librairie Générale Française, 1973 (texte de 1848 ; l'un des écrits les plus hilarants de l'histoire humaine, par sa naïveté et sa bêtise profondes)
 - P. Masson : *Une guerre totale. 1939-1945. Stratégies, moyens, controverses*, Tallandier, 1990
 - J. J. Matringhem, Ph. Randa et Coll. : *Vers la société multiraciste*, Dualpha, 2002
 - T. Maulnier : *Cette Grèce où nous sommes nés*, Flammarion, 1964
 - Z. Mayani : *Les Étrusques commencent à parler*, Arthaud, 1961
 - M. Mead : *Mœurs et sexualité en Océanie*, Plon, 1963 (1^{ère} édition en 1928 : superbe exemple de supercherie anthropologique, qui fait toujours des ravages chez les niais)

- J. Mearsheimer, S. Walt : *Le lobby pro-israélien et la politique étrangère américaine*, La Découverte, 2007 (explication de l'ère Bush Junior, obsolète depuis la 1^{re} et désastreuse présidence d'Obama)
- P. Menzel, F. d'Aluisio : *Hungry planet. What the world eats*, Ten Speed Press, Berkeley (État de Californie), 2005 (exceptionnel)
- P. Mesnard : *L'essor de la philosophie politique au XVI^e siècle*, Vrin, 1952 (1^{re} édition en 1936)
- G. Millière : *Le désastre Obama*, Éditions Tatamis, 2012
- P. Milloz : *L'immigration. Rapport Milloz II. Réplique à Pierre-André Taguieff et à Michèle Tribalat*, Éditions Objectif France, 1999
- J. Mincez : *La femme voilée. L'Islam au féminin*, Hachette, 1992
- A. Moeller van den Bruck : *Le Troisième Reich*, Rédier, 1933 (texte élitiste, écrit au début des années 1920, donc sans relation avec le régime national-socialiste)
- T. Molnar : *L'Hégémonie libérale, L'Âge d'Homme*, Lausanne, 1992 (une bonne idée de départ, desservie par un texte verbeux, mal documenté au plan historique, ce qui est le travers de trop d'essais)
- J. Monnet : *Mémoires*, 2 vol., Fayard, 1976
- Lord McMoran (C. Wilson) : *Mémoires. Vingt-cinq ans aux côtés de Churchill. 1940-1965*, Laffont, 1966
- G. Morgenstern : *Pearl Harbor : the story of the secret war*, Devin – Adair, New York, 1947 (le premier livre ayant dénoncé le bellicisme machiavélique de FDR et de son secrétaire d'État Cordell Hull, futur titulaire du Prix Nobel de la Paix !)
- M. Müftüler-Bac : *Turkey's relations with a changing Europe*, Manchester University Press, Manchester, 1997 (bonne étude sur le racisme pantouranien)
- N. Multeau : *L'Islam chez lui chez nous*, L'Encre, 2012
- Napoléon Bonaparte : *Écrits*, Dualpha, 2011
- E. Niekisch : *Gedanken über deutsche Politik*, Widerstand, Dresde, 1929
- M. « Nordau »-Südfeld : *Dégénérescence*, Max Milo éditeur, 2006 (réédition partielle et très sélective d'un texte paru initialement en 1893, consacrant l'expression niaise et fautive : « art dégénéré » ; c'est d'un art subversif qu'il convient de parler, la dégénérescence étant le fait des critiques d'art et des acheteurs)
- J. Novicow : *L'avenir de la race blanche. Critique du pessimisme contemporain*, Alcan, 1902 (1^{ère} édition en 1897 ; premier texte, issu d'un personnage cosmopolite, en faveur du brassage des races)
- S. B. Oates : *Abraham Lincoln. The man behind the myths*, Harper Collins, New York, 1994
- L. Obertone : *La France Orange mécanique*, Éditions Ring, 2013
- J. Ohquist : *Le National-socialisme des origines à la guerre*, réédition Déterna, 2008 (texte de 1940)
- J. Ortega Y Gasset : *La révolte des masses*, Stock, 1937 (1^{ère} édition de 1929)
- H. Ostrer : *A genetic history of the jewish people*, Oxford University Press, New York, 2012 (un livre authentiquement raciste)

- W. F. Otto : *Essais sur le mythe*, Trans-Europe-Repress, Mauvezin, 1987 (quatre textes initialement édités de 1969 à 1981)
- C. Paillat : *Dossiers secrets de la France contemporaine*, tome 3 : *La guerre à l'horizon. 1930-1938*, Laffont, 1981
- V. Pareto : *Traité de sociologie générale*, 1917 (réédité chez Droz, en 1968, puis retiré de la vente par l'éditeur, pour cause de « fascisme » ; texte intégral consultable sur le site Net : archive.org)
- W. H. Parker : *Mackinder. Geography as an aid to statecraft*, Clarendon Press, Oxford, 1982
- L. Peikoff : *Objectivism : the philosophy of Ayn Rand*, Penguin Books, New York, 1991 (lorsque, après 1945, les intellectuels juifs n'ont plus voulu entendre parler de Friedrich Nietzsche, ils ont vanté les mérites de cette romancière juive – née Alicia Rosenbaum – qui distillait dans ses écrits un sous-Nietzchéisme de pacotille, teinté d'individualisme forcené, que certains admirateurs s'efforcent de promouvoir, oubliant que l'ersatz, surtout quand il est frelaté, est toujours inférieur en qualité au produit d'origine)
- R. Pernoud : *Pour en finir avec le Moyen Âge*, Seuil, 1977 (incontestablement le plus mauvais livre d'histoire jamais écrit !)
- J. P. Peroncel-Hugoz : *Le radeau de Mahomet*, Éditions Lieu Commun, 1983 (islam et islamisme envisagés comme des synonymes)
- P. Pétain : *Paroles aux Français*, Déterna, réédition de 2010 (certains de ces textes sont d'une extrême valeur morale : ubiquitaires et diachroniques, c'est-à-dire utilisables en toute époque et par tous les peuples. On chercherait vainement une telle élévation de pensée dans les *Mémoires de guerre* d'un de Gaulle ou d'un Churchill)
- A. Peyrefitte : *C'était de Gaulle*, volume 3, Fayard, 2000
- F. Pichon et Coll. : *Les Alter Européens. Cette autre Europe de Paris à Moscou via Berlin*, Dualpha, 2009
- A. Pichot : *La société pure : de Darwin à Hitler*, Flammarion, 2000 (ou quand un docte philosophe de la science – un épistémologiste – passe de l'eugénisme à la Shoah, en un raccourci saisissant, déjà exploité par nombre d'historiens juifs, en ignorant tout des idées de Schopenhauer sur la question, en reprenant les thèses éculées de Gumpłowicz et en « oubliant » le racisme matrimonial des Juifs... une « Somme »)
- B. Plouvier : *Hitler. Une biographie médicale et politique*, 6 volumes, Dualpha, 2007-2008
- B. Plouvier : *Réflexions sur le Pouvoir. De Nietzsche à la Mondialisation*, Dualpha, 2008 (réédité chez L'Æncre en 2011 ; pour un abord atypique de Nietzsche et de Teilhard de Chardin)
- B. Plouvier : *Pie XII contre Hitler*, Dualpha, 2009
- B. Plouvier : *La ténébreuse affaire Dreyfus*, 2 vol., Dualpha, 2010
- B. Plouvier : *L'énigme Roosevelt, faux naïf et vrai Machiavel*, Dualpha, 2011
- B. Plouvier : *Le XXI^e siècle et la tentation cosmopolite*, L'Æncre, 2012
- B. Plouvier : *Traîtres et comploteurs dans l'Allemagne hitlérienne*, Dualpha, 2013

- C. Poitou : *Le totalitarisme économique. Manipulations mondiales et répression financière*, L'Æncre, 2013
- L. Poliakov : *Histoire de l'antisémitisme*, volume 1, Seuil, 1981
- R. Polin : *Politique et philosophie chez T. Hobbes*, P.U.F., 1953
- H. Prinzhorn : *Expression de la folie. Dessins, peintures, sculptures d'asile*, Gallimard, 1984 (1^{re} édition en langue allemande en 1922)
- M. Pujo : *La guerre et l'homme*, Flammarion, 1932
- F. Puyalte : *L'Inquisition médiatique*, Dualpha, 2011
- P. Queuille : *Histoire diplomatique de Vichy. Pétain diplomate*, Éditions Albatros, 1976
- R. Radosh : *Prophets on the right. Profiles of conservative critics of American globalism*, Free Life Editions, New York, 1975 (l'étude de ce livre, presque inconnu en France, démontre que la lutte contre le projet de mondialisation a débuté aux U.S.A. dès la fin des années 1930)
- Ph. Randa : *Mafia rose. Des fantasmes dénoncés à l'exaspération actuelle*, Déterna, 2013
- E. Renan : *Qu'est-ce qu'une nation ?*, 1882 (réédition de 1997 chez Mille Et Une Nuits)
- C. Renouvier : *La philosophie analytique de l'histoire : les idées, les religions, les systèmes*, 4 volumes, Leroux, 1897 (verbeux et lamentable dans l'argumentation : une « somme universitaire »)
- M. Reuchlin et Coll. : *L'hérédité des conduites*, P.U.F., 1973
- « E. Reves » (ou « I. Revesz », en réalité Imre Rosenbaum) : *Anatomie de la paix*, Tallandier, 1946 (l'un des premiers livres sur la mondialisation et la « nécessaire disparition des États nationaux », « oublié » de nos brillants universitaires, à la documentation si sûre et si complète)
- M. Reza Pahlavi : *Le lion et le soleil*, Stock, 1976 (réflexions fort intelligentes du dernier « despote éclairé », détrôné par une coalition de chiites fanatiques et de communistes avec la complicité d'Occidentaux imbéciles)
- J. Ries : *Les chemins du sacré dans l'histoire*, Aubier-Montaigne, 1985
- D. S. Roberts : *Islam : a concise introduction*, Harper & Row, New York, 1981
- B. de Robien : *Les passions d'une présidente : Eleanor Roosevelt*, Perrin, 2000 (du bon usage des confusions sémantiques : l'épouse d'un Président des U.S.A. n'a jamais été une « présidente », l'épouse très spéciale de FDR moins qu'aucune autre !)
- L. Roemheld : *Integraler Föderalismus : Modell für Europa. Ein Weg zur personalen Gruppengesellschaft*, 2 vol., Vögel, Munich, 1977 (excellente étude... non traduite en français comme de juste !)
- F. Romero : *Le métier de magistrat*, France-Empire, 1977
- Elliott Roosevelt : *Mon père m'a dit*, Flammarion, 1947 (en partie écrit par l'amant juif et communiste d'Eleanor Roosevelt, Joseph Lash, ce qui explique le ton prosoviétique du livre)
- J. Rostand : *Pages d'un moraliste*, Fasquelle, 1952
- J. Rostand : *Science fausse et fausses sciences*, Gallimard, 1958

- P. Roubertoux, M. Carlier : *Génétique et comportements*, Masson, 1976
- D. de Rougemont : *L'aventure occidentale de l'homme*, Albin Michel, 1957
- D. de Rougemont : *Penser avec les mains*, Gallimard, 1972 (1^{ère} édition de 1936)
- C. Rousseau : *Principes généraux du Droit International Public*, 2 volumes, Pedone, 1944
- R. de Roussy de Sales : *L'Amérique entre en guerre (Journal d'un Français aux États-Unis)*, La Jeune Parque, 1948
- F. Roz, G. L. Jaray : *Tableau des États-Unis. De la crise de 1933 à la victoire de 1945*, S.P.I.D., 1946
- C. G. Ryn : *America the virtuous : the crisis of democracy and the quest for Empire*, Transaction Publishers, New Brunswick (État du New Jersey), 2003 (les auteurs U.S. nous amusent toujours lorsqu'ils osent comparer leur politique étrangère à celle de l'Empire romain, oubliant que les Romains ont apporté une civilisation humaniste en plus de leurs progrès techniques et d'une paix de longue durée ; on chercherait vainement un quelconque humanisme dans le débilisant *american way of life* ; au demeurant, ce livre est le type même de la fausse prophétie politique)
- H. Ryssen : *La Mafia juive. Les grands prédateurs internationaux*, Éditions Baskerville, 2008 (décapant et remarquablement informé)
- M. Sakhri : *Les démons de la Foi*, Dualpha, 2007 (critique policée du fanatisme islamique par un intellectuel issu du milieu musulman)
- P. de Saint-Seine : *Découverte de la vie*, Éditions Aux Étudiants de France, 1945
- A. Sauvy : *Les mondes en marche*, Calmann-Lévy, 1982
- A. Sauvy : *L'Europe submergée, Sud-Nord dans 30 ans*, Dunod, 1987 (prophétique)
- N. Schaxson : *Les paradis fiscaux*, André Versaille Éditeur, Waterloo, 2012
- C. Schmitt : *La notion de politique*, Calmann-Lévy, 1972 (texte de 1928, plusieurs fois remanié)
- G. Schuyler : *Black no more : Being an account of the strange and wonderful workings of science in the land of the free, A.D. 1933-1940*, Northeastern University Press, Dartmouth [État du New Hampshire], 1990 (texte, humoristique de ton et fort bien argumenté, de 1931)
- M. Schwartz : *Department of Defense Contractors in Iraq and Afghanistan : background and analysis*, Congressional Research Service, Washington, 21 septembre 2009
- F. Simiand : *Les fluctuations économiques à longue période et la crise mondiale*, Alcan, 1932 (très inférieur aux autres ouvrages de cet auteur)
- P. Simonnet : *Le jour où la France sortira de l'euro*, Éditions Michalon, 2010
- W. Sombart : *Les Juifs et la vie économique*, Payot, 1923
- G. Sorel : *Les illusions du progrès*, L'Âge d'Homme, Lausanne, 2007 (1^{re} édition en 1907)
- G. Sorel : *Réflexions sur la violence*, Seuil, 1990 (1^{re} édition de 1908, texte paru dans un périodique dès 1906)
- A. Speer : *Au cœur du Troisième Reich*, Fayard, 1971

- O. Spengler : *Années décisives. L'Allemagne et le développement historique du monde*, Mercure de France, 1934
- O. Spengler : *Aphorisms*, Regnery, Hinsdale (Chicago), 1967 (citations réunies par la fille de Spengler, Hildegard Kornhardt)
- R. Sperry : *Science and moral priority*, Blackwell, Oxford, 1983
- M. E. Spiro : *Gender and culture. Kibbutz women revisited*, Duke University Press, Durham (État de Caroline du Nord), 1979
- E. R. Stettinius Jr. : *Le Prêt-Bail : arme de victoire. Origine et développement de la Loi de Prêt-Location*, Les Éditions Transatlantiques, New York, 1944
- J. E. Stiglitz : *Le triomphe de la cupidité*, Éditions Babel, 2010
- R. Strauss-Hupé, S. T. Fossony : *International relations in the age of the conflict between democracy and dictatorship*, Mac Graw – Hill, New York, 1950 (l'un des fondements de la doctrine mondialiste, notamment dans son brassage des races, idéal pour casser le dynamisme des peuples européens)
- G. Tabouis : *Le testament secret de Roosevelt*, in Coll. : *Les grandes énigmes de la seconde guerre mondiale*, Éditions Saint-Clair, 1965
- P. A. Taguieff : *L'effacement de l'avenir*, Galilée, 2000 (faisons confiance aux éditeurs pour trouver des titres ridicules ; le contenu du livre est tout aussi ridicule, réalisant une énième paraphrase des idées initialement défendues par « Reves » et Strauss-Hupé)
- R. A. Theobald : *Le secret de Pearl Harbor, 7 décembre 1941*, Payot, 1955 (travail de pionnier sur la question ; l'auteur commandait la division de destroyers de l'escadre de Pearl Harbor en décembre 1941)
- R. S. Thompson : *A time for war : Franklin D. Roosevelt and the path to Pearl Harbor*, Prentice Hall, New York, 1991
- O. Toscer : *Argent public, fortunes privées. Histoire secrète du favoritisme d'État*, Denoël, 2002.
- H. al-Tourabi : *Islam, avenir du monde (entretiens avec Alain Chevalérias)*, Jean-Claude Lattès, 1997 (un livre hallucinant par la haine et le fanatisme de l'auteur)
- L. Uris : *The Haj*, Bantam, New York, 1985 (on trouve dans ce roman bien plus de renseignements sociologiques sur l'islam que dans les traités des doctes universitaires)
- É. Valdman : *Le Juif et l'argent*, Galilée, 1994 (excellent livre que seul un Juif pouvait se permettre d'écrire)
- H. V. Vallois : *Les races humaines*, P.U.F., 1967 (1^{re} édition de 1944 ; il n'est pas sûr que le texte de ce livre serait intégralement publié en primo-édition de nos jours !)
- J. Véliocas : *Ces maires qui courtisent l'islamisme*, Éditions Tatamis, 2010 (une étude de la nouvelle « Collaboration »)
- F. Verdavoine-Bourget : *Surpeuplement : un drame planétaire !*, Dualpha, 2004
- M. Villey : *Le droit et les droits de l'homme*, P.U.F., 1983
- E. Wagemann : *La stratégie économique. Principes généraux de politique économique*, Payot, 1938

- I. Warraq : *Pourquoi je ne suis pas musulman*, Éditions de L'Âge d'homme, Lausanne, 1999
- W. M. Watt : *Mahomet à La Mecque*, Payot, 1958
- W. M. Watt : *Mahomet à Médine*, Payot, 1959
- M. Weber : *Le savant et le politique*, Plon, 1959 (1^{ère} édition allemande de 1919)
- O. Weininger : *Sexe et Caractère*, L'Âge d'Homme, Lausanne, 1975 (1^{ère} édition allemande de 1903)
- S. Welles : *The time for decision*, Hamilton, Londres, 1944
- M. Wieviorka et Coll. : *Violences en France*, Seuil, 1999
- W. Williams, A. Perry : *Riddle of the Reich*, Prentice Hall, New York, 1941 (les prémices de la gouvernance planétaire par les U.S.A.)
- E. O. Wilson : *La sociobiologie*, Éditions du Rocher, 1987
- G. Wirsing : *L'âge d'Icare. De la loi et des frontières de notre temps*, Pan Europa, Madrid, 2003 (1^{re} édition en 1944 ; livre prophétique)
- A. Zischka : *La guerre secrète pour le pétrole*, Payot, 1934

Table des matières

Introduction

Première partie : Les fondements historiques

1 – La finalité des États

2 - Préhistoire de l'ère mondialiste (1937-1980)

Seconde partie : Le triste constat européen – Crépuscule ou éclipse ?

1 – Les mirages de l'économie globale et de la propagande mondialiste

2 – L'invasion de l'Europe

3 - La démotivation des Occidentaux

4 – Le cas français : gabegie et corruption

Troisième partie : La réponse à la tentation cosmopolite : Réagir ou mourir

1 – L'Europe face au reste du monde

2 - L'Empire européen

Conclusion

Bibliographie